



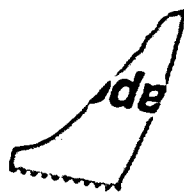
Malaisie 1998


**Sixième
réunion des dirigeants économiques
de l'Asie-Pacifique**

**Kuala Lumpur (Malaisie)
du 16 au 18 novembre 1998**

Cahier d'information

Canada



LIBRARY EA / BIBLIOTHÈQUE A E

3 5036 01016629 9

DOCS

CA1 EA 98S31 EXF

APEC Economic Leaders Meeting (6th
: 1998 : Kuala Lumpur, Malaysia)

Sixth Asia-Pacific Economic
Leaders' Meeting, Kuala Lumpur,
Malaysia, November 16-18, 1998 :
background information. --



Malaisie 1998

**Sixième
réunion des dirigeants économiques
de l'Asie-Pacifique**

**Kuala Lumpur (Malaisie)
du 16 au 18 novembre 1998**

Cahier d'information

Canada

*Imprimé sur du
papier recyclé*



*Printed on
recycled paper*



Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

Department of Foreign Affairs
and International Trade



Imprimé au Canada
Printed in Canada

Table des matières

Renseignements généraux

- Thèmes de la sixième réunion des dirigeants économiques de l'APEC 3
- Aperçu de l'APEC 10
- Déclarations des dirigeants, 1997 13

Relations bilatérales

- Les relations entre le Canada et l'Australie 29
- Les relations entre le Canada et Brunéi 31
- Les relations entre le Canada et le Chili 33
- Les relations entre le Canada et la Chine 38
- Les relations entre le Canada et les États-Unis 45
- Les relations entre le Canada et Hong Kong (Chine) 50
- Les relations entre le Canada et l'Indonésie 52
- Les relations entre le Canada et le Japon 55
- Les relations entre le Canada et la Malaisie 60
- Les relations entre le Canada et le Mexique 63
- Les relations entre le Canada et la Nouvelle-Zélande 67
- Les relations entre le Canada et la Papouasie–Nouvelle-Guinée 69
- Les relations entre le Canada et le Pérou 70
- Les relations entre le Canada et les Philippines 75
- Les relations entre le Canada et la République de Corée 78
- Les relations entre le Canada et la Russie 83
- Les relations entre le Canada et Singapour 86
- Les relations entre le Canada et le Taipei chinois 89
- Les relations entre le Canada et la Thaïlande 91
- Les relations entre le Canada et le Vietnam 93

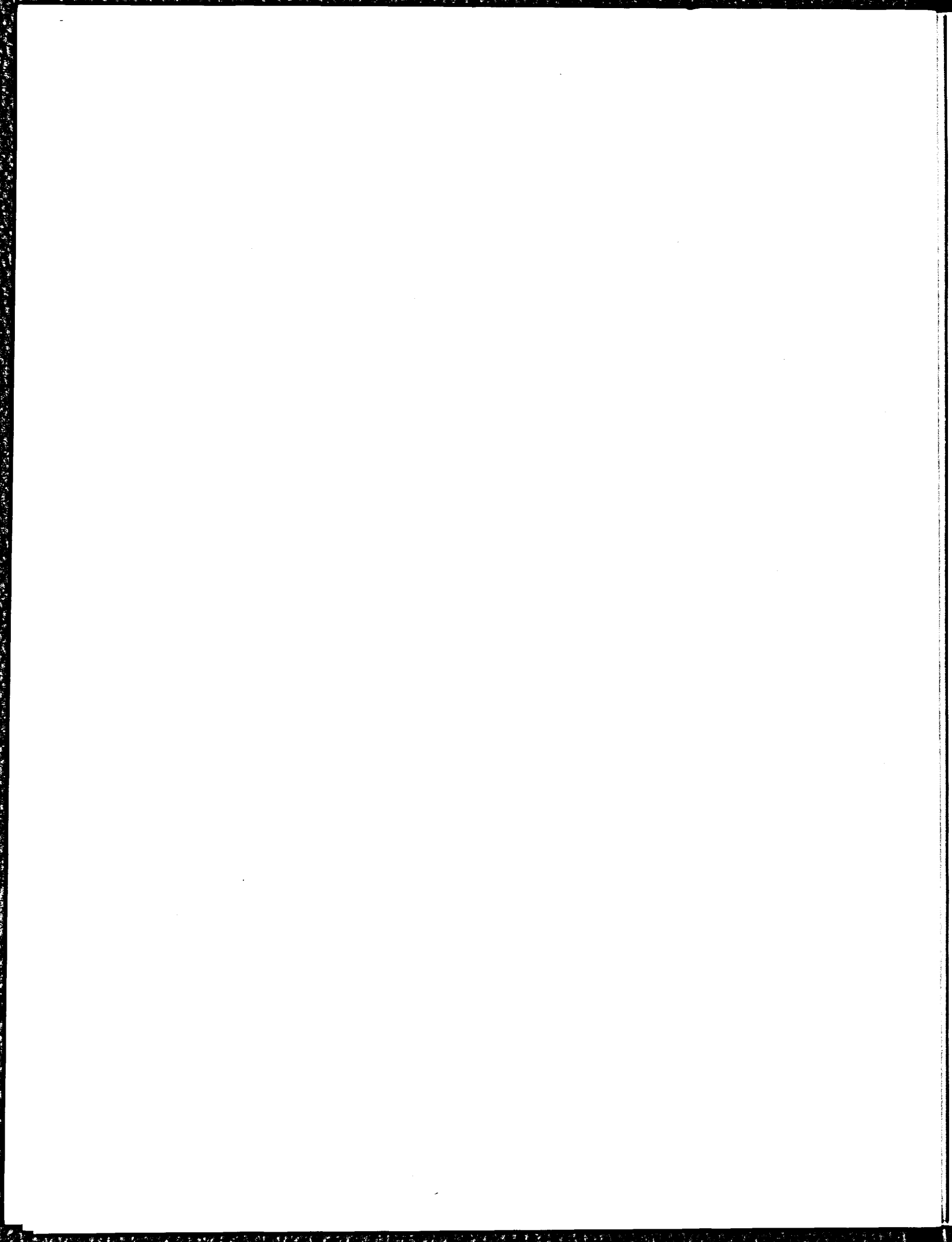
Fiches documentaires

Australie	97
Brunéi	98
Chili	99
Chine	100
États-Unis	101
Hong Kong (Chine)	102
Indonésie	103
Japon	104
Malaisie	105
Mexique	106
Nouvelle-Zélande	107
Papouasie–Nouvelle-Guinée	108
Pérou	109
Philippines	110
République de Corée	111
Russie	112
Singapour	113
Taipei chinois	114
Thaïlande	115
Vietnam	116

Notices biographiques

Le premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien	119
Le ministre des Affaires étrangères, M. Lloyd Axworthy	120
Le ministre du Commerce international, M. Sergio Marchi	121
Le secrétaire d'État (Asie-Pacifique), M. Raymond Chan	122

Renseignements généraux



Thèmes de la sixième réunion des dirigeants économiques de l'APEC

Les dirigeants des 21 pays riverains du Pacifique se rendront à Kuala Lumpur en Malaisie, du 16 au 18 novembre 1998, pour assister à la sixième réunion des dirigeants économiques du forum de Coopération économique Asie-Pacifique (APEC). Les dirigeants économiques de l'APEC discuteront de questions qui ont une incidence sur la croissance et le développement dans la région, notamment les perturbations économiques actuelles qui ont d'abord touché les économies de l'Asie du Sud-Est, avant de se propager au reste de l'Asie, à la Russie et à l'Amérique latine, et qui assombrissent maintenant les perspectives de croissance dans le monde entier.

Les discussions porteront également sur le renforcement des fondements pour la coopération en matière d'économie et de développement dans la région, le système de commerce multilatéral et le commerce électronique. La réunion des dirigeants sera précédée, les 14 et 15 novembre, de la dixième réunion des ministres de l'APEC responsables du commerce international et des affaires étrangères. Trois nouveaux membres de l'APEC, le Pérou, la Russie et le Vietnam, participeront pour la première fois à ces deux réunions.

Promouvoir la stabilité financière

Au cours de la cinquième réunion des dirigeants économiques de l'APEC tenue à Vancouver, en 1997, les dirigeants ont constaté que les marchés financiers régionaux étaient en proie à des perturbations de plus en plus importantes. Ils ont convenu de coopérer davantage pour promouvoir la stabilité financière, notamment en améliorant la surveillance régionale; d'intensifier la coopération économique et technique afin d'améliorer les systèmes financiers intérieurs et la capacité de réglementation; et de mettre l'accent sur le rôle central du Fonds monétaire international (FMI). Les dirigeants ont également constaté qu'à titre de forum économique le plus large de la région, l'APEC était le moyen tout désigné pour favoriser les échanges et la coopération afin de trouver des solutions économiques susceptibles d'améliorer le bien-être des citoyens de toute la région.

Les ministres des finances de l'APEC se sont réunis en mai 1998 à Kananaskis, en Alberta, et ont approuvé un certain nombre d'initiatives, dont une proposition visant à accroître le contrôle des systèmes de surveillance financière au moyen d'un processus d'examen par les pairs. Le Canada avait présenté cette proposition au cours d'une réunion du FMI en avril 1998. Dans le cadre d'un processus d'examen par les pairs, des organismes de contrôle et de réglementation examineront les systèmes de surveillance et de réglementation des autres pays et cerneront les problèmes avant qu'une crise n'éclate. Les ministres des finances de l'APEC ont également demandé à la Banque mondiale et au FMI d'étudier les

expériences des pays qui ont procédé à la libéralisation de leur marché financier. Le Canada a depuis lors demandé que l'étude soit terminée au plus tard en avril 1999. L'objectif est de codifier les meilleures pratiques et de fournir aux décideurs un guide devant mener à la libéralisation des mouvements de capitaux sans causer des distorsions qui nuisent à la stabilité économique.

En septembre 1998, le Canada a proposé que l'on ajuste les accords financiers internationaux de manière que les investisseurs du secteur privé puissent, en période de crise, supporter leur juste part du fardeau. Une « disposition moratoire d'urgence » pourrait être une façon d'y parvenir.

Le Canada demandera d'appuyer le plan en six points suivants pour contribuer à accroître la stabilité des marchés financiers dans le monde :

- Demander aux banques centrales des pays du G-7 de faire preuve de plus de vigilance et d'agir rapidement en cas de nouveaux risques ou de ralentissement économique.
- Demander aux marchés en développement de renouveler leur engagement d'établir des assises solides sur le plan des politiques.
- Mieux répondre à l'échelle mondiale aux besoins des pays les plus pauvres.
- Prendre rapidement des mesures pour renforcer les systèmes financiers nationaux et la surveillance internationale.
- Élaborer un guide pour garantir une libéralisation sans danger des capitaux dans les pays en développement.
- Convenir de s'employer de toute urgence à trouver une meilleure façon de faire participer les investisseurs du secteur privé à la résolution de la crise financière.

Relever les défis sociaux du fléchissement actuel de la conjoncture

L'APEC est un forum où les 21 partenaires peuvent coordonner leurs efforts pour atténuer l'effet sur leur société du ralentissement économique actuel.

De nombreuses initiatives actuellement en cours pour raviver le climat économique contribueront également à la vigueur à long terme des économies de l'APEC. Les investissements dans les domaines de la formation, de l'éducation et du perfectionnement des compétences renforcent et stabilisent les économies et améliorent les possibilités offertes aux travailleurs. Le Canada se réjouit de la proposition de la Malaisie en faveur du partage d'information sur le

perfectionnement des compétences. Les ministres de l'APEC responsables du perfectionnement des ressources humaines ont convenu que l'éducation permanente et l'amélioration de l'insertion professionnelle sont essentielles pour créer une main-d'œuvre polyvalente et permettre aux individus d'acquérir les compétences pertinentes.

Lors de la réunion de Vancouver en 1997, les dirigeants du forum ont décidé de faire participer le monde syndical, le milieu des affaires et les pouvoirs publics à un échange de points de vue sur la planification des ressources humaines. Le Congrès du travail du Canada a participé, à titre de membre de la délégation canadienne, aux réunions du groupe de travail sur le perfectionnement des ressources humaines. Le Symposium sur l'alimentation, l'énergie, l'environnement et la croissance démographique, tenu en 1997 à Saskatoon, constitue un modèle de planification plus inclusive au sein de l'APEC.

Toujours à Vancouver, les dirigeants de l'APEC ont de nouveau préconisé une participation économique accrue des jeunes et des femmes aux économies de l'APEC. Le Canada a établi un guide électronique sur les études de l'APEC et les possibilités d'échanges, et il organisera en 1999 un atelier sur les meilleures pratiques en matière d'insertion professionnelle, surtout pour les jeunes qui sont le plus à risque.

La première réunion ministérielle de l'APEC sur les femmes a eu lieu à Manille, aux Philippines, le 16 octobre 1998. Dans la déclaration diffusée à l'issue de la réunion, les ministres demandaient aux dirigeants de l'APEC de reconnaître la problématique homme-femme comme thème de portée générale dans les travaux de l'APEC. Ils indiquaient également que la collecte de données désagrégées selon le sexe et une analyse d'impact en fonction du sexe étaient essentiels à l'élaboration efficace des politiques. La déclaration faisait aussi ressortir l'incidence de la crise économique et financière sur les femmes et l'importance du rôle de ces dernières dans la reprise économique, et elle mettait en lumière la nécessité d'accélérer la participation des femmes au processus et aux activités de l'APEC.

L'infrastructure

À Vancouver, les dirigeants de l'APEC ont convenu que le développement de l'infrastructure constitue l'un des besoins économiques les plus urgents de la région, en particulier pour les pays de l'APEC qui sont des économies en développement. Les dirigeants ont reconnu que si ce besoin n'est pas comblé dans les meilleurs délais, il sera impossible de soutenir la croissance de la région, de répondre aux besoins sociaux de sa population et de protéger suffisamment son environnement.

Les ministres et les dirigeants de l'APEC examineront les progrès réalisés au chapitre de la mise en œuvre des initiatives entreprises en 1997 dans le domaine de l'infrastructure. Au nombre de celles-ci figure le cadre de Vancouver, une initiative visant à élargir, au sein des pays de l'APEC, les partenariats entre les secteurs public et privé en vue du développement de l'infrastructure et de l'obtention de résultats dans les secteurs des télécommunications, des transports, de l'énergie, des villes écoviabiles et de l'infrastructure rurale.

D'autres initiatives de coopération économique

Les réunions des ministres et des dirigeants de l'APEC en novembre 1998 permettront également d'examiner les travaux sur la coopération économique et technique, dont les travaux des ministres de l'APEC responsables des télécommunications, des petites et moyennes entreprises, de l'énergie, des questions relatives aux femmes ainsi que des sciences et de la technologie. Un accent particulier sera mis sur le perfectionnement des compétences, la maîtrise des technologies et la capacité d'intervention en cas d'urgence.

Commerce et investissement

Les dirigeants économiques de l'APEC se sont engagés à favoriser la libéralisation du commerce et de l'investissement dans les pays membres de la région, d'ici 2010 dans le cas des pays développés et d'ici 2020 pour ceux en développement. Les efforts de libéralisation de l'APEC reposent sur l'indéfectible attachement de tous les membres à un système commercial ouvert et aux principes de l'économie de marché. Les membres de l'APEC s'engagent à titre individuel et collectif à libéraliser le commerce selon le principe de la nation la plus favorisée, en vertu duquel les avantages sont également consentis aux non-membres.

Le programme de l'APEC visant à libéraliser et à faciliter le commerce et l'investissement progresse en deux volets tout aussi importants l'un que l'autre : des plans d'action individuels pour libéraliser les droits de douane par la suppression des mesures tarifaires et non tarifaires, et des plans d'action collectifs, à savoir les mesures d'ensemble visant à faciliter le commerce et à réduire les coûts pour les consommateurs et les producteurs de la région. Les plans d'action individuels conduisent l'APEC vers l'objectif de la libéralisation du commerce dans la région, mais les membres tentent actuellement d'y ajouter une initiative visant à libéraliser le commerce dans certains secteurs. L'APEC est toujours déterminé à faire en sorte que ses efforts de libéralisation et de facilitation du commerce dans la région appuient entièrement le travail courant de l'Organisation mondiale du commerce.

Libéralisation du commerce et de l'investissement

Plans d'action individuels

Les plans d'action individuels décrivent l'état du régime d'accès actuel au marché de chaque membre dans 15 domaines précis et établissent tous les plans économiques pour libéraliser le commerce. Les plans, qui ont été mis en œuvre en janvier 1997, donnent une vue d'ensemble du régime commercial actuel de chaque membre. Cette transparence contribue à une plus grande prévisibilité du milieu des affaires. Chaque plan d'action individuel est accessible sur le site Web du Secrétariat de l'APEC.

Libéralisation volontaire anticipée par secteur

À Vancouver, les dirigeants de l'APEC ont approuvé un accord des ministres selon lequel il faudrait prendre des mesures concernant la libéralisation volontaire anticipée dans 15 secteurs. Neuf d'entre eux devaient progresser en 1998 et être mis en œuvre en 1999. Ces neuf secteurs choisis sont l'énergie, les biens et services environnementaux, le poisson et les produits du poisson, les produits forestiers, les produits chimiques, l'équipement et les instruments médicaux, les jouets, les pierres précieuses et les bijoux, ainsi qu'une entente de reconnaissance mutuelle en matière de télécommunications.

En dépit des problèmes économiques et financiers actuels touchant la région, au cours de la dernière année, des représentants des pays membres de l'APEC ont élaboré des accords cadres pour les secteurs choisis. La libéralisation de ces secteurs augmenterait le nombre de mesures prises dans le cadre des plans d'action individuels. De plus, le volet libéralisation de chaque proposition comportera des composantes pour faciliter le commerce et stimuler la coopération économique et technique. Bien qu'il n'y ait aucun accord final, les discussions se poursuivent, et les représentants du Canada y participent activement.

Les ministres de l'APEC devraient examiner les accords concernant les neuf secteurs et évaluer les engagements à l'égard de la participation et de la mise en œuvre. Ils étudieront également la possibilité de transférer ces initiatives à l'Organisation mondiale du commerce. Toute décision visant à élargir les initiatives au-delà de la région de l'Asie-Pacifique dépendra toutefois de l'évaluation ultérieure des ministres du commerce de l'APEC concernant l'existence d'une masse critique du soutien à cet égard.

Les objectifs fondamentaux du Canada en ce qui concerne la libéralisation volontaire anticipée par secteur consistent à collaborer avec les partenaires de l'APEC pour éviter toute tentative de recul en matière de libéralisation du commerce, à continuer de mettre l'accent sur la nécessité de poursuivre la

libéralisation du commerce et à aider à élaborer les paramètres des futures négociations commerciales multilatérales sur les produits industriels.

Facilitation du commerce

Dans un contexte où les efforts de libéralisation du commerce se heurtent à une résistance de plus en plus marquée en raison des difficultés économiques, le Canada continue de travailler en collaboration avec ses partenaires de l'APEC afin d'améliorer le cadre des affaires dans la région. Au fur et à mesure que l'on progresse vers cet objectif, les échanges deviennent plus faciles et moins onéreux, la prévisibilité du milieu des affaires augmente et des occasions de réseautage et de partenariat sont créées. L'an dernier, le Canada s'était donné comme priorité de constituer des bases solides pour le programme visant à faciliter le commerce, et le travail avance.

Les dépenses nécessaires pour adapter les produits à de nouvelles normes, procéder au dédouanement des marchandises ou encore obtenir les informations voulues sur les règlements en vigueur peuvent s'avérer excessives pour les petites entreprises qui cherchent à s'implanter dans de nouveaux marchés. Les travaux de l'APEC à cet égard englobent de nombreux domaines, depuis les douanes et les normes, jusqu'aux marchés publics et aux droits de propriété intellectuelle, en passant par la mobilité des entreprises et l'accès à l'information.

Les douanes

Le Sous-comité de l'APEC sur les procédures douanières a poursuivi en 1998 la mise en œuvre et l'amélioration du plan destiné à simplifier les formalités douanières d'ici l'an 2000. Il s'attache continuellement à éliminer les obstacles coûteux afin d'encourager le commerce et l'investissement au sein de la région.

Toujours en 1998, le Sous-comité a élaboré une ébauche des lignes directrices régissant la coopération avec les gens d'affaires de même qu'un mécanisme de financement qui facilitera l'obtention de l'appui du secteur privé envers son travail. Le mécanisme a été approuvé par le comité du budget et de l'administration de l'APEC lors de sa réunion du 31 juillet 1998, à Singapour.

Plus de 200 participants du secteur public et des affaires ont assisté au dialogue sur les douanes et l'industrie de l'APEC qui s'est tenu à Kuala Lumpur, en Malaisie, les 8 et 9 juin derniers. Certaines recommandations ont été formulées : assurer une plus grande transparence; combler l'écart sur le plan du commerce électronique en incitant les pays industrialisés de l'APEC à mettre à la disposition des économies moins développées leur expérience, de l'information et des pratiques exemplaires; préparer un code de conduite. Un groupe de travail a été chargé de la rédaction du code.

Les normes

Les différences entre les normes appliquées par les divers membres de l'APEC obligent les entreprises à adapter leurs produits et services à chaque nouveau marché. Cela augmente le prix de revient, et c'est le consommateur qui doit, en fin de compte, absorber cette augmentation.

L'APEC a accompli d'importants progrès dans l'harmonisation des normes nationales et internationales, et un certain nombre de dispositifs de reconnaissance mutuelle ont été établis dans des domaines comme les normes concernant le matériel de télécommunications, la sécurité et les systèmes d'échappement des véhicules automobiles, ainsi que les marchandises consommatrices d'énergie. Dans bien des cas, l'harmonisation des normes signifie qu'il faut établir et reconnaître la validité des systèmes d'essais et d'homologation. Il en résulte une diminution de la paperasse et du nombre d'essais, ainsi qu'une économie de temps et d'argent pour les exportateurs. L'harmonisation des normes signifie également que les consommateurs peuvent acheter à meilleur compte des produits de meilleure qualité et plus sûrs. Par exemple, les membres de l'APEC ont convenu de mettre en commun l'information sur la sécurité des jouets, afin d'éviter que des produits défectueux provenant d'un marché ne réapparaissent sur d'autres.

Le commerce électronique

Les dirigeants de l'APEC reconnaissent l'importance du commerce électronique et ont incité leurs représentants à mettre au point un programme pour mettre sur pied un cadre juridique et réglementaire à la fois prévisible et uniforme. Cela permettrait en effet à toutes les économies membres de l'APEC de profiter des avantages du commerce électronique. Les pays membres se sont donné certains objectifs : répertorier les domaines où l'on doit intéresser et former les petites et moyennes entreprises; réduire les éléments qui freinent l'introduction du commerce électronique dans la région; inciter le secteur public à recourir au commerce électronique en vue de mettre en place des systèmes sans papier; évaluer les répercussions du problème de l'an 2000; rechercher les options possibles et relever les possibilités de coopération technique et de renforcement des capacités.

Aperçu de l'APEC

Le forum de Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) a été fondé en 1989 en raison de l'interdépendance croissante des économies de la région. Conçu au départ comme un groupe de discussion informel de 12 membres, l'APEC est devenu, dans la région de l'Asie-Pacifique, le principal forum où l'on peut promouvoir la libéralisation du commerce et de l'investissement et collaborer en matière de croissance économique et de développement.

À présent, l'APEC compte toutes les grandes économies de la région. (Ses membres affichaient en 1995 un produit national brut combiné de 16 billions de dollars américains, soit environ la moitié de la production annuelle mondiale.) Ensemble, ils représentent environ la moitié du commerce mondial de marchandises.

Les membres de l'APEC, au nombre de 21, sont l'Australie, Brunéi, le Canada, le Chili, la Chine, les États-Unis, Hong Kong (Chine), l'Indonésie, le Japon, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Pérou, les Philippines, la République de Corée, la Russie, Singapour, le Taipei chinois, la Thaïlande et le Vietnam. Trois des membres, le Pérou, la Russie et le Vietnam, se joignent à l'APEC en 1998.

Les réunions annuelles ont permis d'amorcer un dialogue économique concret axé sur la prospérité commune, la transparence et l'appui d'un commerce mondial fondé sur la réglementation. Lors de leur première réunion, tenue à Blake Island (près de Seattle dans l'État de Washington) en 1993, les dirigeants de l'APEC ont adopté un énoncé de cadre économique visant à accroître la transparence et à resserrer l'intégration économique régionale.

À l'issue de la réunion de 1994 à Bogor, en Indonésie, les dirigeants de l'APEC ont signé la Déclaration de Bogor, dans laquelle ils réclamaient la libéralisation des échanges et de l'investissement dans la région de l'Asie-Pacifique, d'ici 2010 pour les économies industrialisées et d'ici 2020 pour celles en développement. Depuis, ils ont insisté sur la libéralisation du commerce et de l'investissement, la simplification des affaires et la coopération économique et technique de manière à assurer un développement durable et une croissance équitable.

La troisième réunion des dirigeants de l'APEC, qui s'est tenue à Osaka, au Japon, en 1995, a débouché sur le Programme d'action d'Osaka, plan de mise en œuvre de la Déclaration de Bogor. Se voulant un cadre de libéralisation et de facilitation, le Programme d'action d'Osaka a déterminé les domaines dans lesquels les membres de l'APEC réduiraient individuellement et collectivement les obstacles au commerce et à l'investissement. À cette fin, chacun devait élaborer un plan d'action décrivant de quelle façon il comptait réduire ces obstacles qui peuvent nuire à l'emploi et au niveau de vie.

En 1996, les dirigeants économiques ont approuvé le Plan d'action de Manille, qui comprenait les plans d'action des 18 pays membres. Ces plans précisent les mesures que chaque membre prendra dans 15 secteurs précis, comme les droits de douane, les mesures non tarifaires, les services, les marchés publics, les normes d'investissement et les droits de propriété intellectuelle. La mise en œuvre des plans a débuté en 1997. Les dirigeants ont convenu de continuer à réduire les obstacles au commerce et d'accélérer les procédures de dédouanement de manière à réduire les frais de transaction, tant pour les marchandises que pour les voyageurs.

Les dirigeants ont en outre convenu à Manille, aux termes du Cadre ministériel pour le renforcement de la coopération économique et du développement, de se consacrer à six priorités sur le plan de la coopération économique et technique : développer le capital humain grâce à la formation, à l'éducation et à l'acquisition de compétences; développer des marchés de capitaux sûrs et efficaces; renforcer l'infrastructure économique; mettre à profit les technologies de l'avenir; favoriser une croissance respectueuse de l'environnement et favoriser la croissance des petites et moyennes entreprises. Ils ont aussi demandé que les activités de l'APEC mettent davantage l'accent sur les liens interpersonnels, notamment entre les femmes, les universitaires, les petites entreprises et les jeunes.

La cinquième réunion des dirigeants économiques s'est tenue à Vancouver, en 1997. Les dirigeants de l'APEC ont alors accepté la recommandation des ministres visant à devancer de deux ans le processus de libéralisation dans 15 secteurs. Ainsi, neuf de ces secteurs seront mis de l'avant en 1998, aux fins de mise en œuvre en 1999. Il s'agit de l'énergie, des biens et services environnementaux, du poisson et de ses produits, des produits forestiers, des appareils et des instruments médicaux, des jouets, des pierres précieuses et des bijoux, des produits chimiques et d'un dispositif de reconnaissance mutuelle en matière de télécommunications. Ces mesures ont pour but de supprimer les obstacles traditionnels, comme les tarifs, et d'autres barrières qui font augmenter les coûts pour les entreprises et les consommateurs, notamment les différences au chapitre des formalités douanières et des normes de produits.

Les dirigeants de l'APEC ont également désigné 1997 comme étant une année d'action et se sont penchés sur les résultats concrets qui ont découlé de la coopération entre les pays membres au fil des ans. Ils ont souligné la nécessité de se donner pour le XXI^e siècle une vision qui relierait les économies de l'APEC dans plusieurs domaines, notamment l'infrastructure, le commerce électronique, les sciences et la technologie, le développement durable, le changement climatique et la protection civile, sans oublier la création de liens entre les populations de la région en étendant le dialogue à d'autres secteurs de la société.

Structure

La présidence de l'APEC, qui change tous les ans, est assurée tour à tour par les dirigeants de chaque pays membre. Le président est l'hôte de la rencontre annuelle des ministres et, depuis 1993, de celle des dirigeants. Entre les réunions de l'APEC, les hauts fonctionnaires se rencontrent périodiquement pour exécuter les instructions des dirigeants et faire des recommandations.

L'APEC comprend trois comités : le comité du commerce et de l'investissement, le comité économique et le comité du budget et de l'administration. Le sous-comité de hauts fonctionnaires est responsable de l'application du programme de travail en matière d'économie et de coopération technique. L'APEC comprend aussi 10 groupes de travail sectoriels et plusieurs groupes spéciaux qui s'occupent de questions comme l'environnement, la coopération technique en agriculture et les petites et moyennes entreprises. Les groupes de travail encouragent la coopération pratique pour améliorer la capacité dans les domaines des transports, des pêches, de l'énergie, de la promotion du commerce, des télécommunications et du développement des ressources humaines.

Pour assurer son fonctionnement, l'APEC s'est doté d'un secrétariat permanent, qui a été établi à Singapour en 1993. Constitué d'un groupe de 40 professionnels détachés par les membres, le Secrétariat assure directement le soutien administratif et la coordination de tous les forums. Il est aussi chargé d'administrer le fonds central, qui appuie les projets mis de l'avant par les ministres et les dirigeants.

Le directeur exécutif du Secrétariat, détaché par le membre qui occupe la présidence, a un mandat d'un an. Son adjoint est nommé par le pays qui doit assumer la présidence l'année suivante.

En 1995, les dirigeants de l'APEC ont créé le Conseil consultatif des gens d'affaires de l'APEC, qui sert de mécanisme de consultation directe. En 1998, le Canada y est représenté par le vice-président et deux autres membres.

Déclarations des dirigeants, 1997

Déclaration des dirigeants économiques de l'APEC : rassembler la communauté de l'APEC

Vancouver (Canada)

Le 25 novembre 1997

1. Nous, les dirigeants économiques du forum de Coopération économique Asie-Pacifique (APEC), sommes réunis aujourd'hui à Vancouver, au Canada, pour réaffirmer notre engagement de travailler ensemble à relever un défi, celui de maintenir la prospérité et la stabilité régionales. Sûrs du dynamisme et de la ténacité de la région, nous réitérons notre volonté de parvenir à une croissance durable et à un développement équitable, et d'exploiter au maximum le potentiel des gens qui y vivent. Nous convenons que les perspectives de croissance économique soutenue sont très bonnes dans la région et que l'Asie-Pacifique continuera à jouer un rôle de premier plan dans l'économie mondiale. Les objectifs que nous avons définis, notamment la libéralisation complète des échanges et de l'investissement dans la région aux dates fixées dans la déclaration de Bogor, sont ambitieux et sans équivoque.
2. Nous prenons acte de l'expansion rapide des activités de l'APEC ces dernières années et de l'ascendant qu'elle exerce de plus en plus sur les affaires économiques mondiales. Dans la foulée des engagements du Programme d'action d'Osaka et du Plan d'action de Manille pour l'APEC, nous nous félicitons que l'année 1997 ait été désignée « Année d'action de l'APEC ». Nous avons réfléchi aux résultats concrets qui ont découlé de la coopération au sein de l'APEC tout au long de l'année et nous avons dégagé une vision quant à la façon dont nous pourrions maintenant tirer parti de ces réalisations. À l'heure où l'année tire à sa fin, nous notons avec satisfaction que nous avons atteint et même dépassé tous les objectifs que nous nous étions fixés à notre dernière réunion à Subic.
3. *L'APEC doit s'attaquer aux problèmes communs.* Nous avons discuté en profondeur des récents événements financiers survenus dans la région. Nos économies et la communauté internationale aspirent fortement à une restauration rapide et durable de la stabilité financière et à la reprise d'une croissance saine et viable. Ces événements révèlent que le système financier international fait face à de nouveaux défis qui commandent de nouveaux modes d'intervention. L'envergure mondiale de ces problèmes suppose une réponse à l'échelle mondiale qui doit être appuyée et complétée par des initiatives régionales. Nous sommes résolus à travailler de concert pour relever ces défis communs.

Il ne fait aucune doute que les éléments de base de la croissance et des perspectives à long terme de la région demeurent exceptionnellement solides. Convaincus que l'ouverture des marchés apporte des avantages substantiels, nous continuerons de travailler à la libéralisation du commerce et de l'investissement pour favoriser la croissance. C'est en adoptant des politiques prudentes et transparentes, particulièrement des politiques macroéconomiques et structurelles saines, en élaborant des stratégies de développement des ressources humaines et en réglementant efficacement le secteur financier que nous parviendrons à rétablir la stabilité financière et à réaliser ce potentiel de croissance.

Mais il nous faudra faire plus encore. Nous croyons qu'il est indispensable d'agir rapidement pour accroître la capacité du système international de prévenir des crises financières de ce genre et, s'il y a lieu, d'y réagir. À l'échelle mondiale, le rôle du Fonds monétaire international (FMI) demeure primordial. Nous accueillons donc et nous appuyons sans réserve le cadre accepté à Manille, qui se veut un moyen constructif d'intensifier la coopération pour promouvoir la stabilité financière : renforcement de la surveillance régionale; intensification de la coopération économique et technique pour améliorer les systèmes financiers intérieurs; adoption par le FMI de nouveaux mécanismes à des conditions adéquates afin de soutenir de vigoureux programmes d'ajustement; conclusion d'une entente financière de coopération pour compléter au besoin les ressources du FMI. Nous demandons instamment la mise en œuvre rapide du cadre de Manille. De plus, nous attendons avec intérêt les conclusions de l'étude du FMI, en cours de réalisation, sur le rôle des participants au marché dans les crises récentes.

Nous reconnaissons que l'APEC, considéré comme le forum économique le plus large de la région, est particulièrement bien placé pour favoriser le dialogue et la coopération sur une gamme de politiques et pour prendre des initiatives destinées à étayer et à compléter ces efforts. Nous demandons à nos ministres des finances, avec l'appui de leurs collègues des banques centrales, d'accélérer les travaux qu'ils ont entrepris à Cebu en avril sur les initiatives de coopération visant à promouvoir le développement de nos marchés financiers et de capitaux, et d'encourager des mouvements de capitaux plus libres et stables dans la région. L'APEC peut jouer un rôle particulièrement utile en explorant, en collaboration avec la Banque mondiale, le FMI et la Banque asiatique de développement, des moyens d'intensifier sa coopération économique et technique, en s'employant prioritairement à améliorer les systèmes financiers, à accroître la coopération entre les organes de réglementation et de supervision des marchés et à prendre d'autres mesures visant à rehausser l'intégrité des marchés financiers et à en améliorer le fonctionnement. Un exemple qui illustre bien le partenariat entre l'entreprise privée et le secteur public dans

ce domaine est la création du Centre de perfectionnement des superviseurs du secteur financier de Toronto, qui a été annoncée récemment.

Nous demandons à nos ministres des finances de faire un compte rendu des progrès accomplis sur tous ces plans dès le début de la nouvelle année, et nous nous réjouissons à la perspective d'obtenir des résultats concrets à l'issue de leur prochaine réunion.

4. L'APEC doit jouer un rôle croissant pour relever de tels défis. Nous sommes résolus à unir nos efforts, en optant pour le dialogue et la résolution des problèmes, afin d'obtenir des résultats tangibles. Reconnaissant la diversité des intérêts et des circonstances de ses membres, l'APEC a adopté une approche entièrement nouvelle de la coopération économique internationale. Se fondant sur trois piliers qui se soutiennent mutuellement, à savoir la libéralisation du commerce et de l'investissement, la facilitation des affaires et la coopération économique et technique, cette approche aborde de manière intégrée les problèmes qui se posent dans la région et les possibilités qui s'offrent, de sorte que tous les membres de l'APEC soient en mesure d'y participer à part entière et de profiter de cette ouverture. En reliant la communauté, l'APEC nous a permis de nouer des relations et de partager des connaissances qui contribueront à améliorer le bien-être de nos citoyens. Ces partenariats accentuent notre prospérité et nous aident à marquer des progrès, ils enrichissent notre existence et approfondissent l'esprit de communauté de l'APEC.

Une année d'action – Résultats clés

5. Nous saluons les résultats concrets enregistrés cette année à la suite de la mise en œuvre des engagements pris à Subic Bay concernant la libéralisation du commerce et de l'investissement. Nous reconnaissons les efforts faits par les membres pour améliorer les engagements qu'ils ont pris dans leurs plans d'action individuels. Il est important que l'APEC parvienne collectivement à accroître la transparence de ces plans et à faciliter leur comparaison afin que nos actions soient bien comprises sur les marchés. Les vues du secteur privé sont vitales pour que les efforts de l'APEC demeurent ciblés et prioritaires. À ce propos, nous accueillons avec satisfaction l'examen du Plan d'action de Manille pour l'APEC effectué par le Conseil consultatif des gens d'affaires de l'APEC (CCGAA), et nous donnons instruction à nos ministres de prendre en considération les vues du CCGAA dans l'élaboration de plans futurs. Comme les plans d'action individuels demeurent le mécanisme central de l'action de libéralisation du commerce et de l'investissement de l'APEC, nous nous engageons une fois de plus à les améliorer chaque année.

6. La libéralisation préconisée par l'APEC s'effectue sur une base volontaire et est stimulée par les engagements pris au plus haut niveau. Plus précisément, nous nous félicitons des mesures prises pour devancer de deux ans le calendrier fixé pour déterminer les secteurs candidats à une libéralisation volontaire et rapide. Cette décision témoigne de notre volonté d'accélérer le rythme de la libéralisation dans la région et dans le monde. À l'instar de nos ministres, nous convenons qu'il y a lieu d'agir en ce qui concerne la libéralisation volontaire et rapide dans 15 secteurs; dans 9 d'entre eux, il faudra faire avancer les travaux en ce sens tout au long de 1998 pour une mise en œuvre débutant en 1999. Ce scénario nous semble mutuellement avantageux et il représente un bon équilibre des intérêts en jeu. Nous invitons les ministres responsables du commerce à finaliser les objectifs détaillés et à fixer les échéances d'ici à leur prochaine réunion en juin 1998. Pour poursuivre sur cette lancée, nous leur demandons aussi d'examiner les secteurs supplémentaires qu'ont désignés les membres cette année pour y appliquer éventuellement des mesures additionnelles l'an prochain. Nous tenons à souligner que notre engagement vise une libéralisation complète, comme en fait état le Programme d'action d'Osaka.

7. Parmi les tribunes multilatérales et régionales, l'APEC est un pionnier dans le domaine de la facilitation du commerce et de l'investissement. Les milieux d'affaires nous indiquent que c'est là le secteur d'activité de l'APEC le plus pertinent pour eux dans l'immédiat. La diminution des coûts, l'élimination des formalités et des délais, la promotion d'une réforme de la réglementation, l'élaboration d'ententes de reconnaissance mutuelle sur les normes et la conformité ainsi que l'accroissement de la prévisibilité sont de toute évidence des avantages, surtout pour les exploitants de petites et moyennes entreprises. Le Schéma directeur pour la modernisation des administrations douanières de l'APEC, qui expose un programme complet visant à harmoniser et à simplifier les modalités de dédouanement d'ici l'an 2000, sert de modèle. Nous insistons pour accélérer la facilitation du commerce et de l'investissement par les plans d'action collectifs des économies de l'APEC, et nous demandons aux ministres de miser sur les activités de coopération économique et technique pour accroître les capacités, adapter les procédures et incorporer les nouvelles technologies.

8. À la veille du 50^e anniversaire du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), nous avons réfléchi au riche héritage que celui-ci nous a laissé en encourageant l'ouverture des régimes commerciaux. Nous réaffirmons la primauté d'un système de commerce multilatéral ouvert et fondé sur les règles de l'Organisation mondiale du commerce

(OMC), et réitérons l'engagement que nous avons pris pour que l'action de l'APEC s'inspire d'un régionalisme ouvert. Nous invitons nos partenaires commerciaux à l'extérieur de l'APEC à nous imiter.

Il est essentiel que toutes les économies de l'APEC participent pleinement et activement à l'action de l'OMC et la soutiennent pour que nous puissions continuer à renforcer le système commercial international. Nous encourageons l'accélération de négociations de fond sur les questions de protocole et d'accès aux marchés dans l'intention d'universaliser l'adhésion à l'OMC. Nous réaffirmons notre volonté de mettre en œuvre sans réserve tous les engagements existants ainsi que le programme de travail implicite de l'OMC selon les calendriers prévus. Nous engageons en outre l'OMC à faire fond sur les activités de l'APEC pour accentuer et élargir la libéralisation multilatérale. Nous notons avec plaisir le leadership dont a fait preuve l'APEC pour accélérer la conclusion, dans le cadre de l'OMC, des Accords sur la technologie de l'information et les télécommunications de base. Nous menons nos travaux de façon à faire aboutir les négociations de l'OMC sur les services financiers d'ici la date butoir du 12 décembre 1997. Comme en ont convenu nos ministres des finances et du commerce, une conclusion satisfaisante comprendrait un accord de la nation la plus favorisée assorti d'engagements beaucoup plus rigoureux. Une conclusion dans ce sens augmentera la concurrence au sein de notre système financier, stimulera le développement de marchés de capitaux régionaux, facilitera l'intégration financière, améliorera la capacité régionale d'intermédiation des épargnes et accroîtra la résistance de nos économies face aux chocs extérieurs.

9. Nous saluons les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Cadre pour le renforcement de la coopération et du développement économiques de 1996 dans les économies de l'APEC, et exhortons les ministres et les responsables à se concentrer sur les grands enjeux qui y sont mentionnés. Nous enjoignons les ministres d'accorder la même valeur et la même attention à tous les éléments de ce cadre, et de respecter son caractère indivisible en le considérant comme un ensemble intégré d'objectifs devant être coordonnés et communiqués dans tous les secteurs du programme de l'APEC. Nous applaudissons l'effort fourni en 1997 pour appliquer les principes de ce cadre aux travaux de l'APEC en ce qui a trait à deux enjeux vitaux dans la région : l'infrastructure et le développement durable. Nous incitons les ministres à consacrer des efforts supplémentaires au renforcement des capacités en 1998 et pour ce, de s'atteler au développement des ressources humaines et à l'exploitation des technologies de pointe afin que tous les membres de la communauté de l'APEC puissent profiter davantage de la libéralisation des échanges.

10. Les réunions des ministres des finances et du commerce ont dynamisé les travaux de l'APEC en 1997. Nous louons leurs activités pour avoir contribué directement à notre objectif de croissance durable et de développement équitable. Nous nous félicitons en outre des contributions substantielles que les ministres de l'environnement, des transports, de l'énergie, des petites et moyennes entreprises et du développement des ressources humaines ont apportées en 1997 aux travaux de l'APEC. Nous nous réjouissons des progrès réalisés par les diverses tribunes de l'APEC pour ce qui est de faciliter la participation des entreprises, des universitaires et autres experts, des femmes et des jeunes aux activités de 1997, et de les encourager à poursuivre leurs efforts en ce sens.

11. Les membres de l'APEC sont tous convaincus de la contribution du libre-échange à la réalisation de nos objectifs de croissance et de création d'emplois. Même si leur rôle dans la gestion des conséquences de la transition économique est clair, les gouvernements ne peuvent à eux seuls résoudre les questions complexes que pose notre monde interdépendant. Nous notons avec plaisir une hausse nette de la participation des entreprises à tous les niveaux d'activité de l'APEC cette année. En tant que dirigeants, nous avons tiré parti de notre dialogue avec le Conseil consultatif des gens d'affaires de l'APEC. Nous saluons le fait que les gens d'affaires ont multiplié leurs échanges avec les ministres et les hauts responsables. Nous réfléchissons aux recommandations faites dans l'Appel à l'action du CCGAA en 1997. Nous saluons par ailleurs l'intention du CCGAA d'établir un partenariat pour une croissance équitable, et nous nous félicitons des recommandations faites sur divers sujets d'importance, comme les normes, la mobilité des gens d'affaires et le développement des marchés de capitaux. Nous insistons sur la nécessité d'élargir la portée de l'APEC à un segment plus vaste des milieux d'affaires.

Il convient de mentionner le foisonnement d'activités et d'initiatives menées par l'APEC en 1997 pour soutenir les petites et moyennes entreprises (PME). Bien que notre région soit une région de commerçants, de nombreuses PME se heurtent à des obstacles qui entravent leur participation. Nous insistons sur l'importance de renforcer nos PME en favorisant un environnement propice à la création de nouvelles entreprises de sorte qu'elles puissent profiter des possibilités qu'offrent le commerce et l'investissement régionaux. Nous louons le fait que de nombreuses tribunes spécialisées de l'APEC ont mis au point des programmes pour satisfaire les besoins des PME. Nous prenons note des priorités et des approches énoncées dans le Cadre de l'APEC de 1997 pour les activités des PME, et donnons instruction aux ministres de veiller à ce qu'elles soient respectées.

Une vision pour le XXI^e siècle

12. *Relier les instruments de l'APEC.* La très forte croissance qu'ont connue les économies de l'Asie-Pacifique au cours des dix dernières années a eu de profondes répercussions sur nos sociétés. La croissance et l'emploi ainsi que l'amélioration des revenus et de la qualité de la vie en sont d'heureuses retombées. Ces répercussions positives ont été accompagnées dans toutes nos sociétés de pressions structurelles et environnementales. Le phénomène de la mondialisation est devenu une réalité. L'urbanisation rapide et les progrès de la technologie de l'information transforment le paysage de nos villes ainsi que notre mode d'interaction. Notre faculté d'adaptation aux nouvelles tendances déterminera notre capacité d'amener les sociétés de la région à accéder au développement durable et équitable. Nous louons les efforts accomplis cette année pour intégrer les instruments de l'APEC — libéralisation, facilitation du commerce et coopération économique et technique — en réponse aux défis de l'heure.

13. *Se relier à la base.* Nous soulignons notre conviction commune qu'une libéralisation continue et ambitieuse des échanges et des investissements demeure indispensable à la santé de nos économies. Nos efforts en ce sens commandent l'appui de la population de la région. Nous accueillons donc avec satisfaction la décision prise par les ministres de mettre sur pied, à l'échelle de l'APEC, un programme visant à évaluer les incidences de la libéralisation du commerce, notamment ses effets positifs sur la croissance et l'emploi, et d'aider les membres à opérer les ajustements qui seront nécessaires.

14. *Relier nos économies.* Nos discussions ont porté aujourd'hui sur les besoins de la région en infrastructures pour soutenir son développement économique et social. Nous souscrivons aux travaux menés cette année sur les applications des infrastructures destinées à rendre la vie urbaine plus écologique, en particulier le Programme d'action pour la viabilité des villes. La croissance rapide des centres urbains pose des défis de taille liés aux engorgements et aux contraintes d'approvisionnement, et suscite des craintes concernant la santé et l'environnement. Les gouvernements doivent s'efforcer d'assurer à toutes les classes sociales, urbaines ou rurales, un accès adéquat à l'infrastructure. L'acquisition de compétences par la coopération économique et technique est essentielle pour permettre à toutes les économies de surmonter ces difficultés cruciales.

L'infrastructure est inextricablement liée aux questions de stabilité financière que nous avons abordées. Avant de prendre des décisions relativement à l'infrastructure de la région, les gouvernements et le secteur privé doivent se concerter afin de bien tenir compte de la viabilité financière à long terme. La collaboration avec les entreprises ainsi qu'avec les institutions financières et les banques de développement internationales

peut être déterminante pour optimiser la planification des projets. Nous souscrivons au Plan de Vancouver pour un meilleur partenariat des secteurs public et privé dans le développement des infrastructures. Nous nous réjouissons aussi de la décision de raffermir la coopération entre les organismes de crédit à l'exportation et les institutions de financement des exportations au profit du développement des infrastructures de la région, ainsi que de la décision d'entreprendre une étude de faisabilité concernant un réseau de centres de facilitation des infrastructures régionales dans le but d'encourager la mise en commun de l'information et la transparence. Reconnaissant l'importance des télécommunications et de la technologie de l'information pour la société de l'information de l'Asie-Pacifique, nous convenons que l'Infrastructure d'information de l'Asie-Pacifique contribuera grandement à assurer la compétitivité de la région au XXI^e siècle.

15. *Se relier électroniquement.* Nous reconnaissons que le commerce électronique est l'une des grandes percées technologiques de la présente décennie. Nous donnons instruction aux ministres de créer un groupe de travail qui concevra et entreprendra un programme de travail sur le commerce électronique dans la région, en tenant compte des activités pertinentes d'autres forums internationaux, et de nous en faire un compte rendu à Kuala Lumpur. Cette initiative devra tenir compte du rôle décisif joué par le secteur des entreprises et promouvoir un contexte juridique et réglementaire prévisible et uniforme qui permette à toutes les économies de l'APEC de tirer profit du commerce électronique.
16. *Relier les sciences et la technologie.* Étant donné l'influence grandissante des sciences et de la technologie sur la croissance économique et leurs liens étroits avec les échanges et les investissements, nous appelons nos ministres à formuler un Programme d'action de l'APEC pour la coopération avec l'industrie des sciences et de la technologie à l'aube du XXI^e siècle, et à nous le présenter à Kuala Lumpur. Nous invitons aussi d'autres réseaux régionaux à resserrer les liens dans le domaine des sciences et de la technologie, notamment l'Association of Pacific Rim Universities (APRU).
17. *Relier les enjeux.* Le développement durable demeure au cœur du mandat de l'APEC. L'équité, l'atténuation de la pauvreté et la qualité de la vie sont aussi des préoccupations fondamentales qu'il faut aborder comme faisant partie intégrante du développement durable. Nous avons pris l'engagement de faire avancer le développement durable sur tous les fronts dans notre programme de travail. Nous nous réjouissons des résultats du symposium multisectoriel sur les liens entre l'alimentation, l'énergie et l'environnement dans le contexte des pressions générées par la croissance économique et démographique rapide, ainsi que du rapport provisoire que

nous avons reçu. Nous attendons avec impatience la présentation d'un rapport plus détaillé et plus pragmatique en 1998.

18. *Relier les efforts touchant aux changements climatiques.* Nous sommes conscients de l'importance d'accélérer l'action mondiale entreprise contre les gaz à effet de serre. Nous affirmons qu'il s'agit là d'un problème de la plus haute importance, qui commande les efforts concertés de la communauté internationale, conformément au principe des responsabilités communes mais différenciées. Nous déclarons notre appui sans réserve à la Troisième Conférence des Parties pour l'avancement des objectifs de la Convention cadre de l'ONU sur les changements climatiques. Nous signalons que tous les membres de l'APEC peuvent apporter d'importantes contributions en ce sens. Nous estimons aussi que l'amélioration de l'efficacité énergétique joue un rôle important dans les changements climatiques. Nous affirmons l'importance d'une approche concertée, qui soit à la fois souple et économique, pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, notamment en favorisant le développement et la diffusion de technologies bénéfiques. Nous reconnaissons les besoins légitimes des économies en développement de promouvoir leur développement durable dans la foulée des objectifs de la Convention cadre, tout comme nous reconnaissons l'importance de rendre plus accessibles les technologies bénéfiques.
19. *Relier la protection civile.* Nous reconnaissons que les sinistres qui touchent l'un d'entre nous peuvent nous toucher tous, et que nous pouvons tirer parti de l'échange de connaissances spécialisées et de la collaboration en matière de protection civile et d'intervention. Nous accueillons avec satisfaction l'initiative des ministres à cet égard.
20. *Relier nos populations.* Le maintien de la prospérité dans la région dépendra pour beaucoup de notre volonté et de notre capacité d'investir la prochaine génération de dirigeants de la région des compétences et des connaissances dont elle aura besoin. Nous applaudissons à l'idée de faire participer les jeunes aux activités de l'APEC 1997. L'éducation et l'acquisition de compétences sont fondamentales pour les perspectives d'emploi à long terme de nos jeunes, et c'est pourquoi nous invitons les ministres à réfléchir avec les jeunes, les universitaires, les travailleurs et les gens d'affaires à la manière de bien effectuer la transition entre le milieu des études et le marché du travail. Nous saluons la parution d'un guide d'information électronique sur les possibilités d'emploi, d'étude et d'échange dans la région, l'établissement et le développement de la fondation de l'APEC pour l'éducation, ainsi que la tenue en 1998, à Séoul, d'un camp de compétences professionnelles et d'un festival des sciences et de la technologie pour les jeunes de l'APEC. Nous nous réjouissons de l'offre faite par Singapour d'établir un Carrefour de l'éducation de

l'APEC, qui consentira des bourses d'études aux étudiants des économies membres. Nous savons également gré à Singapour de présider, en 1999, une conférence ministérielle sur l'éducation dans le but d'explorer la possibilité d'élargir cette initiative, notamment en offrant des programmes de qualité aux étudiants de la région.

Nous croyons que l'APEC doit prendre des mesures précises pour renforcer le rôle important des femmes dans le développement économique. Nous savons gré aux Philippines d'avoir offert de tenir une réunion ministérielle sur les femmes en 1998, à Manille, pour faire le bilan des progrès accomplis jusqu'à présent en ce qui a trait à la participation des femmes au programme de l'APEC, et pour déterminer les prochaines étapes à franchir pour intégrer les femmes au cœur des activités de l'APEC.

21. Déployée sur 12 fuseaux horaires entre St. John's et Sumatra, l'APEC aplanit les obstacles érigés par la distance et la diversité. Grâce aux résultats concrets qui ont été atteints et à une vision renouvelée, l'esprit de communauté qui nous unit a grandi et s'est propagé cette année. La population demeure la plus grande richesse de la région. Nous, les dirigeants, avons la responsabilité de préserver et d'améliorer son bien-être économique et social. Notre population est le fondement sur lequel repose la communauté de l'APEC. Nous nous engageons à faire en sorte que l'APEC demeure sensible à ses préoccupations.

Réunion des dirigeants économiques de l'APEC

Plan de Vancouver pour un meilleur partenariat des secteurs public et privé dans le développement des infrastructures

Des partenariats renforcés entre les secteurs public et privé sont nécessaires pour mettre en place et gérer l'infrastructure dont la région de l'APEC a besoin pour atteindre ses objectifs économiques, environnementaux et sociaux. À cette fin, nous déclarons ce qui suit :

Principes volontaires

Nous réaffirmons les Principes volontaires pour faciliter la participation du secteur privé à l'infrastructure, élaborés comme suit par les ministres des finances :

- (i) Établir et maintenir un contexte macroéconomique sain.
- (ii) Établir des cadres juridiques et des régimes de réglementation stables et transparents afin de bien protéger les investisseurs.
- (iii) Adopter des politiques sectorielles qui contribuent, s'il y a lieu, à assurer des services d'infrastructure concurrentiels et efficaces.
- (iv) Accroître la disponibilité de capitaux à long terme pour investir dans les infrastructures en accélérant les efforts déployés pour renforcer, élargir et approfondir les marchés financiers et les marchés des capitaux nationaux.

Financement et investissement

- (v) Nous réaffirmons l'appel lancé par les ministres des finances aux institutions financières multilatérales pour catalyser et soutenir les efforts de développement des infrastructures déployés par les économies membres, notamment en favorisant l'adoption de politiques générales saines grâce à l'assistance technique, en facilitant les flux de capitaux privés tout en continuant d'assurer une aide financière directe en faveur du développement des infrastructures, et en concevant des mécanismes de financement novateurs en réponse aux impératifs de financement à long terme des projets d'infrastructure.
- (vi) Nous encourageons les ministres des finances à mettre en œuvre les initiatives qu'ils avaient proposées à Cebu pour faciliter, en collaboration avec les établissements financiers multilatéraux et le secteur privé, le développement des marchés financiers et de capitaux de chaque économie. À cet égard, nous leur demandons de poursuivre le travail qu'ils ont

entamé en collaboration avec les intervenants financiers et les fournisseurs de couverture de risques et de cotes d'évaluation du secteur privé afin de promouvoir la création, dans chaque économie, de marchés des obligations vigoureux et mobiles, y compris de marchés de titres adossés à des créances qui, aux dires du CCGAA, favoriseront l'investissement privé dans les grands projets d'infrastructure.

- (vii) Nous accueillons avec satisfaction le Protocole de coopération signé par les institutions de crédit à l'exportation et de financement des exportations, lequel est destiné à rendre plus intéressante, aux yeux des intervenants du secteur privé, la perspective d'investir dans un projet d'infrastructure, et ce, sur une base ponctuelle.

Renforcer les capacités

Il est essentiel de renforcer les capacités afin d'accélérer le développement de projets d'infrastructure économiquement viables que le secteur privé est en mesure de prendre en charge. À cette fin, nous affirmons la nécessité d'agir dans les secteurs suivants :

- (viii) Promouvoir l'application de pratiques de pointe à chaque étape de la planification, du développement, de la gestion, de l'utilisation et de la mise hors service des infrastructures.
- (ix) Perfectionner les capacités nationales afin que les responsables du développement des infrastructures au sein des organismes faisant affaire avec des investisseurs privés possèdent les compétences voulues et connaissent les approches commerciales de l'investissement dans les infrastructures, notamment en faisant la promotion de la coopération technologique au moyen, entre autres, de partenariats au sein du secteur privé et entre les secteurs privé et public.
- (x) Promouvoir l'application de pratiques de pointe en matière d'atténuation et de gestion des risques, notamment en favorisant un recours optimal aux capacités des secteurs public et privé.
- (xi) Établir des procédures transparentes, prévisibles et comptables, notamment dans les processus de soumission et de sélection des offres, et encourager le recours aux appels d'offres concurrentiels à l'échelle internationale.
- (xii) Veiller à ce que l'infrastructure contribue à l'atteinte des objectifs économiques, environnementaux et sociaux en incorporant les principes du développement durable et équitable à la conception et au fonctionnement des installations d'infrastructure.

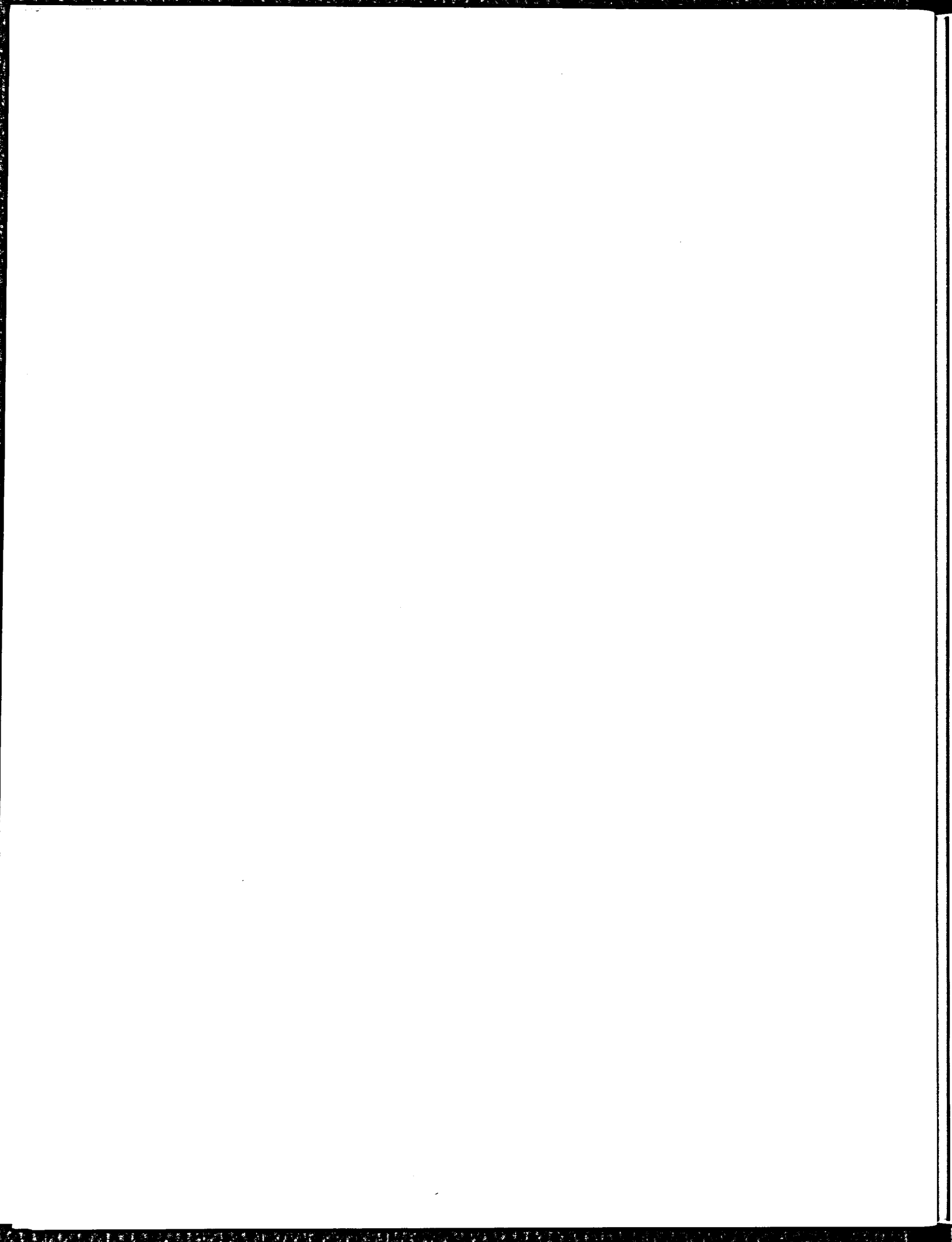
Information et consultation

Nous reconnaissons l'importance de l'information pour soutenir la participation du secteur privé — particulièrement celle des petites et moyennes entreprises — aux projets d'infrastructure, et nous nous donnons pour tâche d'inciter le grand public à poursuivre sur la lancée des résultats atteints dans des secteurs névralgiques comme l'infrastructure de l'information, les systèmes de transport intelligents et intégrés, une infrastructure énergétique économiquement et écologiquement durable, la viabilité des villes ainsi que l'infrastructure nécessaire pour soutenir l'intégration et la diversification rurales.

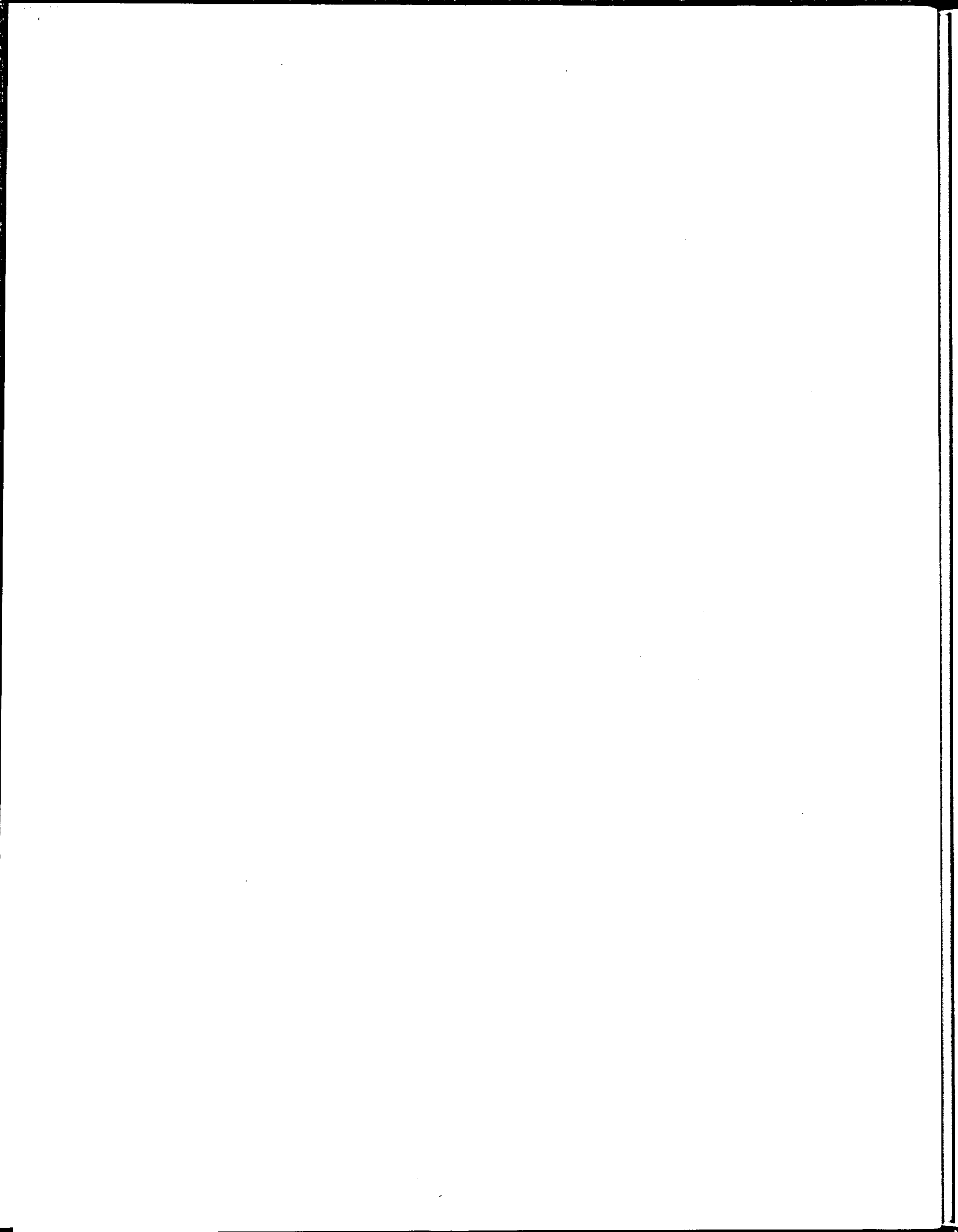
À ces fins, nous exhortons les ministres à :

- (xiii) Rendre plus disponible l'information susceptible de faciliter la participation, sollicitée ou non, du plus grand nombre possible d'entreprises, y compris des petites et moyennes entreprises, à l'investissement dans les infrastructures.
- (xiv) Favoriser la tenue de consultations efficaces pour que l'infrastructure planifiée réponde aux besoins de nos collectivités.

Nous donnons instruction à nos ministres de prendre les mesures nécessaires pour mener à bien ces déclarations d'intention dans le but précis d'accroître d'une manière considérable et mesurable la participation du secteur privé au développement de l'infrastructure de la région de l'APEC et de favoriser le développement des infrastructures à l'appui de la croissance économique et des objectifs de développement en général.



Relations bilatérales



Les relations entre le Canada et l'Australie

- Le premier bureau commercial du Canada outre-mer a été ouvert à Sydney, en 1895. Ces dernières années, plusieurs visites de haut niveau ont renforcé les liens entre les deux pays, notamment la visite du premier ministre du Canada, en 1995.
- En tant que démocraties parlementaires au sein du Commonwealth, le Canada et l'Australie ont plusieurs valeurs et points de vue en commun. Les deux pays collaborent étroitement au sein des Nations unies, du Commonwealth et de l'Organisation mondiale du commerce, et ils participent au Forum régional de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, qui traite des questions de sécurité.
- Depuis longtemps, l'Australie et le Canada ont une tradition d'échanges de fonctionnaires; ils partagent leurs points de vue et s'accordent une aide mutuelle en ce qui concerne les affaires consulaires et l'immigration. Les missions diplomatiques des deux gouvernements à la Barbade et au Cambodge logent d'ailleurs aux mêmes endroits.
- Le Canada a des représentants à Canberra et à Sydney et des consuls honoraires à Melbourne et à Perth. Un centre canadien d'éducation a été ouvert à Canberra en 1997 pour promouvoir les établissements d'enseignement et de formation canadiens.

Commerce et investissement

- L'Australie jouit d'une stabilité sur le plan politique, économique et social. Elle partage avec le Canada une langue commune, ainsi qu'une culture, des systèmes juridique et réglementaire et des pratiques commerciales semblables. Des rapports anciens d'amitié et de coopération avec le Canada font de ce pays un partenaire idéal pour les sociétés canadiennes, surtout les petites et moyennes entreprises, qui cherchent à accroître leurs exportations en Asie-Pacifique.
- L'Australie vient au 15^e rang des marchés d'exportation du Canada. En 1997, les exportations canadiennes totalisaient 969 millions de dollars, soit une légère baisse par rapport au chiffre de 1 milliard de dollars en 1996.
- L'Australie est un marché particulièrement important pour les fabricants canadiens de produits de haute technologie, notamment dans les secteurs des télécommunications et de la défense, du matériel d'exploitation des

mines et des machines industrielles. Le Canada y exporte également du bois d'œuvre, du papier, de la potasse, du papier journal et des moteurs d'aéronef.

- Les importations canadiennes en provenance d'Australie étaient évaluées à 1,17 milliard de dollars en 1997, comparativement à 1,29 milliard en 1996. Les principales importations sont le sucre, l'aluminium, les mattes et poudres de nickel, le bœuf, les médicaments et les vins.
- Plus de 200 entreprises canadiennes font des affaires sur place, soit par des investissements, des coentreprises, des bureaux de vente ou des contrats de licence. La compatibilité de l'économie des deux pays sur les plans de la taille et du niveau technologique a facilité les transferts de technologie et la formation de coentreprises. Parmi les entreprises canadiennes qui ont des activités en Australie, citons Northern Telecom Canada Ltd., la Banque TD, T.C. Moore Transport (Canada) Ltd., Placer Dome Canada Ltd., Norcen Energy Resources Ltd. et McCain Foods Ltd.
- Au cours de la visite du premier ministre en Australie, en 1995, le Canada et l'Australie ont signé un accord commercial et économique pour faciliter la coopération dans le domaine de la politique commerciale multilatérale, régionale et bilatérale, et celui du développement des entreprises, particulièrement les petites et moyennes entreprises.

Les relations entre le Canada et Brunéi

- Le Canada et Brunéi ont ouvert des missions diplomatiques dans leurs capitales respectives en 1996, ce qui a permis d'améliorer les liens entre les deux pays.
- Les rapports du Canada et de Brunéi sont renforcés grâce au statut de partenaire du dialogue dont jouit le Canada au sein de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), dont Brunéi est l'un des membres fondateurs, et par leur appartenance au Commonwealth et à l'Organisation mondiale du commerce. Les deux pays participent également au Forum régional de l'ASEAN, qui traite des questions de sécurité. Brunéi et le Canada ont aussi adhéré au Traité sur l'interdiction des mines antipersonnel à Ottawa, en décembre 1997, se joignant à une centaine de pays ayant signé cet accord.
- Plusieurs étudiants de Brunéi étudient à l'étranger. Le Canada y fait la promotion de ses services en matière d'éducation; il organise des salons destinés à attirer des étudiants, aide le ministère de l'Éducation de Brunéi à recruter des professeurs canadiens et explore la possibilité d'offrir des programmes spéciaux de formation.

Commerce et investissement

- En 1997, les échanges commerciaux bilatéraux entre le Canada et Brunéi ont totalisé environ 3,6 millions de dollars.
- Les principales exportations du Canada sont les machines, l'acier, le fer et l'aluminium.
- En 1997, le Canada a importé pour 100 000 \$ de biens en provenance de Brunéi, surtout des vêtements et accessoires.
- Le matériel et les services pétroliers et gaziers, la production d'électricité, les fournitures médicales et les produits de défense et d'aérospatiale sont les secteurs les plus prometteurs pour les entreprises canadiennes à Brunéi. À mesure que Brunéi diversifiera son économie, plusieurs autres débouchés devraient s'ouvrir dans les secteurs des télécommunications et de la haute technologie.

- Depuis le début des années 1990, les universités chiliennes cherchent de plus en plus à établir des liens officiels avec des universités canadiennes ainsi qu'à offrir des cours sur les études canadiennes ou sur les relations Canada-Chili. Pendant la mission d'Équipe Canada en 1998, un centre d'éducation canadien a été ouvert à Santiago.
- Le Canada appuie le Programme de bourses de complément de spécialisation, qui aide les universitaires chiliens à élaborer des cours sur le Canada et sur les relations Canada-Chili, de même que le Programme de soutien aux bibliothèques, qui aide les universités à enrichir leur collection de documents sur les études canadiennes. Ces deux programmes de subventions permettront d'établir des programmes permanents d'études canadiennes dans les grandes universités chiliennes.
- Le Canada a une ambassade à Santiago et un consul honoraire à Concepción.
- Le Chili a une ambassade à Ottawa, des consulats à Montréal, Toronto et Vancouver, et des consulats honoraires à Winnipeg, Québec et Edmonton.

Commerce et investissement

- Le Chili est le cinquième marché d'exportation en importance pour le Canada en Amérique du Sud. Par contre, grâce à sa performance économique dynamique, il est devenu une priorité pour l'expansion du commerce et des investissements. Nombre de sociétés considèrent le Chili comme une porte d'accès au reste de l'Amérique latine.
- L'économie du Chili est la plus stable de la région. Sa croissance y est la plus rapide, avec un taux annuel moyen de près de 7 p. 100 au cours de la dernière décennie. Les politiques axées sur le marché ont encouragé l'esprit d'entreprise et ont consolidé le secteur privé.
- En raison de la faiblesse du taux de chômage, de la chute de l'inflation et de la hausse des salaires au Chili, ce dernier s'est affirmé comme partenaire de choix en matière de commerce et d'investissement. Il a établi de solides relations commerciales non seulement dans la région, mais aussi avec l'Union européenne et en Asie.
- En 1996, le Canada et le Chili ont conclu un accord de libre-échange, démontrant l'engagement du Canada à resserrer ses liens économiques avec l'Amérique latine. L'accord, qui est entré en vigueur en 1997, inclut des ententes parallèles sur la coopération en matière d'environnement et de main-d'œuvre qui permettront au Chili de devenir éventuellement membre à part entière de l'Accord de libre-échange nord-américain.

- Le commerce bilatéral total a doublé, passant de 357 millions de dollars en 1992 à 717 millions en 1997. Pendant la même période, les exportations canadiennes de blé, de machines pour les pâtes et papiers, de matériel d'exploitation minière, de matériel de télécommunications, de pièces d'automobile, ainsi que de produits en fer et en acier se sont accrues de plusieurs centaines de points de pourcentage. En 1997, la valeur des exportations canadiennes vers le Chili a atteint 392 millions de dollars, alors que les importations canadiennes en provenance du Chili ont atteint 325 millions.
- Les éléments clés de l'accord incluent l'accès immédiat en franchise de droits pour 75 p. 100 des exportations canadiennes et l'élimination, sur une période de cinq ans, des droits d'importation chiliens de 11 p. 100 sur presque toutes les autres marchandises industrielles et dérivées de matières premières. Il prévoit aussi une nouvelle protection importante pour les investissements canadiens au Chili, dont un accord pour faire bénéficier automatiquement les investisseurs canadiens des avantages de toute libéralisation future.
- Le Canada et le Chili ont signé une convention sur la double imposition lors de la mission d'Équipe Canada en 1998.
- Les investissements canadiens au Chili se sont nettement accrus dans les dernières années, faisant du Canada le plus important investisseur étranger au Chili en 1990, en 1992 et en 1995. Le total cumulatif des investissements réalisés et projetés approche les 8 milliards de dollars. Ils sont surtout réalisés dans la mise en valeur des mines, mais d'autres secteurs comme les banques, les communications et l'énergie commencent à susciter plus d'intérêt.
- L'une des priorités du Canada est de protéger plus efficacement ses investissements importants au Chili. Ces investissements peuvent maintenant bénéficier de l'assurance-investissement à l'étranger offerte par la Société pour l'expansion des exportations (SEE), qui assure un financement par lignes de crédit avec la Banco Sud Americano et la Banco O'Higgins. Les secteurs public et privé peuvent se prévaloir des programmes de la SEE.
- Les objectifs commerciaux canadiens au Chili sont centrés sur les secteurs suivants : mines, foresterie, énergie en général et énergie électrique, communications, informatique, agriculture et environnement. De plus, le Canada jouit d'une réputation de bon fournisseur dans ces secteurs, ce qui améliore ses possibilités en matière de transfert de technologie et de vente de biens et de services. Plus de 50 coentreprises mènent au Chili des

opérations englobant aussi bien la lutte contre les feux de forêt que la production de machines industrielles.

- L'Alliance des manufacturiers et exportateurs du Canada (AMEC) a un programme d'échanges avec sa contrepartie chilienne depuis 1992. L'ACDI verse une contribution de 510 000 \$ dans un projet mené par l'AMEC pour aider le Chili à rajeunir son secteur des ressources renouvelables (foresterie, environnement marin et produits agricoles). Dans le cadre de ce projet, de nouvelles technologies canadiennes servent à renforcer la capacité de production du Chili et à restreindre l'exode des travailleurs productifs des régions rurales. L'Association des ingénieurs-conseils du Canada et sa contrepartie chilienne entretiennent un programme d'échanges depuis 1993.

Coopération pour le développement

- L'ACDI considère le Chili comme un important partenaire dans le développement de l'hémisphère occidental. Les compétences canadiennes aident le Chili à se rapprocher de l'objectif du développement durable, ce qui aide également le Chili, dont l'économie est l'une des plus stables et des plus diversifiées de l'Amérique du Sud, à encourager le développement parmi les pays les plus pauvres de la région.
- En 1997-1998, l'aide publique au développement offerte par le Canada au Chili s'élevait à 2,3 millions de dollars au total. L'ACDI appuie un certain nombre d'initiatives au Chili par l'intermédiaire de son programme régional en Amérique du Sud.
- En 1996, l'ACDI a approuvé un projet quinquennal de 15 millions de dollars consacré au Chili et à ses voisins du Cône sud. Le projet permet le transfert de savoir-faire canadien pour résoudre les problèmes de développement d'intérêt commun. Les sept projets actuellement en cours au Chili traitent de domaines comme les forêts modèles, les technologies environnementales pour la gestion des déchets et des eaux usées, les ressources renouvelables, la gestion et l'utilisation des pesticides, la planification de l'environnement urbain, la biotechnologie et la biosécurité en agriculture, ainsi que les soins de santé.
- Le Chili profite aussi de projets régionaux de l'ACDI (englobant plusieurs pays) dans des secteurs tels les applications de Radarsat; l'établissement de lignes directrices environnementales pour l'industrie gazière et pétrolière, des minerais et de l'énergie; et le droit international humanitaire.

- Le Programme de coopération industrielle de l'ACDI favorise la collaboration entre firmes canadiennes et chiliennes dans des secteurs tels que la fabrication, les communications, la santé, la foresterie et l'exploitation minière. Le programme gère 14 projets au Chili.
- En 1997-1998, le programme de partenariats de l'ACDI a apporté une contribution d'environ 845 000 \$ pour appuyer 28 projets au Chili visant à renforcer la capacité des partenaires locaux de relever les défis liés au développement. Cette contribution est versée par l'intermédiaire d'associations canadiennes, d'établissements d'enseignement et d'organisations non gouvernementales.
- Le Fonds canadien d'initiatives locales de l'ACDI soutient des activités locales administrées par des groupes non gouvernementaux. Ces projets visent à améliorer les conditions économiques et la qualité de vie des segments les plus pauvres de la population et des groupes vulnérables comme les femmes, les enfants et les Autochtones.
- Le Fonds local pour la réforme du secteur public, géré par l'ambassade du Canada au Chili, appuie des activités de faible envergure, mais essentielles pour aider les ministères à mettre en œuvre des réformes plus vastes.

Les relations entre le Canada et la Chine

- En 1970, le Canada a établi des relations diplomatiques avec la République populaire de Chine. Ces relations se sont considérablement développées au fil des ans, d'où des liens gouvernementaux et commerciaux accrus. Aujourd'hui, plus de 100 sociétés canadiennes ont des bureaux en Chine, et le commerce bilatéral représente environ 8,5 milliards de dollars par année. Les programmes de coopération pour le développement ont pris de l'importance en matière de coopération économique, de développement durable, de droits de la personne, de développement démocratique et de saine gestion publique en Chine.
- Les relations entre le Canada et la Chine se sont beaucoup accrues depuis que le premier ministre a dirigé la mission d'Équipe Canada en Chine en 1994. La plus importante jamais organisée, cette mission regroupait des ministres fédéraux, des premiers ministres des provinces, des dirigeants des territoires, et près de 400 représentants du monde des affaires canadien. Elle a démontré l'engagement du Canada de renforcer les liens avec la Chine et a contribué à accroître les contacts à tous les niveaux.
- Depuis que la Chine a adopté son programme de réforme économique en 1978, sa production a augmenté de 9 p. 100 en moyenne par année. La Chine attire maintenant près du tiers des investissements étrangers directs dans les pays en développement. Elle se place au dixième rang parmi les nations commerçantes, et elle compte le cinquième de la population mondiale.
- L'influence de la Chine grandit chaque jour. Membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, État doté d'un arsenal nucléaire et des plus importantes forces actives au monde, la Chine participe à d'autres groupes régionaux tels que le Forum régional de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, qui traite de questions de sécurité.
- La stabilité, les réformes et la croissance économique durable de la Chine sont importantes pour le Canada. L'objectif principal du Canada est d'encourager la Chine à maintenir sa politique d'ouverture et à devenir membre à part entière d'institutions politiques et économiques mondiales et régionales.
- Le Canada estime que seuls des contacts systématiques et de grande portée permettront d'encourager une plus grande ouverture et une plus grande liberté en Chine, tout en faisant avancer les intérêts canadiens dans ce pays. Le Canada a pris l'engagement d'aider la Chine à développer des

politiques et des institutions qui favorisent le développement durable par la reconnaissance des liens entre croissance économique, développement social et protection de l'environnement.

- Le Canada est représenté à Beijing, Shanghai, Guangzhou (Canton) et Chongqing. La Chine a des missions diplomatiques à Ottawa, Vancouver, Toronto et Calgary.

Commerce et investissement

- La Chine est un marché prioritaire pour les exportateurs canadiens. Le Canada a travaillé étroitement avec le secteur privé et avec les autres ordres de gouvernement pour appuyer les sociétés canadiennes sur le marché chinois, comme l'attestent, entre autres, la mission d'Équipe Canada de novembre 1994 et la mission de 1998 en Chine, dirigée par le ministre du Commerce international.
- Le plan d'action commercial du Canada en 1996 mettait l'accent sur les marchés régionaux chinois en croissance rapide. Dans cette foulée, le secrétaire d'État (Asie-Pacifique) a dirigé deux missions en Chine ces deux dernières années pour explorer les débouchés sur la côte et dans les marchés intérieurs.
- Le commerce bilatéral a plus que doublé entre 1991 et 1997, pour atteindre environ 8,5 milliards de dollars en 1997. Le Canada a exporté pour 2,2 milliards de dollars de marchandises en Chine en 1997. La même année, les exportations canadiennes ont chuté d'environ 25 p. 100. La même tendance a été observée chez la plupart des grands concurrents du Canada (les États-Unis, l'Europe, l'Australie et la Nouvelle-Zélande).
- Les exportations canadiennes en Chine ont toujours compris des produits de base comme le blé, la potasse et la pâte de bois. Ces dernières années, les ventes d'articles manufacturés comme le matériel téléphonique, électrique, mécanique et de télécommunications ont pris de l'importance. Les autres principaux postes d'exportation sont les céréales, les engrais et les aéronefs, qui comptent pour 40,5 p. 100 de toutes les exportations du Canada.
- Au cours des dernières années, les entreprises canadiennes ont exporté en Chine une grande quantité de services dans le cadre de projets d'infrastructure. En 1996, la Financière Manuvie, compagnie d'assurances canadienne, a réalisé une importante percée dans le secteur des services financiers de la Chine, devenant la troisième compagnie d'assurances étrangère à obtenir une licence.

- La plupart des besoins chinois en importations et en infrastructures correspondent aux secteurs forts du Canada en matière d'exportation, spécialement les télécommunications, le pétrole et le gaz, la production d'énergie électrique, l'environnement, les transports, l'exploitation minière et les produits pétrochimiques, ainsi que l'agriculture.
- La Société pour l'expansion des exportations du Canada joue un rôle critique dans le financement des exportations à valeur ajoutée à destination de la Chine. La Société a maintenant un représentant à Beijing. C'est là son unique bureau outre-mer. Elle offre des lignes de crédit non concessionnelles à des sociétés qui font des affaires en Chine. En 1996, le ministre du Commerce international a négocié le prolongement d'une ligne de crédit concessionnelle d'au plus 75 millions de dollars en faveur de la Chine.
- Les importations canadiennes de marchandises en provenance de la Chine étaient évaluées à 6,3 milliards de dollars en 1997, comparativement à 4,9 milliards en 1996. Près de la moitié des importations dans les cinq premiers mois de 1998 ont été des machines et des pièces, des jouets, des articles de sport et des chaussures.
- Le Canada a toujours soutenu les efforts déployés par le gouvernement chinois pour ouvrir ses marchés, en accordant à la Chine le statut de nation la plus favorisée. La Chine a ainsi accès au marché canadien au même titre que la plupart des autres partenaires commerciaux du Canada. De plus, le Canada appuie l'accession de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce, qui ouvrira davantage ce marché aux biens et services canadiens.
- L'investissement canadien direct en Chine est passé de 15 millions de dollars en 1991 à 377 millions en 1997. Plus de 100 sociétés canadiennes ont des bureaux dans ce pays. L'investissement se concentre essentiellement dans le secteur manufacturier des villes côtières de Shanghai et de Beijing et des provinces côtières de Guangdong et de Shandong. Les produits et les services qui en découlent sont surtout destinés au marché chinois. Environ 75 p. 100 des investisseurs canadiens en Chine sont de petites ou de moyennes entreprises.
- L'investissement chinois au Canada s'est surtout concentré dans les secteurs de l'immobilier et des ressources, comme les investissements de CITIC dans l'usine de pâtes à papier de Castlegar. Il existe des possibilités d'investissements supplémentaires dans des gisements de pétrole, de gaz et de minéraux, et dans des projets commerciaux tels que des hôtels.

Coopération en matière d'environnement

- Le Canada travaille avec la Chine sur de nombreuses questions de gestion de l'environnement, dont le changement climatique. Ce faisant, il reconnaît que les développements en Chine ont des répercussions mondiales et que ce pays peut contribuer au règlement de problèmes mondiaux dans ce domaine.
- En vertu d'un protocole d'entente sur l'environnement et par l'intermédiaire de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), le Canada fournit à la Chine des technologies et services environnementaux, de la formation technique, des compétences en matière de gestion et de la recherche appliquée.
- Le Canada appuie aussi le Conseil chinois de coopération internationale pour l'environnement et le développement, organisation consultative non gouvernementale qui vise à renforcer les échanges entre la Chine et la communauté internationale.
- Le Canada travaille aussi avec l'Agence chinoise de protection de l'environnement dans un certain nombre de domaines, notamment la pollution de l'eau, la gestion des bassins hydrographiques, la gestion des déchets solides et dangereux, l'analyse des polluants toxiques, l'appauvrissement de la couche d'ozone et l'application du Protocole de Montréal.

Droits de la personne, saine gestion des affaires publiques et primauté du droit

- Le Canada travaille avec le gouvernement chinois et des institutions internationales pour s'assurer que la Chine respecte ses obligations en vertu de la Déclaration universelle des droits de l'Homme des Nations unies. En 1997, le ministre canadien des Affaires étrangères a annoncé une série d'initiatives sur les droits de la personne entre le Canada et la Chine. Cette annonce faisait suite à la décision du Canada de ne pas coparrainer un projet de résolution des Nations unies sur les droits de la personne en Chine étant donné le manque d'appui au consensus de l'Union européenne, et à la lumière de la décision de la Chine d'intensifier le dialogue et la coopération avec le Canada.
- Ainsi, le Canada et la Chine ont créé un comité mixte sur les droits de la personne en vue de régler des questions telles que les droits politiques et civils, la liberté de religion, les droits économiques, sociaux et culturels, et les droits des femmes et des enfants. Les deux premières réunions du

comité ont eu lieu en 1997. Une troisième série de discussions a été tenue à Vancouver au début de novembre 1998.

- En vertu des initiatives annoncées en 1997, le Canada aide la Chine à passer en revue le code de procédure criminelle chinois, entre autres le droit de la preuve, un système judiciaire accusatoire et un système d'aide juridique, ainsi qu'à mettre en œuvre les obligations de la Chine en vertu des conventions des Nations unies.
- De fréquentes relations de haut niveau avec les dirigeants chinois au cours de l'année ont permis au Canada de soulever ses préoccupations. Ces relations permettent d'échanger des points de vue sur des questions figurant au premier plan des réformes chinoises, notamment les problèmes structurels des institutions gouvernementales et le rôle du gouvernement en Chine. Le Canada s'est engagé à discuter en toute franchise avec les autorités chinoises de questions relatives aux droits de la personne.
- L'aide au développement est un important moyen de faire avancer les droits de la personne, la démocratie et la saine gestion des affaires publiques. De nombreux projets sont actuellement en cours pour encourager la Chine à réformer ses structures juridiques et judiciaires, en rendant plus transparents les processus juridiques, et pour adapter ces structures aux nouveaux besoins qui découlent de la réforme économique. Ces projets englobent l'appui à la recherche sur les droits de la personne, l'assistance technique pour l'examen du droit criminel en vue de mieux protéger les droits des accusés, la mise en œuvre de lois visant le respect des droits des femmes, la réforme du droit pénal, la formation des juges et un programme de soutien en matière de gestion publique et de mise en place de la société civile.

Paix et sécurité

- Le Canada et la Chine maintiennent le dialogue sur la sécurité régionale, la non-prolifération, le contrôle des armements et le maintien de la paix. Depuis 1995, les deux pays ont eu chaque année des discussions politiques sur la sécurité. Le Canada a l'intention de maintenir un dialogue soutenu sur la non-prolifération et la sécurité régionale pour encourager la Chine à adopter un comportement responsable en matière de vente d'armes.
- En tant que pays riverains du Pacifique et membres du Forum régional de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), qui traite des questions de sécurité, le Canada et la Chine ont un intérêt commun dans la paix et la sécurité mondiales et régionales. Le Forum est une réunion annuelle des ministres des affaires étrangères des neuf pays de l'ASEAN, des sept partenaires du dialogue de l'association et de ses cinq partenaires

consultatifs. Il y est question de préoccupations clés, comme les îles Spratlys, dans la mer de Chine méridionale, la péninsule coréenne et le Taipei chinois.

- En 1997, le Canada et la Chine ont organisé un atelier sur le multilatéralisme régional afin d'échanger des points de vue sur leurs approches, leurs perspectives et leurs intérêts respectifs en matière de sécurité régionale. Le Canada a accueilli un deuxième atelier en janvier 1998.
- Le Canada s'est réjoui de ce que la Chine ait signé le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires en 1996, signifiant par le fait même qu'elle s'engageait à ne pas mener d'autres essais nucléaires.
- Le Canada s'efforce d'obtenir la coopération de la Chine en vue de restreindre le mouvement international d'armes classiques, particulièrement dans les régions où règnent la tension et l'instabilité.

Coopération pour le développement

- En 1983, l'ACDI mettait sur pied un programme d'aide publique au développement de la Chine. Depuis 1990, le financement annuel de gouvernement à gouvernement a atteint environ 32 millions de dollars. Pour 1997-1998, il était de 39,5 millions.
- En 1994, les deux gouvernements ont lancé le nouveau cadre stratégique pour le développement de la Chine. Tous les nouveaux programmes de l'ACDI en Chine sont maintenant axés sur la coopération économique, le maintien d'un environnement durable, les droits de la personne, le développement de la démocratie et la saine gestion des affaires publiques. La participation des femmes au développement et l'atténuation de la pauvreté ont aussi une place prééminente dans ce nouveau cadre stratégique. Des lettres d'intention ont été signées pour plus de 20 nouvelles mesures touchant le maintien d'un environnement durable, la coopération économique, la saine gestion des affaires publiques, la participation des femmes au développement et l'atténuation de la pauvreté.
- Six nouveaux projets d'appui aux réformes administratives, juridiques et économiques ont été lancés durant la visite du premier ministre en Chine en 1994. Tous sont maintenant en voie de réalisation et couvrent les domaines suivants : gestion de l'information statistique, recherches en matière de politiques publiques, renforcement des liens entre universités, revenus pour les femmes du Xinjiang, droit des femmes et formation des juges supérieurs.

- L'ACDI travaille aussi à des projets touchant la Convention des Nations unies sur les droits de l'Homme et la coopération Canada-Chine en matière de droit criminel et de justice pénale.
- Les grands projets en cours couvrent plusieurs domaines : efficacité énergétique des immeubles, production moins polluante, gestion de l'environnement pour les petites et moyennes entreprises de Jiangsu et aide à l'ouverture des villes; d'autres touchent le Conseil chinois de coopération internationale pour l'environnement et le développement, la production de viande de porc maigre, l'élevage intégré du cheptel laitier, un centre industriel d'alimentation des animaux, les études sur la production d'électricité en Chine méridionale, le transfert de technologies pétrolières et gazières, la formation complète en gestion des transports, la gestion et la surveillance de la sécurité des barrages, la santé des mères et des enfants, le développement rural et l'atténuation de la pauvreté. Il y a également un programme canado-chinois en matière d'éducation supérieure.
- Le Programme de coopération industrielle de l'ACDI accorde une aide financière aux entreprises canadiennes qui veulent participer au développement durable, au moyen d'une coopération à long terme avec des partenaires locaux de pays en développement. En 1997-1998, ce programme a décaissé 5,81 millions de dollars à l'appui de 104 projets en Chine.

Les relations entre le Canada et les États-Unis

- Le Canada et les États-Unis sont de grands amis, alliés et partenaires commerciaux. Les liens politiques, économiques, militaires, universitaires et culturels qu'ils entretiennent profitent aux deux partenaires, assurant leur sécurité et créant un environnement dynamique, propice à la croissance commerciale et économique.
- Des centaines d'accords de gouvernement à gouvernement, allant de la coopération en matière de défense à la qualité de l'eau des Grands Lacs, sous-tendent ces relations. À ces accords s'ajoutent de nombreuses autres ententes entre les provinces et les États.
- Les questions environnementales continuent d'occuper une place de choix dans l'action des deux gouvernements, qui recherchent le meilleur équilibre possible entre la protection de l'environnement et l'exploitation des ressources naturelles.
- Le Canada et les États-Unis sont des partenaires dans de nombreux dossiers internationaux, dont le soutien de la démocratie et des droits de la personne et le maintien d'un régime commercial international fondé sur des règles.
- L'une des grandes priorités du Canada et des États-Unis est de maintenir la paix et la sécurité internationales grâce au fonctionnement efficace des institutions internationales, et notamment de l'OTAN et de l'ONU.
- La coopération en matière de défense a évolué depuis la fin de la guerre froide, mais elle reste une dimension importante de la relation entre le Canada et les États-Unis. La reconduction de l'Accord du NORAD en 1996 représente un apport significatif à la défense bilatérale.

Relations commerciales et économiques

- Le Canada et les États-Unis entretiennent les relations commerciales les plus importantes et les plus diversifiées au monde. Ils ont renforcé leur partenariat en réduisant les obstacles au commerce et en s'entendant sur des règles dans ce domaine grâce à l'Accord canado-américain de libre-échange (ALE), à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).
- Presque 78 p. 100 des exportations canadiennes de biens et de services sont destinées au marché américain. Le commerce bilatéral des biens et

des services en 1997 s'est chiffré à 456 milliards de dollars (en utilisant la méthode de calcul basée sur la balance des paiements).

- En 1997, le Canada a exporté pour 244 milliards de dollars de biens et services aux États-Unis; il en a importé pour 212 milliards de dollars.
- La valeur des échanges bilatéraux de biens et de services s'élève à plus de 1,2 milliard de dollars par jour.
- Les exportations génèrent la création de plus de 2 millions d'emplois dans chaque pays et représentent 28 p. 100 du produit intérieur brut du Canada.
- Les économies du Canada et des États-Unis ont profité de l'ALENA. Depuis la signature de cet accord en 1993, le commerce de marchandises du Canada avec les États-Unis a augmenté de 58,4 p. 100.
- C'est surtout sur le marché américain que les nouveaux exportateurs canadiens font leurs premières armes; 90 p. 100 d'entre eux y réalisent leur première vente à l'exportation. Les États-Unis sont donc un marché crucial pour l'expansion commerciale globale du Canada.
- Les États-Unis sont le plus gros investisseur étranger au Canada; ces investissements ont grimpé de 7,6 p. 100 en 1997 pour atteindre 132 milliards de dollars.
- Les États-Unis sont aussi la destination la plus populaire de l'investissement canadien, qui a totalisé 99,3 milliards de dollars en 1997, en hausse de 6,9 p. 100.
- Le recours, par les États-Unis, à des mesures extraterritoriales pour imposer leurs politiques à des pays tiers, dont le Canada, est un des principaux motifs de préoccupation sur le plan commercial. La loi Helms-Burton concernant Cuba en est un exemple.
- Le Canada et les États-Unis cherchent à faire libéraliser le commerce à l'échelle mondiale et régionale. Ils sont récemment parvenus à un accord avec d'autres membres de l'OMC sur les télécommunications de base, et ils se sont engagés à développer la zone de libre-échange des Amériques, qui libéraliserait le commerce dans tout le continent d'ici à 2005. Ils sont membres de l'APEC, qui prévoit instaurer des échanges commerciaux libres et ouverts dans la région, d'ici à 2010 pour les économies avancées, et d'ici à 2020 pour les nations moins développées. Le Canada et les États-Unis voient tous deux d'un bon œil l'adhésion du Chili, le tout dernier partenaire de libre-échange du Canada, à l'ALENA.

- **Accord sur la frontière commune entre le Canada et les États-Unis.** Plus de 200 millions d'Américains et de Canadiens traversent la frontière chaque année pour diverses raisons : affaires, tourisme, éducation, visite de parents ou d'amis. Face à ce flot croissant, on est en train d'améliorer la gestion de la frontière au moyen de nouvelles technologies et procédures, et en améliorant les infrastructures.
- En 1997, le président des États-Unis et le premier ministre du Canada ont annoncé à Washington une série d'accords visant à accommoder le nombre croissant de personnes et de marchandises qui traversent la frontière canado-américaine. Ces mesures comprennent le dédouanement électronique des transporteurs commerciaux, qui réduirait le nombre d'arrêts aux douanes, le partage d'installations frontalières, la mise sur pied d'un centre de traitement des véhicules commerciaux, l'automatisation des postes éloignés et la création de réseaux de transport communs. Elles viennent en renfort de l'Accord sur la frontière commune signé en février 1995.
- **Accord « Ciels ouverts ».** La signature de l'accord « Ciels ouverts » en 1995 a marqué le début d'une nouvelle ère pour l'aviation en Amérique du Nord.
- Aux termes de l'accord, les sociétés aériennes des deux partenaires ont obtenu le droit de desservir sans limite toute paire de villes entre le Canada et les États-Unis. De nouveaux services aériens américains à destination du Canada ont été introduits progressivement sur trois ans. Les dernières restrictions concernant Toronto ont été levées en février 1998. En février 1997, le trafic au Canada avait augmenté de plus de 3,4 millions de passagers, ce qui représente une forte croissance en l'espace de deux ans.

Environnement et conservation

- Le Canada et les États-Unis collaborent depuis longtemps à la protection et à la conservation de l'environnement. En 1909, ils ont signé le Traité sur les eaux limitrophes, accord historique qui a donné naissance à la Commission mixte internationale (CMI).
- Il existe quelque 30 accords environnementaux entre le Canada et les États-Unis dans des domaines aussi variés que la qualité de l'eau et de l'air, la gestion de la faune, les préoccupations atmosphériques et la recherche coopérative.
- Le Canada et les États-Unis continuent de faire face à de nombreux défis environnementaux; le principal consiste à trouver un équilibre entre les pressions croissantes qu'exercent la démographie et l'économie d'une

part, et la protection de l'environnement et une exploitation avisée des ressources naturelles d'autre part.

- En 1997, lors du passage du premier ministre à Washington, le Canada et les États-Unis ont annoncé une série d'actions bilatérales destinées à assurer aux Canadiens et aux Américains un environnement plus propre et plus sain. Les deux pays ont convenu des actions suivantes : renouveler la CMI et y faire appel de façon plus efficace; élaborer un plan d'action commun de lutte contre la pollution atmosphérique transfrontière (le smog); adopter une stratégie binationale sur les toxiques afin d'éliminer le rejet dans les Grands Lacs des pires toxiques persistants biocumulatifs; signer un accord-cadre aux termes duquel les organismes canadiens et américains responsables de la faune collaboreraient pour protéger et conserver des espèces menacées communes; améliorer leur coopération en recherche-développement environnementale en signant un protocole d'entente; et intensifier la collaboration des deux pays en matière d'appui logistique dans les activités de recherche arctique.

Pêches

- Le Traité sur le saumon du Pacifique de 1985 entre le Canada et les États-Unis se fonde sur deux principes. Le principe de la conservation oblige chaque pays à empêcher la surpêche; le principe de l'équité stipule que chaque pays devrait recevoir les avantages équivalant à la protection de saumon originant dans ses eaux.
- Le Canada et les États-Unis interprètent différemment le principe de l'équité, et, par conséquent, ne l'ont jamais appliqué. En outre, les deux pays ne s'entendent pas sur la façon de partager le fardeau de la conservation.
- Le Canada et l'État de Washington ont conclu un accord provisoire en juin pour protéger les stocks de coho et de saumon royal en voie de disparition. Également en juin, le Canada et l'Alaska se sont entendus pour ne pas pêcher de saumon dans les eaux litigieuses de l'entrée Dixon.
- Des discussions bilatérales sur l'avenir des pêches sont en cours. L'objectif principal du Canada est la conservation.

Paix, sécurité et démocratie

- Le Canada et les États-Unis collaborent étroitement au service de la paix, de la sécurité et du développement de la démocratie dans les pays occidentaux et ailleurs dans le monde.

- Le Canada et les États-Unis estiment que le maintien de la paix contribue de façon importante à la stabilité et à la sécurité internationales. Le Canada a affecté 28 gardiens de la paix dans la Force multinationale d'observateurs qui surveille l'application des Accords de Camp David, d'initiative américaine, entre Israël et l'Égypte.
- Le Canada et les États-Unis collaborent à la promotion de la stabilité et de la démocratie en Haïti.
- Le Canada et les États-Unis participent à la Force de stabilisation dirigée par l'OTAN en Bosnie-Herzégovine. Le Canada fournit 1 240 militaires à la Force, six chasseurs CF-18 et près de 200 personnes affectées à des tâches connexes. De plus, 30 policiers civils y jouent des rôles divers au sein du groupe international de la police. Le Canada participe pleinement aussi aux efforts internationaux déployés pour mettre en œuvre les accords de paix de Dayton et pour assurer la stabilité dans la région.
- Le Canada et les États-Unis croient tous deux que l'élargissement de l'OTAN et les nouveaux liens solides tissés avec la Russie renforcent la sécurité européenne. Les pays invités à se joindre à l'OTAN ont fait des progrès importants aux chapitres de la démocratisation, du contrôle civil des forces militaires et, lorsque nécessaire, du règlement pacifique de différends avec leurs voisins. Un nouvel élargissement est prévu après le Sommet de l'OTAN qui se tiendra à Washington en 1999.
- Le Canada et les États-Unis croient qu'une ONU en santé est essentielle à la stabilité et à la coopération internationales. Revitalisée, elle restera, dans les affaires internationales, un intervenant actif qui a sa raison d'être.
- Le Canada et les États-Unis sont parmi les nombreux membres de l'ONU qui l'incitent à concentrer ses efforts sur ce qu'elle fait bien et à éliminer les doubles emplois. De telles mesures de renouvellement sont destinées à accroître l'efficacité et l'efficience de l'ONU et à mieux la préparer à relever les défis du XXI^e siècle.
- Le Canada est disposé à travailler avec les États-Unis et les autres membres de l'ONU pour réaliser de solides réformes sur les plans administratif et financier et sur celui de la gestion, de même que pour tenter de réduire les coûts au moment de l'établissement des budgets. Les membres doivent aussi honorer leurs obligations et régler leurs contributions à temps, au complet et sans condition.

Les relations entre le Canada et Hong Kong (Chine)

- Le 1^{er} juillet 1997, Hong Kong est retournée dans le giron de la Chine, après 155 ans de régime britannique, pour devenir la Région administrative spéciale de Hong Kong. Le cadre établi pour la transition est énoncé dans la Déclaration conjointe sino-britannique de 1984 et dans la Loi fondamentale.
- Dans la Déclaration conjointe, la Chine s'est engagée à conserver le système de libre entreprise et le mode de vie de Hong Kong pendant au moins 50 ans. La Déclaration conjointe confère à Hong Kong un niveau élevé d'autonomie et assure la continuité de ses institutions. Elle prescrit que Hong Kong continuera d'administrer ses affaires et d'adopter ses propres lois. La Chine sera responsable de la défense et des affaires étrangères de Hong Kong.
- La Déclaration conjointe porte que Hong Kong conservera les libertés dont elle jouit actuellement, y compris la liberté de presse, d'expression, de religion, de déplacement et de circulation ainsi que la liberté d'association et de réunion. Ces dispositions sont inscrites dans la Loi fondamentale, constitution de la Région administrative spéciale de Hong Kong, qu'a adoptée le Congrès populaire national de Chine.
- Le Canada a tout intérêt à ce que la transition se fasse en douceur et il appuie le futur développement de Hong Kong, qui repose sur la formule « un pays, deux systèmes ».
- Le Canada a avec Hong Kong des relations fortes et diversifiées. Il a des intérêts sociaux, politiques et commerciaux et il est à l'origine des initiatives prises pour soutenir la confiance en l'avenir de Hong Kong.
- Plus de 150 000 Canadiens résident à Hong Kong et environ un demi-million de personnes qui en sont originaires vivent au Canada. Hong Kong est pour le Canada la principale source d'immigration et d'investissement relié à l'immigration.

Commerce et investissement

- Hong Kong est un partenaire commercial et un centre d'affaires de plus en plus important pour les entreprises canadiennes. C'est le dixième partenaire commercial du Canada en importance et le quatrième en Asie. De son côté, le Canada est le huitième partenaire commercial de Hong Kong.

- Les exportations canadiennes à Hong Kong ont atteint 1,7 milliard de dollars en 1997, comparativement au chiffre record de 1,2 milliard en 1996, tandis que les importations en provenance de Hong Kong pour la même période ont atteint 1,25 milliard de dollars, contre 1,14 milliard en 1996.
- En tant que porte de l'effervescent marché chinois dans les secteurs des affaires, de la finance et des communications, Hong Kong continuera à offrir aux Canadiens de nouvelles possibilités qui aboutiront à une augmentation de la croissance et de la prospérité.
- L'économie de Hong Kong est toujours en plein essor. Les exportations canadiennes indiquent une diversification poussée et une tendance vers les produits à valeur ajoutée et ceux de moyenne et haute technologie. Plus de 55 p. 100 des exportations du Canada vers Hong Kong sont des produits manufacturés et semi-finis. Cette tendance, renforcée par une présence de plus en plus forte des entreprises canadiennes, assurera que Hong Kong demeure pour longtemps encore l'un des partenaires commerciaux les plus stratégiques du Canada.

Les relations entre le Canada et l'Indonésie

- Le Canada et l'Indonésie ont forgé d'importantes relations politiques et économiques, y compris dans les domaines des droits de la personne, de l'aide au développement, de l'éducation et de la formation, ainsi que du commerce.
- En avril 1998, le secrétaire d'État (Asie-Pacifique) et le secrétaire d'État (Institutions financières internationales) se sont rendus en Indonésie en qualité d'envoyés spéciaux du premier ministre. Là-bas, ils ont annoncé un programme d'aide de 280 millions de dollars, dont 250 millions en crédits agricoles, 20 millions en crédits à l'exportation, 9 millions en aide humanitaire et de 2 à 3 millions sous forme d'aide technique pour appuyer les réformes financières. Ce programme venait s'ajouter au soutien que le Canada accorde déjà par l'entremise du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale.
- Depuis mai 1998, le gouvernement indonésien prend un certain nombre de mesures dans le domaine des droits de la personne. Il a notamment lancé un plan d'action national pour les droits de la personne; proposé de ratifier les conventions internationales contre la torture et la discrimination ainsi que la Convention des Nations unies relative aux droits économiques, sociaux et culturels; libéré des prisonniers politiques et assoupli les restrictions imposées aux médias. Le ministre des Affaires étrangères du Canada et le secrétaire d'État (Asie-Pacifique) ont salué ces mesures, mais ont aussi demandé instamment, lors de récentes réunions avec les hauts dirigeants indonésiens, que d'autres progrès soient accomplis. Les deux ministres ont souligné l'importance de mener des enquêtes complètes et d'établir les responsabilités en ce qui concerne les violations récentes et passées des droits de la personne, notamment celles qui se sont produites au cours des campagnes militaires au Timor oriental, à Aceh et en Irian Jaya, ainsi que lors des événements violents survenus en mai 1998. Les ministres ont également offert une aide canadienne pour appuyer la poursuite des réformes et la tenue d'élections libres et justes en mai 1999.
- Le Canada et l'Indonésie ont mis sur pied un vaste et dynamique programme de coopération entre gouvernements sur la question des droits de la personne, et ils ont coprésidé un colloque à ce sujet à Jakarta, en 1997. Des discussions sont en cours en vue de la création d'un comité permanent qui poursuivra le dialogue sur cette question. En outre, la coopération entre les commissions des droits de la personne de chaque pays s'est élargie depuis 1993, et englobe aujourd'hui des programmes d'éducation, de formation et d'échange de personnel.

Commerce et investissement

- En 1996, le premier ministre a dirigé une mission commerciale d'Équipe Canada en Indonésie. À cette occasion, les deux gouvernements ont conclu des accords dans les domaines des services aériens, de l'inspection des produits de la pêche, de la culture et de l'échange d'information liée aux systèmes de traitement des données géographiques. Des ententes commerciales d'une valeur de 2,76 milliards de dollars ont également été signées. Jusqu'en 1997, l'Indonésie a été le marché le plus important et le plus dynamique du Canada en Asie du Sud-Est, en raison des exportations en hausse chaque année. En 1997, l'ensemble du commerce entre les deux pays s'établissait à 1,6 milliard de dollars. Les investissements canadiens directs en Indonésie sont évalués à 8 milliards de dollars, ce qui fait de ce pays le plus important portefeuille d'investissements directs du Canada en Asie du Sud-Est.
- La récente crise économique a eu de profondes répercussions sur les relations commerciales. Les exportations canadiennes ont en effet chuté de 44 p. 100, tandis que les importations canadiennes ont augmenté de 23 p. 100. La balance commerciale a donc changé en faveur de l'Indonésie. Les données préliminaires pour 1998 indiquent une chute de l'ensemble des échanges et un autre déficit commercial pour le Canada.
- Malgré la crise financière, une centaine d'entreprises canadiennes maintiennent leur présence sur le marché indonésien. Certaines d'entre elles ont cependant ralenti leurs opérations. Cette crise ouvre par ailleurs des possibilités pour le commerce et l'investissement canadiens, notamment dans les secteurs suivants : l'exploitation minière, l'énergie et l'électricité, l'agroalimentaire, l'environnement, les transports, les télécommunications, les technologies de l'information et les technologies de pointe, la foresterie, les services financiers, et toute une gamme d'autres services, dont la santé, les assurances, les affaires, l'éducation et la géomatique.
- Les exportations canadiennes en Indonésie sont admissibles aux mécanismes d'assurance et de financement de la Société pour l'expansion des exportations. L'accord de double imposition entre le Canada et l'Indonésie a été actualisé en 1998. Un accord de protection de l'investissement étranger est par ailleurs en cours de négociation.

Coopération au développement

- La coopération au développement est un important volet des relations entre le Canada et l'Indonésie depuis 1954. À l'heure actuelle, les programmes de l'Agence canadienne de développement international

(ACDI) portent sur l'environnement, le développement du secteur privé, la saine gestion des affaires publiques, ainsi que le perfectionnement des ressources humaines, une attention particulière étant accordée à la participation des femmes au développement. Ces programmes font intervenir un grand nombre d'organisations non gouvernementales, d'entreprises privées et d'universités canadiennes.

- En matière de droits de la personne et de saine gestion des affaires publiques, l'ACDI facilite la collaboration entre les commissions canadiennes et indonésiennes compétentes. Dans le cadre du Projet de soutien aux femmes, l'Agence appuie les initiatives visant à intégrer les femmes à toutes les facettes du développement économique et social de l'Indonésie et, dans le sillage des émeutes de mai 1998, à mettre un terme à la violence contre les femmes.
- Le Canada verse environ 1,1 million de dollars par année pour répondre aux besoins des habitants du Timor oriental. Cette aide est acheminée par l'intermédiaire d'organisations non gouvernementales et est distribuée par des organisations populaires travaillant dans les domaines de l'agriculture, de l'éducation et de la formation, de la santé et de la nutrition, ainsi que dans les programmes destinés aux femmes. Au début de 1998, le Canada a fourni une aide alimentaire pour atténuer les effets de la sécheresse. Chaque année, le Canada verse par l'entremise du Comité international de la Croix-Rouge la somme de 300 000 \$ aux fins des programmes d'adduction et d'assainissement des eaux. Depuis 1996, le Canada a versé 60 000 \$ via l'ACDI au Dialogue entre représentants de toutes les tendances politiques au Timor oriental. Ce forum, mené par les Nations unies dans le but de réunir les diverses factions politiques locales, vise à trouver des solutions aux problèmes actuels.

Les relations entre le Canada et le Japon

- Les relations entre le Canada et le Japon reposent sur leur partenariat au sein d'institutions multilatérales : la Quadrilatérale des ministres du commerce (Canada, Union européenne, Japon et États-Unis), le Groupe des huit économies industrielles (G-8), les Nations unies et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Les deux pays ont un intérêt commun pour la communauté du Pacifique, notamment par leur participation au Forum régional de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, qui traite des questions de sécurité.
- Ces relations se sont bâties au fil des ans grâce à des rencontres privées et publiques dans le cadre d'institutions consultatives : Comité économique conjoint, Conférence des gens d'affaires Canada-Japon, Consultations parlementaires Canada-Japon, Consultations culturelles Canada-Japon. Elles se sont resserrées grâce à plusieurs visites de haut niveau, en particulier celle du premier ministre et de plusieurs ministres du Cabinet fédéral au Japon, en 1996.
- Durant la visite du premier ministre, des progrès notables ont été faits. On s'est notamment entendu sur un programme détaillé de coopération, des échanges de personnel entre les ministères des affaires étrangères, du commerce international et de l'industrie ont été amorcés, un accord de coopération en pays tiers a été conclu et le Forum Canada-Japon a été lancé. Ce forum, qui s'est réuni pour la première fois à Victoria en 1997, est un mécanisme non gouvernemental d'élargissement des liens entre les deux pays. La deuxième réunion du forum a été tenue à Sapporo en octobre 1998.
- Le premier ministre du Japon a visité Ottawa en novembre 1997. C'était la première visite officielle d'un premier ministre japonais au Canada depuis 1989, et celle-ci a permis de faire avancer plusieurs dossiers. Le premier ministre a alors annoncé que le Japon signerait le Traité sur l'interdiction des mines antipersonnel. Le Canada et le Japon se sont engagés à élargir leur coopération sur la paix et la sécurité internationales, notamment en promettant de travailler ensemble à la Phase II du Processus d'Ottawa (déménagement et aide aux victimes), et à convoquer un colloque sur les questions bilatérales de paix et de sécurité. Ce colloque, organisé par le Canada et coparrainé par les deux pays, s'est tenu à l'Université de la Colombie-Britannique en septembre 1998.
- Il y a eu plusieurs visites de haut niveau. Le ministre canadien des Affaires étrangères s'est rendu au Japon au début de 1997, et son homologue japonais est venu au Canada en décembre 1997 pour signer le Traité sur l'interdiction des mines antipersonnel. (Le Japon est devenu le 45^e pays à

ratifier le traité, le 30 septembre 1998.) Les deux ministres se sont rencontrés à nouveau pendant les Jeux olympiques de Nagano, en février 1998. Le ministre de l'Agriculture a dirigé une mission d'Équipe Canada sur l'agroalimentaire au Japon en 1997. Le ministre de l'Industrie a aussi visité le Japon en septembre 1998. En octobre 1998, le ministre responsable de la Coopération internationale a assisté à une conférence internationale sur le développement africain.

- Les rencontres de parlementaires se sont multipliées grâce au dynamisme du Groupe parlementaire Canada-Japon. Le groupe se réunit tous les ans depuis 1989, et sa dernière réunion a eu lieu à Calgary en 1998.
- Le Canada a des missions diplomatiques à Tokyo, Osaka, Fukuoka et Nagoya, et des représentants commerciaux honoraires à Hiroshima, Sendai et Sapporo.

Commerce et investissement

- Le Japon est le deuxième partenaire commercial en importance pour le Canada après les États-Unis. Il achète plus de produits canadiens que le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France et l'Italie combinés, soit l'équivalent de près de la moitié de toutes les exportations canadiennes en Asie.
- Le commerce bilatéral a totalisé 23,4 milliards de dollars en 1997. Les importations canadiennes ont représenté 12,5 milliards de dollars, et les exportations canadiennes, 10,9 milliards de dollars — soit 4,6 et 3,7 p. 100 de l'ensemble des importations et des exportations canadiennes respectivement. En 1997, le Canada était le 16^e marché du Japon et son 11^e fournisseur en importance.
- Les exportations canadiennes au Japon ont été plus durement frappées depuis le début de cette année, tout comme l'ensemble des exportations mondiales au Japon, qui ont globalement chuté de 9 p. 100 (en yens).
- La faible performance des exportations canadiennes au premier semestre s'explique aussi par l'état de récession de l'économie japonaise, par la faible confiance des consommateurs japonais, par la poussée inhabituelle des dépenses au premier trimestre de 1997 avant la hausse de la taxe à la consommation, et par la dépréciation du yen.
- Si les matières premières et les produits semi-finis continuent à bien s'exporter, les produits manufacturés ou à valeur ajoutée, tels que les produits de l'aérospatiale et des technologies de l'information, les

matériaux de construction et les aliments transformés, constituent maintenant environ 25 p. 100 de toutes les exportations canadiennes au Japon.

- Le Japon est la principale source de recettes touristiques du Canada et le pays qui, après le Royaume-Uni, lui fournit son plus fort contingent de touristes d'outre-mer. Plus d'un demi-million de touristes japonais sont venus au Canada en 1997. La Commission canadienne du tourisme prévoit que 1,15 million de Japonais visiteront le Canada en 2000, et que ce nombre atteindra 1,5 million d'ici 2005.
- *Le Plan d'action du Canada pour le Japon*, publication lancée en 1993 et depuis révisée chaque année, est une entreprise conjointe avec le secteur privé. Il a pour but de tenir l'industrie canadienne au courant de l'évolution des conditions du marché japonais, de faire la promotion des secteurs clés et d'encourager l'adaptation des produits. Le plan d'action pour 1998 se concentre sur six secteurs à forte croissance : l'agroalimentaire et la pêche, le tourisme, les technologies de l'information, les produits de consommation (meubles, articles de sport et articles-cadeaux), les matériaux de construction, les soins de santé et les appareils médicaux.
- La part canadienne de l'investissement japonais direct à l'étranger représente en moyenne 1,7 p. 100 depuis 1981, avec un total cumulatif d'environ 7,1 milliards de dollars ou 3,8 p. 100 de l'ensemble de l'investissement étranger direct au Canada. Cela fait du Japon la troisième principale source d'investissement étranger direct au Canada (les États-Unis et le Royaume-Uni sont au premier et au deuxième rang). Cinq grands secteurs attirent surtout les investissements : la foresterie, l'automobile, les mines, la distribution de marchandises, les services financiers et autres services. Les sociétés japonaises comptent à l'heure actuelle plus de 400 filiales au Canada qui emploient environ 50 000 personnes dans plus de 700 endroits. En mars 1997, la valeur totale de l'investissement japonais de portefeuille au Canada était estimée à 43 milliards de dollars. Le Japon demeure le deuxième créancier du Canada pour sa dette extérieure.

Coopération dans les domaines de l'éducation et de la culture

- L'intérêt du Japon pour les études canadiennes s'est considérablement accru au cours des vingt dernières années. Il existe, à l'heure actuelle, huit centres ou programmes d'études canadiennes au Japon. De plus, l'Association japonaise pour les études canadiennes compte environ 300 membres dont plusieurs font également partie de la Société littéraire canadienne du Japon.

- Depuis 1993, le Programme de développement des études canadiennes a octroyé 21 subventions à diverses universités japonaises, qui ont soit organisé des séminaires spéciaux sur le Canada, soit créé des centres d'études canadiennes. Le programme aide en outre les établissements d'enseignement canadiens, surtout les écoles de langue, à s'établir et à prospérer au Japon.
- Le Japon est un grand marché culturel international et un important marché pour les produits éducatifs canadiens. Chaque année, plus de 2 000 Canadiens enseignent l'anglais, mènent des études universitaires ou participent à un programme de vacances-travail au Japon. Plus de 7 000 Japonais mènent des études ou participent à un programme de vacances-travail au Canada.
- Plusieurs programmes d'échanges sont en place, parmi lesquels le Programme de vacances-travail pour jeunes adultes, qui permet de travailler jusqu'à un an dans l'autre pays. Chaque année, plus de 6 000 Japonais et Canadiens y prennent part. Le programme japonais d'échanges et d'enseignement attire chaque année au Japon plus de 700 Canadiens qui y enseignent l'anglais.
- L'accord culturel Canada-Japon de 1976 a fait augmenter le nombre des artistes canadiens du spectacle qui inscrivent le Japon à leur tournée. Bryan Adams, Holly Cole, Oscar Peterson, Céline Dion, le Ballet Royal de Winnipeg, le Cirque du Soleil et l'Orchestre symphonique de Montréal sont du nombre.
- La signature, en 1994, d'un accord sur la culture entre le Canada et le Japon visant à encourager la coproduction d'œuvres cinématographiques, d'émissions de télévision et de vidéos a conduit à la production du docudrame pour la télévision, *Hiroshima*, et à plusieurs projets de films. En 1995, une compagnie canadienne a signé avec Fuji Television un contrat de production de 2 millions de dollars pour une série de films d'animation.
- En juin 1998, le Sumo Basho s'est tenu à Vancouver. Le tournoi de sumo a rassemblé les meilleurs lutteurs japonais.

Coopération pour la paix et la sécurité

- Les relations en matière de défense et de sécurité entre les deux pays n'ont cessé de prendre de l'ampleur depuis quelques années. En 1997, pour donner suite aux engagements qu'ils avaient pris dans leur programme de coopération de 1996, le Canada et le Japon ont tenu, à Tokyo, leurs toutes

premières discussions politico-militaires. En septembre 1998, le Symposium Canada-Japon sur la paix et la sécurité a été tenu à Vancouver.

- Depuis 1992, des représentants de l'état-major des Forces d'autodéfense du Japon et des Forces armées canadiennes se rencontrent chaque année à Tokyo ou à Ottawa pour échanger de l'information sur des questions de défense et de sécurité.
- Tous les deux ans, des bâtiments des forces navales canadiennes et japonaises participent à des exercices qui précèdent les exercices navals du bassin du Pacifique (dits « RimPac ») auxquels prennent part les États-Unis, le Japon, le Canada et d'autres pays du Pacifique. L'Unité d'entraînement du Japon participe à des exercices aux côtés des unités de la Marine canadienne, et l'Académie nationale de défense du Japon a un programme d'échanges avec le Collège militaire royal du Canada. En mai 1998, deux navires de la Marine canadienne ont visité des ports japonais dans le cadre du déploiement naval annuel Westploy.

Coopération pour le développement et en pays tiers

- Principal fournisseur d'aide publique au développement (APD) depuis sept ans, avec un budget de 9,36 milliards de dollars américains en 1997, le Japon joue un rôle important au sein de la communauté internationale à ce chapitre. Depuis 1986, année où a été tenue la première consultation annuelle sur la coopération Canada-Japon au titre de l'APD, le Canada et le Japon ont établi une solide relation en matière de coopération pour le développement. Cimentées par un programme d'échange continu de personnel entre l'Agence japonaise de coopération internationale et l'Agence canadienne de développement international depuis 1992, les relations se sont transformées en une alliance naturelle sur les questions d'intérêt commun examinées par des instances internationales.
- L'aide publique japonaise au développement ouvre également des débouchés aux entreprises canadiennes qui concluent des partenariats avec des entreprises japonaises. Par exemple, en 1996, un accord de coopération en pays tiers a donné la chance au Canada de participer aux tables rondes du ministère du Commerce international et de l'Industrie du Japon sur les possibilités de projets à exploiter en Asie. Cet accord permet au Canada d'être à l'affût des possibilités, et il a aussi permis à des entreprises canadiennes et japonaises de réaliser plusieurs projets communs.

Les relations entre le Canada et la Malaisie

- Depuis l'indépendance de la Malaisie, en 1957, le gouvernement canadien entretient une solide relation avec le gouvernement malais. Cette relation a été renforcée par la coopération des deux pays à titre de membres du Commonwealth, des Nations unies et de l'Organisation mondiale du commerce, de participants au Forum régional de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), qui traite des questions de sécurité, ainsi que dans le cadre de l'ASEAN, dont la Malaisie est l'un des membres fondateurs et au sein de laquelle le Canada jouit du statut de partenaire du dialogue. L'adhésion de la Malaisie au forum de l'APEC a permis d'accroître la coopération économique et technique, et a appuyé la libéralisation du commerce et de l'investissement.
- Le Canada et la Malaisie ont des intérêts communs dans un certain nombre de dossiers internationaux, dont ceux du maintien de la paix et de l'environnement. Tous deux coprésident la réunion intersessions du Forum régional de l'ASEAN sur le maintien de la paix, dont le rôle consiste essentiellement à assurer l'entraînement des membres du Forum régional dans le domaine du maintien de la paix.
- Depuis trois ans, les deux pays ont resserré leur coopération en coparrainant le Groupe de travail intergouvernemental sur les forêts, dont l'objectif est de promouvoir l'aménagement durable des forêts. Les travaux du groupe de travail ont contribué à la création du Groupe intergouvernemental d'experts sur les forêts, rattaché en 1995 à la Commission des Nations unies sur le développement durable.
- Plusieurs visites récentes de haut niveau témoignent de l'importance grandissante que le Canada et la Malaisie attachent à l'élargissement de leurs relations. En 1996, le premier ministre s'est rendu en Malaisie à la tête d'une mission d'Équipe Canada. L'Équipe regroupait des ministres du Cabinet fédéral, des premiers ministres des provinces, des dirigeants des territoires et plus de 200 hommes et femmes d'affaires canadiens. Cette mission s'est soldée par la signature de trois nouveaux accords — sur le trafic aérien, les forêts, l'éducation et la formation — et par l'annonce de nouvelles ententes commerciales totalisant 445 millions de dollars pour les entreprises canadiennes.
- Le secrétaire d'État (Asie et Pacifique) a dirigé une mission commerciale à Kuching et à Kuala Lumpur en 1997 pour faire la promotion des sociétés canadiennes. Par ailleurs, le ministre des Affaires étrangères de la Malaisie, de même que plusieurs étudiants malais, ont participé en 1997 à une conférence nationale des jeunes sur l'Asie-Pacifique, parrainée par le Canada.

- Le Canada a ouvert un centre d'éducation canadien à Kuala Lumpur en 1995. Cette initiative vise à mieux faire connaître aux Malais les capacités canadiennes en matière d'éducation et à promouvoir le Canada comme endroit où recevoir une formation de qualité. L'objectif du plan est de doubler le nombre d'étudiants malais au Canada d'ici la fin de 1998.
- En septembre 1998, le Canada s'est déclaré très préoccupé par l'utilisation de la *Loi sur la sécurité intérieure* par le gouvernement malais pour arrêter et détenir l'ancien vice-premier ministre et ministre des Finances, M. Anwar Ibrahim. Aux termes de cette loi, qui permet la détention sans jugement, celui-ci a été arrêté, avec 14 de ses associés politiques, à la suite de sa participation à un rassemblement politique à Kuala Lumpur.

Commerce et investissement

- La crise économique actuelle a entraîné une forte dévaluation de la monnaie. À la fin du deuxième trimestre de 1998, l'économie malaise avait diminué de 6,8 p. 100. Cela a eu des répercussions tant sur les taux d'intérêt que sur le déficit de la balance courante. Cherchant à réduire les emprunts à l'étranger, le gouvernement de Malaisie a reporté certains projets d'infrastructure d'envergure et ralenti le programme de privatisation.
- Soucieuse de devenir un pays développé d'ici l'an 2020, la Malaisie offre aux Canadiens des débouchés dans les secteurs des transports, de l'énergie, des télécommunications et des technologies de l'information, de l'environnement, de l'aérospatiale, de l'agroalimentaire et de l'éducation.
- Les échanges commerciaux entre le Canada et la Malaisie ont dépassé 2,6 milliards de dollars en 1997 alors qu'elles n'étaient que de 285 millions il y a dix ans. Les exportations canadiennes étaient évaluées à 679 millions de dollars en 1997. Les exportations de services, surtout en génie-conseil, oscillent entre 200 et 250 millions de dollars par an. En 1997, les importations en provenance de la Malaisie se chiffraient à quelque 1,98 milliard de dollars, contre 1,58 milliard en 1996.
- Les principales exportations canadiennes en Malaisie sont les engrais, le papier et le carton, les produits chimiques organiques, les céréales et des produits manufacturés comme les chaudières à vapeur, les machines et les appareils mécaniques. Les principales marchandises importées de la Malaisie sont les machines et le matériel électriques, les chaudières à vapeur, les machines et appareils mécaniques, les produits chimiques organiques, le caoutchouc et ses produits, ainsi que les vêtements.

- Le Canada est le 13^e investisseur étranger en importance en Malaisie. Les compagnies Bata Shoes Ltd., Alcan Aluminium Ltée, Nortel et Dominion Textile sont au nombre des investisseurs canadiens.
- Le secteur privé canadien a connu un succès remarquable sur le marché malais. Par exemple, un contrat a été octroyé à un consortium canadien formé par Bombardier et SNC-Lavalin pour la construction d'un réseau de transport rapide à Kuala Lumpur. Bovar Inc., de Calgary, et son partenaire malais, Progressive Impact Corp. Sdn Bhd, ont signé un contrat de 20 ans pour la construction, la propriété et l'exploitation d'un système permettant de surveiller la qualité de l'air et de l'eau et de gérer les données connexes.
- L'entreprise privée canadienne se montre fort intéressée par le projet de supercorridor de la Malaisie, qui prévoit la création d'une université multimédia, d'une cité de l'information et d'un centre administratif en dehors de Kuala Lumpur.

Coopération pour le développement

- La coopération pour le développement est un aspect important des relations Canada-Malaisie depuis l'introduction du plan de Colombo dans les années 1950. Par l'entremise de ses programmes et de ses projets, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) a versé à la Malaisie plus de 100 millions de dollars à titre d'aide publique au développement. L'ACDI gère cinq projets en Malaisie : le Fonds pour la formation et les visites, le projet de l'Institut malais pour la recherche économique, le projet Entreprise Malaisie-Canada (phase II), le Fonds de l'initiative pour les femmes et le Fonds canadien pour les initiatives locales. La Malaisie bénéficie aussi du programme régional de l'ACDI pour les pays de l'ASEAN.

Les relations entre le Canada et le Mexique

- Le Canada entretient avec le Mexique des relations plus diverses et plus profondes qu'avec tout autre pays d'Amérique latine. La mise en œuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) de 1994 reste une priorité, mais ne représente que l'un des nombreux volets des rapports dynamiques et de plus en plus étroits entre les deux pays. Le resserrement du partenariat avec le Mexique est un élément important de la politique du Canada à l'égard de l'Amérique latine.
- Le premier ministre du Canada a visité le Mexique en mars 1994. Lorsque le président du Mexique a effectué une visite d'État au Canada en 1996, les deux dirigeants ont entériné une Déclaration d'objectifs pour la relation Canada-Mexique et un Plan d'action pour encadrer cette relation. Le premier ministre du Canada et plusieurs ministres canadiens rencontrent régulièrement leurs homologues mexicains. Les deux dirigeants ont eu leur dernière rencontre lors du Sommet de Santiago, en avril 1998. Les deux ministres des Affaires étrangères se sont également rencontrés à Santiago, et plus récemment à New York dans le cadre de l'Assemblée générale des Nations unies.
- Le Comité ministériel mixte Canada-Mexique constitue une importante tribune de discussion et de coopération sur des questions d'intérêt commun dans les domaines de la politique, du commerce et de l'économie. Le Comité s'est rencontré à intervalles d'environ deux ans entre 1968 et 1990, et chaque année depuis. Les ministres se sont rendu mutuellement visite pour partager leurs points de vue et des informations sur des secteurs comme le commerce, l'agriculture, l'énergie et l'extraction minière, les transports, l'environnement et les communications. La prochaine réunion se tiendra au Canada.
- Le Canada a conclu plus de 150 accords bilatéraux avec le Mexique, dont plus de 40 depuis 1990. On y compte la première convention de double imposition signée par le Mexique, ainsi que des accords sur la coopération en matière d'environnement et sur le téléenseignement, l'énergie, les transports, l'agriculture, l'exploration minière, la coopération dans les domaines des élections et des droits de la personne, la culture et les affaires juridiques. En janvier 1998, six accords concernant la coopération pour le développement, les forêts modèles, la coopération anti-stupéfiants, les télécommunications, l'éducation et la santé ont été signés lors de la mission d'Équipe Canada menée par le premier ministre.

- Le Mexique est un membre influent de plusieurs organisations régionales et, à ce titre, un important partenaire multilatéral du Canada. Il est membre fondateur du Groupe de Rio, et ses vues ont de l'influence lors des prises de position communes du Groupe.
- Au sein de l'Organisation des États américains, à laquelle le Canada a adhéré en 1990, le Mexique est le quatrième bailleur de fonds en importance (derrière les États-Unis, le Canada et le Brésil). Le Canada a soutenu l'adhésion du Mexique au forum de l'APEC en 1993 et à l'Organisation de coopération et de développement économiques en 1994.
- Les relations entre ressortissants des deux pays ont augmenté ces dernières années. Plus de 400 000 Canadiens se rendent au Mexique chaque année, tandis que près de 80 000 Mexicains viennent en visite au Canada. On observe une multiplication des échanges culturels, qui comprennent maintenant un programme visant à encourager les études canadiennes dans les universités mexicaines. Un programme autorise les travailleurs agricoles mexicains à venir au Canada pendant les saisons où il y a pénurie de main-d'œuvre.
- Le Canada est représenté à Mexico, Monterrey et Guadalajara, en plus d'avoir des consuls honoraires à Acapulco, Cancún, Mazatlan, Oaxaca, Puerto Vallarta, San Miguel de Allende et Tijuana. De son côté, le Mexique a des missions à Ottawa, Montréal, Toronto et Vancouver, et des consuls honoraires à Calgary, Québec, Dartmouth et St. John's.
- En 1995, les commissions des droits de la personne du Canada et du Mexique ont signé un accord de coopération mettant l'accent sur les handicaps, le VIH/sida ainsi que les femmes et les enfants. En mai 1998, des représentants mexicains des commissions des droits de la personne nationale et des États ainsi que des organisations non gouvernementales sont venus en visite de travail au Canada durant deux semaines.
- Les commissions électorales du Canada et du Mexique resserrent de plus en plus leurs liens. Les élections mexicaines à mi-mandat tenues en 1997 ont donné au Canada de nouvelles occasions d'établir des liens avec le Mexique, par exemple par les échanges de parlementaires.

Commerce et investissement

- Le Mexique est le plus important partenaire commercial du Canada en Amérique latine. De 1994 à 1997, la valeur des échanges bilatéraux a progressé de 80 p. 100 pour atteindre un peu plus de 8,2 milliards de dollars. Pendant la même période, les exportations du Canada ont augmenté de 54 p. 100 pour atteindre près de 1,3 milliard de dollars.

Toutefois, les données sur les exportations canadiennes ne reflètent pas la valeur des biens livrés au Mexique qui transitent par les États-Unis.

- L'accès du Canada au marché mexicain s'est de beaucoup amélioré depuis l'entrée en vigueur de l'ALENA en janvier 1994. Les entreprises canadiennes jouissent d'un accès de plus en plus libre à un marché de plus de 90 millions de consommateurs. Elles ont accru leurs ventes dans des secteurs auxquels l'accès était antérieurement très limité, notamment ceux de l'automobile, des services financiers, du camionnage, de l'énergie et des pêches.
- Le montant total de l'investissement canadien direct au Mexique s'établissait à près de 1,1 milliard de dollars canadiens en 1997, contre 530 millions à la fin de 1993. La poursuite des privatisations offre de nouveaux débouchés aux entreprises canadiennes dans les secteurs des transports (p. ex., les ports, aéroports et routes), des centrales hydroélectriques ainsi que de l'entreposage, de l'acheminement et de la distribution du gaz naturel.
- En 1997, la Société pour l'expansion des exportations du Canada a fourni quelque 913 millions de dollars en financement à l'appui des exportations canadiennes au Mexique.

Coopération pour le développement

- Le Mexique n'a pas besoin des programmes d'aide publique directe du Canada. Il existe cependant un fonds canadien d'initiatives locales de 500 000 \$ pour des programmes s'adressant aux groupes les plus défavorisés; le fonds est administré par l'ambassade du Canada.
- Le Canada met actuellement sur pied un programme tripartite d'aide au développement avec le Mexique et l'Amérique centrale. Le programme a pour objectif d'aider les victimes des mines antipersonnel dans les pays les plus durement touchés d'Amérique centrale. Le Canada et le Mexique travailleront en étroite collaboration à ce projet, qui sera coordonné par l'Organisation panaméricaine de la santé.
- De nombreuses organisations non gouvernementales canadiennes, financées par l'Agence canadienne de développement international, sont présentes au Mexique. En 1996-1997, l'Agence leur a versé près de 1,3 million de dollars pour des projets en santé communautaire, en éducation et en développement du secteur privé.

- Le Programme de coopération industrielle de l'Agence aide les entreprises canadiennes à établir des relations commerciales à long terme avec des partenaires dans des pays en développement, en encourageant et en soutenant le développement durable. Le volume d'affaires qui passe par le Programme de coopération industrielle révèle que le Mexique se classe parmi les pays d'élection du secteur privé canadien (seules la Chine, l'Inde et l'Indonésie le devancent). Les projets sont concentrés surtout dans les domaines des technologies environnementales, des transports, du gaz et de l'alimentation. Les entreprises se tournent de plus en plus vers la méthode construction-exploitation-transfert d'infrastructures.

Les relations entre le Canada et la Nouvelle-Zélande

- En tant que démocraties parlementaires au sein du Commonwealth, la Nouvelle-Zélande et le Canada partagent plusieurs valeurs et perspectives communes. Les deux travaillent de concert dans le cadre de nombreux forums internationaux tel le CANZ, un groupe des Nations Unies dont les membres – le Canada, la Nouvelle-Zélande et l’Australie – poursuivent des intérêts communs comme la réforme financière de l’ONU. Le Canada et la Nouvelle-Zélande sont membres de l’Organisation mondiale du commerce et du Groupe de Cairns sur l’agriculture. Ils participent également au Forum du Pacifique-Sud.
- Les hauts fonctionnaires des deux pays se consultent régulièrement sur des questions politiques, économiques et commerciales. De plus, un programme limité de coopération en matière de défense a été mis sur pied.
- Il y a eu de fréquentes visites ministérielles au Canada et en Nouvelle-Zélande ces dernières années. Le premier ministre du Canada et le secrétaire d’État (Asie-Pacifique) ont fait une visite en Nouvelle-Zélande en novembre 1995, à la suite de la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth à Auckland. En juillet 1996, le ministre du Commerce international a effectué une visite officielle en Nouvelle-Zélande, en plus de participer à la réunion des ministres du commerce de l’APEC à Christchurch. La ministre de l’Immigration s’est rendue en Nouvelle-Zélande en août 1997 et le ministre du Travail a visité le pays en mars 1998. Le premier ministre de la Nouvelle-Zélande et ses ministres du commerce, de l’environnement et des transports ont visité le Canada en 1997, alors que le Canada présidait l’APEC. La Nouvelle-Zélande présidera l’APEC en 1999.
- Le Canada a des représentants à Wellington et à Auckland, et la Nouvelle-Zélande est représentée à Ottawa et à Vancouver.

Commerce et investissement

- Les relations commerciales du Canada et de la Nouvelle-Zélande sont encadrées par un accord de coopération commerciale et économique signé en 1981. L’accord prévoyait l’échange de tarifs préférentiels et l’engagement des deux pays à accroître le commerce et l’investissement.

- En 1997, le Canada a exporté pour 298 millions de dollars de biens en Nouvelle-Zélande, contre 228 millions en 1996. Les importations canadiennes en provenance de la Nouvelle-Zélande ont atteint quelque 366 millions de dollars en 1997, comparativement à 322 millions en 1996.
- Les principales exportations canadiennes en Nouvelle-Zélande sont les machines et l'équipement électrique, les engrais (potassiques), les produits du bois et du papier, le polyéthylène, les céréales, le porc, le saumon en boîte et le soufre. On voit des progrès dans les secteurs à plus grande valeur ajoutée, à savoir le matériel informatique et les logiciels, le matériel de télécommunications et les produits de consommation.
- Les principales importations canadiennes en provenance de la Nouvelle-Zélande sont le bœuf, l'agneau, les produits laitiers, les fruits frais, les outils et l'outillage, le fer et l'acier, ainsi que le poisson.
- D'une valeur de 2 milliards de dollars, l'investissement direct de la Nouvelle-Zélande au Canada est important par rapport à la taille relativement modeste de sa population. Fletcher Challenge Ltd. vient en tête, avec des investissements dans le secteur forestier en Colombie-Britannique et dans les secteurs pétrolier et gazier en Alberta et en Saskatchewan.
- L'investissement canadien en Nouvelle-Zélande dépasse le milliard de dollars et couvre un vaste éventail de secteurs, y compris les technologies de l'information, l'énergie, la radiodiffusion, la transformation des aliments et la distillation.
- Les coentreprises canadiennes en Nouvelle-Zélande incluent des projets de TransAlta Utilities Corp. (production thermique d'électricité et services d'électricité), Methanex Corp. (production de méthanol), CanWest Global (télévision), Sask. Telecommunications (câblodiffusion et téléphone), McCain Foods Ltd. (transformation d'aliments) et GEAC Computer Corp. (technologie de l'information).

Les relations entre le Canada et la Papouasie–Nouvelle-Guinée

- Les relations entre le Canada et la Papouasie–Nouvelle-Guinée sont renforcées par leur appartenance commune à l'ONU et au Commonwealth et par leur participation au Forum du Pacifique-Sud, qui a lieu tous les ans.
- En 1997, le Canada a exporté pour 24 millions de dollars de biens en Papouasie–Nouvelle-Guinée et en a importé pour 2 millions de dollars.
- L'investissement canadien direct dans l'industrie minière est évalué à plus de 500 millions de dollars.
- Le haut-commissariat du Canada à Canberra administre un fonds canadien de 400 000 \$ qui a pour principal but de soutenir les services et le développement communautaires en Papouasie–Nouvelle-Guinée.
- L'aide publique au développement versée par le Canada à la Papouasie–Nouvelle-Guinée a aidé au développement politique et économique ainsi qu'à la gestion et à la protection efficaces de ses ressources marines. On y favorise surtout le développement des ressources humaines grâce à la formation et au soutien technique en matière de gestion et de protection des ressources marines. L'un des projets bilatéraux les plus importants de l'Agence canadienne de développement international est le Projet d'exploitation des océans Canada–Pacifique-Sud. Depuis 1988, le Canada a versé 28 millions de dollars pour appuyer 64 initiatives régionales et bilatérales destinées à renforcer les organisations qui œuvrent dans le domaine de la mise en valeur et de la gestion des ressources marines.
- En 1997, le Canada a versé 100 000 \$ pour le secours d'urgence aux victimes de la sécheresse et, en 1998, une autre somme de 100 000 \$, par l'entremise de la Croix-Rouge, pour venir en aide aux victimes du raz de marée.

Les relations entre le Canada et le Pérou

- Les relations contemporaines entre le Canada et le Pérou remontent à 1941, année où le ministre du Commerce du gouvernement canadien s'est rendu dans la région à la tête d'une mission et a signé un accord commercial avec le Pérou et plusieurs de ses voisins.
- Le Canada et le Pérou ont établi des relations diplomatiques en 1944, lorsque le Canada a progressivement élargi ses liens politiques et économiques avec plusieurs pays d'Amérique du Sud. Cette même année, le Canada a nommé son premier ambassadeur au Pérou et a ouvert une ambassade à Lima.
- Jusqu'à une date récente, les relations entre les deux pays étaient limitées. Toutefois, depuis la visite de son secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique) à Lima en 1994, le Canada a commencé à resserrer ses liens avec le Pérou dans le cadre de son programme global d'expansion des relations avec les pays d'Amérique latine et des Antilles.
- Le Canada et le Pérou ont commencé à mettre en œuvre un vaste programme de coopération durant la visite à Ottawa, en mars 1998, du ministre des Affaires étrangères du Pérou. Un protocole d'entente, signé à ce moment-là, prévoit des rencontres plus régulières entre représentants de haut rang des deux pays. Le protocole oriente aussi les discussions sur divers sujets, comme la sécurité dans la région, la coopération en matière de justice pénale, la libéralisation du commerce, la gestion des affaires publiques et les droits de la personne.
- Au cours de leur rencontre de mars 1998, les ministres des affaires étrangères des deux pays se sont mis d'accord pour négocier un traité d'entraide juridique. Le Canada estime que la création d'un réseau international de traités de ce genre est un pas important dans la lutte contre le crime organisé transnational.
- La rencontre de mars 1998 a en outre donné lieu à la signature d'une déclaration conjointe sur l'héritage culturel, où les deux pays soulignent l'importance qu'ils accordent à la protection de leur patrimoine. La déclaration suivait le retour au Pérou, en novembre 1997, d'objets de grande valeur qui avaient été saisis par les douanes canadiennes.
- La visite d'État au Canada du président Alberto Fujimori, en octobre 1998, était la première pour un chef d'État péruvien. Au cours de son séjour, les deux gouvernements ont signé des accords sur l'entraide juridique, les pratiques en matière d'environnement et de sécurité dans les mines et la coopération en sciences et technologie. Le Canada a aussi annoncé une

contribution de 2,3 millions de dollars au bureau péruvien du protecteur du citoyen. Le président Fujimori a aussi rencontré des représentants canadiens d'organismes de droits de la personne, d'organisations non gouvernementales et de syndicats.

- Le Pérou revêt pour le Canada une importance particulière en raison de son adhésion à la Communauté andine (dont font aussi partie la Bolivie, la Colombie, l'Équateur et le Venezuela). Au printemps de 1998, le Canada a entamé des discussions avec la Communauté andine en vue d'un resserrement des relations commerciales.
- Le Canada a appuyé vigoureusement l'entrée du Pérou dans l'APEC. Il considère qu'il s'agit là d'une occasion de renforcer la collaboration sur des questions politiques, économiques et sociales. Le Canada estime encourageant de voir que le Pérou devance l'échéancier fixé pour la préparation de son plan d'action sur la libéralisation des échanges au sein de l'APEC.
- Le Canada croit que la coopération avec le Pérou pourrait être sensiblement étendue au sein de l'Organisation des États américains (OEA) et des Nations unies, ainsi que dans le cadre du Sommet des Amériques. Les questions relatives aux Autochtones, aux stupéfiants, au développement de la démocratie et à l'environnement constituent des secteurs prioritaires pour le Canada.
- Le Canada applaudit les efforts que fait le Pérou en vue de renforcer ses institutions constitutionnelles et juridiques, de même que ses mécanismes de protection des droits de la personne. Il continuera de collaborer avec le Pérou à cet égard. Un exemple de cette évolution : la nomination, en 1994, d'un protecteur du citoyen, qui est devenu un ardent défenseur des droits de la personne au Pérou. Le Canada garde des liens étroits avec le bureau du protecteur du citoyen afin de lui fournir de l'information, de l'expertise et de l'aide technique.
- Le Pérou est un des signataires du traité conclu en décembre 1997, à Ottawa, pour l'interdiction des mines antipersonnel. Il a joué un rôle de leader en Amérique du Sud, en ratifiant le traité en juin 1998.
- Le ministre des Finances du Pérou est venu au Canada en 1996, et le ministre canadien responsable de la Coopération internationale est allé à Lima en 1997. De même, le président du Sénat a dirigé la délégation canadienne à Lima, en 1997, lors de l'assemblée générale de l'OEA.
- En novembre 1997, le secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique) s'est rendu à Lima, où il a abordé plusieurs questions : droits de la personne,

développement, commerce et investissement. Grâce à des visites dans les régions rurales du Pérou, le secrétaire d'État a vu de quelle façon l'aide canadienne contribuait à la mise en place d'économies locales, notamment par des programmes visant l'intégration des femmes au développement.

Le commerce et l'investissement

- Les entreprises canadiennes ont réagi positivement à l'ouverture de l'économie péruvienne et à la réforme que cette dernière est en train de subir. Entre 1994 et 1997, le commerce bilatéral a plus que doublé, passant de 184 millions à plus de 400 millions de dollars.
- Les exportations du Canada vers le Pérou atteignaient 270 millions de dollars en 1997, soit une hausse de 54 p. 100 par rapport au chiffre de l'année précédente. Ces exportations comprenaient des céréales, des légumineuses à grains (comme les pois chiches et les lentilles), du matériel de télécommunications, ainsi que des machines pour les secteurs des mines, de l'énergie, du pétrole et du gaz.
- Les principales exportations péruviennes à destination du Canada, ces dernières années, ont été l'argent, le plomb, le zinc, le café et la farine de poisson servant à la nourriture des animaux. En 1997, les exportations se chiffraient à 134,3 millions de dollars.
- Plus de 60 sociétés canadiennes font des affaires au Pérou. Afin de consolider et d'élargir l'investissement, le Canada et le Pérou ont négocié, en 1994, un accord sur la protection des investissements étrangers. La finalisation de cet accord est une priorité pour les deux pays.
- Plus de 20 sociétés minières canadiennes, représentant la majorité des investissements du Canada au Pérou, prévoient y investir encore 6 milliards de dollars. La plupart des grandes sociétés minières canadiennes sont présentes au Pérou.
- En septembre 1998, un consortium canadien (constitué de Rio Algom, de Noranda et de Teck) a annoncé un investissement de 3,4 milliards de dollars en vue de la mise en valeur de la mine d'Antanima. Celle-ci est considérée comme la plus importante jamais exploitée en sol péruvien. Une fois en activité, elle devrait faire grimper de 25 p. 100 la production minière du pays.
- Ontario Hydro International et Hydro Québec International ont tous deux des projets d'envergure dans le secteur de la distribution d'énergie électrique. La Banque de Nouvelle-Écosse est un actionnaire important de la Banco Sudamericano.

- La Société pour l'expansion des exportations du Canada exerce ses activités au Pérou, où elle offre des services de financement et des assurances aux entreprises du secteur public et du secteur privé. Elle accorde une marge de crédit de 30 millions de dollars à la Corporación Andina de Fomento, banque de développement industriel régional qui investit dans des entreprises de la Communauté andine, ainsi qu'une marge de crédit de 23 millions de dollars à une banque commerciale péruvienne, la Banco Wiese.

Coopération au développement

- L'aide publique au développement (APD) versée par le Canada au Pérou en 1997-1998 s'est chiffrée à 19,5 millions de dollars. L'APD prend trois formes : aide bilatérale, c'est-à-dire de gouvernement à gouvernement, financement de projets d'organismes internationaux et appui financier à des organisations non gouvernementales et des entreprises canadiennes actives au Pérou.
- L'Agence canadienne de développement international (ACDI) gère presque toute l'APD du Canada au Pérou. Son programme bilatéral au Pérou est le plus important de ce genre en Amérique du Sud, et il illustre la valeur que le Canada accorde à la poursuite des efforts du Pérou sur la voie de la paix et du développement équitable.
- Le programme bilatéral, qui a comporté des dépenses de 16,2 millions de dollars en 1997-1998, vise quatre objectifs : réduction de la pauvreté et promotion de l'équité, croissance économique durable dans le respect de l'environnement, meilleure gestion des affaires publiques et protection des droits humains.
- Les projets sectoriels visant la réduction de la pauvreté et la promotion de l'équité sont financés par les fonds de contrepartie Canada-Pérou. Ces fonds sont générés à partir de marges de crédit provenant de la vente d'équipements canadiens et d'aide alimentaire. D'autres projets ont pour but d'augmenter le revenu familial en apportant un soutien financier aux coopératives agricoles, aux éleveurs d'alpagas, au secteur des coopératives de crédit et à la formation en micro-entreprises pour les femmes. L'ACDI soutient également des projets en faveur des pauvres dans les domaines de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement des eaux et des soins prénatals, ainsi que des projets de l'UNICEF en matière de santé et d'éducation.
- L'ACDI soutient la croissance économique durable au moyen de marges de crédit pour le matériel d'exploitation du pétrole et du gaz, les télécommunications et l'exploitation minière. D'autres projets visent à

améliorer la gestion de l'environnement dans les secteurs de l'exploitation minière et de la distribution du gaz naturel, ainsi qu'à promouvoir la technologie de l'imagerie par satellite.

- L'ACDI aide également à améliorer la gestion des affaires publiques, par exemple en matière d'imputabilité, par un projet local de réforme du secteur public, qui comporte une assistance technique fournie par des experts canadiens. D'autres projets appuient la formation en économie, la recherche sur les politiques publiques et le renforcement des administrations municipales.
- L'ACDI appuie le respect des droits de la personne par l'entremise d'un projet consistant à faire connaître le droit humanitaire international, du fonds pour la réforme du secteur public et d'une contribution spéciale du Fonds canadien d'initiatives locales. L'ACDI a également apporté son soutien à la mission d'observation électorale de l'Organisation des États américains au Pérou, lors des élections municipales en octobre 1998.
- En 1997-1998, le Programme de partenariat de l'ACDI a appuyé les initiatives de 29 organisations et institutions non gouvernementales avec des contributions totalisant 2 millions de dollars.
- Le Programme de coopération industrielle de l'ACDI a soutenu les activités de 29 entreprises auxquelles il a accordé une somme totale de 1,26 million de dollars pour des projets au Pérou.

Les relations entre le Canada et les Philippines

- Les Philippines disposent d'importantes ressources naturelles – minéraux, agriculture et pêches – ainsi que d'une main-d'œuvre industrielle éduquée. Le pays a été affecté par la crise qui secoue actuellement l'Asie, mais dans une moindre mesure que d'autres pays de la région. L'économie poursuit sa croissance, à un rythme cependant moins rapide que prévu. Les politiques gouvernementales témoignent toujours d'une volonté de libéralisation et de privatisation.
- Le Canada entretient avec les Philippines des relations solides et amicales. Il a été un des premiers à offrir à ce pays des crédits à l'exportation après la restauration de la démocratie en 1986. Ces dernières années, les Philippines se sont situées au deuxième ou au troisième rang mondial pour ce qui est de l'immigration au Canada.

Commerce et investissement

- En janvier 1997, le premier ministre a dirigé aux Philippines une mission d'Équipe Canada forte de 500 membres, une initiative qui a débouché sur la signature de contrats et de protocoles d'entente représentant plus de 550 millions de dollars. Après avoir participé à la Réunion des dirigeants économiques de l'APEC à Vancouver en novembre 1997, le président philippin a effectué une visite d'État au Canada, en compagnie d'une importante délégation de gens d'affaires de son pays. Cette visite, très réussie et baptisée « Équipe Philippines », s'est soldée par la signature de plus de 30 ententes commerciales, d'une valeur de 2,3 milliards de dollars.
- En 1997, les exportations canadiennes vers les Philippines se chiffraient à plus de 407 millions de dollars, une augmentation de 40 p. 100 par rapport à 1996. Les importations en provenance de ce pays s'établissaient quant à elles à 723 millions de dollars, en hausse de 31 p. 100 par rapport à 1996. Les données préliminaires pour le premier semestre de 1998 montrent une importante chute des exportations canadiennes et une augmentation des importations en provenance des Philippines, par suite de la crise financière régionale.
- La composition des exportations canadiennes vers les Philippines a continué d'évoluer en 1997. On a dénoté qu'il y avait moins de produits agricoles et de produits de base traditionnels, et plus de produits secondaires, comme des machines électriques et mécaniques. Céréales, minerais, pâtes et papiers, et zinc comptent parmi les autres grands produits canadiens exportés aux Philippines. De ce pays, le Canada

importe surtout des machines, des chaudières et des pièces, des textiles, des horloges, des montres et pièces, et des produits de la pêche.

- Les principaux secteurs offrant des possibilités aux entreprises canadiennes sont les suivants : télécommunications et technologies de l'information, produits et services agroalimentaires, énergie et électricité, gestion des opérations minières dans le respect de l'environnement, transports, construction et matériaux de construction.

Coopération au développement

- Depuis 1986, le Canada accorde aux Philippines le statut de pays prioritaire sur le plan de l'aide au développement. Par l'intermédiaire de ses programmes et de ses projets, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) a versé une aide publique au développement d'un montant supérieur à 400 millions de dollars.
- Se donnant pour objectifs de promouvoir la saine gestion des affaires publiques et de favoriser le développement des capacités du secteur privé philippin, l'ACDI axe principalement son activité sur les domaines suivants : développement des capacités, à l'échelle tant du gouvernement national que des administrations locales; soutien aux organisations non gouvernementales (ONG) et action en faveur de la participation des femmes au développement; environnement; produits de base, télécommunications et développement des entreprises.
- Le projet d'appui aux administrations locales vise à soutenir l'action que mène le gouvernement philippin en vue de décentraliser ses activités. Dans ce cadre, on prodigue une assistance technique sous forme de recherches, de formation, d'interventions en faveur de l'adoption de certaines politiques, d'ateliers et de conférences, de la transmission de compétences techniques et en gestion, d'organisation et de mobilisation communautaires, d'études de faisabilité et d'éducation en matière de développement.
- Le Projet d'appui aux ONG soutient l'action d'ONG philippines clés exécutant des programmes d'atténuation de la pauvreté. Un des volets comporte la formation de partenariats entre des ONG philippines et canadiennes; il permet aussi de financer de petits projets dans les domaines des mécanismes de rechange en matière de crédit, de la promotion de la microentreprise et de l'agriculture durable. Un autre volet porte sur l'élaboration de programmes axés sur l'atténuation de la pauvreté au moyen de la formation, de la mise en place d'institutions, de la recherche, du réseautage et de la constitution de coalitions.

- Dans le secteur des télécommunications, les projets ont permis au ministère philippin des Transports et des Communications de se doter de 16 postes éloignés, en plus de permettre de dispenser une assistance technique et de la formation. Ils ont également aidé le gouvernement philippin à obtenir du Canada du matériel et des services de télécommunications dans le cadre de son programme de téléphonie municipale.
- Le projet de soutien aux entrepreneurs aide à dispenser de meilleurs services à des microentreprises, des entreprises artisanales et de petites sociétés.
- La plus grande partie de l'aide bilatérale fournie par le Canada se concentre dans les régions les plus pauvres des Philippines, soit l'île de Mindanao et les Visayas occidentales. En mettant l'accent sur ces régions, le Canada soutient l'action de décentralisation du gouvernement philippin, encourage une répartition plus équitable des progrès économiques et permet d'obtenir davantage de retombées de ressources relativement modestes.
- Le Programme de coopération industrielle de l'ACDI soutient la collaboration entre des entreprises des Philippines et du Canada, ainsi que les transferts de technologies et de services. Depuis 1978, le Programme a accordé un soutien financier d'un montant de 16,4 millions de dollars afin de soutenir la coopération, principalement dans les domaines de l'énergie, des transports, du secteur industriel, de l'exploitation minière et des communications.
- Le Programme régional de l'ACDI pour le Sud-Est asiatique permet également au Canada d'améliorer ses relations avec les Philippines par le biais de projets visant plus d'un pays ou touchant l'ASEAN, l'APEC et des institutions et réseaux régionaux. On met l'accent sur le développement des ressources humaines et institutionnelles dans divers domaines : environnement, mise en valeur des zones maritimes et des océans, coopération économique, sciences et technologie, développement du secteur privé, sécurité, gestion des affaires publiques et égalité des sexes.

Les relations entre le Canada et la République de Corée

- La présence du Canada dans la péninsule coréenne remonte à la fin du XIX^e siècle, époque où des missionnaires canadiens y ont joué un rôle important dans les domaines de la santé et de l'éducation.
- C'est en 1947 que débutera dans cette péninsule la présence officielle du Canada, celui-ci faisant alors partie de la commission des Nations Unies chargée de surveiller les élections libres. La République de Corée a été officiellement reconnue en 1949. Le Canada a ouvert une ambassade à Séoul en 1973.
- Le Canada et la Corée sont tous deux membres de l'Organisation mondiale du commerce et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), du Forum régional de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, qui traite des questions de sécurité, et de l'Organisation pour le développement de l'énergie de la péninsule coréenne.
- Le développement rapide de la Corée, son évolution démocratique, l'ampleur croissante de ses intérêts à l'échelle régionale et internationale ainsi que son adhésion aux Nations unies en 1991 se sont traduits par une plus grande coopération avec le Canada dans certains domaines tels que le contrôle des armements, le désarmement et le maintien de la paix.
- Durant la guerre de Corée (de 1950 à 1953), de tous les contingents placés sous le commandement des Nations unies, celui du Canada était le quatrième en importance avec ses 26 791 militaires. De ce nombre, 516 ont perdu la vie.
- Le Canada appuie les efforts constants de la Corée en vue d'améliorer ses relations avec la Corée du Nord (République populaire démocratique de Corée) et de réduire les tensions dans la péninsule divisée, y compris les pourparlers sur la paix que se proposent de tenir la Corée, la Corée du Nord, les États-Unis et la République populaire de Chine.

Le Partenariat spécial entre le Canada et la Corée

- Le premier ministre du Canada et le président de la Corée ont annoncé, en 1993, la création du Partenariat spécial entre le Canada et la Corée en vue d'intensifier la coopération des deux pays dans divers domaines incluant le commerce, l'investissement et la technologie industrielle.

- Depuis 1995, un certain nombre de visites de représentants gouvernementaux de haut niveau ont contribué à resserrer les relations dans divers domaines, dont l'agriculture et l'agroalimentaire, la défense nationale, les ressources naturelles et le commerce.
- Au cours de sa visite au Canada en 1995, le président de la Corée était accompagné de trois ministres et d'une délégation de hauts dirigeants d'entreprises. Les dirigeants des deux pays ont alors annoncé la création du Forum Canada-Corée pour promouvoir la compréhension mutuelle et pour raffermir et élargir la relation. Des accords ont été signés pendant cette visite, dont un sur la coopération industrielle et technologique. Le Forum Canada-Corée s'est réuni en 1996 et en 1997.
- En 1997, le premier ministre du Canada, des membres du Cabinet fédéral, des premiers ministres des provinces, des dirigeants des territoires, ainsi que des centaines de représentants du milieu des affaires ont pris part à une mission d'Équipe Canada en Corée. À cette occasion, plus de 73 ententes commerciales évaluées à 602 millions de dollars ont été conclues.
- Pendant cette mission, un accord visant à faciliter le commerce dans les domaines des télécommunications, de la radio et du matériel de technologie de l'information a été signé. Le Canada et la Corée préparent actuellement un accord sur les achats de matériel de télécommunication.
- Deux parcs marins, la réserve de parc national Pacific Rim, au Canada, et le parc marin national Hallyeo-Haesang, en Corée, ont été officiellement jumelés pendant la mission d'Équipe Canada. L'accord faisait suite au jumelage, en 1995, de deux parcs terrestres, soit le parc national du Mont-Revelstoke et le parc national des Glaciers, en Colombie-Britannique, et celui de Chirisan, en Corée.
- Le Canada et la Corée ont également signé, en 1997, une lettre d'intention ayant pour objectif une collaboration au sujet du changement climatique et des initiatives communes sur les gaz à effet de serre. Ils mettront leurs efforts en commun pour accroître l'efficacité énergétique, mettre au point des carburants de remplacement pour les transports et formuler divers choix relatifs à l'énergie renouvelable.

Éducation

- Le Canada a ouvert un centre d'éducation canadien en Corée en 1993 afin de fournir une aide professionnelle aux établissements d'enseignement, sociétés et associations professionnelles canadiens reconnus qui souhaitent y commercialiser leurs services et produits. Ce centre contribue

également à resserrer les liens dans la région. La Fondation Asie-Pacifique du Canada est l'un des principaux partenaires de cette initiative.

- Les Coréens constituent maintenant le plus imposant groupe d'étudiants étrangers au Canada. Depuis l'ouverture du Centre d'éducation canadien à Séoul, leur nombre est passé de 640 en 1993 à 12 143 en 1997.
- Le Programme d'emplois d'été – Corée, qui permet aux jeunes Canadiens et Coréens de 18 à 30 ans de voyager et de séjourner dans l'autre pays pendant un an au maximum et d'y occuper des emplois occasionnels, a été prolongé pour une durée indéfinie en 1997.

Commerce et investissement

- Avec des échanges commerciaux bilatéraux évalués à 5,7 milliards de dollars en 1997, la Corée se classe au quatrième rang de nos marchés d'exportation dans la région de l'Asie-Pacifique et au sixième rang des marchés d'exportation dans le monde.
- Les exportations canadiennes étaient évaluées à 2,9 milliards de dollars en 1997, contre 2,7 milliards en 1996. Les importations canadiennes en provenance de la Corée étaient évaluées à 2,8 milliards de dollars en 1997, contre 2,7 milliards en 1996.
- Les principales exportations canadiennes en Corée comprennent la houille et les combustibles minéraux, la pâte à papier, les produits chimiques organiques, les graines et les céréales, les produits d'aluminium, le papier, le fer et l'acier, le matériel énergétique, le matériel de télécommunications et les produits de l'aérospatiale.
- De Corée, le Canada importe principalement du matériel électronique (ordinateurs, téléviseurs, magnétoscopes), des véhicules et des pièces, des vêtements, des chaussures et des produits textiles, de l'acier, des matières plastiques, des produits chimiques, des outils et des machines.
- Le marché coréen ouvre des débouchés grandissants dans des secteurs où le Canada possède des compétences, comme l'énergie, les produits agricoles et agroalimentaires, le pétrole et les produits pétrochimiques, le transport, la défense, l'aérospatiale, l'informatique, l'électronique, les télécommunications, la biotechnologie, la technologie de fabrication, les matériaux de pointe, et les pièces et composants d'automobile.
- La promotion des investissements au Canada demeure une priorité. Entre 1986 et 1996, l'investissement direct cumulé coréen au Canada a été de

177 millions de dollars, tandis que l'investissement direct cumulatif canadien en Corée a atteint 129 millions.

Culture

- Des protocoles d'entente sur la coopération culturelle et la coproduction d'émissions télévisées fournissent le cadre de développement d'activités culturelles entre le Canada et la Corée.
- Les grandes troupes canadiennes s'arrêtent maintenant régulièrement en Corée pendant leurs tournées culturelles en Extrême-Orient. De plus, depuis 1995, l'Orchestre symphonique de Montréal, I Musici de Montréal, la violoncelliste Ofra Harnoy et des artistes populaires comme Bryan Adams, Céline Dion et Alanis Morissette se sont produits à Séoul.

Coopération pour le développement

- Depuis 1964, le Canada a affecté 10,5 millions de dollars de son budget d'aide au développement à l'aide au développement économique et social de la Corée. Sa croissance économique de la fin des années 1980 a fait passer la Corée de pays bénéficiaire à pays donateur d'aide au développement.
- La coopération entre le Canada et la Corée en matière de développement a commencé en 1992. Les activités de coopération jouissant d'une aide publique au développement se regroupent dans quatre grandes catégories : l'échange d'information, le dialogue en matière de politique d'aide, la coopération fonctionnelle dans certains domaines et les activités de coopération dans des pays d'intérêt mutuel.
- En 1997, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et sa contrepartie coréenne ont signé une lettre d'intention sur la coopération en matière d'aide au développement. En vertu de cette entente, l'ACDI donnera de la formation interne et fournira des experts en développement international. En outre, au moyen d'ateliers et de séminaires, l'ACDI partagera son expérience sur la manière d'aborder la mondialisation et sur les mécanismes et les méthodes pouvant servir à la coopération pour le développement.
- En 1997, l'ACDI et sa contrepartie coréenne ont par ailleurs convenu d'entreprendre conjointement un programme de formation en pays tiers pour les pays en développement. Ce projet pilote aidera les deux pays

à s'instruire sur leurs méthodes, leurs mécanismes et leur culture de gestion respectifs, et à trouver des façons de faciliter la coopération conjointe.

- Le Canada et la Corée font partie d'un groupe de pays qui ont une représentation commune au Conseil d'administration de la Banque africaine de développement. Ils ont également convenu d'avoir une représentation commune à la Banque de développement du Moyen-Orient. Le Canada a appuyé l'adhésion de la Corée à l'OCDE, ce qui facilite encore davantage la coopération entre les deux pays au Comité d'aide au développement de cette organisation.

Les relations entre le Canada et la Russie

- Le Canada et l'Union soviétique ont établi des relations diplomatiques en tant qu'alliés militaires en 1942. Le démantèlement de l'URSS et l'émergence de la Russie en tant qu'État indépendant en 1991 ont marqué un nouveau départ pour les relations Canada-Russie.
- Les deux pays ont forgé de solides liens grâce à leur participation au Groupe des Huit (G-8). Les rencontres régulières des chefs d'État ont aidé à lancer un dynamique programme d'action économique Canada-Russie. Les échanges commerciaux bilatéraux ont totalisé près de 1 milliard de dollars en 1997 et ont continué à s'accroître au premier semestre de 1998.
- On prévoit un certain déclin du commerce bilatéral au deuxième semestre de 1998 en raison de l'actuelle situation économique mondiale, mais les possibilités à long terme restent importantes.
- Le Canada et la Russie ont mis sur pied une Commission économique intergouvernementale en 1995 pour rassembler des gens d'affaires et des fonctionnaires en vue de bâtir une coopération et d'éliminer les obstacles posés au commerce et à l'investissement entre les deux pays. La Commission se réunit une fois par an.
- Le Canada a encouragé l'intégration de la Russie aux institutions multilatérales et régionales. Il accueille avec plaisir la Russie à la présente réunion de l'APEC. Le Canada compte collaborer plus étroitement avec la Russie sur les questions touchant la région de l'Asie-Pacifique.
- La Russie a un lien solide avec le Canada et avec la communauté euro-atlantique grâce à l'Acte fondateur OTAN-Russie de 1997, qui prévoyait l'établissement d'un Conseil conjoint permanent OTAN-Russie.
- Le Canada voit dans ce Conseil une instance permettant à l'OTAN de mener des consultations efficaces et transparentes avec la Russie sur la sécurité européenne. Le Canada et la Russie collaborent aussi au sein de l'ONU et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.
- Le Canada et la Russie sont les deux plus grands pays du monde, se partageant 85 p. 100 des côtes de l'océan Arctique. Les deux pays sont des chefs de file dans les affaires de l'Arctique et du Nord, ainsi qu'au sein du Conseil de l'Arctique. Leur coopération en ce qui a trait aux questions environnementales et autochtones ne cesse de se développer.
- La coopération nucléaire Canada-Russie repose sur une série d'accords. Elle a englobé la promotion de la sécurité dans les centrales nucléaires, le

renforcement des instances nationales de réglementation, et toute une gamme d'initiatives commerciales et non commerciales visant à garantir la non-prolifération des matières fissiles.

- Le dialogue de haut niveau est essentiel au développement de la relation politique. Le premier ministre du Canada a effectué une visite officielle à Moscou et à Saint-Pétersbourg en 1997, et a rencontré le président de la Russie lors du Sommet du G-8 à Birmingham en 1998. Le premier ministre a aussi rencontré le premier ministre de la Russie, lorsque celui-ci a visité le Canada en 1997.
- Le ministre canadien des Affaires étrangères rencontre régulièrement son homologue russe lors des réunions d'instances internationales. Il a visité Moscou en 1996 et le ministre russe des Affaires étrangères a participé à la conférence portant sur les mines antipersonnel, tenue à Ottawa en décembre 1997.

Commerce et investissement

- En 1993, le commerce bilatéral entre le Canada et la Russie était évalué à 430 millions de dollars. En 1997, il avait presque atteint le milliard de dollars. Il s'est accru d'un autre 20 p. 100 au premier semestre de 1998. L'investissement canadien en Russie totalise environ 500 millions de dollars.
- Le Canada est solidement établi en Russie dans les secteurs des services pétroliers et gaziers, de la construction, de l'agriculture et des télécommunications. La Commission économique intergouvernementale a établi des groupes de travail couvrant chacun de ces secteurs.
- Les sociétés canadiennes sont bien placées pour développer leur participation aux secteurs de l'extraction minière, de l'aérospatiale, de la production pétrolière et gazière et des services environnementaux, ainsi qu'à d'autres secteurs de la technologie de pointe si les régimes fiscal et juridique continuent à être améliorés.
- L'activité économique canadienne s'est concentrée dans la partie extrême-orientale de la Russie et en Sibérie, ainsi que dans la région de la Volga, à Moscou et dans le Nord-Ouest. Le Canada a un consulat général à Saint-Pétersbourg.
- Le Canada a signé une convention sur la double imposition avec la Russie en 1995, et travaille à d'autres initiatives visant à améliorer le climat de travail des entreprises canadiennes.

Coopération technique

- Géré par l'Agence canadienne de développement international, le programme canadien de coopération technique avec la Russie a été établi en 1991, dans le cadre du grand engagement des pays de l'Occident à l'égard du processus de réforme en Russie. Le programme visait à appuyer les réformes démocratiques et les réformes axées sur le marché, ainsi qu'à développer les liens commerciaux et financiers.
- Depuis 1991, le Canada a affecté 150 millions de dollars à de l'aide technique appuyant le processus de réforme. Il y a actuellement 49 projets en marche, dont le coût total est de 11,2 millions de dollars. L'objectif est de faciliter la transition de la Russie à une économie de marché, de faciliter le commerce canadien et les liens financiers et de promouvoir le développement de la démocratie en Russie.
- Le Canada a transféré des connaissances pratiques et des compétences dans les domaines du développement du secteur privé, de l'énergie, de l'agriculture, de l'environnement, du développement du Nord et du développement de la démocratie.
- Le programme Renaissance Europe de l'Est favorise l'investissement canadien en Russie au moyen de coentreprises et ce, en vue d'établir des relations d'affaires durables. Depuis 1990, le Canada a engagé quelque 7 millions de dollars dans 133 projets.

Les relations entre le Canada et Singapour

- Les relations entre le Canada et Singapour sont d'autant plus étroites que les deux pays sont membres du Commonwealth et de l'Organisation mondiale du commerce; que le Canada a le statut de partenaire du dialogue auprès de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), dont Singapour est l'un des membres fondateurs; et que les deux pays prennent part au Forum régional de l'ASEAN sur la sécurité.
- Des visites de haut niveau entre les deux pays viennent aussi renforcer ces liens. Le premier ministre de Singapour a fait une visite au Canada en 1995, et le secrétaire d'État (Asie-Pacifique) du Canada a dirigé une mission commerciale à Singapour en 1997.
- Les liens entre le Canada et Singapour se resserrent et se multiplient dans les domaines du commerce, de l'éducation, de la culture et des arts, du divertissement, des sciences et de la technologie ainsi que du droit et de la sécurité. En décembre 1995, plus de 200 anciens combattants canadiens se sont rendus à Singapour pour marquer le 50^e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale, ce qui a mis en relief le caractère historique des relations entre les deux pays.
- L'augmentation du nombre de Singapouriens qui viennent étudier au Canada resserre encore davantage ces relations. On en compte actuellement de 1 500 à 1 800 au Canada. Les étudiants de Singapour sont admissibles au programme canadien de bourses du Commonwealth. Parmi les diplômés singapouriens d'universités canadiennes, dont le nombre est supérieur à 10 000, beaucoup occupent maintenant des postes prestigieux au sein du gouvernement, dans le monde des affaires et dans le secteur de l'enseignement; ils représentent pour les Canadiens un groupe d'amis bien placés. Un centre d'éducation canadien a ouvert ses portes à Singapour en 1996 afin de faire la promotion des établissements d'enseignement et de formation canadiens.

Commerce et investissement

- Depuis son accession à l'indépendance, en 1965, Singapour a connu trois décennies de croissance économique presque ininterrompue. Sa situation en plein cœur de l'Asie du Sud-Est, qui lui vaut sa fonction de centre d'affaires et de services pour la région, explique son succès sur le plan du commerce international.
- Singapour est l'un des plus importants marchés d'exportation du Canada en Asie du Sud-Est. Les exportations canadiennes totalisaient

506 millions de dollars en 1997 et les importations canadiennes ont atteint presque 1,2 milliard.

- Les exportations du Canada à Singapour sont diversifiées. Les principaux produits sont les chaudières, les machines et appareils mécaniques, les papiers et cartons, les aéronefs et pièces, les machines et le matériel électriques, et les produits chimiques organiques. Les principales importations canadiennes en provenance de Singapour sont les chaudières, les machines mécaniques, les machines et le matériel électriques, les produits chimiques organiques, le caoutchouc et les produits en caoutchouc, et les textiles.
- L'investissement canadien direct à Singapour était évalué à 2 milliards de dollars en 1995. Une bonne partie de ces fonds a été investie dans le secteur financier et dans des bureaux régionaux, plutôt que dans la fabrication. Plus de 70 entreprises canadiennes sont actives à Singapour, dont plusieurs banques et compagnies d'assurance. Les sociétés canadiennes y sont également représentées par plus de 200 agents et distributeurs.
- L'investissement singapourien direct au Canada était évalué à 150 millions de dollars en 1997. L'investissement de portefeuille au Canada est considérable, et la Société d'investissement du gouvernement de Singapour détient plus de 1 milliard de dollars en obligations du gouvernement canadien et autres valeurs mobilières.
- Singapour offre des débouchés particulièrement intéressants aux entreprises canadiennes dans les secteurs des technologies de l'information, des biens liés au transport, du matériel de défense et des produits agroalimentaires, ainsi que dans le domaine du matériel et des services environnementaux.

Coopération au développement

- Depuis 1996, Singapour ne peut plus bénéficier de l'aide publique au développement.
- Le bureau régional du Centre de recherches pour le développement international en Asie se trouve à Singapour. Le bureau du programme régional de l'ACDI pour l'Asie du Sud-Est est installé au haut-commissariat du Canada, aussi à Singapour.
- Le Centre Canada-ASEAN de l'ACDI, qui a ouvert ses portes à Singapour en 1989, travaille à accroître les échanges dans les domaines des affaires, de l'éducation, des sciences et de la technologie, et de l'environnement. Il

favorise la collaboration entre le secteur privé, le milieu de la recherche et d'autres organisations au Canada et dans les pays de l'ASEAN.

- Le Canada et Singapour s'appêtent à conclure un accord général sur la coopération pour le développement. Dans ce cadre, les deux pays s'associeront à un pays en développement pour y partager financement et projets.
- Singapour et le Canada collaborent déjà à un certain nombre de projets conjoints par l'intermédiaire de l'ACDI. On peut citer, à titre d'exemple, le programme de formation en anglais pour le Vietnam, le Laos et le Cambodge, qui vise à favoriser l'intégration de ces pays à l'ASEAN et à d'autres forums régionaux. D'autres activités conjointes portent sur les techniques et la formation dans le domaine des pêches, la recherche et le sauvetage, l'environnement, ainsi que les sciences et la technologie.

Les relations entre le Canada et le Taipei chinois

- Le Canada pratique une politique fondée sur l'existence d'une Chine unique depuis qu'il a établi des relations diplomatiques officielles avec la République populaire de Chine en 1970. Il n'entretient pas de relations diplomatiques avec le Taipei chinois.
- En 1986, le gouvernement canadien a appuyé la décision de la Chambre de commerce du Canada d'ouvrir un bureau à Taipei afin d'accroître les échanges commerciaux, l'investissement et le tourisme. De même, en 1991, un centre d'éducation canadien a ouvert ses portes au sein du Bureau canadien du commerce dans le but de faire la promotion des établissements canadiens d'enseignement et de formation. Tous les programmes du gouvernement du Canada en matière d'expansion du commerce sont accessibles aux entreprises canadiennes qui cherchent à faire du commerce et des affaires au Taipei chinois.
- Les liens interpersonnels entre Canadiens et habitants du Taipei chinois continuent de se resserrer, et l'on observe un accroissement considérable des rapports dans les domaines du tourisme, de l'éducation et de l'immigration. Chaque année, environ 135 000 résidents du Taipei chinois visitent le Canada, et plus de 6 000 résidents du Taipei chinois mènent des études au Canada. Depuis trois ans, le Canada a accueilli plus de 25 000 immigrants du Taipei chinois qui ont investi dans des entreprises et qui constituent une présence importante dans plusieurs villes canadiennes.

Commerce et investissement

- Le commerce entre le Taipei chinois et le Canada a augmenté de manière constante pour atteindre 5 milliards de dollars en 1997. Le Taipei chinois est le neuvième marché d'exportation du Canada, lui ayant acheté pour 1,6 milliard de dollars en 1997. Les importations canadiennes étaient évaluées à 3,4 milliards de dollars en 1997, contre 2,8 milliards en 1996.
- Les principales exportations canadiennes sont les combustibles minéraux, la pâte de bois, le papier, le matériel électrique, le carton, les produits agricoles, les aliments transformés, les services de lutte contre la pollution et de génie environnemental, le matériel de transport et les services dans les domaines des télécommunications, de l'avionique, des produits de pointe et de l'ingénierie.
- Les principales importations canadiennes sont le matériel mécanique et électrique, les pièces de matériel roulant pour chemins de fer et tramways, le mobilier, les chaussures, les jouets, les articles de sport, les matières

plastiques, les vêtements, les outils, les articles faits de métaux communs et le matériel optique de précision.

- Le Taipei chinois offre des débouchés aux entreprises canadiennes dans les secteurs de la construction (liés principalement à la mise en place d'infrastructures selon le plan établi pour six ans), ainsi que dans les secteurs des matériaux de construction, de la protection de l'environnement, des télécommunications, du génie, des services de consultation en gestion, des produits agricoles spécialisés, des produits et services liés à la sécurité, et des produits de consommation de tous genres.
- L'investissement canadien direct cumulé au Taipei chinois est estimé à 100 millions de dollars; il se concentre surtout dans le secteur financier (et comprend une importante coentreprise dans le secteur des assurances) et sert à financer les bureaux de représentation d'entreprises canadiennes.
- Le Canada s'emploie à promouvoir les alliances stratégiques avec des sociétés implantées au Taipei chinois. L'investissement au Canada réalisé par ces sociétés se fait principalement avec des entreprises associées à des immigrants provenant de leur territoire; par contre un investissement considérable a aussi été réalisé dans un complexe pétrochimique en Alberta.

Les relations entre le Canada et la Thaïlande

- Les relations du Canada avec la Thaïlande datent du Plan de Colombo dans les années 1950. Au cours des ans, l'intérêt du Canada pour cette région s'est accru, et ses relations avec la Thaïlande couvrent toute une gamme d'activités : politiques, économiques, commerciales, ainsi que la coopération au développement. Le dialogue soutenu entre les deux pays porte sur les questions de sécurité régionale et d'environnement à l'échelle internationale. Le fait que le Canada ait accepté plus de 48 000 réfugiés d'Indochine provenant de camps en Thaïlande a également contribué à rapprocher encore davantage les deux pays.
- Le Canada et la Thaïlande sont membres de l'APEC, principal moteur de la coopération économique dans la région Asie-Pacifique. De plus, le Canada est un partenaire actif du dialogue de l'Association des nations du Sud-Est (ASEAN). Le Canada et la Thaïlande participent aussi au Forum régional de l'ASEAN sur les questions de sécurité.
- Jusqu'à récemment, la Thaïlande était l'une des économies à croissance la plus rapide du monde. Cependant, en juillet 1997, le pays a subi une crise économique en raison d'une surchauffe du marché immobilier et d'un fléchissement dans les secteurs clés de l'économie : exportations chancelantes, compte courant très déficitaire et système bancaire fragile. Devant la chute de 40 p. 100 de la valeur du baht thaïlandais qui s'en est suivie, la population a tenu des manifestations de rue, qui se sont toutes terminées pacifiquement. La crise financière de la Thaïlande a amené le Fonds monétaire international à mettre à la disposition du pays un plan de sauvetage d'une valeur de 17,2 milliards de dollars américains, assorti d'une longue liste de coupures des dépenses. Bien que la Thaïlande ait de sérieuses difficultés à affronter, ses perspectives à moyen et à long terme demeurent positives, grâce particulièrement aux réformes supplémentaires du gouvernement et de l'économie.

Commerce et investissement

- Le Canada et la Thaïlande ont signé en 1988 un accord de coopération économique créant une commission économique bilatérale.
- La mission d'Équipe Canada en Thaïlande en 1997 a été très réussie, ayant résulté en des contrats commerciaux représentant plus de 1 milliard de dollars. Cependant, la récente crise financière a conduit le gouvernement thaïlandais à revoir ses acquisitions, mettant en péril certains contrats signés au cours de la visite de la mission d'Équipe Canada.

- En 1997, les échanges bilatéraux se sont élevés à plus de 1,6 milliard de dollars, soit presque 1,2 milliard pour les importations canadiennes en provenance de la Thaïlande et 466 millions pour les exportations canadiennes vers ce pays. Au cours des six premiers mois de 1998, les exportations canadiennes en Thaïlande ont chuté de 40 p. 100 par rapport à la même période l'année précédente, en raison de la crise financière et de la dévaluation du baht thaïlandais.

Coopération au développement

- L'Agence canadienne de développement international (ACDI) soutient en Thaïlande des programmes visant à régler le problème du travail des enfants, à développer le secteur privé (grâce au Programme de coopération industrielle) et à assurer un développement durable.
- Le soutien de l'ACDI au développement durable favorise aussi le commerce et contribue aux objectifs du Canada en matière d'investissement. Les compétences ainsi que la technologie et les services canadiens sont mis en valeur grâce aux programmes d'assistance technique et de formation. Des projets portant sur la télédétection, les télécommunications, les ressources naturelles et l'environnement, par exemple, ont été autant d'occasions pour des entreprises canadiennes de conclure des accords commerciaux.
- Le Canada a également fourni 887 000 \$ aux réfugiés birmans en Thaïlande. En 1997, il a donné 300 000 \$ en aide alimentaire, 50 000 \$ pour un fonds destiné à de petits projets et 75 000 \$ à une clinique.

Les relations entre le Canada et le Vietnam

- Le Canada a gardé des bureaux de délégations à Hanoi et à Saigon de 1954 à 1973, en tant que membre des Commissions internationales de contrôle au Vietnam depuis presque 20 ans.
- En 1973, le Canada a établi des relations diplomatiques avec la République du Vietnam (Vietnam du Sud) et la République démocratique du Vietnam (Vietnam du Nord). En 1976, les deux parties ont été unifiées et l'ensemble a été renommé République socialiste du Vietnam à la suite de la victoire des communistes. Le Canada a ouvert une ambassade à Hanoi en 1994, ainsi qu'un consulat général à Hô Chi Minh-Ville.
- Au cours des cinq dernières années, plusieurs visites de hauts représentants ont eu lieu dans les deux pays. Le premier ministre du Canada s'est rendu au Vietnam en 1994 et en 1995, et a participé au Sommet de la Francophonie à Hanoi en 1997. En 1994, le Canada a accueilli l'actuel premier ministre du Vietnam, qui occupait alors le poste de vice-premier ministre. Le ministre canadien des Finances est allé au Vietnam en 1996, et deux secrétaires d'État canadiens ont visité le pays à deux reprises. La rencontre la plus récente a eu lieu en octobre 1998, lorsque le ministre des Affaires étrangères a fait une visite au Canada.

Commerce et investissement

- Le commerce entre le Canada et le Vietnam est modeste, mais en progression. En 1997, les échanges bilatéraux entre le Canada et le Vietnam ont atteint près de 201 millions de dollars canadiens, soit une augmentation de plus de 300 p. 100 depuis 1994. Les chiffres préliminaires pour 1998 indiquent que le commerce n'a pas été gravement touché par la crise financière régionale.
- En 1997, les exportations canadiennes vers le Vietnam ont atteint 52,1 millions de dollars. Parmi les principaux produits exportés, mentionnons les engrais, les machines électriques et autres, les chaudières, les produits pharmaceutiques et les fibres à filer synthétiques. Les importations canadiennes en provenance du Vietnam cette même année se sont chiffrées à 148,6 millions de dollars. Les principaux produits importés comprennent les chaussures, les vêtements, le café, le thé, les épices, le poisson et les crustacés.
- Le Canada est en train de régulariser ses relations avec le Vietnam grâce à une série d'accords : un accord de coopération économique et un accord de

coopération au développement ont été signés en 1994, un accord commercial en 1995, et une convention de double imposition en 1997.

Coopération au développement

- En mars 1990, lorsque le Vietnam s'est retiré du Cambodge et a démarré son vaste programme de renouvellement économique, le Canada a rétabli l'admissibilité du Vietnam à l'aide officielle au développement. Au cours des sept années qui ont suivi, le Canada a versé quelque 77 millions de dollars en aide publique directe. Pour l'année financière 1996-1997, le Canada a donné environ 21 millions de dollars.
- L'approche canadienne dans le domaine de la coopération en matière de développement avec le Vietnam vise essentiellement à appuyer le développement durable et à donner aux Vietnamiens les moyens d'affronter les défis du passage à une économie de marché. Cela nécessite l'établissement de réformes économiques, sociales et politiques; le transfert de la technologie et du savoir-faire canadien dans des secteurs comme l'environnement, les technologies de l'information, les transports, l'énergie et l'éducation; et la mise en valeur des programmes nationaux et locaux pour atténuer la pauvreté.

Fiches documentaires

AUSTRALIE

Capitale : Canberra

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

7 682 300 km²

Population

18,3 millions (1996)

Taux de croissance de la population

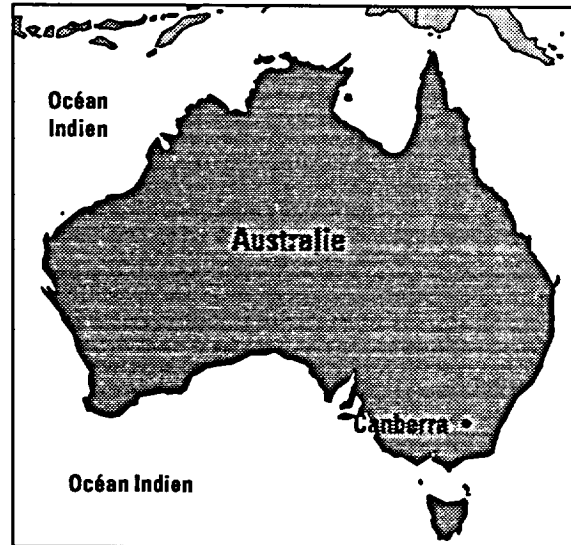
0,7 % (1996)

Principale langue

Anglais

Principaux groupes religieux

Anglicans (26 %), catholiques (25 %), protestants (25 %), autres (24 %)



DONNÉES POLITIQUES

Régime

État parlementaire fédéral

Institutions démocratiques

Parlement bicaméral

Dirigeant

Le premier ministre John Howard

Ministre des Affaires étrangères

M. Alexander Downer

Vice-premier ministre et ministre du Commerce

M. Tim Fischer

Indice du développement humain de l'ONU (1998)

L'Australie se classe 15^e sur 174 pays.

Principales exportations

Blé, orge, bœuf, agneau, produits laitiers, laine, charbon, minerai de fer, machines, matériel de transport

Principales importations

Produits ouvrés, machines et matériel de transport, ordinateurs et matériel de bureau, biens de consommation, produits pétroliers

Principales exportations vers le Canada

1,2 milliard de dollars (1997), en produits chimiques inorganiques, sucres, viandes, machines, minerais, scories et cendres, vin

Principales importations du Canada

969 millions de dollars (1997), en machines, bois et produits du bois, matériel électrique, véhicules, engrais

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

343,5 milliards de dollars américains (1997)

Taux de croissance du PIB

3,7 % (1997)

PIB par habitant

19 100 \$US (1997)

Taux d'inflation

2,3 % (1997)

Taux de chômage

8,1 % (décembre 1997)

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Brian Schumacher, haut-commissaire

Haut-commissariat du Canada

Commonwealth Avenue

Canberra, ACT 2600

Australie

Téléphone : (011-61-2) 6273-3844

Télécopieur : (011-61-2) 6270-4069

BRUNÉI

Capitale : Bandar Seri Begawan

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

5 765 km²

Population

305 000 (est. 1996)

Taux de croissance de la population

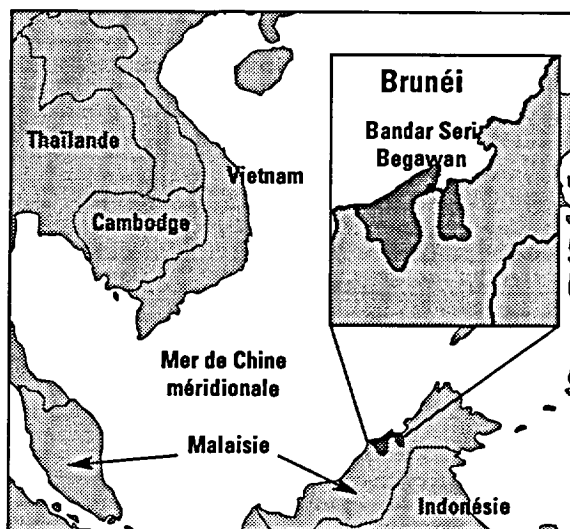
2,6 % (est. 1997)

Principales langues

Malais, anglais, chinois

Principaux groupes religieux

Musulmans (63 %), bouddhistes (14%), chrétiens (8 %), autres (15 %)



DONNÉES POLITIQUES

Régime

Sultanat (monarchie)

Institutions démocratiques

Ni partis, ni élections

Dirigeant

Le sultan et premier ministre M. Hassanal Bolkiah

Ministre des Affaires étrangères

M. Mohamed Bolkiah

Ministre de l'Industrie et des Ressources primaires

M. Pehin Dato Awang

Indice du développement humain de l'ONU (1998)

Brunéi se classe 35^e sur 174 pays.

Taux d'inflation

2,5 % (1996)

Taux de chômage

4,8 % (1994)

Principales exportations

Pétrole brut, gaz naturel, produits pétroliers

Principales importations

Machines et matériel de transport, produits manufacturés, denrées alimentaires

Principales exportations vers le Canada

0,1 million de dollars (1997), en vêtements et produits pétroliers

Principales importations du Canada

3,5 millions de dollars (1997), en machines, acier, fer, aluminium

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

4,6 milliards de dollars américains (est. 1995)

Taux de croissance du PIB

2 % (est. 1995)

PIB par habitant

17 012 \$US (est. 1995)

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Gardiner Wilson, haut-commissaire

Haut-commissariat du Canada

Britannia House, Suite 51-52

Jalan Cator

Bandar Seri Begawan BS8811

Brunéi Darussalam

Téléphone : (011-673-2) 220043

Télécopieur : (011-673-2) 220040

CHILI

Capitale : Santiago

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

756 626 km²

Population

14,6 millions (1997)

Taux de croissance de la population

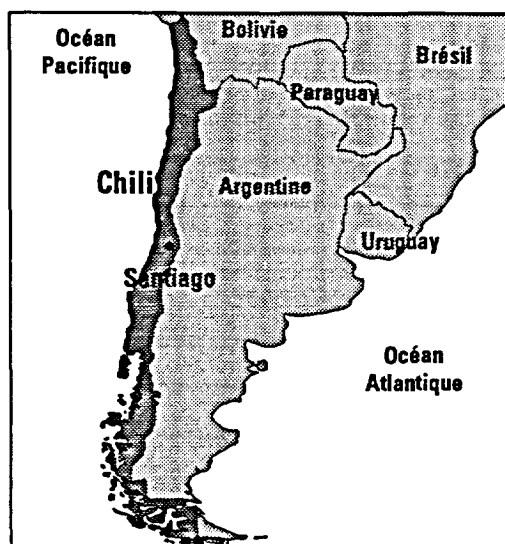
1,6 % (moyenne annuelle de 1990 à 1995)

Langue officielle

Espagnol

Principaux groupes religieux

Catholiques (89 %), protestants (11 %)



DONNÉES POLITIQUES

Régime

République

Institutions démocratiques

Congrès bicaméral

Dirigeant

Le président Eduardo Frei

Ministre des Affaires étrangères

M. José Miguel Insulza

Ministre de l'Économie

M. Jorge Leiva

Indice du développement humain de l'ONU (1998)

Le Chili se classe 31^e sur 174 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

80,4 milliards de dollars américains (1997)

Taux de croissance du PIB

6,8 % (est. 1997)

PIB par habitant

5 050 \$US (1996)

Taux d'inflation

6,2 % (est. 1997)

Taux de chômage

7,2 % (est. 1996)

Principales exportations

Cuivre, produits du bois, poisson et farine de poisson, fruits, noix, matières premières, tissus, produits industriels

Principales importations

Biens d'équipement, pièces, matières premières, pétrole, denrées alimentaires

Principales exportations vers le Canada

324,9 millions de dollars (1997), en fruits (raisins) et noix, vin, farine, légumes, farine de poisson, poisson et crustacés, minerais, fer et acier

Principales importations du Canada

392,4 millions de dollars (1997), en céréales, briquettes de charbon, matériel téléphonique, machines, minerais, scories et cendres, combustible, pièces et accessoires d'automobile, sel, pâtes et papiers

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Lawrence D. Lederman, ambassadeur

Ambassade du Canada

Nueva Tajamar 481

Torre Norte, Piso 12

Santiago

Chili

Téléphone : (011-56-2) 362-9660

Télécopieur : (011-56-2) 362-9665

CHINE

Capitale : Beijing

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

9 557 172 km²

Population

1,2 milliard (est. 1997)

Taux de croissance de la population

0,9 % (est. 1997)

Langue officielle

Mandarin

Principaux groupes religieux

Confucianistes, bouddhistes, taoïstes

DONNÉES POLITIQUES

Régime

État socialiste à parti unique

Dirigeants

Le président Jiang Zemin

Le premier ministre Zhu Rongji

Ministre des Affaires étrangères et vice-premier ministre

M. Tang Jiaxuan

Ministre du Commerce international et de la Coopération économique

M. Shi Guangsheng

Indice du développement humain de l'ONU (1998)

La Chine se classe 106^e sur 174 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

890 milliards de dollars américains (est. 1997)

Taux de croissance du PIB

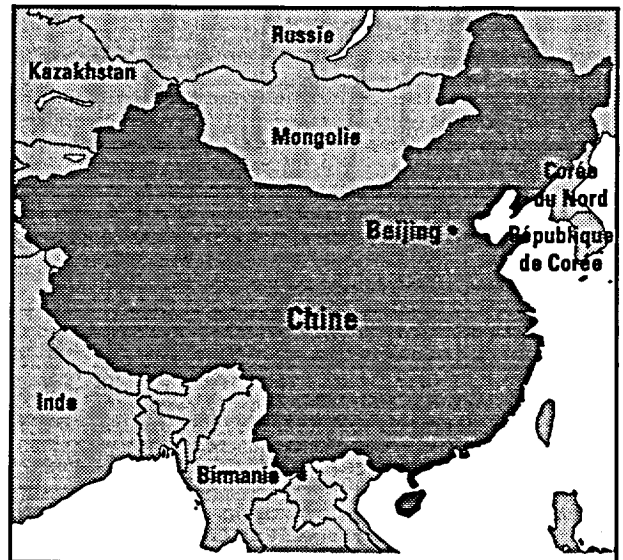
8,8 % (1997)

PIB par habitant

700 \$US (1997)

Taux d'inflation

2,8 % (1997)



Principales exportations

Matériel électrique, vêtements tissés, machines, vêtements tricotés, chaussures, jouets et articles de sport, combustibles minéraux

Principales importations

Matériel électrique et mécanique, combustibles minéraux, plastique, fer et acier, filament synthétique, fil et tissu de coton

Principales exportations vers le Canada

6,3 milliards de dollars (1997), en matériel électrique, jouets et articles de sport, chaussures, vêtements tissés, articles en cuir

Principales importations du Canada

2,2 milliards de dollars (1997), en céréales, matériel électrique, pâte de bois, engrais, machines

Aide publique du Canada au développement

39,5 millions de dollars (1997-1998) (déboursés bilatéraux)

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Howard Balloch, ambassadeur

19 Dongzhimenwai Dajie

Chaoyang District

Beijing 100600

Chine

Téléphone : (011-86-10) 6532-3536

Télécopieur : (011-86-10) 6532-4311

ÉTATS-UNIS

Capitale : Washington

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

9 809 431 km²

Population

269,4 millions (1996)

Taux de croissance de la population

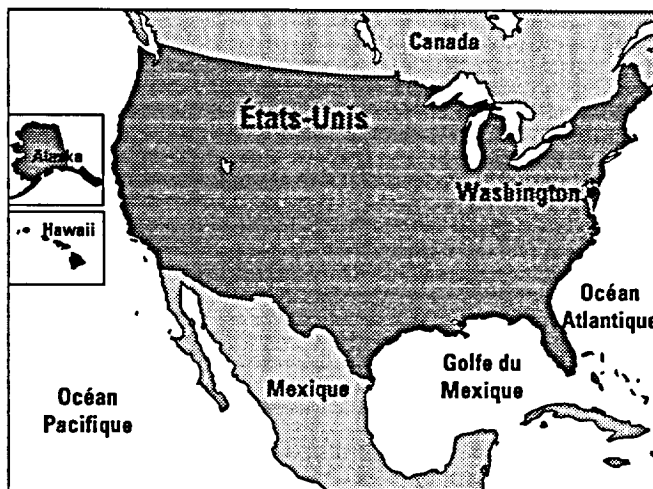
1 % (1996)

Principales langues

Anglais, espagnol

Principaux groupes religieux

Protestants (61 %), catholiques (28 %), juifs (2 %)



DONNÉES POLITIQUES

Régime

République fédérale

Institutions démocratiques

Congrès bicaméral

Dirigeant

Le président Bill Clinton

Secrétaire d'État

M^{me} Madeleine K. Albright

Secrétaire du Trésor

M. Robert Rubin

Indice du développement humain de l'ONU (1998)

Les États-Unis se classent 4^{es} sur 174 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB nominal

7,2 billions de dollars américains (1997)

Taux de croissance du PIB réel

3,8 % (1997)

Taux d'inflation

2,3 % (1997)

Taux de chômage

4,6 % (février 1998)

Principales exportations

Machines et matériel, véhicules motorisés, aéronefs, blé, produits chimiques, plastique, produits agricoles, matériel militaire

Principales importations

Pétrole et dérivés, métaux communs non ferreux, engrais, produits agricoles, machines et matériel, véhicules motorisés, matières premières

Principales exportations vers le Canada

212 milliards de dollars (balance des paiements, 1997), en véhicules motorisés et pièces, ordinateurs, matériel de télécommunications, plastique

Principales importations du Canada

244 milliards de dollars (balance des paiements, 1997), en véhicules motorisés et pièces, bois d'œuvre, pétrole brut, gaz naturel, papier journal

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Raymond A. J. Chrétien, ambassadeur

Ambassade du Canada

501 Pennsylvania Avenue, N.W.

Washington, D.C. 20001

États-Unis

Téléphone : (202) 682-1740

Télex : (202) 682-7726

HONG KONG (CHINE)

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

1 072 km²

Population

6,6 millions (1996)

Taux de croissance de la population

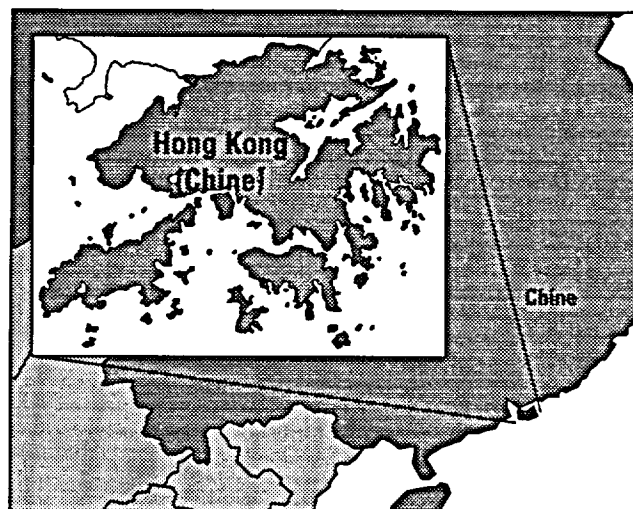
1,9 % (est. 1996)

Langues officielles

Anglais et cantonais

Principaux groupes religieux

Chrétiens, bouddhistes, confucianistes, taoïstes



DONNÉES POLITIQUES

Régime

Région administrative sous administration spéciale de la République de Chine

Dirigeant

Le chef de l'exécutif, M. Tung Chee-Hwa

Indice du développement humain de l'ONU (1998)

Hong Kong se classe 25^e sur 174 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

187,8 milliards de dollars américains (1997)

Taux de croissance du PIB

4,7 % (1996)

PIB par habitant

28 821 \$US (1996)

Taux d'inflation

5,8 % (1997)

Taux de chômage

5 % (1^{er} trimestre 1998)

Principales exportations

Vêtements, fil textile, produits électroniques, montres et horloges, jouets

Principales importations

Matières premières, viande et autres denrées alimentaires, fil textile, machines, matériel de transport

Principales exportations vers le Canada

1,3 milliard de dollars (1997), en vêtements et accessoires, matériel électrique et mécanique, horloges, montres, jouets, jeux et articles de sport

Principales importations du Canada

1,7 milliard de dollars (1997), en métaux précieux, matériel électrique, papier et carton, bois, produits alimentaires

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Colin Russel, consul général

Consulat général du Canada

11-14th floors, Tower I

Exchange Square

Central, Hong Kong

Téléphone : (011-852) 2847-7414

Télécopieur : (011-852) 2847-7441

INDONÉSIE

Capitale : Jakarta

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

1 948 732 km²

Population

202,8 millions (est. 1997)

Taux de croissance de la population

1,6 % (est. 1996)

Principales langues

Bahasa indonésia (officielle), anglais, hollandais, indigènes

Principaux groupes religieux

Musulmans (80 %), chrétiens, hindous

DONNÉES POLITIQUES

Régime

République présidentielle

Institutions démocratiques

Parlement unicaméral

Dirigeant

Le président B. J. Habibie

Ministre des Affaires étrangères

M. Ali Alatas

Ministre du Commerce et de l'Industrie

M. Rahardi Ramelan

Indice du développement humain de l'ONU (1998)

L'Indonésie se classe 96^e sur 174 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

214,6 milliards de dollars américains (1997)

Taux de croissance du PIB

4,6 % (1997)

PIB par habitant

1 072 \$US (1997)

Taux d'inflation

7,5 % (1997)



Taux de chômage

17 % (1998)

Principales exportations

Pétrole brut et produits pétroliers, textiles et vêtements, bois et produits du bois, gaz naturel, caoutchouc et produits du caoutchouc, crevettes

Principales importations

Machines et matériel de transport, éther manufacturé, produits chimiques, matières premières, carburants et lubrifiants, denrées alimentaires, boissons, tabac

Principales exportations vers le Canada

808,7 millions de dollars (1997), en textiles, chaussures, produits du bois, caoutchouc et produits du caoutchouc, machines électriques, huiles animales et végétales

Principales importations du Canada

796,4 millions de dollars (1997), en céréales, pâtes et papiers, plastique, combustibles minéraux et huiles, sel, soufre, engins mécaniques et chaudières

Aide publique du Canada au développement

26,9 millions de dollars (1996-1997)

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Ken Sunquist, ambassadeur

Ambassade du Canada

Wisma Metropolitan 1, 5th Floor

Jalan Jendral Sudirman Kav. 29

Jakarta 12920

Indonésie

Téléphone : (011-62-21) 525-0709

Télécopieur : (011-62-21) 571-2251

JAPON

Capitale : Tokyo

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

377 750 km²

Population

126 millions (1997)

Taux de croissance de la population

0,2 % (est. 1997)

Principale langue

Japonais

Principaux groupes religieux

Bouddhistes, shintoïstes

DONNÉES POLITIQUES

Régime

Monarchie constitutionnelle

Institutions démocratiques

Parlement bicaméral

Dirigeants

L'empereur Akihito

Le premier ministre Keizo Obuchi

Ministre des Affaires étrangères

M. Masahiko Komura

Ministre des Finances

M. Kiichi Miyazawa

Indice du développement humain de l'ONU (1998)

Le Japon se classe 8^e sur 174 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB nominal

4,2 billions de dollars américains (1997)

Taux de croissance du PIB réel

0,9 % (1997)

PIB par habitant

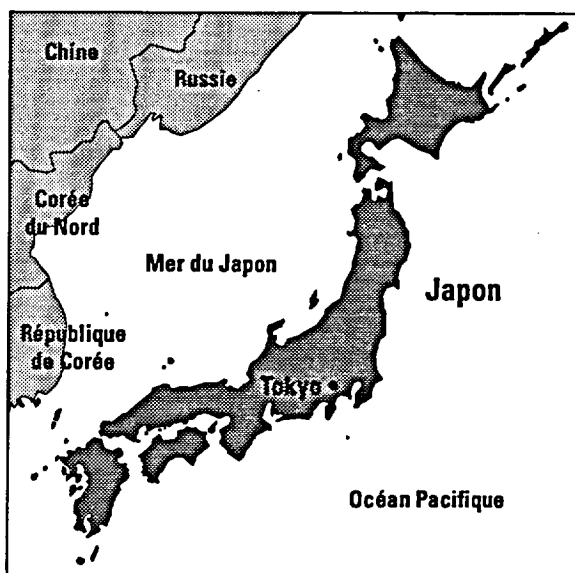
32 808 \$US (est. 1997)

Taux d'inflation

1,8 % (1997)

Taux de chômage

4,3 % (août 1998)



Principales exportations

Machines, véhicules motorisés, appareils électroniques et ordinateurs de grande consommation

Principales importations

Combustibles minéraux, denrées alimentaires, matières premières, machines, minerai métallique

Principales exportations vers le Canada

12,5 milliards de dollars (1997), en machines, matériel électronique et photographique, véhicules motorisés et pièces, ordinateurs, produits chimiques

Principales importations du Canada

10,9 milliards de dollars (1997), en bois d'œuvre et contreplaqué, pâtes et papiers, charbon, produits animaux, poisson, fruits de mer, graines oléagineuses

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Leonard J. Edwards, ambassadeur

Ambassade du Canada

7-3-38 Akasaka, Minato-ku,

Tokyo 107

Japon

Téléphone : (011-81-3) 5412-2101

Télécopieur : (011-81-3) 5412-6247

MALAISIE

Capitale : Kuala Lumpur

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

329 758 km²

Population

21,8 millions (1997)

Taux de croissance de la population

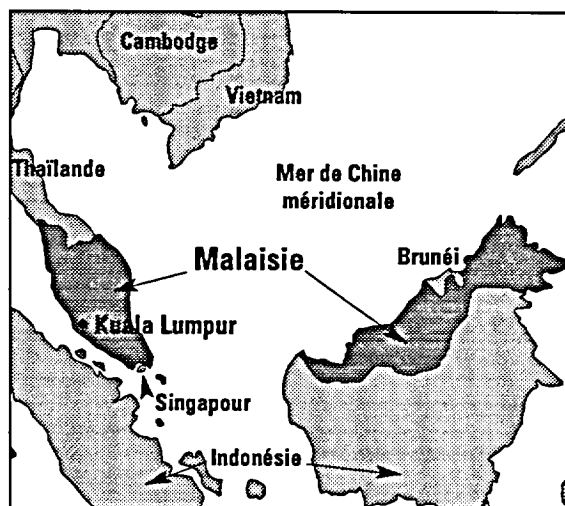
2,2 % (est. 1997)

Principales langues

Malais (Malaisie Bahasa), anglais, hokkien, cantonais, tamoul

Principaux groupes religieux

Musulmans, bouddhistes, taoïstes, chrétiens, hindous



DONNÉES POLITIQUES

Régime

Monarchie constitutionnelle

Institutions démocratiques

Parlement bicaméral

Roi

Yang di-Pertuan Agong

Premier ministre

M. Mahathir Mohamad

Ministre des Affaires étrangères

M. Datuk Abdullah

Ministre du Commerce international et de l'Industrie

M. Dato' Paduka

Indice du développement humain de l'ONU (1998)

La Malaisie se classe 60^e sur 174 pays.

Taux de chômage

2,7 % (1997)

Principales exportations

Produits électroniques, matériel électrique, pétrole, gros bois d'œuvre et rondins, textiles, huile de palme

Principales importations

Produits manufacturés, machines et matériel de transport, produits en métal, denrées alimentaires, boissons, tabac, biens de consommation

Principales exportations vers le Canada

1,9 milliard de dollars (1997), en matériel électrique et pièces, machines, chaudières, engins mécaniques, caoutchouc et produits du caoutchouc, vêtements

Principales importations du Canada

679 millions de dollars (1997), en papier et carton, matériel électrique et pièces, engrais, machines, chaudières, aéronefs et pièces

Aide publique du Canada au développement

5,84 millions de dollars (1996-1997)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

142,9 milliards de dollars américains (1997)

Taux de croissance du PIB

7,8 % (1997)

PIB par habitant

6 740 \$US (1997)

Taux d'inflation

2,7 % (1997)

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. André Simard, haut-commissaire

Haut-commissariat du Canada

Plaza OSK, 7th Floor

172 Jalan Ampang

50450 Kuala Lumpur

Malaisie

Téléphone : (011-60-3) 261-2000

Télécopieur : (011-60-3) 261-3428

MEXIQUE

Capitale : Mexico

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

1 967 183 km²

Population

97,1 millions (1998)

Taux de croissance de la population

1,8 % (1998)

Langue officielle

Espagnol

Principal groupe religieux

Catholiques

DONNÉES POLITIQUES

Régime

République fédérale

Institutions démocratiques

Congrès bicaméral

Dirigeant

Le président Ernesto Zedillo Ponce de León

Ministre des Affaires étrangères

M. Rosario Green Macias

Ministre du Commerce et de la Planification industrielle

M. Herminio Blanco

Indice du développement humain de l'ONU (1998)

Le Mexique se classe 49^e sur 174 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

408 milliards de dollars américains (1997)

Taux de croissance du PIB

7 % (1997)

PIB par habitant

4 200 \$US (1997)

Taux d'inflation

15,7 % (1997)

Taux de chômage

3,2 % (mai 1998)



Principales exportations

Pétrole, produits pétroliers, café, crevettes, moteurs, véhicules à moteur

Principales importations

Grains, articles fabriqués, machines agricoles, matériel électrique

Principales exportations vers le Canada

6,9 milliards de dollars (1997), en véhicules motorisés et pièces, matériel électronique, pétrole, moteurs, matériel informatique, meubles, fruits et noix comestibles, légumes, verre et objets en verre, matériel d'optique

Principales importations du Canada

1,3 milliard de dollars (1997), en pièces d'automobiles, blé, canola, produits de fer et d'acier, machines et engins mécaniques, matériel de télécommunications, viande et bétail, papier et pâte de bois, graines, aéronefs et pièces, minerais, produits laitiers

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Stanley E. Gooch, ambassadeur

Ambassade du Canada

Calle Schiller N° 529

Colonia Rincón del Bosque

Polanco 11560, Mexico, D.F.

Mexique

Téléphone : (011-525) 724-7900

Télécopieur : (011-525) 724-7980

NOUVELLE-ZÉLANDE

Capitale : Wellington

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

270 534 km²

Population

3,7 millions (1997)

Taux de croissance de la population

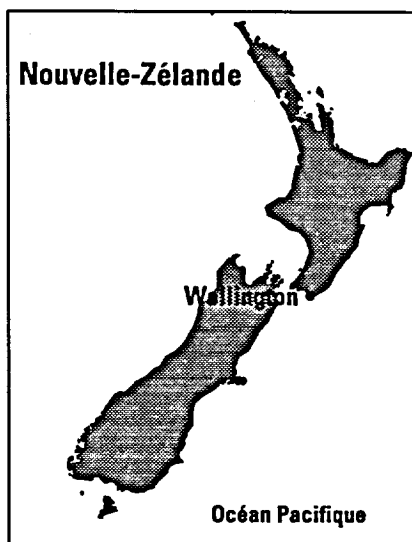
1,1 % (1997)

Principales langues

Anglais (officielle), maori

Principaux groupes religieux

Anglicans (29 %), presbytériens (18 %), catholiques (15 %)



DONNÉES POLITIQUES

Régime

Monarchie parlementaire

Institutions démocratiques

Parlement unicaméral, multipartisme

Dirigeant

Le premier ministre M^{me} Jenny Shipley

Ministre des Affaires étrangères et du Commerce

M. Donald Charles McKinnon

Ministre du Commerce international

M. Lockwood Smith

Indice du développement humain de l'ONU (1998)

La Nouvelle-Zélande se classe 9^e sur 174 pays.

Principales exportations

Bœuf, fruits, poisson, bétail, laine, produits laitiers, produits chimiques, forestiers et manufacturés

Principales importations

Pétrole, machines, véhicules motorisés, produits manufacturés, huiles animales et végétales

Principales exportations vers le Canada

366 millions de dollars (1997), en viandes (bœuf et agneau), produits laitiers, fruits frais, outils et équipements, fer et acier

Principales importations du Canada

298 millions de dollars (1997), en machines et matériel électrique, chlorure de potassium, bois et papier, polyéthylène, viandes (porc et poisson)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

58,1 milliards de dollars américains (1997)

Taux de croissance du PIB

2 % (1997)

PIB par habitant

16 141 \$US (1997)

Taux d'inflation

1,2 % (1997)

Taux de chômage

6,7 % (décembre 1997)

REPRÉSENTANT DU CANADA

M^{me} Valerie Raymond, haut-commissaire

Haut-commissariat du Canada

3rd Floor, 61 Molesworth Street, Thorndon

Wellington

Nouvelle-Zélande

Téléphone : (011-64-4) 473-9577

Télécopieur : (011-64-4) 471-2082

PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE

Capitale : Port Moresby

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

462 840 km²

Population

4,5 millions (1997)

Taux de croissance de la population

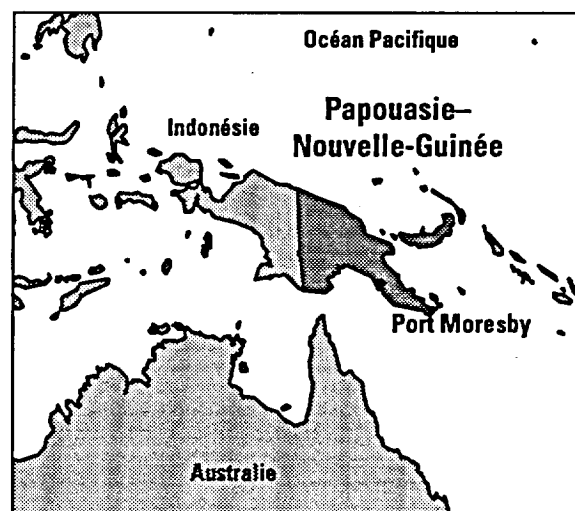
2,3 % (est. 1996)

Principales langues

Motu, anglais pidgin

Principaux groupes religieux

Indigènes (34 %), catholiques (22 %),
luthériens (16 %), autres (28 %)



DONNÉES POLITIQUES

Régime

Démocratie parlementaire

Institutions démocratiques

Parlement unicaméral, multipartisme

Dirigeant

Le premier ministre Bill Skate

Ministre des Affaires étrangères et du Commerce

M. Kilroy Genia

Indice du développement humain de l'ONU (1998)

La Papouasie-Nouvelle-Guinée se classe 129^e sur
174 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

10,7 milliards de dollars américains (1996)

Taux de croissance du PIB

2,3 % (1996)

PIB par habitant

2 400 \$US (est. 1996)

Taux d'inflation

12 % (1996)

Taux de chômage

15 % (1995)

Principales exportations

Or, minerais de cuivre, café, cacao, coprah,
huile de palme, bois d'œuvre, poisson

Principales importations

Machines et matériel de transport, combustibles,
denrées alimentaires, produits chimiques, biens
de consommation

Principales exportations vers le Canada

2 millions de dollars (1997), en épices et café,
caoutchouc, matériel électrique, avions, minerais,
scories et cendres

Principales importations du Canada

24 millions de dollars (1997), en avions, machines,
véhicules (autres que chemin de fer), produits de fer
et d'acier, instruments de musique

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Brian Schumacher

Haut-commissaire du Canada

auprès de la Papouasie-Nouvelle-Guinée

a/s Haut-commissariat du Canada

Commonwealth Avenue

Canberra, ACT 2600

Australie

Téléphone : (011-61-2) 6273-3844

Télécopieur : (011-61-2) 6270-4069

PÉROU

Capitale : Lima

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

1 285 216 km²

Population

23,9 millions (1996)

Taux de croissance de la population

1,8 % (est. 1997)

Principales langues

Espagnol (officielle), quechua et aymara

Principal groupe religieux

Catholiques



DONNÉES POLITIQUES

Régime

République, démocratie présidentielle

Institutions démocratiques

Congrès unicaméral

Dirigeants

Le président Alberto Fujimori

Le premier ministre Alberto Pandolfi

Ministre des Affaires étrangères

M. Fernando de Trazegnies

Indice du développement humain de l'ONU (1998)

Le Pérou se classe 86^e sur 174 pays.

Principales exportations

Cuivre, zinc, farine de poisson, pétrole brut et produits dérivés, plomb, argent raffiné, café

Principales importations

Machines, matériel de transport, denrées alimentaires, pétrole, fer, acier, produits chimiques

Principales exportations vers le Canada

134,3 millions de dollars (1997), en argent, plomb, zinc, café, farine de poisson

Principales importations du Canada

270 millions de dollars (1997), en céréales, légumineuses à grains (p. ex., pois chiches), matériel de télécommunications, machines

Aide publique du Canada au développement

19,5 millions de dollars (1997-1998)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

65,3 milliards de dollars américains (est. 1997)

Taux de croissance du PIB

7,4 % (est. 1997)

PIB par habitant

2 549 \$US (1996)

Taux d'inflation

9,6 % (est. 1997)

Taux de chômage

7,7 % (est. troisième trimestre 1997)

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Graeme C. Clark, ambassadeur

Ambassade du Canada

Libertad 130, Miraflores

Lima

Pérou

Téléphone : (011-51-1) 444-4015

Télécopieur : (011-51-1) 444-4347

PHILIPPINES

Capitale : Manille

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

300 000 km²

Population

73,5 millions (1997)

Taux de croissance de la population

2,2 % (est. 1998)

Principales langues

Tagalog, anglais, espagnol

Principaux groupes religieux

Catholiques (83 %), protestants (9 %), musulmans (5 %)

DONNÉES POLITIQUES

Régime

Démocratie présidentielle

Institutions démocratiques

Parlement bicaméral

Dirigeant

Le président Joseph Estrada

Secrétaire aux Affaires étrangères

M. Domingo L. Siazon

Secrétaire au Commerce et à l'Industrie

M. José Pardo

Indice du développement humain de l'ONU (1998)

Les Philippines se classent 98^{es} sur 174 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

83,5 milliards de dollars américains (1997)

Taux de croissance du PIB

5,1 % (1997)

PIB par habitant

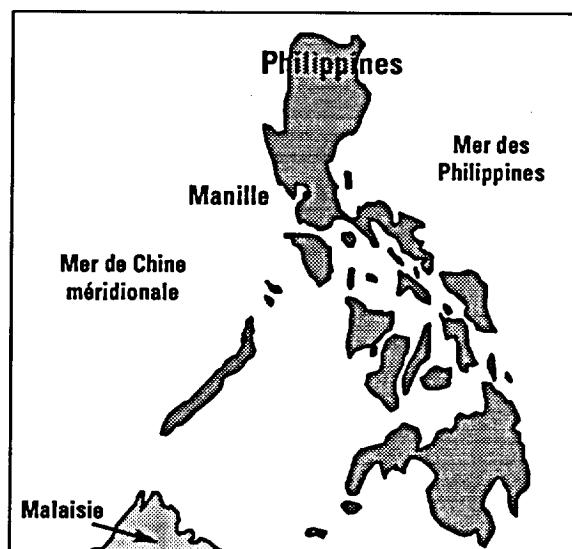
1 135 \$US (1997)

Taux d'inflation

9,2 % (projection 1998)

Taux de chômage

7,9 % (1997)



Principales exportations

Matériel et pièces électriques et électroniques, machines et matériel de transport, textiles

Principales importations

Matières premières, biens d'équipement

Principales exportations vers le Canada

723,4 millions de dollars (1997), en matériel électrique et autres machines, chaudières et pièces, textiles, horloges, montres et pièces, produits du poisson

Principales importations du Canada

407 millions de dollars (1997), en céréales, minerais, scories et cendres, matériel électrique et pièces, machines, chaudières et pièces, zinc

Aide publique du Canada au développement

26,4 millions de dollars (1996-1997)

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. John Treleaven, ambassadeur

Ambassade du Canada

11th Floor, Allied Bank Centre

6754 Ayala Avenue,

Makati, Metro Manila

Philippines 1200

Téléphone : (011-63-2) 867-0001

Télécopieur : (011-63-2) 810-8839

RÉPUBLIQUE DE CORÉE

Capitale : Séoul

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

99 016 km²

Population

45,5 millions (1996)

Taux de croissance de la population

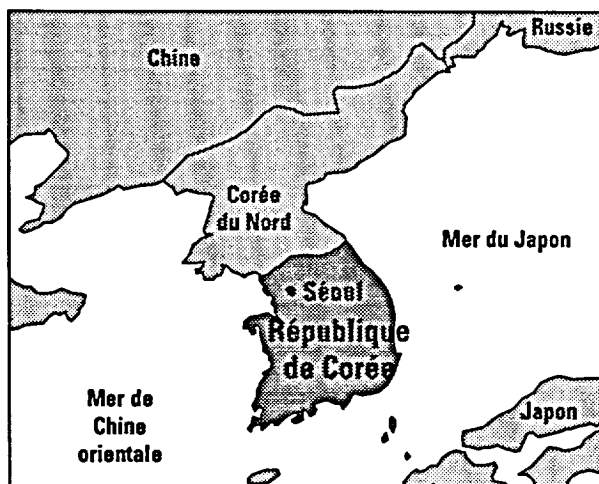
1 % (1997)

Langue officielle

Coréen

Principaux groupes religieux

Chrétiens (49 %), bouddhistes (47 %),
confucianistes (3 %)



DONNÉES POLITIQUES

Régime

Démocratie présidentielle

Institutions démocratiques

Parlement unicaméral, assemblée nationale

Dirigeants

Le président Kim Dae-Jung

Le premier ministre intérimaire Kim Jong-pil

Ministre des Affaires étrangères

M. Park Chung-soo

Ministre de l'Industrie et des Ressources

M. Park Tae-young

Indice du développement humain de l'ONU (1998)

La République de Corée se classe 30^e sur 174 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

467,9 milliards de dollars américains (1997)

Taux de croissance du PIB

5,9 % (1997)

PIB par habitant

9 635 \$US (1997)

Taux d'inflation

4,5 % (1997)

Taux de chômage

2,6 % (1997)

Principales exportations

Combustibles minéraux, produits chimiques organiques, blé et métal, produits d'énergie alternative, machines et pièces

Principales importations

Circuits intégrés, ordinateurs et pièces détachées, voitures, machines électroniques, pneus

Principales exportations vers le Canada

2,8 milliards de dollars (1997), en matériel électronique et électrique, chaussures, machines, automobiles, textiles et vêtements, produits chimiques, acier, plastique

Principales importations du Canada

2,9 milliards de dollars (1997), en pâte de bois, combustibles et huiles minérales, machines, produits chimiques organiques, minerais, scories et cendres

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Arthur Perron, ambassadeur

Ambassade du Canada

Kolon Building, 10th Floor

45 Mugyo-dong, Jung-Ku

Séoul 100-170

République de Corée

Téléphone : (011-82-2) 3455-6000

Télécopieur : (011-82-2) 755-0686

RUSSIE

Capitale : Moscou

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

17 075 400 km²

Population

148 millions (1997)

Taux de croissance de la population

-0,1% (1995)

Principale langue

Russe

Principaux groupes religieux

Orthodoxes russes, musulmans

DONNÉES POLITIQUES

Régime

République

Institutions démocratiques

Assemblée fédérale

Dirigeants

Le président Boris Eltsine

Le premier ministre Ievgueni Primakov

Ministre des Affaires étrangères

M. Igor Ivanov

Ministre des Finances

M. Mikhaïl Zadornov

Indice du développement humain de l'ONU (1998)

La Russie se classe 72^e sur 174 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB nominal

463 milliards de dollars américains (1997)

Taux de croissance du PIB réel

0,4 % (1997)

PIB par habitant

2 485 \$US (1997)

Taux d'inflation

11,3 % (1997)



Taux de chômage

9,3 % (décembre 1997)

Principales exportations

Produits énergétiques, machines et outillage, métaux et minéraux, produits alimentaires, produits chimiques

Principales importations

Machines et outillage, produits alimentaires, textiles, produits chimiques, produits minéraux et métalliques

Principales exportations vers le Canada

626 millions de dollars (1997), en acier, métaux, poisson, combustibles minéraux, pierres et métaux précieux, minerais, produits chimiques inorganiques

Principales importations du Canada

351 millions de dollars (1997), en matériel de télécommunications, machines, véhicules et accessoires, viande, vêtements, tabac

REPRÉSENTANT DU CANADA

M^{me} Anne Leahy, ambassadrice

Ambassade du Canada

Starokoniouchni Pereouloc 23

Moscou 12100

Russie

Téléphone : (011-7-095) 956-6666

Télécopieur : (011-7-095) 232-9948

SINGAPOUR

Capitale : Singapour

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

636 km²

Population

3,7 millions (est. 1997)

Taux de croissance de la population

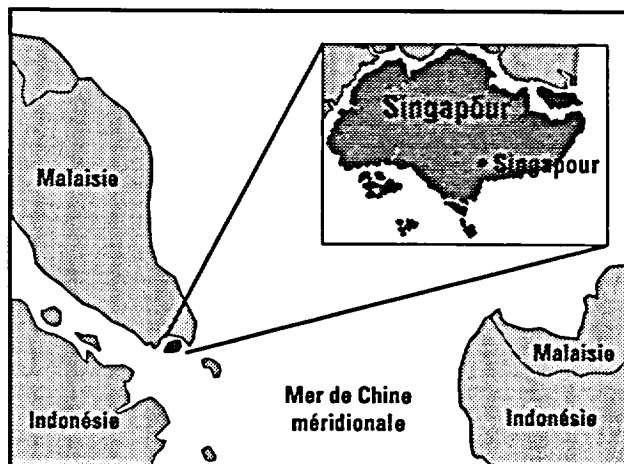
1,7 % (est. 1997)

Principales langues

Anglais, chinois, malais, tamoul

Principaux groupes religieux

Bouddhistes (31 %), taoïstes (22 %), musulmans (15 %), chrétiens (12 %), hindous (4 %)



DONNÉES POLITIQUES

Régime

République, démocratie parlementaire constitutionnelle

Institutions démocratiques

Parlement unicaméral

Dirigeants

Le président Ong Teng Cheong

Le premier ministre Goh Chok Tong

Ministre des Affaires étrangères

Prof. S. Jayakumar

Ministre du Commerce et de l'Industrie

M. Lee Yock Suan

Indice du développement humain de l'ONU (1998)

Singapour se classe 28^e sur 174 pays.

Taux de chômage

1,7 % (1997)

Principales exportations

Machines et outillage, produits pétroliers, caoutchouc, produits manufacturés, aliments transformés, huile de coco, huile de palme, coprah

Principales importations

Machines et outillage, combustibles minéraux, produits chimiques, produits manufacturés, denrées alimentaires

Principales exportations vers le Canada

1,2 milliard de dollars (1997), en biens d'équipement, produits chimiques organiques, caoutchouc et produits du caoutchouc, outils, équipements et coutellerie en métal commun

Principales importations du Canada

506 millions de dollars (1997), en biens d'équipement, produits manufacturés, papier et carton, aéronefs et pièces, produits chimiques organiques

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

96,6 milliards de dollars américains (1997)

Taux de croissance du PIB

7,3 % (1996)

PIB par habitant

31 161 \$US (1997)

Taux d'inflation

2 % (1997)

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Barry Carin, haut-commissaire

Haut-commissariat du Canada

IBM Towers, 14th Floor

80 Anson Road

Singapour 079907

Singapour

Téléphone : (011-65) 325-3200

Télécopieur : (011-65) 325-3297

TAIPEI CHINOIS

Capitale : Taipei

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

36 002 km²

Population

21,6 millions (1996)

Taux de croissance de la population

0,8 % (1996)

Principales langues

Mandarin et fookien

Principaux groupes religieux

Taoïstes (95 %), bouddhistes, confucianistes

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Indice du développement humain de l'ONU (1996)

Le Taipei chinois se classait 25^e sur 174 pays.
(Ne figure pas sur la liste de 1997 ni celle de 1998)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

276 milliards de dollars américains (1997)

Taux de croissance du PIB

5,4 % (est. 1998)

PIB réel par habitant (parité du pouvoir d'achat)

14 640 \$US (1997)

Taux d'inflation

0,8 % (1997)

Taux de chômage

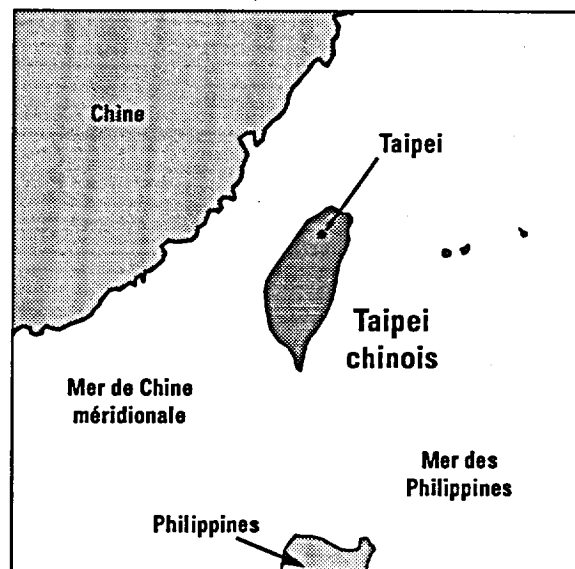
3 % (1998)

Principales exportations

Machines, textiles, métaux, denrées alimentaires, bois

Principales importations

Machines, métaux, produits chimiques, pétrole, denrées alimentaires



Principales exportations vers le Canada

3,4 milliards de dollars (1997), en matériel mécanique et électrique, pièces pour tramways et véhicules ferroviaires, meubles, chaussures, jouets et articles de sport, plastique, vêtements, outils, articles en métal commun, matériel optique de précision

Principales importations du Canada

1,6 milliard de dollars (1997), en combustibles minéraux, pâte de bois, matériel électrique, carton, produits agricoles, aliments transformés, services de contrôle de la pollution et de génie de l'environnement, matériel de transport et de télécommunications, matériel électronique de bord, produits de pointe, services de génie

BUREAU COMMERCIAL DU CANADA

M. David Mulroney, directeur
Bureau commercial du Canada, Taipei chinois
365 Fu Hsing North Road, 13th Floor
Taipei 10483
Taipei chinois

Téléphone : (011-886-2) 2547-9500

Télécopieur : (011-886-2) 2712-7244

THAÏLANDE

Capitale : Bangkok

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

513 115 km²

Population

62,2 millions (1997)

Taux de croissance de la population

1 % (1997)

Principales langues

Thaï, chinois

Principal groupe religieux

Bouddhistes

DONNÉES POLITIQUES

Régime

Monarchie constitutionnelle

Institutions démocratiques

Parlement bicaméral

Dirigeants

Le roi Bhumibol Adulyadej

Le premier ministre Chuan Leekpai

Ministre des Affaires étrangères

M. Surin Pitsuwan

Ministre du Commerce

M. Supachai Panitchpakdi

Indice du développement humain de l'ONU (1998)

La Thaïlande se classe 59^e sur 174 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

159,3 milliards de dollars américains (1997)

Taux de croissance du PIB

-0,4 % (1997)

PIB par habitant

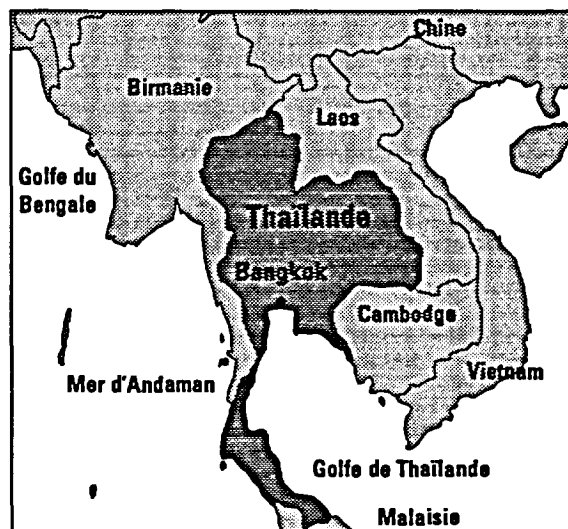
2 561 \$US (1997)

Taux d'inflation

8 % (1997)

Taux de chômage

3,5 % (juin 1997)



Principales exportations

Textiles et vêtements, ordinateurs et pièces, appareils électriques, pierres précieuses et bijoux, produits de plastique

Principales importations

Matériels électrique et non électrique, carburants et lubrifiants, véhicules et pièces

Principales exportations vers le Canada

1,2 milliard de dollars (1997), en chaudières et engins mécaniques, matériel électrique, viande et poissons préparés, poissons et crustacés, caoutchouc et produits du caoutchouc

Principales importations du Canada

466 millions de dollars (1997), en matériel électrique et pièces, pâte de bois, machines, chaudières et pièces, sel, soufre, céréales

Aide publique du Canada au développement

15,1 millions de dollars (1996-1997)

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Bernard Giroux, ambassadeur

Ambassade du Canada

Abdulrahim Place, 15th Floor

990 Rama IV Road

Bangkok 10500

Thaïlande

Téléphone : (011-66-2) 636-0540

Télécopieur : (011-66-2) 636-0565

VIETNAM

Capitale : Hanoi

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

330 036 km²

Population

76,7 millions (1997)

Taux de croissance de la population

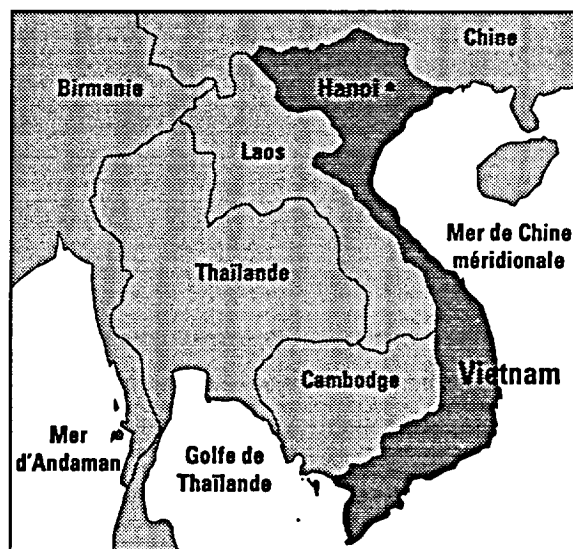
1,9 % (1997)

Principales langues

Vietnamien (officielle), français, anglais, khmer

Principaux groupes religieux

Bouddhistes (67 %), catholiques (8 %)



DONNÉES POLITIQUES

Régime

République socialiste

Institutions démocratiques

Assemblée nationale unicamérale

Dirigeants

Le président Tran Duc Luong

Le premier ministre Phan Van Khai

Ministre des Affaires étrangères

M. Nguyen Manh Cam

Indice du développement humain de l'ONU (1998)

Le Vietnam se classe 122^e sur 174 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

24,8 milliards de dollars américains (1997)

Taux de croissance du PIB

8,8 % (1997)

PIB par habitant

323 \$US (1997)

Taux d'inflation

4 % (1997)

Principales exportations

Pétrole brut, produits agricoles et forestiers, poisson et sous-produits de poisson, riz

Principales importations

Pétrole brut, machines, acier, engrais

Principales exportations vers le Canada

148,6 millions de dollars (1997), en chaussures, vêtements, café, thé, épices, poisson, crustacés

Principales importations du Canada

52,1 millions de dollars (1997), en engrais, matériel électrique et autres machines, chaudières, produits pharmaceutiques, fibres à filer synthétiques

Aide officielle du Canada au développement

21 millions de dollars (1996-1997)

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Marius Grinius, ambassadeur

Ambassade du Canada

31 Hung Vuong Street

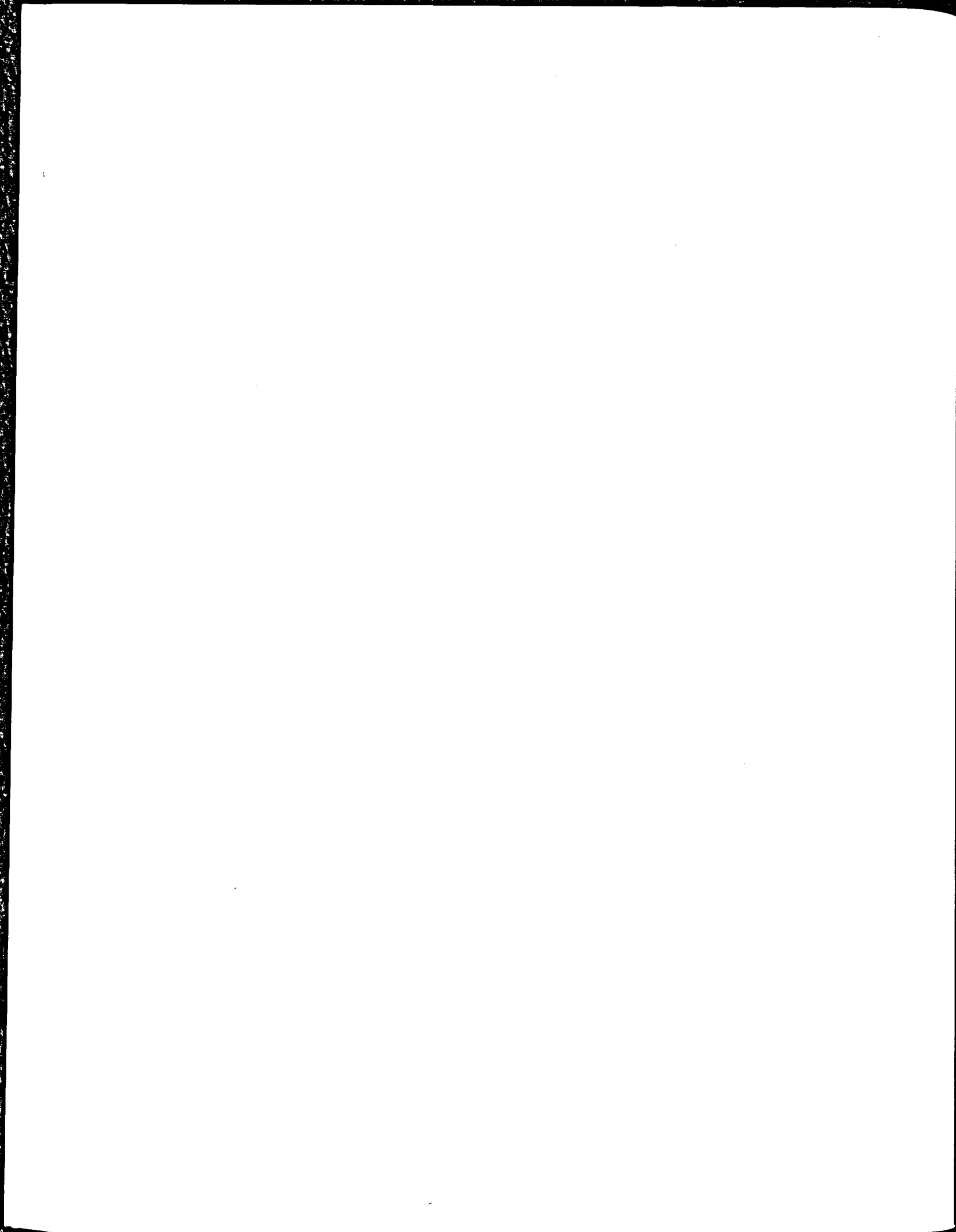
Hanoi

Vietnam

Téléphone : (011-844) 823-5500

Télécopieur : (011-844) 823-5351

Notices biographiques



Le premier ministre du Canada

M. Jean Chrétien

M. Chrétien est né à Shawinigan, au Québec, le 11 janvier 1934. Il a fait ses études de droit à l'Université Laval. Reçu au barreau en 1958, il est entré au service d'un cabinet d'avocats de Shawinigan et a été bâtonnier du Barreau de Trois-Rivières en 1962-1963.

M. Chrétien a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1963. Réélu en 1965, il a été nommé secrétaire parlementaire du premier ministre Lester B. Pearson et, en 1966, du ministre des Finances. En 1967, il est devenu ministre d'État associé au ministre des Finances et, en 1968, ministre du Revenu national.

Réélu cinq fois entre 1968 et 1980, M. Chrétien s'est vu confier plusieurs portefeuilles, entre autres : Affaires indiennes et du Nord canadien; Industrie et Commerce; Finances; Justice; et Énergie, Mines et Ressources. Il a été président du Conseil du Trésor de 1974 à 1976; en juin 1984, il a été nommé vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Après les élections de 1984, en tant que membre de l'opposition officielle, il est devenu porte-parole de son parti pour les affaires extérieures. Il a quitté la politique en 1986. Jusqu'en 1990, il a pratiqué le droit dans le cabinet Lang, Michener, Lawrence & Shaw. Il a aussi été conseiller principal de la Gordon Capital Corporation.

En 1990, M. Chrétien est revenu à la politique. Le 23 juin, il a été élu chef du Parti libéral du Canada. Après avoir remporté une élection partielle, il est devenu officiellement chef de l'opposition en décembre.

M. Chrétien a été réélu député de la circonscription de Saint-Maurice en octobre 1993, date à laquelle le Parti libéral a remporté la majorité des sièges à la Chambre des communes. Il est devenu le vingtième premier ministre du Canada le 4 novembre 1993, et s'est vu confier un deuxième mandat aux élections de 1997.

M. Chrétien a épousé Aline Chaîné, de Shawinigan, en 1957. Ils ont trois enfants.

Le ministre des Affaires étrangères

M. Lloyd Axworthy

M. Axworthy est né le 21 décembre 1939. Il a fait ses études au United College (maintenant l'Université de Winnipeg) et à l'Université Princeton, où il a reçu un doctorat en 1972.

Dans les années 1960 et 1970, il a enseigné les sciences politiques à l'Université de Winnipeg et y a dirigé l'Institute of Urban Studies.

En 1973, il a été élu député (libéral) de la circonscription de Fort Rouge à l'Assemblée législative du Manitoba; il a été réélu en 1977.

Élu pour la première fois à la Chambre des communes en mai 1979, M. Axworthy a été réélu dans la circonscription de Winnipeg-Fort Garry en 1980. De 1980 à 1984, il a été ministre de l'Emploi et de l'Immigration, ministre responsable de la Situation de la femme et ministre des Transports.

De 1984 à 1992, M. Axworthy a occupé diverses fonctions, dont celles de porte-parole de l'opposition officielle pour l'expansion industrielle régionale et la Commission canadienne du blé, de porte-parole suppléant pour les affaires extérieures, de porte-parole pour le commerce et de président du Groupe de travail sur le commerce du Parti libéral ainsi que du Comité sur la politique économique du caucus libéral.

Il a été nommé ministre des Affaires étrangères en 1996. Il avait auparavant occupé les postes de ministre du Développement des ressources humaines et de ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest.

M. Axworthy est marié à Denise Ommaney. Ils ont trois enfants.

Le ministre du Commerce international

M. Sergio Marchi

M. Marchi est né à Buenos Aires, en Argentine, le 12 mai 1956; sa famille est venue s'installer à Toronto lorsqu'il était très jeune. Il a fait ses études au St. Basil's College et a obtenu un baccalauréat spécialisé en urbanisme et en sociologie de l'Université York en 1979.

Jeune diplômé, M. Marchi est devenu l'adjoint exécutif d'un député, puis, en 1981, l'adjoint spécial du ministre d'État au Multiculturalisme.

Sa carrière politique a commencé à North York, en Ontario, où il a été élu conseiller municipal en 1982. Il a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1984 et y représente depuis la circonscription de York-Ouest, en Ontario.

Durant les années où il a siégé dans l'opposition, M. Marchi a été porte-parole en matière d'immigration, de multiculturalisme, de transport et de travail. Il a été membre des comités du Cabinet suivants : Conseil du Trésor, Politique sociale, Développement économique, et Examen des programmes.

M. Marchi a été nommé ministre fédéral de la Citoyenneté et de l'Immigration en 1993, ministre de l'Environnement en 1996 et ministre du Commerce international en 1997.

M. Marchi et son épouse, Lauren, ont deux enfants.

Le secrétaire d'État (Asie-Pacifique)

M. Raymond Chan

Né à Hong Kong en 1951, M. Chan est arrivé au Canada en 1969 et est devenu citoyen canadien en 1974. Il est titulaire d'un baccalauréat en sciences appliquées en génie physique de l'Université de la Colombie-Britannique.

De 1977 à 1993, M. Chan a travaillé en tant qu'ingénieur au centre de recherche Triumf de l'Université de la Colombie-Britannique. Il est aussi propriétaire de restaurant et il a exploité deux petites entreprises de 1974 à 1989.

En 1989, M. Chan a fondé la Vancouver Society in Support of Democracy Movement et en a été le premier président. Il est aussi membre du Mandarin Lions Club et du Dragon Masters Toastmasters Club de Richmond.

M. Chan a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1993, puis réélu en 1997. Il représente la circonscription de Richmond, en Colombie-Britannique. M. Chan a été nommé secrétaire d'État (Asie-Pacifique) en 1993 et nommé de nouveau à ce poste en 1997.

M. Chan et sa femme, Maureen, ont deux enfants.

Notes

doc
CA1
EA
98S31
EXF



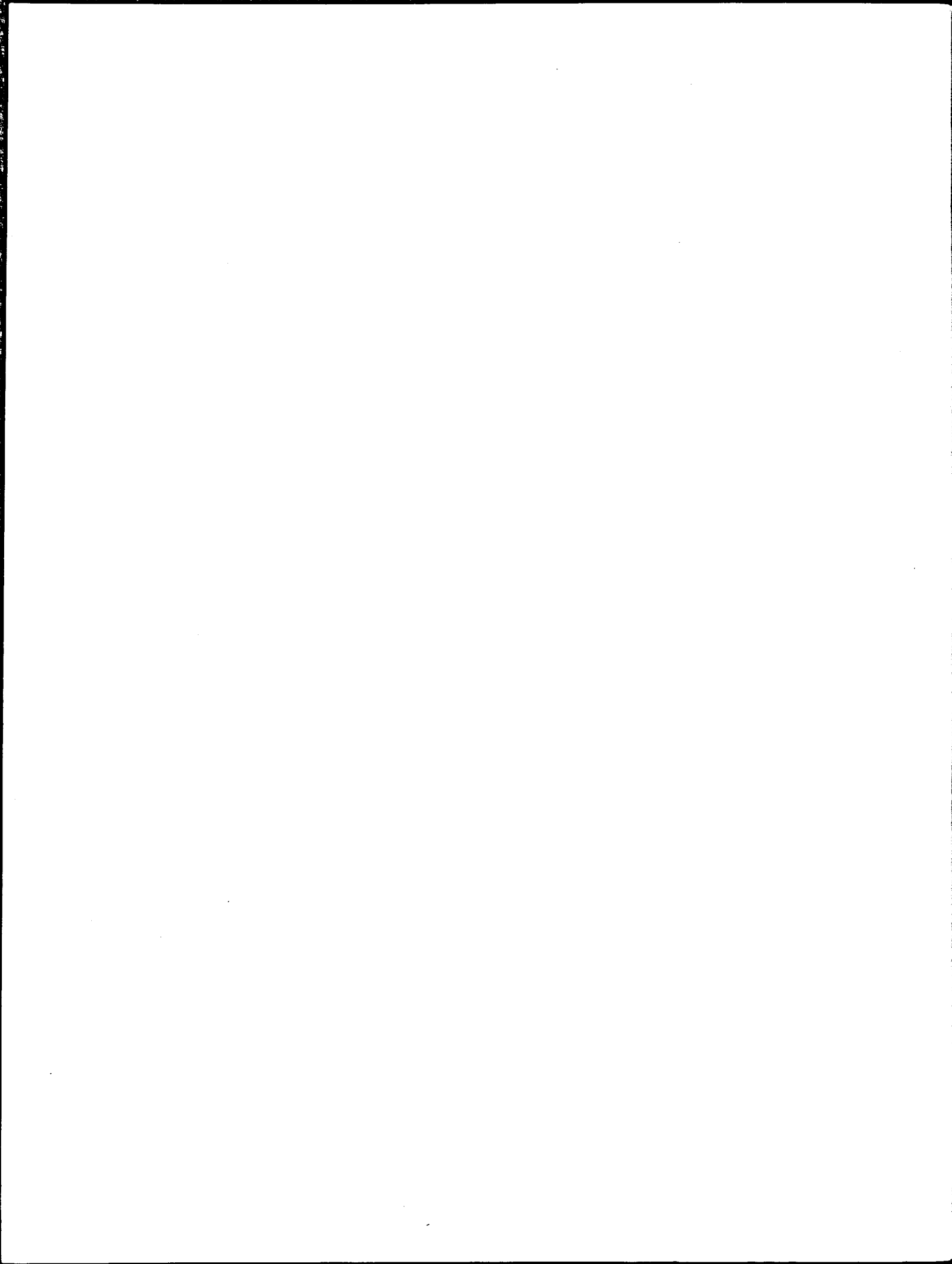
Malaysia 1998

Sixth Asia–Pacific Economic Leaders' Meeting

**Kuala Lumpur, Malaysia
November 16–18, 1998**

Background Information

Canada



CAI EA 98531 .b3616824 (E)
.b3616836 (F)



Malaysia 1998

Sixth Asia-Pacific Economic Leaders' Meeting

Kuala Lumpur, Malaysia
November 16-18, 1998

Background Information

Dept. of Foreign Affairs
Min. des Affaires étrangères

DEC 10 2002

Return to Departmental Library
Retourner à la bibliothèque du Ministère

Canada

645882445-5128854
645882445-5128854
645882445-5128854

*Printed on
recycled paper*



*Imprimé sur du
papier recyclé*



Department of Foreign Affairs
and International Trade

Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international



Printed in Canada
Imprimé au Canada

Contents

General Information

Themes of the Sixth APEC Economic Leaders' Meeting 3

APEC Overview 9

Leaders' Statements, 1997 12

Bilateral Relations

Canada–Australia Relations 25

Canada–Brunei Relations 27

Canada–Chile Relations 28

Canada–China Relations 32

Canada–Hong Kong, China, Relations 38

Canada–Indonesia Relations 40

Canada–Japan Relations 43

Canada–Republic of Korea Relations 48

Canada–Malaysia Relations 52

Canada–Mexico Relations 55

Canada–New Zealand Relations 58

Canada–Papua New Guinea Relations 60

Canada–Peru Relations 61

Canada–Philippines Relations 65

Canada–Russia Relations 68

Canada–Singapore Relations 71

Canada–Chinese Taipei Relations 73

Canada–Thailand Relations 75

Canada–United States Relations 77

Canada–Vietnam Relations 82

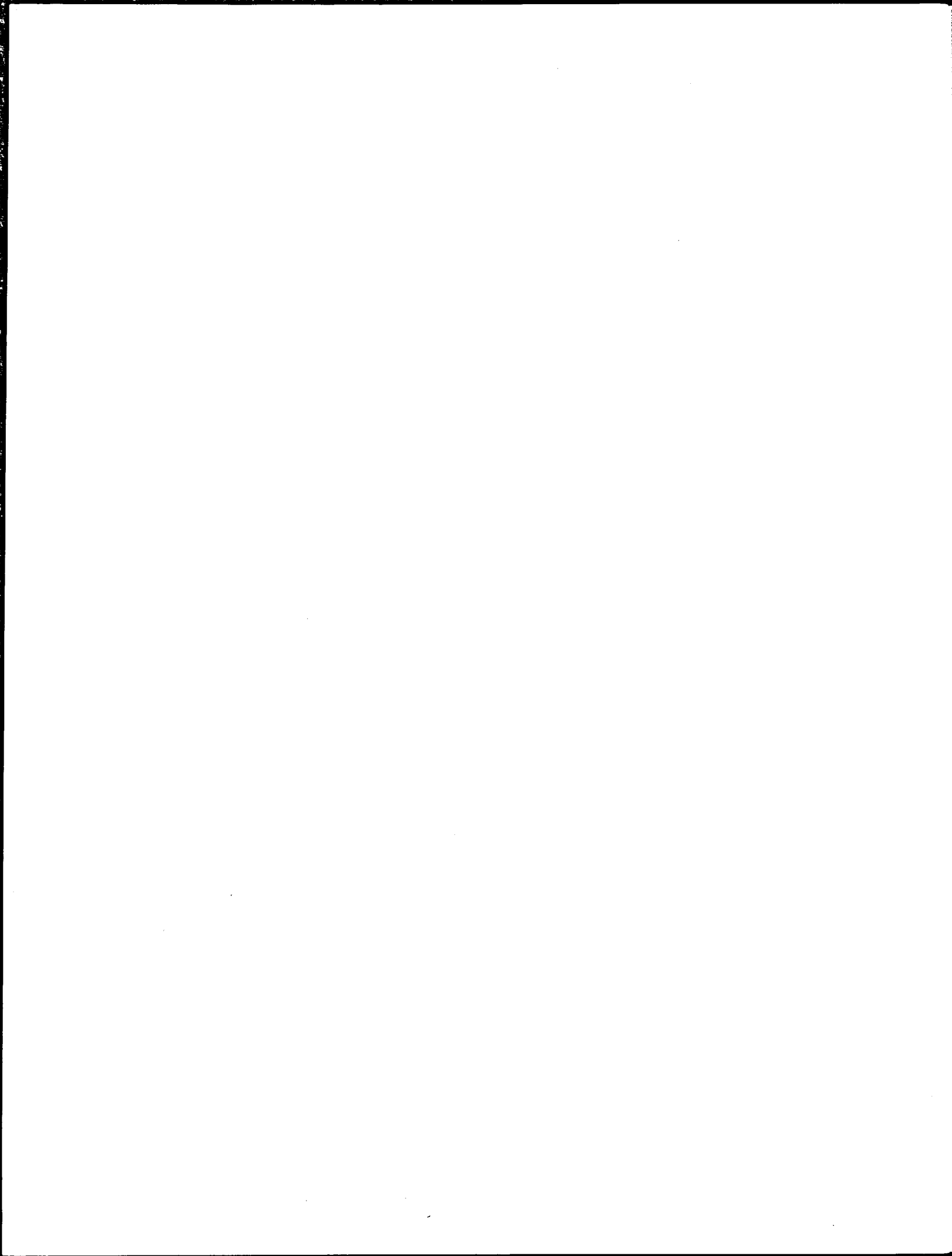
Fact Sheets

Australia	87
Brunei	88
Chile	89
China	90
Hong Kong, China	91
Indonesia	92
Japan	93
Korea, Republic of	94
Malaysia	95
Mexico	96
New Zealand	97
Papua New Guinea	98
Peru	99
Philippines	100
Russia	101
Singapore	102
Chinese Taipei	103
Thailand	104
United States	105
Vietnam	106

Biographies

Jean Chrétien, Prime Minister of Canada	109
Lloyd Axworthy, Minister of Foreign Affairs	110
Sergio Marchi, Minister for International Trade	111
Raymond Chan, Secretary of State (Asia-Pacific)	112

General Information



Themes of the Sixth APEC Economic Leaders' Meeting

Leaders from 21 Pacific Rim economies will meet from Nov. 16 to 18 in Kuala Lumpur, Malaysia, for the sixth Asia-Pacific Economic Cooperation (APEC) Economic Leaders' Meeting. The leaders of APEC economies will discuss issues that have an impact on growth and development in the region, including current economic disturbances that first affected the economies of Southeast Asia, later spread to the rest of Asia, Russia and Latin America, and are now slowing prospects for growth worldwide.

The leaders' agenda will also include discussions on strengthening foundations for economic and development co-operation, the multilateral trading system, and electronic commerce. The leaders' meeting will be preceded on Nov. 14 and 15 by the 10th meeting of APEC ministers responsible for international trade and for foreign affairs. Both meetings will include participation, for the first time, of three new APEC members, Peru, Russia, and Vietnam.

Promoting Financial Stability

At the fifth APEC Economic Leaders' Meeting, held in Vancouver in 1997, the leaders acknowledged the growing disturbances in regional financial markets and agreed to greater co-operation to promote financial stability, including enhanced regional surveillance; intensified economic and technical co-operation to improve domestic financial systems and regulatory capacities; and more emphasis on the central role for the International Monetary Fund (IMF). The leaders also recognized that, as the region's most comprehensive economic forum, APEC was particularly well suited to play a role in fostering dialogue and co-operation on economic solutions to improve the well-being of citizens throughout the region.

At their meeting in May 1998 in Kananaskis, Alberta, APEC finance ministers endorsed a number of initiatives, including a proposal to enhance the surveillance of financial supervisory systems by a peer review process. Canada originally made this proposal at an IMF meeting in April 1998. Under the peer review process, supervisors and regulators would survey other countries' supervisory and regulatory systems and would identify problems before they lead to crisis. In May, the APEC finance ministers also asked the World Bank and the IMF to study the experiences of countries that have undertaken capital market liberalization. Canada has since asked that the study be completed by April 1999. The objective is to codify best practices and provide policy makers with a road map for achieving liberalized capital flows without the distortions that undermine economic stability.

In September 1998, Canada proposed that international financial arrangements be adjusted so that, in times of crisis, private sector investors would bear their fair share of the burden. An "emergency standstill clause" could be one way to achieve this.

Canada will seek support for the following six-point plan for greater global stability for financial markets:

- More vigilance by the central banks of the G-7 group of industrial nations, and quick action by those banks when they see emerging risks or economic slowdown.
- Renewed commitment by emerging markets to strong policy foundations.
- Greater global attention to the needs of the poorest countries.
- Expeditious action to strengthen national financial systems and international supervision.
- Development of a road map to ensure that capital is liberalized safely in developing countries.
- Agreement to work urgently toward finding a better way to involve private sector investors in resolving the financial crisis.

Addressing the Social Challenges of the Current Downturn

APEC provides a forum where its 21 partners can co-ordinate their efforts to mitigate the impact on their societies of the current economic downturn.

Many current initiatives that address the economic climate also contribute to long-term economic strength for APEC economies. Investments in training, education, and skills development strengthen and stabilize economies as well as improve opportunities for workers. Canada welcomes Malaysia's proposal for information-sharing on skills development. APEC human resources development ministers have agreed that lifelong learning and easier school-to-work transitions are essential for creating an adaptable workforce and for providing individuals with relevant skills.

At their Vancouver meeting in 1997, APEC leaders decided to involve labour, management, and government in an exchange of views on human resources planning. The Canadian Labour Congress has participated as a member of the Canadian delegation to human resources development working group meetings.

The Saskatoon Symposium on Food, Energy, the Environment and Population Growth, held in 1997, offers a model for more-inclusive planning within APEC.

Also in Vancouver, APEC leaders renewed their call for greater economic participation by youth and women in APEC economies. Canada has maintained an electronic sourcebook on APEC work study and exchange opportunities and, in 1999, Canada will host a best practices workshop on school-to-work transition, especially for youth at greatest risk.

The APEC Ministerial Meeting on Women, a first, was held in Manila, Philippines, on Oct. 16, 1998. A statement issued by the meeting called on APEC leaders to recognize gender as a cross-cutting theme in APEC's work. It also argues that effective policy development requires the collection of sex-disaggregated data and the analysis of gender impact. The statement also highlighted the impact of the financial and economic crisis on women and the importance of women's role in economic recovery. It stressed a need to speed up the integration of women in APEC processes and activities.

Infrastructure

In Vancouver, APEC leaders agreed that infrastructure development is one of the single most pressing economic needs in the region, particularly for APEC members that are developing their economies. Leaders acknowledged that, unless infrastructure requirements are met in good time, the region will be unable to sustain growth, meet the social needs of its population, and adequately protect the environment.

APEC ministers and leaders will review progress on implementing infrastructure initiatives launched in 1997. This includes the Vancouver Framework, an initiative to enhance the APEC public-private partnership for infrastructure development and sectoral outcomes in the areas of telecommunications, transportation, energy, sustainable cities, and rural infrastructure.

Other Economic Co-operation Initiatives

The November 1998 meetings of APEC ministers and leaders will also review work on economic and technical co-operation. This includes the work of APEC ministers responsible for telecommunications, small and medium enterprises, energy, women's issues, and science and technology. Particular emphasis will be placed on skills development, harnessing technologies, and emergency preparedness.

Trade and Investment

APEC's economic leaders are committed to achieving free and open trade and investment in the region by 2010 for the developed members and by 2020 for the developing members. APEC's liberalization efforts rest on a firm commitment by all members to an open trading system and market-based economic principles. APEC members make individual and collective commitments to liberalize trade on a most-favoured-nation basis, that is, benefits are extended to non-members as well.

APEC's trade and investment liberalization and facilitation agenda is advanced along two equally important routes. First, through individual action plans, member economies liberalize their trade regimes by removing tariffs and by non-tariff measures. Second, through collective action plans, member economies facilitate trade and reduce the costs for both consumers and producers in the region. While the individual plans drive APEC toward the goal of free and open trade in the region, members are currently trying to augment these plans with an initiative intended to liberalize trade in selected sectors. APEC remains committed to ensuring that its efforts to liberalize and facilitate trade in the region fully support the ongoing work of the World Trade Organization.

Trade and Investment Liberalization

Individual Action Plans

Individual action plans describe the state of each member's existing market access regime in 15 specific areas, and they set out each economy's plan for achieving free and open trade. The plans, which were implemented in January 1997, provide a comprehensive view of each trade regime. This increased transparency contributes to a more predictable business environment. The individual action plans are available on the APEC Secretariat Web site.

Early Voluntary Sectoral Liberalization

In Vancouver, APEC leaders endorsed an agreement by ministers that action should be taken with respect to early voluntary liberalization in 15 sectors. Nine sectors were selected to be advanced throughout 1998 and implemented in 1999. The nine sectors are energy, environmental goods and services, fish and fish products, forest products, chemicals, medical equipment and instruments, toys, gems and jewellery, and the telecommunications mutual recognition arrangement.

Despite the current economic and financial problems affecting the region over the past year, officials from APEC member economies have been developing framework agreements for the selected sectors. Liberalization in these sectors would augment the actions being undertaken through the individual action plans.

In addition to the liberalization element, each proposal will contain components to facilitate trade and encourage economic and technical co-operation. While no agreements are final, discussions are continuing and Canadian officials are actively engaged.

APEC ministers are expected to review the agreements for the nine sectors and evaluate commitments for participation and implementation. They will also examine the feasibility of transferring these initiatives to the World Trade Organization. Any decision to move initiatives beyond the Asia-Pacific region, however, will depend on whether APEC trade ministers assess that there is a critical mass of support for doing so.

Canada's basic objectives with respect to early voluntary sectoral liberalization are to work with APEC partners to hold the line against any attempt to move backwards on trade liberalization; to maintain a focus on the need for continuing trade liberalization; and to help develop the parameters of any future multilateral trade negotiations on industrial goods.

Trade Facilitation

Against a backdrop of increasing resistance to further trade liberalization due to economic circumstances, Canada continues to work co-operatively with its APEC partners to improve the underlying framework for conducting business in the region. By advancing work on trade facilitation, trade is made easier and less costly; the business environment is more predictable; and networking and partnership opportunities are created. Developing a solid foundation for APEC's trade facilitation program was a priority for Canada last year, and work is proceeding.

The cost of adapting products to new standards, clearing customs, or finding accurate information on regulations can be prohibitive for smaller companies trying to expand into new markets. APEC's work in this area covers a wide range of issues, from customs and standards, to government procurement and intellectual property rights, to business mobility and access to information.

Customs

The APEC subcommittee on customs procedures continued in 1998 to implement and enhance the blueprint to streamline customs procedures by 2000. It strives continually to remove costly impediments to trade in order to encourage trade and investment within the APEC region.

Also in 1998, the subcommittee drafted guidelines for working with business and developed a funding mechanism to facilitate private sector support for its work. The mechanism was approved by the APEC budget and administrative committee at its July 31, 1998, meeting in Singapore.

More than 200 participants from government and business attended the APEC Customs-Industry Dialogue held in Kuala Lumpur, June 8-9, 1998. Recommendations called for greater transparency; bridging the electronic commerce gap by encouraging developed APEC economies to share experience, information and best practices with less developed APEC economies; and developing a code of conduct. A working group has been established to draft the code.

Standards

Variations in standards from one APEC economy to another mean that products and services have to be adapted for each new market. This increases business costs, which consumers eventually absorb.

Significant progress has been made in aligning domestic and international standards; and mutual recognition arrangements have been developed in areas such as telecommunications equipment standards, motor vehicle safety and vehicle emission standards, and standards for energy-consuming goods. In many cases, aligning standards means ensuring and recognizing the validity of testing and certification systems. The resulting reduction in paperwork and testing procedures means exporters save money and time. Aligning standards also means that consumers will be able to buy better and safer goods at lower prices. For example, APEC members have agreed to share information on toy safety to prevent faulty goods from one market appearing in another.

Electronic Commerce

APEC leaders recognize the importance of electronic commerce and have directed officials to develop a program to establish a predictable and consistent legal and regulatory environment so all APEC economies can reap the benefits of electronic commerce. APEC economies are working to identify areas of outreach and training for small and medium enterprises; to reduce impediments to the introduction of electronic commerce in the region; to promote the public sector use of electronic commerce for developing paperless systems; to assess the impact of the Year 2000 problem; and to look for options and identify opportunities for technical co-operation and capacity building.

APEC Overview

The Asia-Pacific Economic Cooperation (APEC) forum was formed in 1989 in response to growing interdependence among economies in the region. Begun as an informal dialogue group with 12 members, APEC has become the main forum in the Asia-Pacific region for promoting freer trade and investment and for co-operating on economic growth and development.

APEC now includes all the major economies of the region. (In 1995, APEC members had a combined gross national product of \$16 trillion US, about half of the world's total annual output.) Together, APEC members represent about half of the world's total merchandise trade.

APEC's 21 members are Australia; Brunei; Canada; Chile; the People's Republic of China; Hong Kong, China; Indonesia; Japan; Republic of Korea; Malaysia; Mexico; New Zealand; Papua New Guinea; Peru; the Philippines; Russia; Singapore; Chinese Taipei; Thailand; the United States and Vietnam. Three of the others 21, Peru, Russia and Vietnam, join APEC in 1998.

Annual meetings have laid the foundation for a results-oriented economic dialogue based on shared prosperity, transparency and support of the rules-based global trading system. In 1993, the first APEC Leaders' Meeting at Blake Island, near Seattle, Washington, adopted an economic vision statement aimed at increasing transparency and regional economic integration.

The 1994 APEC Leaders' Meeting, in Bogor, Indonesia, resulted in the Bogor Declaration. It called for free and open trade and investment in the Asia-Pacific region by 2010 (2020 for developing economies). Since then, the emphasis in implementing the Bogor Declaration has been on trade and investment liberalization and facilitation, along with economic and technical co-operation in support of sustainable development and equitable growth.

In 1995, the third APEC Leaders' Meeting, held in Osaka, Japan, resulted in the Osaka Action Agenda, a blueprint for implementing the Bogor Declaration. The Osaka Action Agenda established a framework for liberalization and facilitation by identifying areas in which APEC members would reduce barriers to trade and investment on an individual and on a collective basis. As a result, each member was to develop an individual action plan, outlining its commitments to reduce trade and investment barriers that can hamper prospects for jobs and better living standards.

In 1996, APEC leaders endorsed the Manila Action Plan for APEC, which included the individual action plans of 18 member economies. These plans specify what measures each member is taking in 15 specific areas, e.g., tariffs, non-tariff measures, services, government procurement, investment standards and

intellectual property rights. Implementation of the plans began in 1997. Leaders agreed to continue reducing trade barriers and to expedite customs clearance procedures as a way to reduce transaction costs for goods and travellers.

In Manila, leaders also endorsed the Ministerial Framework for Economic Co-operation and Development, which outlined six priorities for APEC's economic and technical co-operation agenda: developing human resources through training, education and skills development; fostering safe and efficient capital markets; strengthening economic infrastructure; harnessing technologies of the future; promoting environmentally sound growth; and encouraging the growth of small and medium enterprises. Leaders also directed that APEC's activities have a greater focus on people-to-people links, including women, academics, smaller business, and youth.

The fifth Economic Leaders' Meeting was held in Vancouver in 1997. There, the APEC leaders accepted the ministerial recommendation that the liberalization process be accelerated by two years in 15 sectors, nine of which would be advanced in 1998 with a view to implementation in 1999. The nine sectors advanced in Vancouver were energy, environmental goods and services, fish and fish products, forest products, medical equipment and instruments, toys, gems and jewellery, chemicals, and the telecommunications mutual recognition arrangement. The aim is to remove both traditional barriers, e.g., tariffs, and other obstacles that increase business and consumer costs, such as differing customs procedures and product standards.

APEC leaders also recognized 1997 as an action year, and reflected on the concrete results that APEC co-operation had generated over the years. Leaders called for a vision for the 21st century which would connect the APEC community in a number of areas, including infrastructure, electronic commerce, science and technology, sustainable development, climate change, and emergency preparedness, as well as connecting the people of Asia-Pacific by extending the dialogue to include broader sectors of society.

Structure

The chairmanship of APEC rotates yearly among the leaders of its members. The APEC chair hosts the annual meeting of ministers and, since 1993, the leaders' meeting. Senior officials meet regularly between the APEC meetings to carry out instructions by leaders and to make recommendations.

APEC has three committees: the Committee on Trade and Investment, the Economic Committee, and the Budget and Administrative Committee. The Senior Officials' Subcommittee is responsible for overseeing the economic and technical co-operation work program. APEC also has 10 sectoral working groups and several ad hoc groups addressing issues such as environment, agricultural

technical co-operation, and small and medium enterprises. The working groups promote practical co-operation among members to build capacity in areas such as transportation, fisheries, energy, trade promotion, telecommunications and human resources development.

To support APEC's activities, a permanent secretariat was established in Singapore in 1993. Its staff of 40 professionals, seconded by members, provides direct administrative and co-ordination support for all APEC forums. It also administers the APEC central fund, which supports projects initiated by ministers and leaders.

The executive director of the secretariat, who is seconded from the host member, serves for one year. The deputy executive director is appointed by the economy designated to assume the responsibility for hosting during the following year.

In 1995, APEC leaders created the APEC Business Advisory Council in order to have a direct channel for advice. In 1998, Canada is represented by the vice-chair and two other members.

Leaders' Statements, 1997

APEC Economic Leaders' Declaration: Connecting the APEC Community Vancouver, Canada 25 November 1997

1. We, APEC's Economic Leaders, met today in Vancouver, Canada, to reaffirm our commitment to work together to meet the challenge of sustaining regional prosperity and stability. Certain of the dynamism and resilience of the region, we underline our resolve to achieve sustainable growth and equitable development and to unlock the full potential of the people who live here. We agree that the prospects for economic growth in the region are strong, and that Asia-Pacific will continue to play a leading role in the global economy. The goals we have set, including the achievement of free and open trade and investment in the region by the dates set out in the Bogor Declaration, are ambitious and unequivocal.
2. We take note of the rapid expansion of APEC's activities in recent years, and the increasing leadership role it plays in global economic affairs. Flowing from commitments embodied in the Osaka Action Agenda and the Manila Action Plan for APEC, we welcome the designation of 1997 as APEC's Year of Action. We have reflected on the concrete results that APEC cooperation has generated throughout the year, and set out a vision of how we may build upon these achievements in the years ahead. As the year draws to a close, we note with satisfaction that we have met and surpassed all the tasks we set for ourselves at our last meeting in Subic.
3. APEC — Addressing shared challenges: We have had a thorough discussion of recent financial developments in the region. Our economies and the international community as a whole have a strong interest in seeing a quick and enduring restoration of financial stability and healthy and sustainable growth. These events reflect new challenges in the international financial system that require new responses. The global dimensions of these problems suggest the need for a global response, with regional initiatives to complement and support these efforts. We are resolved to work together to address these shared challenges.

There is no doubt that the fundamentals for long-term growth and prospects for the region are exceptionally strong. We remain convinced that open markets bring significant benefits and we will continue to pursue trade and investment liberalization that fosters further growth. Prudent and transparent policies, particularly sound macroeconomic and structural

policies, human resource development strategies, and effective financial sector regulation are key to restoring financial stability and realizing this growth potential.

But we need to go further. We believe it is critically important that we move quickly to enhance the capacity of the international system to prevent or, if necessary, to respond to financial crises of this kind. On a global level, the role of the IMF remains central. Therefore, we welcome and strongly endorse the framework agreed to in Manila as a constructive step to enhance cooperation to promote financial stability: enhanced regional surveillance; intensified economic and technical cooperation to improve domestic financial systems and regulatory capacities; adoption of new IMF mechanisms on appropriate terms in support of strong adjustment programs; and a cooperative financing arrangement to supplement, when necessary, IMF resources. We urge rapid implementation of the Manila Framework. We also look forward to the conclusions of the IMF study already underway on the role of market participants in the recent crises.

We recognize that, as the region's most comprehensive economic forum, APEC is particularly well suited to play a pivotal role in fostering the kind of dialogue and cooperation on a range of policies and develop initiatives to support and supplement these efforts. We ask our Finance Ministers, working closely with their Central Bank colleagues, to accelerate their work launched in Cebu in April on the collaborative initiatives to promote the development of our financial and capital markets, and to support freer and stable capital flows in the region. APEC can play a particularly valuable role in exploring ways, in cooperation with the World Bank, the IMF, and the Asian Development Bank, of intensifying its economic and technical cooperation, giving priority to upgrading financial systems, enhancing cooperation among market regulators and supervisors and other measures to help improve the integrity and functioning of financial markets. A good example of private-public partnership in these areas is the recently-announced Toronto Centre for Executive Development of Financial Sector Supervisors.

We look to our Finance Ministers to report on progress on all of these initiatives early in the new year and to concrete outcomes at their next meeting.

4. APEC must play an increasing role in addressing such challenges. We are resolved to work together to achieve concrete results through dialogue and problem-solving. Recognizing the diverse interests and circumstances of its membership, APEC has given rise to entirely new approaches to international economic cooperation. Based on three mutually supportive pillars — trade and investment liberalization, business facilitation, and

economic and technical cooperation — the APEC approach addresses regional challenges and opportunities in an integrated fashion so that all members develop the capacity to participate fully in and benefit from this cooperation. By connecting the community APEC has helped us to build relationships and share knowledge to improve the well-being of our citizens. These partnerships enhance our prosperity and progress, enrich our lives and foster the spirit of the APEC community.

A Year of Action — Key Results

5. We welcome the concrete results achieved this year in implementing the trade and investment liberalization commitments we set out at Subic Bay. We recognize efforts made by members to improve the commitments in their Individual Action Plans. APEC's collective achievement in enhancing the comparability and transparency of these plans is important in ensuring that our undertakings are well understood in the marketplace. The views of the private sector are critical to ensuring that APEC's efforts remain focused and on target. In this regard, we welcome the review of the Manila Action Plan for APEC which was carried out by the APEC Business Advisory Council, and instruct our ministers to take ABAC's views into consideration in the preparation of future plans. As Individual Action Plans remain the core mechanism for APEC's trade and investment liberalization activity, we reaffirm our commitment to their annual improvement.
6. APEC's liberalization proceeds on a voluntary basis, propelled by commitments taken at the highest level. In this regard, we welcome the action taken to accelerate by two years the timetable for the identification of sectors for early voluntary liberalization, a decision that underlines our determination to advance the pace of liberalization in the region and globally. We endorse the agreement of our Ministers that action should be taken with respect to early voluntary liberalization in 15 sectors, with nine to be advanced throughout 1998 with a view to implementation beginning in 1999. We find this package to be mutually beneficial and to represent a balance of interests. We instruct Ministers responsible for trade to finalize detailed targets and timelines by their next meeting in June 1998. To sustain this momentum, we further instruct that the additional sectors nominated by members this year to be brought forward for consideration of additional action next year. We underline our commitment to comprehensive liberalization, as stated in the Osaka Action Agenda.
7. Among multilateral and regional fora, APEC is a pioneer in the area of trade and investment facilitation. Our business community tells us that this is the area of APEC activity of most immediate relevance to them. Lowering costs, eliminating red-tape and delay, promoting regulatory

reform, developing mutual recognition arrangements on standards and conformance, and increasing predictability are clear benefits, especially to operators of small and medium-sized enterprises. The Blueprint for APEC Customs Modernization, which puts forward a comprehensive program to harmonize and simplify customs clearances by the year 2000, provides a model. We urge the acceleration of trade and investment facilitation through APEC's Collective Action Plans and direct Ministers to use APEC's economic and technical cooperation activities to build capacity, adapt procedures and incorporate new technologies.

8. On the eve of the 50th anniversary of the GATT we reflected on the rich legacy it has conferred through the encouragement of open trade regimes. We reaffirm the primacy of the open, rules-based multilateral trading system under the WTO and reiterate our commitment to APEC's activity proceeding on the basis of open regionalism. We invite trading partners outside APEC to follow suit.

Full and active participation in and support of the WTO by all APEC economies is key to our ability to continue to strengthen the global trading system. We encourage the acceleration of substantive negotiations on protocol issues and market access with a view to achieving universality of WTO membership. We reaffirm our undertaking to implement fully all existing WTO commitments and the built-in agenda of the WTO according to agreed timetables. We also challenge the WTO to build on APEC's efforts towards further broad-based multilateral liberalization. We note with pleasure the leadership that APEC has demonstrated in advancing in the WTO the conclusion of Agreements on Information Technology and Basic Telecommunications. We undertake to work in a determined fashion to achieve a successful conclusion to WTO negotiations on financial services by the agreed deadline of December 12, 1997. As agreed by our Finance and Trade Ministers, a successful conclusion would include an MFN agreement based on significantly improved commitments. This result will enhance competition within our financial systems, foster development of regional capital markets, promote financial integration, improve the regional capacity to intermediate savings and strengthen our economies resilience in the face of external shocks.

9. We are pleased with the progress that has been made in implementing the 1996 Framework for Strengthening Economic Cooperation and Development in APEC, and call on Ministers and officials to focus on addressing the key challenges identified therein. We direct Ministers to give all elements of the Framework equal weight and attention, and to be mindful of its indivisibility as an integrated set of objectives requiring coordination and communication across the APEC agenda. We applaud the effort in 1997 to apply this Framework approach to APEC's work on two key challenges in the region — infrastructure and sustainable

development. We direct Ministers to focus further efforts on capacity-building in 1998 through work on developing human resources and harnessing technologies of the future to enable all members of the APEC community to benefit more fully from trade liberalization.

10. Meetings of Ministers responsible for Finance and Trade provided early impetus for APEC's work in 1997. We commend their activities as a direct contribution to our goal for sustainable growth and equitable development. We are also gratified by the substantial contributions that Ministers responsible for environment, transportation, energy, small and medium-sized enterprises, and human resource development have made in 1997 to APEC's work. We welcome the progress of APEC fora in involving business, academics and other experts, women and youth in 1997 activities, and encourage them to continue these efforts.
11. APEC members share a belief in the contribution of free markets to achieving our growth and employment objectives. While they have a clear role in managing the impacts of economic transition, governments alone cannot solve the complex questions posed by our interconnected world. We are pleased to note a leap in business involvement in all levels of APEC activity this year. As Leaders, we have profited from our dialogue with the APEC Business Advisory Council. We commend their initiative in increasing their exchanges with Ministers and Senior Officials. We will reflect on recommendations set out in ABAC's 1997 Call to Action. We also welcome ABAC's intention to establish a Partnership for Equitable Growth, and express appreciation for recommendations on diverse and important issues such as standards, business mobility and capital market development. We stress the need for APEC to broaden its outreach to a wider segment of the business community.

Noteworthy in 1997 has been the wealth of APEC activities and initiatives in support of small and medium-sized enterprises (SMEs). Although ours is a region of traders, many SMEs encounter obstacles to their full participation. We stress the importance of strengthening our SME sectors, to allow them to take advantage of linkages into regional trade and investment opportunities by promoting a business environment that stimulates creation of new enterprises. We commend the fact that many specialized APEC fora have developed programs to address the needs of SMEs. We take note of the priorities and approaches set out in APEC's 1997 Framework for SMEs, and instruct Ministers to ensure they are applied.

A Vision for the 21st Century

12. **Connecting APEC's instruments:** Intense growth in the economies of Asia-Pacific over the past decade has had far reaching impacts on our societies. Growth and employment, as well as improved incomes and quality of life, are welcome benefits. In all of our societies these positive outcomes have been accompanied by structural and environmental pressures. Globalization has emerged as a reality. Rapid urbanization and advances in information technology are transforming our cityscapes, as well as the way in which we interact. Our ability to adapt to new developments will determine our success in achieving sustainable and equitable development among and within societies in the region. We applaud the efforts made this year to integrate APEC's instruments — liberalization, facilitation and economic and technical cooperation — in addressing emerging challenges.
13. **Connecting with our constituents:** We stress our common belief that ongoing and ambitious trade and investment liberalization remains indispensable to the health of our economies. To underpin our efforts, support among the people of the region for continuing trade and investment liberalization is essential. We welcome the decision by Ministers to develop an APEC-wide work program to assess the full impacts of trade liberalization, including its positive effects on growth and employment, and to assist members in managing associated adjustments.
14. **Connecting our economies:** Our discussions today have focused on regional infrastructure requirements in support of economic and social development. We endorse the work that has been carried out this year on infrastructure applications to make city life more sustainable, in particular the Sustainable Cities Program of Action. The rapid growth of urban centres poses daunting challenges such as bottlenecks, supply constraints, as well as health and environmental concerns. Governments must strive to ensure adequate access to infrastructure for people in all walks of life, urban or rural. Capacity building through economic and technical cooperation is essential to ensure the ability of all economies to address these critical challenges.

Infrastructure is inextricably linked to the questions of financial stability that we have addressed. In addressing regional infrastructure decisions, governments and business must work together to ensure that long-term financial sustainability is adequately considered. Cooperation with business and international financial institutions and development banks can be critical to achieving optimal project planning. We endorse the attached Vancouver Framework for Enhanced Public-Private Partnerships for Infrastructure Development. We also are pleased by the agreement to enhance cooperation among Export Credit Agencies and Export Financing

Institutions in support of regional infrastructure development, as well as agreement to undertake a feasibility study on a Network of Infrastructure Facilitation Centres to encourage information sharing and transparency. Recognizing the importance of telecommunications and information technology for building an Asia-Pacific information society, we agree that the Asia-Pacific Information Infrastructure is an essential basis for ensuring the competitiveness of the region in the 21st Century.

15. **Connecting electronically:** We agree that electronic commerce is one of the most important technological breakthroughs of this decade. We direct Ministers to undertake a work program on electronic commerce in the region, taking into account relevant activities of other international fora, and to report to us in Kuala Lumpur. This initiative should recognize the leading role of the business sector and promote a predictable and consistent legal and regulatory environment that enables all APEC economies to reap the benefits of electronic commerce.
16. **Connecting science and technology:** In view of the growing role of science and technology in promoting economic growth and its close linkages to trade and investment flows, we direct Ministers to formulate an APEC Agenda for Science and Technology Industry Cooperation into the 21st Century, and present it to us in Kuala Lumpur. We also welcome other regional networks to strengthen science and technology linkages, including the Association of Pacific Rim Universities (APRU).
17. **Connecting the issues:** Achieving sustainable development remains at the heart of APEC's mandate. Equity, poverty alleviation and quality of life are central considerations, and must be addressed as an integral part of sustainable development. We have made a commitment to advance sustainable development across the entire scope of our workplan. We welcome the results of the multi-sectoral symposium on relationships among food and energy and the environment under the pressures of rapid economic and population growth, as well as the interim report we have received. We look forward to presentation of a more detailed and action-oriented report in 1998.
18. **Connecting efforts on climate change:** We recognize the importance of accelerating action on a global level to deal with emissions of greenhouse gases. We affirm that this issue is of vital significance, and that it requires cooperative efforts by the international community, in accordance with the principle of common but differentiated responsibilities. We emphasize our strong support for a successful outcome to the Third Conference of the Parties in furthering the objectives of the UN Framework Convention on Climate Change (UN-FCCC). We note that all APEC members can make important contributions to this effort. We also agree that the enhancement of energy efficiency plays an important role in addressing climate change.

We affirm the importance of flexible and cost-effective cooperative approaches to reducing greenhouse gas emissions, including by promoting the development and diffusion of beneficial technologies. We recognize the legitimate needs of developing economies to promote their sustainable development in furthering the objectives of the UN-FCCC and, in this respect, the importance of enhancing the availability of beneficial technologies.

19. **Connecting emergency response:** We recognize that unexpected disasters which affect one of us can affect all of us, and that we can benefit from sharing expertise and collaborating on emergency preparedness and response. We welcome the initiative of Ministers in this regard.

20. **Connecting the people of Asia-Pacific:** Continued prosperity in the region will depend heavily on our willingness and our ability to vest the next generation of leaders of the region with the skills and knowledge they require. We applaud the initiative to involve youth throughout APEC's 1997 activities. Education and skill-building remain key objectives for long-term employment of our youth, and we call on Ministers to work with young people, academics, workers and business to share approaches on successful transitions from the learning environment to the work force. We welcome the Electronic Source Book on work, study and exchange opportunities in the region, the establishment and development of the APEC Education Foundation, and the APEC Youth Skills Camp and the APEC Youth Science and Technology Festival, both to be held in 1998 in Seoul. We appreciate the offer by Singapore to establish an APEC Education Hub, which includes the granting of scholarships to APEC students. We welcome the holding of a Ministerial Conference on Education in 1999 in Singapore to explore the possibility to expand this initiative, offering quality programmes to students in the region.

We believe APEC should take specific steps to reinforce the important role of women in economic development. We welcome the offer of the Philippines to host a Ministerial Meeting on Women in 1998 in Manila, to take stock of progress to date in involving women in APEC's agenda and to determine next steps to integrate women into the mainstream of APEC's activities.

21. **Spanning 12 time zones from St. Johns to Sumatra,** APEC bridges both distance and diversity. Through a combination of concrete results and renewed vision, the spirit of community which unites us has been strengthened and broadened this year. The people of the region remain its greatest asset. As Leaders, we are accountable for safeguarding and improving their economic and social well-being. Our people are the foundation on which the APEC community is built. We commit ourselves to ensuring that APEC remains responsive to their concerns.

**APEC Economic Leaders' Meeting:
The Vancouver Framework for Enhanced Public-Private
Partnerships in Infrastructure Development**

Strengthened partnerships between the public and private sectors are needed to put in place and manage the infrastructure required by the APEC region to meet its economic, environmental and social goals. To this end, we declare the following:

Voluntary Principles

We reaffirm the Voluntary Principles for Facilitating Private Sector Participation in Infrastructure developed by Finance Ministers, namely:

- (i) To establish and maintain a sound macroeconomic environment.
- (ii) To establish stable and transparent legal frameworks and regulatory systems to provide a high level of investor protection.
- (iii) To adopt sectoral policies that promote, where applicable, competitive and efficient provision of infrastructure services.
- (iv) To increase the availability of long-term capital required for infrastructure investments by accelerating efforts to broaden and deepen domestic financial and capital markets.

Financing and Investment

- (v) We reaffirm Finance Ministers' call on multilateral financial institutions to catalyze and support member economies own efforts in infrastructure development, including by promoting sound framework policies through technical assistance, facilitating flows of private capital while continuing to provide direct financial support for infrastructure development, and developing innovative financing mechanisms to address the long-term financing requirements of infrastructure projects.
- (vi) We encourage Finance Ministers to continue to implement the specific initiatives launched in Cebu to facilitate, in collaboration with multilateral financial institutions and the private sector, the development of domestic financial and capital markets. In this regard, we ask them to continue to work with private sector financiers and providers of risk coverage and investment ratings to promote the development of robust and liquid domestic bond markets, including markets for asset-backed securities which, as noted by ABAC, will enhance private investment in large-scale infrastructure projects.

- (vii) We welcome the mutual cooperation Protocol signed by participating Export Credit Agencies and Export Financing Institutions to enhance, on a project-by-project basis, the attractiveness of infrastructure investment for private sector participants.

Improving Capacities

Improving capacities is key to accelerating the development of economically viable infrastructure projects that the private sector can support. To this end, we affirm the need for action in the following areas:

- (viii) To promote the application of state of the art practices in each phase of the infrastructure planning, development, management, use and retirement cycle.
- (ix) To develop domestic capacities so that public officials involved in infrastructure development in agencies dealing with private investors have appropriate expertise and an understanding of commercial approaches to infrastructure investment, and by promoting technological cooperation, including through private-private and public-private partnerships.
- (x) To promote the application of state of the art practices in risk mitigation and management, including by promoting the most effective use of private and public sector capacities.
- (xi) To promote transparent, predictable and accountable procedures, including for bidding and selection processes, and to encourage the use of international competitive tendering.
- (xii) To ensure that infrastructure supports the achievement of economic, environmental and social goals by incorporating sustainable and equitable development principles in the design and operation of infrastructure facilities.

Information and Consultation

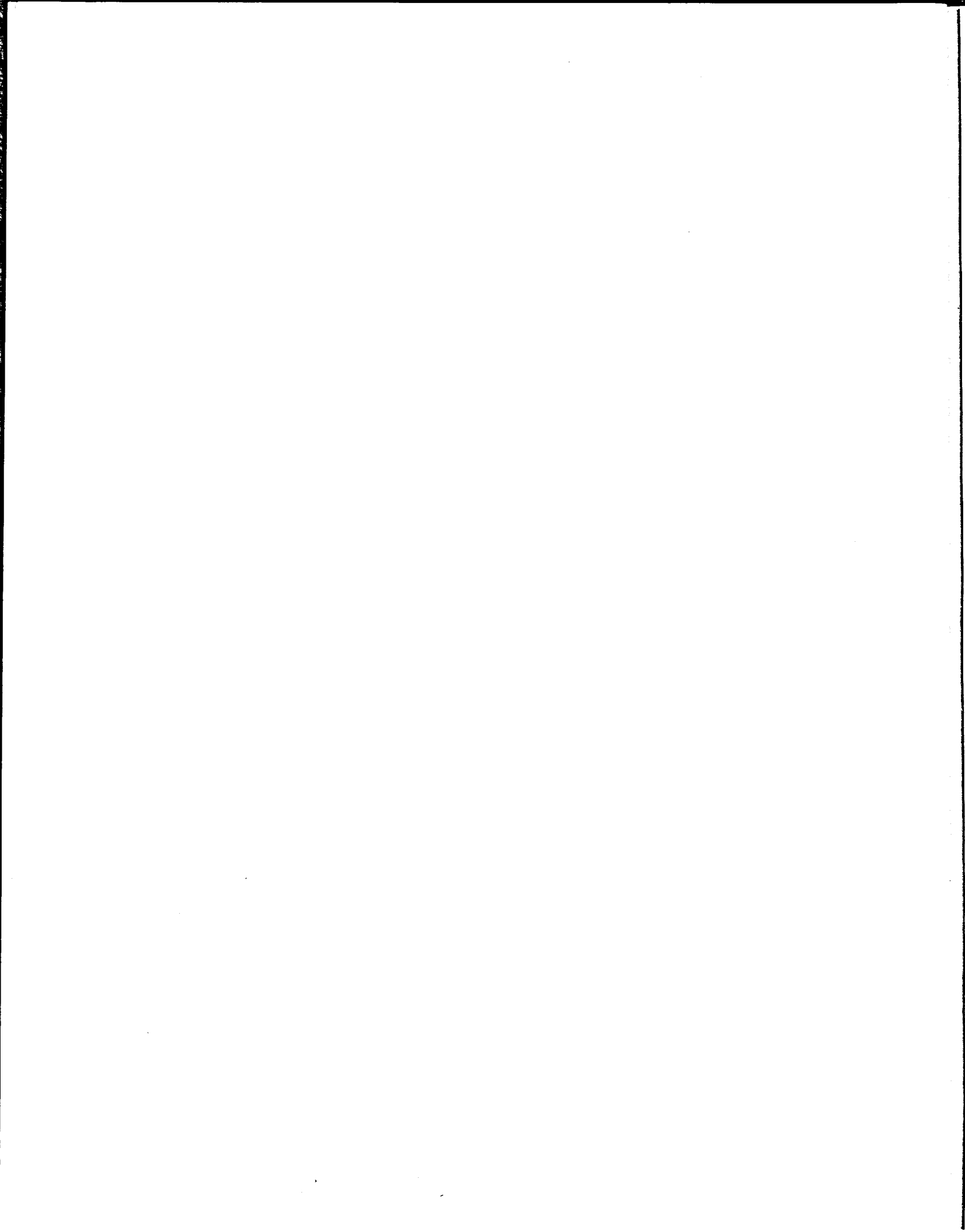
We recognize the importance of information in supporting the participation of the private sector, especially small and medium-sized enterprises, in infrastructure projects and commit to engaging the broad public in building on the outcomes achieved in key sectors such as information infrastructure, intelligent and integrated transportation systems, economically and environmentally sustainable energy infrastructure, sustainable cities, and infrastructure to support rural integration and diversification.

To these ends, we call on Ministers:

- (xiii) To improve the availability of information to support participation in infrastructure investment by the widest possible range of companies, including by small and medium-sized enterprises, both on a solicited and unsolicited basis.
- (xiv) To foster effective consultations to ensure that planned infrastructure meets our communities needs.

We direct the relevant Ministers to take the necessary measures to make good these declarations of intent with the express purpose of substantially and measurably increasing the participation of the private sector in infrastructure development in the APEC region and promoting infrastructure development in support of overall economic growth and development goals.

Bilateral Relations



Canada–Australia Relations

- The first of Canada's network of overseas trade offices opened in Sydney in 1895. Over the last few years several high-level visits have strengthened the Canada and Australia relationship, notably the Prime Minister's visit to Australia in 1995.
- As parliamentary democracies within the Commonwealth, Canada and Australia share many common values and perspectives. They work closely together as members of the United Nations, the Commonwealth, and the World Trade Organization; and as participants in the Association of South East Asian Nations Regional Forum, which deals with security issues.
- There is a well-established tradition of exchanging officials and views and of mutual assistance in consular and immigration matters. The two governments have co-located their diplomatic missions in Barbados and in Cambodia.
- Canada is represented in Canberra and Sydney and has honorary consuls in Melbourne and Perth. A Canadian education centre opened in Canberra in 1997 to promote Canadian educational and training institutions.

Trade and Investment

- Australia is politically, economically and socially stable. It shares a common language with Canada, and they have similar cultures, legal and regulatory systems, and business practices. Australia's long tradition of friendship and co-operation makes it ideal for Canadian companies, particularly small and medium enterprises, looking to increase exports to Asia-Pacific.
- Australia is Canada's 15th largest export market, with exports valued at \$969 million in 1997, down slightly from \$1 billion in 1996.
- Australia is a particularly important market for Canadian manufacturers of high-technology products, including telecommunications and defence products, mining equipment, and industrial machinery. Canada's exports also include softwood lumber, paper, potash, newsprint and aircraft engines.
- Canadian imports from Australia were valued at \$1.17 billion in 1997, down from \$1.29 billion in 1996. Principal imports include sugar, aluminum, nickel mattes and powder, beef, medicines and wine.

- More than 200 Canadian companies have established a direct presence in Australia through investment, joint ventures, sales offices or licensing agreements. The compatible sizes and levels of technology of the two economies have contributed to the formation of technology transfers and joint ventures. Canadian firms with Australian operations include Northern Telecom Canada Ltd., TD Bank, T.C. Moore Transport (Canada) Ltd., Placer Dome Canada Ltd., Norcen Energy Resources Ltd., and McCain Foods Ltd.
- During the Prime Minister's visit to Australia in 1995, Canada and Australia signed a trade and economic co-operation arrangement to facilitate co-operation on multilateral, regional and bilateral trade policy issues and on business development, with an emphasis on small and medium enterprises.

Canada–Brunei Relations

- Canada and Brunei opened resident diplomatic missions in their respective capitals in 1996. This has improved links between the two nations.
- The relationship is strengthened by Canada's dialogue partnership with the Association of South East Asian Nations (ASEAN), of which Brunei is a founding member, and by shared membership in the Commonwealth and the World Trade Organization. The two countries also participate in the ASEAN Regional Forum, which deals with security issues. In Ottawa in December 1997, they joined more than 100 countries in signing a treaty banning anti-personnel mines.
- Many Brunei students study abroad. Canada promotes educational services by holding educational fairs to attract Brunei students, by assisting the Brunei Ministry of Education to recruit Canadian teachers, and by exploring the possibility of special training programs.

Trade and Investment

- Two-way trade between Canada and Brunei in 1997 totalled about \$3.6 million.
- Principal Canadian exports include machinery, steel, iron and aluminum.
- In 1997, Canada imported \$100,000 worth of goods from Brunei, predominantly apparel and clothing accessories.
- Oil and gas equipment and services, power generation, medical supplies and defence and aerospace products are the main areas of opportunity for Canadian business in Brunei. As Brunei diversifies its economy, several other opportunities should arise in the areas of telecommunications and high technology.

Development Co-operation

- Brunei is not eligible for Canadian development assistance. It does, however, participate in several of the South East Asia Regional Program initiatives of the Canadian International Development Agency in areas such as fisheries, marine environmental management, forest management and conservation, training and human resources development, and good governance.

Canada–Chile Relations

- Canada and Chile established diplomatic relations in October 1941 when Canada was expanding its political and economic links with many nations in South America. Canada opened a legation in Chile in 1941 that became an embassy in 1944 with the appointment of Canada's first resident ambassador.
- Relations between Canada and Chile have been expanding steadily since Chile's return to democracy in March 1990. Chile has become active internationally on many issues that are also of concern to Canada, such as high seas fisheries, reform of the Organization of American States, regional security, trade liberalization, disarmament, human rights, and anti-personnel mines eradication.
- Numerous visits reflect the depth and breadth of the growing relationship. In January 1998, the Prime Minister led a Team Canada mission in Chile, accompanied by federal ministers, provincial premiers and territorial leaders, and several hundred business representatives. The visit resulted in the signing of 66 contracts valued at \$759 million and reinforced already strong government ties. The contracts covered several sectors and included small and medium enterprises.
- In November 1997, the Chilean President attended the APEC summit in Vancouver as well as a government program in Alberta. The President had visited Canada in 1996.
- Chile has joined the International Model Forest Network, a Canadian initiative that encourages the sustainable development of the world's forests. Chile's model forest is on Chiloe, its largest island. Canada, through the Canadian International Development Agency (CIDA), is contributing \$445,500 to help Chile improve its forest management practices.
- Cultural and academic links have been growing stronger over the past few years. In 1994, Canada and Chile signed a film and television co-operation agreement allowing for joint film and television ventures by the Canadian and Chilean film industries.
- Since the early 1990s, Chilean universities have shown an increased interest in developing official links with Canadian universities as well as in developing courses in Canadian studies or on Canada–Chile relations. During the Team Canada mission in 1998, a Canadian education centre opened in Santiago.

- Canada supports the Faculty Enrichment Program, which helps Chilean academics develop courses on Canada and Canada–Chile relations, and the Library Support Program, which helps universities expand their collection of materials on Canadian studies. These two grant programs will help establish permanent Canadian studies programs at key Chilean universities.
- Canada has an embassy in Santiago and an honorary consul in Concepcion.
- Chile has an embassy in Ottawa, consulates in Montreal, Toronto and Vancouver, and honorary consulates in Winnipeg, Quebec City, and Edmonton.

Trade and Investment

- Chile is Canada's fifth-largest export destination in South America, but its dynamic economic performance has made it a priority for further trade and investment links. Many companies see Chile as a gateway to the rest of Latin America.
- Chile has the most stable and fastest-growing economy in its region. Over the last decade, annual economic growth has averaged almost seven per cent. Market-oriented policies have encouraged an entrepreneurial spirit and a strong private sector.
- With low unemployment, falling inflation and increasing wages, Chile has established its credentials as a desirable trade and investment partner. Chile has strong trade links and agreements not only in the region, but also with the European Union and Asia.
- In 1996, Canada and Chile reached a free trade agreement, demonstrating Canada's commitment to deepen its economic links with Latin America. The agreement, which came into force in 1997, includes parallel accords on environmental and labour co-operation and will serve as a bridge to Chile's eventual full membership in the North American Free Trade Agreement.
- Total two-way trade has doubled from \$357 million in 1992 to \$717 million in 1997. During that same period, Canadian exports of wheat, pulp and paper machinery, mining equipment, telecom equipment, automotive parts and iron and steel products increased by several hundred per cent. In 1997, Canadian exports to Chile were valued at \$392 million, while Canadian imports from Chile were \$325 million.

- Key features of the agreement include immediate duty-free access for 75 per cent of Canadian exports and the elimination of Chile's 11 per cent import duty on almost all remaining industrial and resource-based goods over five years. It also provides significant new protection for Canadian investments in Chile, including an agreement to automatically grant Canadian investors the benefits of any future liberalization.
- Canada and Chile signed a double taxation agreement during the 1998 Team Canada mission.
- Canadian investments in Chile have increased sharply in recent years, making Canada Chile's largest foreign investor in 1990, 1992, and 1995. The cumulative total of actual and planned investment approaches \$8 billion. Investment is principally in mine development, although interest in banking, communications and energy is increasing.
- One of Canada's priorities is to more effectively protect its substantial investment in Chile. This investment is now eligible for foreign investment insurance from the Export Development Corporation (EDC), which has lines of credit with both the Banco Sud Americano and Banco O'Higgins. EDC's programs are open to both the private and public sectors.
- Canadian commercial objectives centre on Chile's mining, forestry, power and energy, and communications sectors. The informatics, agriculture and environmental sectors are also of interest. Canada's reputation as a supplier in these sectors encourages the transfer of technology and the sale of goods and services between Canada and Chile. More than 50 joint ventures operate in Chile, ranging from fighting forest fires to building industrial machinery.
- The Alliance of Manufacturers and Exporters Canada (AMEC) and its Chilean equivalent have an exchange program that began in 1992. CIDA is contributing \$510,000 to a project led by AMEC that is assisting Chile rejuvenate its renewable resources sector (forestry, marine and agribusiness). The project uses new Canadian technologies to strengthen Chile's production capacity and help stop the exodus of productive workers from the rural areas. The Association of Consulting Engineers of Canada and its Chilean counterpart have maintained an exchange program since 1993.

Development Co-operation

- The Canadian International Development Agency (CIDA) views Chile as an important partner in the development of the Western Hemisphere.

Canadian expertise is helping Chile consolidate its progress toward sustainable development. This in turn assists Chile, which has one of South America's most stable and diversified economies, to encourage development among the region's poorer nations.

- Canadian official development assistance to Chile in 1997–98 through all channels was \$2.3 million. CIDA supports a number of initiatives in Chile through its Regional South America Program.
- In 1996, CIDA approved a \$15-million, five-year project for the Southern Cone countries, including Chile. The project transfers Canadian know-how to help resolve development problems of mutual interest. Seven projects now under way in Chile involve model forests, environmental technologies in waste and wastewater management, renewable resources, pesticide management and use, urban environmental planning, biotechnology and biosafety in agriculture, and health care.
- Chile also benefits from CIDA's regional (multi-country) projects in areas such as Radarsat applications; environmental guidelines for the oil and gas, energy and mineral sectors; and international humanitarian law.
- CIDA's Industrial Co-operation Program has fostered business collaboration between Canadian and Chilean firms in sectors such as manufacturing, communications, health, forestry, and mining services. The program has about 14 projects operating in Chile.
- In 1997–98, CIDA's Partnership Program channelled about \$845,000 through Canadian associations, educational institutions and non-governmental organizations to support 28 projects in Chile that focus on strengthening the capacity of local partners to address development challenges.
- CIDA's Canada Fund for Local Initiatives supports grassroots activities administered by local non-governmental groups. These projects focus on improving the economic conditions and quality of life of groups living in poverty and vulnerable groups such as women, children, and indigenous people.
- The Canadian embassy manages the Local Fund for Public Sector Reform, which supports small but critical activities that help government ministries proceed with larger reforms.

Canada–China Relations

- In 1970, Canada established diplomatic relations with the People's Republic of China. That relationship has developed significantly over the years, resulting in expanded government and commercial ties. Today, more than 100 Canadian companies have offices in China, and two-way trade has grown to about \$8.5 billion a year. Development co-operation programs have expanded in support of economic co-operation, sustainable development, human rights, democratic development and good governance in China.
- Canada–China relations have expanded considerably since the Prime Minister led a Team Canada mission to China in 1994. The largest mission ever mounted, it included federal ministers, provincial premiers and territorial leaders and close to 400 Canadian business representatives. The Team Canada mission demonstrated Canada's commitment to strengthening ties with China and has resulted in expanded contacts on all levels.
- Since China adopted its program of economic reform in 1978, its output has grown by an average of nine per cent a year. China now attracts almost one-third of foreign direct investment flows to developing countries. It is the world's 10th largest trading nation and home to one-fifth of the world's population.
- China's influence continues to grow. It is a permanent member of the UN Security Council, a nuclear weapons state with the world's largest active forces, and a participant in regional groups, such as the Association of South East Asian Nations Regional Forum, which deals with security issues.
- China's stability, reform and sustainable economic growth are important to Canada. The main objective of Canada has been to encourage China to maintain its open-door policy and to become fully integrated in global and regional political and economic institutions.
- Canada believes that only through systematic and wide-ranging contact will it be able to encourage greater openness and freedom in China and advance Canadian interests there. Canada is committed to helping China develop policies and institutions that enhance sustainable development by recognizing the relationship among economic growth, social development and environmental protection.

- Canada is represented in Beijing, Shanghai, Canton (Guangzhou), and Chongqing. China has missions in Ottawa, Vancouver, Toronto and Calgary.

Trade and Investment

- China is a priority market for Canadian exporters. Canada has worked closely with the private sector and other levels of government to support Canadian companies in the China market, including the Team Canada mission to China in 1994, and the China Mission '98 led by the Minister for International Trade.
- Canada's 1996 trade action plan focuses on China's rapidly emerging regional markets. In line with the plan, Canada's Secretary of State (Asia-Pacific) led two trade missions in the last two years to explore opportunities on the coast and in the interior.
- Two-way trade more than doubled in the 1991-97 period, reaching about \$8.5 billion in 1997. Canada exported \$2.2 billion in goods to China in 1997. That year, there was a drop of about 25 per cent in Canadian exports, which was consistent with most of Canada's major competitors — the United States, Europe, Australia and New Zealand.
- Traditionally, Canadian exports to China have comprised basic commodities, such as wheat, potassium and wood pulp. In recent years, sales of manufactured goods, such as telephone, electrical, mechanical and telecommunications equipment have gained importance. Other major exports include cereal, fertilizers and aircraft, accounting for 40.5 per cent of Canada's total exports.
- Over the past few years, Canadian companies have exported a large number of services to China as part of infrastructure projects. In 1996, Manulife Financial, a Canadian insurance company, made a major breakthrough in the Chinese financial services sector, becoming the third foreign insurance company to obtain a licence.
- Many of China's import and infrastructure requirements correspond to Canada's prime export strengths, especially in areas such as telecommunications, oil and gas, power generation, the environment, transportation, mining and petrochemicals, and agriculture.
- Canada's Export Development Corporation plays a critical role in financing value-added exports to China. The corporation now has a representative in Beijing, its only overseas office, and it offers non-concessional lines of credit to companies doing business in China.

In 1996, the Minister for International Trade negotiated the extension of a concessional line of credit to China for up to \$75 million.

- Canadian imports of goods from China were valued at \$6.3 billion in 1997, up from \$4.9 billion in 1996. Nearly half the imports in the first five months of 1998 were machinery and parts, toys, sports equipment, and footwear.
- Canada has consistently supported the efforts of the Chinese government to open its markets by extending it most-favoured-nation trading status. This status gives China access to the Canadian market on the same basis as most other trading partners. Canada supports China's joining the World Trade Organization, which will provide better access for Canadian goods and services.
- Canadian direct investment in China rose from \$15 million in 1991 to \$377 million in 1997, and more than 100 Canadian companies have offices there. Investments are concentrated primarily in the manufacturing sector and located in the coastal cities of Shanghai and Beijing and the coastal provinces of Guangdong and Shandong. The products and services resulting from these investments are principally intended for the Chinese market. About 75 per cent of Canadian investors in China are small and medium enterprises.
- Chinese investment in Canada has focused on the resource and real estate sectors, such as the investments by CITIC in the Castlegar Pulp Mill. Potential exists for further investments in oil and gas, and mineral deposits, and in commercial projects, such as hotels.

Environmental Co-operation

- Recognizing that developments in China have global implications and that China can contribute to resolving global environmental problems, Canada is working with China on a wide range of environmental management issues, including climate change.
- Through a memorandum of understanding on the environment and through the Canadian International Development Agency, Canada is providing China with environmental technologies and services, technical training, management expertise, and applied research.
- Canada also supports the China Council for International Co-operation on Environment and Development, a non-governmental consultative organization which aims to strengthen exchanges between China and the international community.

- Canada is also working with China's State Environmental Protection Agency in a number of areas, including water pollution, water basin management, hazardous and solid waste management, the analysis of toxic pollutants, ozone depletion and the application of the Montreal Protocol.

Human Rights, Good Governance and the Rule of Law

- Canada works with the Chinese government and through international institutions to ensure that China respects its obligations under the UN Universal Declaration on Human Rights. In 1997, Canada's Foreign Affairs Minister announced a package of human rights initiatives between Canada and China. This followed Canada's decision not to co-sponsor a UN draft resolution on human rights in China because of a breakdown in support of the European Union consensus and in light of Chinese agreement to strengthen dialogue and co-operation with Canada.
- As a result, Canada and China have established a joint committee on human rights to address such issues as political and civil rights, religious freedoms, economic, social and cultural rights, and women's and children's rights. The first two meetings of the joint committee took place in 1997. A third round of talks was held in Vancouver in early November 1998.
- As part of the package announced in 1997, Canada is helping review China's criminal procedure law, including evidence law, an adversarial trial system and a legal aid system; and is helping implement China's obligations under UN conventions.
- Frequent high-level contact with Chinese leaders over the past year has enabled Canada to address its concerns. These contacts provide an opportunity to share views on a number of issues at the forefront of Chinese reform. These include structural problems in government institutions and the role of government in China. Canada is committed to frank discussions with Chinese authorities on human rights issues.
- Development assistance is an important way of advancing human rights, democracy and good governance. Many projects are under way to encourage China to reform legal and judicial structures, by increasing the transparency of legal processes, and to adapt these structures to the new needs arising from economic reform. Specific projects include support for research on human rights, technical assistance on revising criminal law to better protect the rights of the accused, implementation of laws protecting women's rights, criminal law reform, the training of judges and a program to support governance and civil society.

Peace and Security

- Canada and China maintain a dialogue on regional security, non-proliferation, arms control and peacekeeping. The two countries have held political security talks once each year since 1995. Canada intends to continue a substantive dialogue on non-proliferation questions and regional security to encourage China to exercise responsible international behaviour in its arms sales.
- As Pacific countries and participants in the Association of South East Asian Nations (ASEAN) Regional Forum, which deals with security issues, Canada and China share an interest in global and regional peace and security. The forum is an annual meeting of foreign ministers from the nine ASEAN countries, from ASEAN's seven dialogue partners and from ASEAN's five consultative partners. The forum discusses key concerns such as the South China Sea-Spratly Islands, the Korean peninsula, and Chinese Taipei.
- In 1997, Canada and China held a workshop on regional multilateralism to exchange views on respective approaches, perspectives and interests in regional security. Canada hosted a second workshop in January 1998.
- Canada was pleased that China signed the Comprehensive Test Ban Treaty in 1996, thereby committing itself not to conduct further nuclear tests.
- Canada is working to obtain China's co-operation in restraining the international flow of conventional weapons, particularly to regions of tension and instability.

Development Co-operation

- The Canadian International Development Agency (CIDA) launched its official development assistance program with China in 1983. Since 1990, annual government-to-government funding has been about \$32 million. For 1997-98 it was \$39.5 million.
- The Country Development Policy Framework for China was launched by both governments in 1994. All new Canadian programs in China focus on economic co-operation, environmental sustainability, human rights and democratic development, and good governance. Women in development and poverty reduction also figure prominently in the new policy framework. Letters of intent have been signed for over 20 new initiatives in the areas of environmental sustainability, economic co-operation, good governance, women in development, and poverty reduction.

- Six new projects that support Chinese administrative, legal and economic reforms were initiated during the Prime Minister's visit to China in 1994. All are now operational: Statistical Information Management, the Public Policy Options Program, the Special University Linkage Consolidation Program, Xinjiang Women's Income Generation, the Women's Law Program, and the Senior Judges Training Centre Project.
- CIDA is also developing projects on the UN Convention on Human Rights in China, criminal law and criminal justice co-operation.
- Major ongoing projects include Energy Efficiency in Buildings, Cleaner Production, Jiangsu Small and Medium Enterprise Environment Project, Assistance to Open Cities, the China Council for International Co-operation on Environment and Development, Lean Swine Production, Integrated Dairy Cattle Breeding, the Feed Industry Centre Project, South China Power Studies, the Oil and Gas Technology Transfer Program, Comprehensive Transport Management Training, the Dam Safety Monitoring and Management Project, the Maternal and Child Health Project, the Integrated Rural Development and Poverty Reduction Project and the Canada-China Higher Education Program.
- CIDA's Industrial Co-operation Program provides financial assistance to Canadian firms to encourage sustainable development through long-term co-operation with local partners in developing countries. In 1997-98, the program disbursed \$5.81 million for 104 projects in China.

Canada–Hong Kong, China, Relations

- On July 1, 1997, Hong Kong reverted to Chinese authority after 155 years of British rule and became the Hong Kong Special Administrative Region. The framework for the transition is set out in the Sino-British Joint Declaration of 1984 and the Basic Law.
- Under the Joint Declaration, China has undertaken to retain Hong Kong's free enterprise system and way of life for at least 50 years. The Joint Declaration provides Hong Kong with a high degree of autonomy and assures the continuity of its institutions. It stipulates that Hong Kong will continue to administer itself and pass its own legislation. China will be responsible for Hong Kong's defence and foreign affairs.
- The Joint Declaration provides that Hong Kong will retain its existing freedoms, including freedom of the press, of speech, of religion, of travel and of movement, as well as freedom of association and assembly. The Basic Law, the constitution of the Hong Kong Special Administrative Region, adopted by the National People's Congress of China, enacts these provisions.
- Canada has a continuing direct interest in a smooth transition and supports the future development of Hong Kong, based on a one-country, two-systems formula.
- Relations between Canada and Hong Kong are strong and multifaceted. Canada has social, political and trade interests in Hong Kong and has supported and initiated efforts to sustain confidence in Hong Kong's future.
- More than 150,000 Canadians live in Hong Kong and about half a million people of Hong Kong origin live in Canada. Hong Kong is the single most important source of immigration and immigration-related investment for Canada.

Trade and Investment

- Hong Kong is an increasingly important trading partner and commercial centre for Canadian business. Hong Kong is Canada's 10th-largest trading partner and fourth-largest trading partner in Asia. Canada, in turn, is Hong Kong's eighth-largest trading partner.
- Canadian exports to Hong Kong totalled \$1.7 billion in 1997, up from \$1.2 billion in 1996, while imports from Hong Kong for the same period reached \$1.25 billion, up from \$1.14 billion in 1996.

- Hong Kong's position as an international business, financial and communications gateway to the burgeoning Chinese market will continue to provide Canadians with new opportunities that will result in increased growth and prosperity.
- As the Hong Kong economy continues to thrive, Canadian exports are showing a marked diversification and movement toward value-added and medium- and high-technology products. More than 55 per cent of Canada's exports to Hong Kong are manufactured and semi-manufactured products. This trend, supported by an expanding Canadian business presence in Hong Kong, will ensure that Hong Kong remains one of Canada's most strategic business partners well into the future.

Canada–Indonesia Relations

- Canada and Indonesia have developed extensive political and economic relations, including in the areas of human rights, development assistance, education and training, and trade.
- In April 1998, the Secretary of State (Asia–Pacific) and the Secretary of State (International Financial Institutions) visited Indonesia as the Prime Minister’s special envoys. While there, they announced a \$280-million assistance package, including \$250 million in agricultural credits, \$20 million in export credits, \$9 million in humanitarian assistance and between \$2 million and \$3 million in technical assistance to support financial reforms. This package was in addition to support provided by Canada through the International Monetary Fund and the World Bank.
- The Indonesian government has taken a number of positive steps on human rights since riots in May 1998. These steps include a national action plan on human rights; proposed ratification of international conventions against torture and discrimination, and of the UN convention on economic, social and cultural rights; the release of political prisoners; and fewer restrictions on the news media. Canada’s Foreign Affairs Minister and Secretary of State (Asia–Pacific) welcomed these steps, but also pressed for further progress in recent meetings with senior Indonesian leaders. Both ministers stressed the importance of full investigations and accountability in dealing with past and more recent human rights violations, including military campaigns in East Timor, Aceh and Irian Jaya, and events during the violence in May 1998. The ministers offered Canadian assistance to support continued reforms and the holding of free and fair elections in May 1999.
- Canada and Indonesia have an extensive and growing program of government-to-government co-operation on human rights, and they co-hosted a human rights colloquium in Jakarta in 1997. Discussions are under way to establish a permanent committee to continue the exchange on human rights issues initiated at the colloquium. In addition, co-operation between the national human rights commissions of both countries has grown since 1993 to include human rights education, training programs, and the exchange of staff.

Trade and Investment

- The Prime Minister led a Team Canada trade mission to Indonesia in 1996, during which government-to-government agreements were concluded on air services, fishery products inspection, culture and exchanges of information relating to geographic data processing systems,

and \$2.76 billion in business deals were signed. Indonesia was Canada's largest and fastest growing export market in Southeast Asia, with exports increasing each year until 1997. That year, total two-way trade stood at \$1.6 billion. Cumulative Canadian direct investment in Indonesia is estimated at \$8 billion, making that country Canada's largest direct investment portfolio in Southeast Asia.

- The recent economic crisis has had a serious effect on the trading relationship. Canada's exports have declined by 44 per cent, while Canadian imports have increased by 23 per cent, leading to a shift in the balance of trade to favour Indonesia. Preliminary figures for 1998 indicate a drop in overall trade and a continued trade deficit for Canada.
- Despite the financial crisis, some 100 Canadian companies maintain a presence in the market, although some have scaled back their operations. Areas of opportunity for Canadian trade and investment coming out of the crisis include mining; power and energy; agri-food/agri-business; environment; transportation; telecommunications, infotech and advanced technologies; forestry; financial services; and a range of other services, such as health, insurance, business, education and geomatics.
- Exports to Indonesia are eligible for Export Development Corporation insurance and financing coverage. Canada's double taxation agreement with Indonesia was updated in 1998. A foreign investment protection agreement is being negotiated.

Development Co-operation

- Development co-operation has been an important part of Canada-Indonesia relations since 1954. Canadian International Development Agency (CIDA) programs currently focus on the environment; private sector development; good governance; and human resources development, with special attention to women's participation in development. Programs involve a wide range of Canadian non-governmental organizations, private firms and universities.
- In the areas of human rights and good governance, CIDA supports collaboration between the Canadian and Indonesian human rights commissions. Through the Women's Support Project, it helps integrate women into all aspects of Indonesia's economic and social development, and, in the wake of the May riots, helps address violence against women.
- Canada contributes about \$1.1 million a year to the needs of the people of the East Timor territory. Delivered through non-governmental groups, the aid flows mainly to grassroots organizations focusing on agriculture,

education and training, health and nutrition, and women's programs. As part of this aid, Canada provided drought-related food assistance in early 1998. Through the International Committee for the Red Cross, Canada also contributes \$300,000 a year for water and sanitation programs. Since 1996, Canada has contributed \$60,000 through CIDA to the All-Inclusive Intra-East Timorese Dialogue, a UN-led forum that brings together local groups of different political views to discuss possible solutions to current difficulties.

Canada–Japan Relations

- Canada–Japan relations are underpinned by their partnership in multilateral institutions: the Quadilateral Trade Ministers' Group (Canada, the European Union, Japan and the United States); the G-8, the group of eight industrialized economies; the United Nations; and the Organisation for Economic Co-operation and Development; and by their common interest in the Pacific community, including participation in the Association of South East Asian Nations Regional Forum, which deals with security issues.
- The relationship has been built over many years through private and public contacts in the framework of consultative institutions such as the Joint Economic Committee; the Canada–Japan Business Conference; Canada–Japan Parliamentarians' Consultations; and Canada–Japan Cultural Consultations. Several high-level visits have also strengthened ties, including a visit to Japan by the Prime Minister and several federal cabinet ministers in 1996.
- During the Prime Minister's visit, there were several key advances. These include agreeing on a comprehensive agenda for co-operation, initiating exchanges of foreign affairs, international trade and industry staff, signing the Third Country Co-operation Agreement, and launching the Canada–Japan Forum. The non-governmental forum, which held its first meeting in Victoria in 1997, is a means for expanding ties between both countries. The second meeting of the forum was held in Sapporo, Japan, in October 1998.
- Japan's Prime Minister visited Ottawa in November 1997, the first official visit to Canada by a Japanese prime minister since 1989. This visit provided an opportunity to further advance several files. During his visit, the Prime Minister announced that Japan would sign the treaty banning anti-personnel mines. Canada and Japan pledged to broaden their international peace and security co-operation by, among other things, promising to work together on Phase II of the Ottawa Process (mine clearance and victim assistance), as well as to convene a Canadian-organized, jointly sponsored symposium on bilateral peace and security issues, to be held in Canada. This symposium took place at the University of British Columbia in September 1998.
- High-level visits have been frequent. A few examples include the Canadian Foreign Minister's visit to Japan early in 1997, and the Japanese Foreign Minister's return visit in December 1997 to sign the treaty banning anti-personnel mines. (Japan was the 45th country to ratify the treaty when it did so on Sept. 30, 1998.) The two foreign ministers met

again in February 1998 during the Nagano Olympic Games. The Agriculture Minister led a Team Canada agri-food mission to Japan in 1997; and the Minister of Industry visited Japan in September 1998. The Minister for International Cooperation travelled to Tokyo in October 1998 for an international conference on African development.

- Inter-parliamentary relations have thrived under the leadership of the Canada–Japan Parliamentary Group. The group has held annual meetings since 1989, most recently in Calgary in 1998.
- Canada is represented in Tokyo, Osaka, Fukuoka and Nagoya and has honorary commercial representatives in Hiroshima, Sendai and Sapporo.

Trade and Investment

- Japan is Canada's second-largest trading partner (after the United States), absorbing nearly half of all Canadian exports to Asia. The value of Canadian exports to Japan exceed the value of Canadian exports to the United Kingdom, Germany, France and Italy combined.
- Two-way trade in 1997 amounted to \$23.4 billion, with Canadian imports at \$12.5 billion, and Canadian exports at \$10.9 billion — 4.6 and 3.7 per cent of total Canadian imports and exports, respectively. In 1997, Canada was Japan's 16th-largest market and 11th-largest supplier.
- Canadian exports to Japan have been particularly hard hit so far this year, but world exports to Japan as a whole have fallen nine per cent (yen value).
- The reasons for Canada's weak first-half export performance in Japan also include the recessionary state of the Japanese economy, low Japanese consumer confidence, an unusual burst of spending in the first quarter of 1997 prior to a hike in the consumption tax, and a depreciated yen.
- While raw and semi-processed commodities continue to be important export items, Canadian sales of manufactured or value-added goods, ranging from aerospace and information technology products to building products and processed food, now make up about 25 per cent of total exports to Japan.
- Japan is Canada's largest source of tourism revenue and the largest source of overseas tourists, after the United Kingdom. More than half a million Japanese visited Canada in 1997. The Canadian Tourism Commission expects that 1.15 million Japanese visitors will travel to Canada in 2000, rising to 1.5 million by 2005.

- The publication, *Canada's Action Plan for Japan*, launched in 1993 and revised annually, is a joint undertaking with the private sector. It alerts Canadian industry to changing market conditions in Japan, promotes key sectors, and encourages product adaptation. The 1998 edition of the plan focuses on six high-growth sectors: agri-food and fisheries; tourism; information technology; consumer products (furniture, sporting goods, and giftware); building products; and health care/medical devices.
- Canada's share of Japan's foreign direct investment has averaged 1.7 per cent since 1981, with a current cumulative total of about \$7.1 billion or 3.8 per cent of the total in Canada. This makes Japan the third largest source of foreign direct investment in Canada. (The United States and the United Kingdom are first and second.) Investments are concentrated in five sectors: forestry, automotive, mining, merchandise distribution, and financial and other services. There are now more than 400 Japanese-affiliated companies in Canada in over 700 locations and employing about 50,000 people. The total value of Japanese portfolio investment in Canada was valued at \$43 billion as of March 1997. Japan remains the second largest foreign holder of Canadian debt.

Academic and Cultural Relations

- During the last 20 years, Japanese interest in Canadian studies has increased considerably. At present, there are eight Canadian studies centres or programs in Japan. There is also the Japanese Association for Canadian Studies, which has about 300 members, many of whom also participate in the Canadian Literary Society of Japan.
- Since 1993, the Canadian Studies Development Program has given 21 grants to various Japanese universities that either organized special seminars on Canada or established Canadian studies centres. The program also helps Canadian educational institutions, particularly language training schools, to settle and thrive in Japan.
- Japan is a leading international cultural marketplace and an important market for Canada's educational products. Each year over 2,000 Canadians teach English, study at university, or participate in a working holiday in Japan. Over 7,000 Japanese study or take working holidays in Canada.
- Several exchange programs are currently in place. Among them is the Working Holiday Program for young adults, which allows participants to work for up to one year in the other country. Each year, more than 6,000 Japanese and Canadians participate in this program. The Japanese

Exchange and Teaching Program attracts more than 700 Canadians to Japan each year to teach English.

- The 1976 Canada–Japan cultural agreement increased the number of Canadian performers and performing groups who include Japan on their regular tours. Among them are Bryan Adams, Holly Cole, Oscar Peterson, Celine Dion, the Royal Winnipeg Ballet, the Cirque du Soleil and the Montreal Symphony Orchestra.
- A 1994 Japan–Canada cultural agreement to encourage the co-production of movies, television shows and videos has resulted in a television docudrama, *Hiroshima*, as well as several film projects. In 1995, a Canadian company signed a \$2-million contract to provide an animated film series to Fuji Television.
- In June 1998, the Sumo Basho was held in Vancouver. The exhibition Sumo tournament brought many of Japan's top wrestlers to Canada.

Peace and Security Co-operation

- The defence and security relationship between the two countries has been growing steadily for a number of years. In 1997 in Tokyo, Canada and Japan followed up on commitments made in their 1996 Agenda for Co-operation by holding their first-ever political-military talks. In September 1998, the Canada–Japan Peace and Security Symposium was held in Vancouver.
- Since 1992, staff of the Japanese Self Defence Forces and the Canadian Armed Forces have exchanged information on regional defence and security matters during yearly meetings in either Ottawa or Tokyo.
- Every second year, Canadian and Japanese naval ships participate in exercises prior to the “RimPac” naval exercises, which involve the United States, Japan, Canada and other Pacific Rim countries. The Japanese Training Squadron participates in exercises with Canadian naval units, and the Japanese National Defence Academy has an exchange program with the Royal Military College of Canada. In May 1998, two Canadian naval vessels visited Japanese ports as part of the annual Westploy Naval Deployment.

Development and Third Country Co-operation

- As the major donor in official development assistance (ODA) for the past seven years, with a budget of \$9.36 billion US in 1997, Japan plays an important role in the international donor community. Since 1986, when the first annual consultation on Canada-Japan co-operation on ODA took place, Canada and Japan have established a solid relationship in development co-operation. Cemented by an ongoing personnel exchange program between the Japanese International Co-operation Agency and the Canadian International Development Agency (CIDA) since 1992, relations have matured to a natural alliance on issues of common interest in international forums.
- Japanese official development assistance also provides business opportunities for the Canadian private sector when working in partnership with the Japanese private sector. For example, the 1996 Third Country Co-operation Agreement has led to Canadian participation in Japan's Ministry of International Trade and Industry round tables on project opportunities in Asia. This lets Canada know where the opportunities are and has sparked several joint projects by Canadian and Japanese firms.

Canada–Republic of Korea Relations

- Canadian involvement in the Korean peninsula began in the late 19th century when Canadian missionaries played an important role in education and health care.
- Official involvement began in 1947 when Canada participated in the United Nations commission that supervised free elections. Formal recognition of the Republic of Korea followed in 1949. Canada opened its embassy in Seoul in 1973.
- Canada and Korea share membership in the World Trade Organization and the Organisation for Economic Co-operation and Development. They also participate in the Association of South East Asian Nations Regional Forum, which deals with security issues, and in the Korean Peninsula Energy Development Organization.
- Korea's rapid development, democratic evolution and growing regional and international interests, together with its entry into the United Nations in 1991, have resulted in greater co-operation between the two countries in a number of areas, such as arms control, disarmament and peacekeeping.
- Canada contributed the fourth-largest contingent to the UN Command in the 1950–53 Korean War, providing 26,791 troops and suffering 516 fatalities.
- Canada supports Korea's continuing efforts to improve relations with North Korea (the Democratic People's Republic of Korea) and to lessen tensions on the divided peninsula, including the proposed four-party talks on peace involving Korea, North Korea, the United States and the People's Republic of China.

Canada–Korea Special Partnership

- The Canada–Korea Special Partnership was announced by Canada's Prime Minister and Korea's President in 1993. The partnership is designed to forge closer co-operation in different areas, including trade, investment and industrial technology.
- Since 1995, a number of high-level government-to-government visits have helped strengthen the relationship in a range of areas including agriculture and agri-food, national defence, natural resources and trade.

- Korea's President visited Canada in 1995, accompanied by three ministers and a senior business delegation. At that time, the leaders of the two countries announced the establishment of the Canada-Korea Forum to promote mutual understanding and to deepen and broaden the relationship. Agreements were signed during the visit, including an industrial and technological co-operation agreement. The Canada-Korea Forum met in 1996 and 1997.
- In 1997, the Prime Minister, federal cabinet ministers, provincial premiers and territorial leaders, and hundreds of business representatives took part in a Team Canada trade mission to Korea. The trip resulted in more than 73 business deals valued at \$602 million.
- An agreement to facilitate trade in telecommunications and in radio and information technology equipment was signed during the Team Canada mission. Canada and Korea are now working on an agreement in the area of telecommunications equipment procurement.
- Two marine parks, namely Canada's Pacific Rim National Park Reserve and Korea's Hallyeo-Haesang Sea National Park, were officially twinned during the Team Canada mission. The arrangement followed on the 1995 twinning of two land-based parks, Mount Revelstoke and Glacier National Park in British Columbia, and Chirisan National Park in Korea.
- Canada and Korea signed a letter of intent in 1997 to co-operate on climate change and joint implementation of greenhouse gas reduction initiatives. This will be done through co-operative efforts to increase energy efficiency and develop alternative transportation fuels and renewable energy options.

Education

- Canada established an education centre in Korea in 1993 to provide professional assistance to recognized Canadian educational institutions, corporations and professional associations that want to market their services and products. The education centre also helps strengthen linkages in the region. The Asia-Pacific Foundation of Canada is a major partner in this initiative.
- Koreans now make up the largest group of international students in Canada. With the opening of a Canadian education centre in Seoul, the number of Korean students studying in Canada rose from 640 in 1993 to 12,143 in 1997.

- The Canada–Korea Working Holiday Program enables young Canadians and Koreans, aged 18 to 30 years, to tour and live in each others country for up to one year and accept occasional employment. The program was extended indefinitely in 1997.

Trade and Investment

- With two-way trade valued at \$5.7 billion in 1997, Korea is Canada's fourth most important export destination in the Asia–Pacific region and sixth-largest export market in the world.
- Canadian exports were valued at \$2.9 billion in 1997, up from \$2.7 billion in 1996. Canadian imports from Korea were valued at \$2.8 billion in 1997, up from \$2.7 billion in 1996.
- Major Canadian exports to Korea include coal and mineral fuels, pulp, organic chemicals, grains and cereals, aluminum products, paper, iron and steel, energy equipment, telecommunications equipment and aerospace products.
- Major Canadian imports from Korea include electronic equipment (computers, televisions, VCRs), vehicles and parts, clothing, footwear and textile products, steel, plastics, chemicals, tools and machinery.
- The Korean market presents growing opportunities in areas of Canadian expertise, including energy, agriculture and agri-food products, oil and petrochemicals, transportation, defence, aerospace, computers, electronics, telecommunications, biotechnology, manufacturing technology, advanced materials, and automotive parts and components.
- Promotion of investment in Canada remains a priority. Cumulative Korean direct investment to Canada from 1986 to 1996 was \$177 million. Cumulative direct investment flows from Canada to Korea during the same period were valued at \$129 million.

Culture

- Memorandums of understanding on cultural co-operation and on television co-production provide a framework for the development of cultural activities between Canada and Korea.
- Korea has become a regular stop on the Far East circuit for major Canadian cultural troupes. Since 1995, the Montreal Symphonic Orchestra, I Musici de Montréal, cellist Ofra Harnoy, and popular music

stars such as Bryan Adams, Celine Dion and Alanis Morissette have performed in Seoul.

Development Co-operation

- Since 1964 Canada has contributed \$10.5 million of its development assistance budget to assist in the economic and social development of Korea. With its economic growth of the late 1980s, Korea changed from being a recipient of development assistance to being a donor.
- Co-operation between Canada and Korea in the provision of development assistance started in 1992. Activities fall into four broad categories: exchange of information, aid policy dialogue, functional co-operation in selected areas, and co-operative activities in countries of mutual interest.
- In 1997, the Canadian International Development Agency (CIDA) and its Korean counterpart signed a letter of intent on co-operation in development assistance. Under this agreement, CIDA will provide in-house training and professional development specialists. In addition, through workshops and seminars, CIDA will share its experience on approaches to global issues, processes and procedures for the delivery of development co-operation.
- In 1997, CIDA and its Korean counterpart agreed to jointly conduct a third-country training program for developing countries. Through this pilot project, the two will learn more about each other's approaches, processes, and management culture and will develop ways to facilitate joint co-operation in the future.
- Canada and Korea are among a group of countries that share representation on the Board of Directors of the African Development Bank. They have agreed to also share representation in the Middle East Development Bank. Canada supported the entry of Korea into the Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). This further enables co-operation between Canada and Korea through the OECD Development Assistance Committee.

Canada–Malaysia Relations

- The Canadian and Malaysian governments have developed a strong relationship since Malaysia's independence in 1957. This relationship has been strengthened by the two countries' record of co-operation as members of the Commonwealth, the United Nations, and the World Trade Organization; as participants in the Association of South East Asian Nations (ASEAN) Regional Forum, which deals with security issues; and through ASEAN itself, where Canada is a dialogue partner and Malaysia is a founding member. Malaysia's membership in the APEC forum has increased economic and technical co-operation and has helped to liberalize trade and investment.
- Canada and Malaysia share a mutual interest in a number of international issues, including peacekeeping and the environment. Canada and Malaysia are the co-chairs of the ASEAN Regional Forums intersessional meeting on peacekeeping, which focuses on peacekeeping training for its members.
- Over the last three years, Canada and Malaysia have intensified co-operation in promoting sustainable management of forests through their joint sponsorship of the Intergovernmental Working Group on Forests, whose efforts helped establish the Intergovernment Panel on Forests at the 1995 UN Commission on Sustainable Development meeting.
- Several recent high-level visits show Canada's and Malaysia's growing interest in expanding relations. In 1996, the Prime Minister led a Team Canada mission to Malaysia. The team included federal cabinet ministers, provincial premiers and territorial leaders, and more than 200 business people. Three agreements — on air transport, forestry, and education and training — were signed during the mission, and Canadian companies announced \$445 million in business deals.
- Canada's Secretary of State (Asia–Pacific) led a trade mission to Kuching and Kuala Lumpur in 1997 promoting Canadian business involvement. As well, Malaysia's Foreign Minister and several Malaysian students participated in a National Youth Conference on Asia–Pacific hosted by Canada in 1997.
- Canada opened a Canadian education centre in Kuala Lumpur in 1995. This initiative will increase awareness of Canadian education capabilities and promote Canada as a place to receive a quality education. The goal is to double the number of Malaysian students coming to Canada by the end of 1998.

- Canada expressed strong concern in September 1998 over the Malaysian government's use of its Internal Security Act to arrest and detain Anwar Ibrahim, who is Malaysia's former deputy prime minister and finance minister. The act allows for detention without trial. Anwar Ibrahim was arrested, along with 14 political associates, following his participation in a political rally in Kuala Lumpur.

Trade and Investment

- The current economic crisis has caused significant currency devaluation. By the end of the second quarter of 1998, the economy had contracted by 6.8 per cent. This has had an impact on both interest rates and the country's current-account deficit. The Malaysian government has postponed some large infrastructure projects and slowed its privatization program in an effort to reduce foreign borrowing.
- With its goal of becoming a developed country by 2020, Malaysia offers opportunities for Canadians in the transportation, energy, telecommunications and information technology, environment, aerospace, agri-food and education sectors.
- Canada-Malaysia trade reached more than \$2.6 billion in 1997, up from \$285 million a decade ago. Canadian exports were valued at \$679 million in 1997. Exports of services, principally engineering consultancy services, are worth an estimated \$200 million to \$250 million annually. Imports from Malaysia were valued at \$1.98 billion in 1997, up from \$1.58 billion in 1996.
- Principal Canadian exports to Malaysia include fertilizer; paper and paperboard; organic chemicals; cereals; and manufactured goods such as boilers, machinery and mechanical appliances. Imports from Malaysia include electrical machinery and equipment; boilers; machinery and mechanical appliances; organic chemicals; rubber and rubber products; and apparel.
- Canada is the 13th-largest foreign investor in Malaysia. Canadian investors include Bata Shoes Ltd., Alcan Aluminium, Nortel, and Dominion Textile.
- The Canadian private sector has achieved notable success in the Malaysian market. For instance, a Canadian consortium of Bombardier and SNC-Lavalin was awarded a contract to build a rapid-transit system in Kuala Lumpur. Bovar Inc. of Calgary and its Malaysian partner, Progressive Impact Corp. Sdn Bhd, signed a 20-year contract to build, own and operate an air- and water-quality monitoring and a data management system.

- The Canadian private sector shows active interest in Malaysia's super-corridor project, which will see the creation of a multimedia university, an information city and an administration centre outside Kuala Lumpur.

Development Co-operation

- Development co-operation has been an important aspect of Canada's relations with Malaysia since the days of the Colombo Plan in the 1950s. Through its programs and projects, the Canadian International Development Agency (CIDA) has delivered over \$100 million in official development assistance. Five projects are operating in Malaysia: the Training and Visits Fund, the Malaysian Institute for Economic Research Project, the Enterprise Malaysia Canada (Phase II) Project, the Women's Initiative Fund, and the Canada Fund for Local Initiatives. In addition, Malaysia benefits from CIDA's Regional program for the ASEAN countries.

Canada–Mexico Relations

- Canada has a broader and more substantial relationship with Mexico than with any other Latin American country. Implementing the North American Free Trade Agreement (NAFTA) is still a priority, but is only one of the many aspects of the dynamic and expanding relationship between the two countries. A stronger partnership with Mexico is an important element in Canada's policy toward Latin America.
- Canada's Prime Minister travelled to Mexico in 1994. When Mexico's President returned the visit in 1996, both leaders endorsed the Declaration of Objectives for the Canada–Mexico Relationship and Action Plan, a "road map" for the two countries. Canada's Prime Minister and Canadian ministers meet with their Mexican counterparts frequently. The two leaders met most recently at the Summit of the Americas in Santiago, Chile, in April 1998. The two foreign ministers also held discussions in Santiago and met later in New York during the UN General Assembly.
- The Canada–Mexico Joint Ministerial Committee serves as a forum for discussion and co-operation on matters of common interest in politics, commerce, and economics. The committee met about every two years between 1968 and 1990, and has met every year since then. Ministers have visited each other's country to exchange views and information about sectors such as trade, agriculture, energy and mining, transportation, environment, and communications. The next meeting will be held in Canada.
- More than 150 agreements between Canada and Mexico are in place, with nearly four dozen of them signed since 1990. One is a double taxation agreement, the first ever signed by Mexico. Other agreements cover environmental co-operation, distance education, energy, transportation, agriculture, mining, electoral and human rights co-operation, culture, and legal matters. In January 1998, during the Team Canada mission led by the Prime Minister, six agreements were signed in the areas of development co-operation, model forests, anti-narcotics co-operation, telecommunications, education, and health.
- Mexico is an influential member of several regional organizations, and as such is an important multilateral partner for Canada. It is a founding member of the Rio Group, and its views are influential when the group takes a common stand.
- In the Organization of American States, which Canada joined in January 1990, Mexico is the fourth-largest contributor (after the United States, Canada and Brazil). Canada supported Mexico's membership in the APEC

forum in 1993 and in the Organisation for Economic Co-operation and Development in 1994.

- Contact between Canadians and Mexicans has been increasing in recent years. More than 400,000 Canadians travel to Mexico annually, while about 80,000 Mexicans visit Canada. The level of cultural exchanges has risen, and such exchanges now include a program to encourage Canadian studies in Mexican universities. In agriculture, there is a program that allows Mexican workers to enter Canada during seasons when workers are in short supply.
- Canada is represented in Mexico City, Monterrey and Guadalajara, with honorary consuls in Acapulco, Cancun, Mazatlan, Oaxaca, Puerto Vallarta, San Miguel de Allende, and Tijuana. Mexico is represented in Ottawa, Montreal, Toronto and Vancouver, with honorary consuls in Calgary, Quebec City, Dartmouth and St. John's.
- In 1995, the human rights commissions of Canada and Mexico signed a co-operation agreement that focused on disability, HIV/AIDS, and women's and children's issues. In May 1998, representatives of the Mexican national and state human rights commissions and non-governmental groups paid a working visit to Canada for two weeks.
- There is an increasingly close, co-operative relationship between the Canadian and Mexican electoral commissions. As a result of the 1997 mid-term elections in Mexico, there are new opportunities for Canada to build linkages with Mexico through, for example, parliamentary exchanges.

Trade and Investment

- Mexico is Canada's largest trading partner in Latin America. From 1994 through 1997, two-way trade grew by 80 per cent, reaching more than \$8.2 billion. Over the same period, Canadian exports rose by 54 per cent to reach nearly \$1.3 billion. Canadian export figures do not reflect, however, the value of many goods shipped to Mexico via the United States.
- Canada's access to the Mexican market has increased considerably since NAFTA came into force in January 1994. Canadian firms now have increasingly barrier-free access to a market of more than 90 million consumers. They have expanded sales in areas that were previously highly restricted, such as the automotive, financial services, trucking, energy, and fisheries sectors.

- Canadian direct investment in Mexico in 1997 totalled nearly \$1.1 billion, up from \$530 million at the end of 1993. Further privatization is creating new opportunities for Canadian businesses in transportation (e.g., ports, airports, highways), in hydroelectric power stations, and in the storage, transmission, and distribution of natural gas.
- Canada's Export Development Corporation provided some \$913 million in financing in 1997 in support of Canadian exports to Mexico.

Development Co-operation

- Mexico requires no government-to-government development aid from Canada. However, a \$500,000 Canada Fund for Local Initiatives is administered by the Canadian embassy to support programs aimed at Mexico's poorest groups.
- Canada is working on a tripartite development assistance program with Mexico and Central America. The focus of the program is to provide support to victims of anti-personnel mines in the most severely affected countries of Central America. Canada and Mexico will work closely on this project and the Pan American Health Organization will co-ordinate it.
- Many Canadian non-governmental organizations funded by the Canadian International Development Agency are active in Mexico. In 1996-97, the agency contributed almost \$1.3 million through Canadian non-governmental groups for projects on community health, education, and private sector development.
- The agency's Industrial Co-operation Program helps Canadian companies establish long-term business relations with partners in developing countries by promoting and supporting sustainable development. The program's volume of business indicates that Mexico ranks high among the countries preferred by Canada's private sector. (Only China, India and Indonesia are higher.) Projects have focused primarily on environmental technologies, transportation, gas, and the food sector. Increasingly, companies are pursuing "build-own-transfer" infrastructure opportunities.

Canada–New Zealand Relations

- As parliamentary democracies within the Commonwealth, Canada and New Zealand share many common values and perspectives and work together in many international forums. For instance, both are members of the CANZ, a UN group consisting of Canada, New Zealand and Australia which supports mutual interests, such as UN financial reform. Canada and New Zealand are members of the World Trade Organization and the Cairns Group on Agriculture; they also participate in the South Pacific Forum.
- Senior officials of both countries consult regularly on political, economic and trade matters. As well, a limited program of defence co-operation is in place.
- In recent years, there have been frequent ministerial visits between Canada and New Zealand. Canada's Prime Minister and the Secretary of State visited New Zealand in November 1995 following the Commonwealth Heads of Government Meeting in Auckland. In July 1996, the Minister for International Trade made an official visit to New Zealand, in addition to participating in the APEC Trade Minister's Meeting in Christchurch. The Minister of Immigration travelled there in August 1997, and the Minister of Labour followed in March 1998. A series of New Zealand ministers (trade, environment, transport), including the Prime Minister, visited Canada during 1997, when Canada was the chair of APEC. New Zealand will chair APEC in 1999.
- Canada is represented in Wellington and Auckland. New Zealand is represented in Ottawa and Vancouver.

Trade and Investment

- Canada and New Zealand's trade relations are based on a 1981 trade and economic co-operation agreement which includes the exchange of preferential tariffs. It commits both countries to expanded trade and investment.
- Canada exported goods valued at \$298 million to New Zealand in 1997, up from \$228 million in 1996. Canadian imports from New Zealand totalled about \$366 million in 1997, compared with \$322 million in 1996.
- Principal Canadian exports to New Zealand include machinery and electrical equipment, fertilizers (potassium chloride), wood and paper products, polyethylene, cereals, pork, canned salmon, and sulphur. Inroads

are being made in the more value-added sectors of computer hardware and software, telecommunications equipment and consumer products.

- Major imports from New Zealand include beef, lamb, dairy products, fresh fruits, tools and implements, iron and steel, and fish.
- Considering New Zealand's relatively small population, its direct investment in Canada is significant, amounting to about \$2 billion. Fletcher Challenge Ltd. leads the way with investments in the forestry sector in British Columbia and in the oil and gas sectors in Alberta and Saskatchewan.
- Canadian investment in New Zealand exceeds \$1 billion and covers a wide spectrum of sectors, including information technologies, energy, broadcasting, food processing and distilling.
- Canadian joint ventures in New Zealand include projects by TransAlta Utilities Corp. (thermal power generation and electrical utilities), Methanex Corp. (methanol production), CanWest Global (television), Sask. Telecommunications (cable television and telephone), McCain Foods Ltd. (food processing), and GEAC Computer Corp. (information technology).

Canada–Papua New Guinea Relations

- Canada–Papua New Guinea relations are strengthened by their common membership in the United Nations and the Commonwealth. The two countries also participate in the annual South Pacific Forum.
- In 1997, Canada exported \$24 million in goods to Papua New Guinea and imported \$2 million worth of merchandise.
- Canadian direct investment in the mining industry is valued at more than \$500 million.
- The Canadian High Commission in Canberra administers a \$400,000 Canada Fund program that mainly supports community development and services in Papua New Guinea.
- Canadian official development assistance to Papua New Guinea has helped political and economic development and the effective management and protection of ocean resources. The emphasis is on developing human resources through training and by providing technical support in managing and protecting marine resources. One of the Canadian International Development Agency's most important bilateral projects is the Canada–South Pacific Ocean Development Program. Since 1988, Canada has spent \$28 million supporting 64 regional and bilateral initiatives that strengthen organizations working on ocean resource development and management.
- Canada provided \$100,000 to the drought relief effort in 1997 and, through the Red Cross, another \$100,000 for tidal wave relief in 1998.

Canada–Peru Relations

- Canada's modern relations with Peru began in 1941 when Canada's Minister of Trade and Commerce led a mission to the region and reached a trade agreement with Peru and several of its neighbours.
- Canada and Peru established diplomatic relations in 1944 when Canada was steadily expanding its political and economic links with many countries in South America. Canada appointed its first ambassador to Peru and opened an embassy in Lima that same year.
- Until recently, relations between Canada and Peru were limited. Starting with the visit of Canada's Secretary of State (Latin America and Africa) to Lima in 1994, Canada began to deepen its ties with Peru as part of its overall plan to enhance relations with the countries of Latin America and the Caribbean.
- Canada and Peru began to implement a broad program of co-operation during a March 1998 visit to Ottawa by Peru's foreign minister. A memorandum of understanding (MOU), signed at that time, establishes more regular, high-level meetings between the countries. The MOU will also guide discussions on a variety of issues, such as regional security, criminal justice co-operation, trade liberalization, governance and human rights.
- During the March 1998 meeting, the foreign ministers of both countries agreed to negotiate a treaty on mutual legal assistance. Canada believes that creating an international network of such treaties is an important step in the fight against transnational organized crime.
- The March 1998 meeting also resulted in the signing of a joint declaration on cultural patrimony, emphasizing the importance that both countries place on protecting their cultural heritage. The declaration followed the November 1997 return to Peru of artifacts seized by Canada Customs.
- President Alberto Fujimori's visit to Canada in October 1998 was the first official visit to this country by a Peruvian head of state. During his stay, the two governments signed agreements on mutual legal assistance, mine safety and environmental practices, and co-operation in science and technology. As well, Canada announced a \$2.3 million contribution to Peru's Office of the Ombudsman. The President also met with Canadian human rights, non-governmental, and labour organizations.
- Peru is important to Canada because of its membership in the Andean Community (Bolivia, Colombia, Ecuador, Peru and Venezuela). In the

spring of 1998, Canada began discussions with the Andean Community on developing a closer trade relationship.

- Canada strongly backed Peru's entry into APEC. Canada sees this as an opportunity for further co-operation on political, economic and social issues. Canada is encouraged that Peru has been ahead of schedule in preparing its action plan on trade liberalization within APEC.
- Canada also believes that co-operation with Peru could be greatly expanded at the Organization of American States, the United Nations and through the Summit of the Americas process. The issues of indigenous people, drugs, democratic development, and the environment are priorities for Canada.
- Canada notes the work Peru has done to strengthen its constitutional, legal and human rights institutions, and Canada will continue to co-operate with Peru on these matters. An example of this positive evolution was the creation in 1994 of an ombudsman's office, which has become an important defender of human rights in Peru. Canada works closely with the ombudsman's office to provide information, expertise, and technical assistance.
- Peru was one of the signatories to the December 1997 Ottawa treaty that bans anti-personnel mines, and has shown leadership in South America by ratifying the treaty in June 1998.
- Peru's Finance Minister visited Canada in 1996. Canada's Minister for International Cooperation visited Lima in 1997. As well, the Speaker of the Senate led a Canadian delegation to Lima for the 1997 General Assembly of the Organization of American States.
- In Lima in November 1997, the Secretary of State (Latin America and Africa) discussed human rights, development, trade and investment. Through visits to rural areas of Peru, the Secretary of State saw how Canadian aid is helping to build local economies, in particular through women's development projects.

Trade and Investment

- Canadian firms have responded positively to Peru's open, reforming economy. Between 1994 and 1997, two-way trade more than doubled from \$184 million to more than \$400 million.
- Canadian exports to Peru reached \$270 million in 1997, a 54 per cent increase over 1996. These include cereals, edible seeds (such as chickpeas

and lentils), telecommunications equipment, and machinery for the mining, energy, and oil and gas sectors.

- Most of Peru's exports to Canada in recent years have been silver, lead, zinc, coffee, and fishmeal used in animal feeds. In 1997, exports were valued at \$134.3 million.
- More than 60 Canadian companies operate in Peru. To consolidate and further develop investment, Canada and Peru negotiated a foreign investment protection agreement in 1994. Finalizing the agreement is a priority for both countries.
- More than 20 mining companies, representing the majority of Canadian investment in Peru, plan to invest another \$6 billion. Most major Canadian mining companies invest in Peru.
- In September 1998, a Canadian consortium (composed of Rio Algom, Noranda and Teck) announced a \$3.4 billion investment to develop the Antanima mining project, considered the most important ever developed in Peru. Once in operation, it is expected to boost mineral production by 25 per cent.
- Ontario Hydro International and Hydro Quebec International both have large projects in the power distribution sector. The Bank of Nova Scotia is a significant shareholder in the Banco Sudamericano.
- Canada's Export Development Corporation finances both public and private sector projects and insurance services in Peru. It has provided a \$30-million line of credit to the Corporacion Andina de Fomento, a regional industrial development bank that invests in companies of the Andean Community; and a \$23-million line of credit to Banco Wiese, a Peruvian commercial bank.

Development Co-operation

- In 1997-98, Canada's Official Development Assistance to Peru through all channels was \$19.5 million. These channels include government-to-government aid, contributions to the work of international bodies, and support to Canadian non-governmental groups and Canadian businesses operating in Peru.
- The Canadian International Development Agency (CIDA) manages most of Canada's ODA initiative in Peru. Its government-to-government program is the largest such program in South America and reflects the

importance Canada gives to ensuring that Peru continues along the path of peace and equitable growth.

- The government-to-government program, which disbursed \$16.2 million in 1997–98, addresses four themes: poverty reduction and the promotion of equity, environmentally sustainable economic growth, improved governance, and human rights.
- Poverty reduction and the promotion of equity are addressed primarily through productive sector projects funded through Peru–Canada Counterpart Funds. These funds are generated from lines of credit from the sale of Canadian equipment and through food aid. Other projects work to raise family incomes by supporting agricultural co-operatives, alpaca breeders, the co-operative credit sector, and micro-enterprise training for women. CIDA is also working on behalf of the poor through projects in water and sanitation, prenatal health care, and support to UNICEF’s health and education program.
- CIDA supports environmentally sustainable economic growth through lines of credit for oil and gas and for telecommunications and mining equipment. In addition, a number of projects aim to improve environmental management in mining and natural gas distribution, and through the use of satellite imaging technology.
- Improved governance, for example in public accountability, is supported through a local public sector reform fund project which provides technical assistance through Canadian experts. Sound governance is also addressed through projects which support economic training, public policy research, and municipal strengthening.
- CIDA supports improved respect for human rights through a project to make people aware of international humanitarian law, through the public sector reform fund, and through the Canada Fund for Local Initiatives. During Peru’s municipal elections in October 1998, CIDA supported the Electoral Observer Mission of the Organization of American States.
- During 1997–98, CIDA’s Partnership Program contributed \$2 million to 29 non-governmental organizations and institutions.
- CIDA’s Industrial Co-operation Program has provided \$1.26 million for projects undertaken by 29 businesses in Peru.

Canada-Philippines Relations

- The Philippines has extensive natural resources in minerals, agriculture and fisheries, and a well-educated industrial work force. The country has been affected by the currency crisis plaguing Asia, but relatively less than other countries in the region. The economy continues to grow, although at a slower rate than anticipated. Government policies still reflect a commitment to liberalization and privatization.
- Canada's relations with the Philippines are strong and friendly. Canada was one of the first countries to extend export credits to the Philippines after restoration of democracy in 1986. In recent years, the Philippines has ranked in second or third place globally as a source of immigrants to Canada.

Trade and Investment

- In January 1997, the Prime Minister led a 500-member Team Canada mission to the Philippines. The result was more than \$550 million in contracts and memorandums of understanding. Following his attendance at the November 1997 APEC Economic Leaders' Meeting in Vancouver, the Philippine President made a state visit to Canada, accompanied by a Philippine business delegation. This visit by "Team Philippines" resulted in more than 30 business deals worth \$2.3 billion.
- Canadian exports to the Philippines in 1997 were worth more than \$407 million, an increase of 40 per cent over 1996. Canadian imports were \$723 million, an increase of 31 per cent over 1996. Preliminary figures for the first half of 1998 show a significant drop in Canadian exports and an increase in imports from the Philippines in the wake of the regional financial crisis.
- Canadian exports to the Philippines in 1997 demonstrated a continuing movement away from traditional agricultural and resource commodities and toward secondary goods such as electrical and mechanical machinery. Other major Canadian exports included cereals, ores, pulp and paper, and zinc. Major Canadian imports included electrical and other machinery, boilers, and parts; textiles; clocks, watches and parts; and fish products.
- The main sectors of opportunity for Canadian business are telecommunications and information technologies, agri-food products and services, power and energy, mining environmental management, transportation, and construction and building products.

Development Co-operation

- Since 1986, Canada has targeted the Philippines as a priority country for development assistance. Through its programs and projects, the Canadian International Development Agency (CIDA) has delivered over \$400 million in official development assistance.
- Guided by the objectives of promoting good governance and building Philippine private sector capabilities, the agency's activities focus on capacity building, at both the national and local government levels; support to non-governmental organizations and women in development; the environment; commodities; telecommunications and enterprise development.
- The Local Government Support Project assists the Philippine government in its efforts to decentralize government operations. The project provides technical assistance in the form of research, training, policy advocacy, workshops and conferences, technical and managerial expertise, community organization and mobilization, feasibility studies and development education.
- The Non-Governmental Organization Support Project assists the efforts of key Philippine non-governmental organizations (NGOs) with programs to alleviate poverty. One component involves building partnerships between Philippine and Canadian NGOs and provides small-project funding for alternative credit, the promotion of micro-enterprise and sustainable agriculture. Another component develops programs to alleviate poverty through training, institution-building, research, networking, and coalition-building.
- Projects in telecommunications have provided the Philippines Department of Transportation and Communications with 16 outstations, along with technical assistance and training. The projects have also assisted the Philippine government acquire telecommunications equipment and services from Canada for its municipal telephone program.
- The Entrepreneur Support Program helps improve services to micro-, cottage and small enterprises.
- The majority of Canada's bilateral assistance is concentrated in the poorest regions of the Philippines, namely Mindanao and the Western Visayas. By focusing on these geographic areas, Canada helps facilitate the decentralization efforts of the Philippine government, encourages a more equitable distribution of economic gains and achieves a greater impact from relatively small resources.

- CIDA's Industrial Co-operation Program fosters business collaboration between Canadian and Philippine firms and the transfer of technology and services. Program funding since 1978 has amounted to \$16.4 million and has been used primarily to support co-operation in the energy, transportation, industrial, mining, and communications sectors.
- CIDA's Southeast Asia Regional Program enhances Canada's relations with the Philippines through multi-country projects involving ASEAN, APEC, and regional institutions and networks. These projects emphasize institutional and human resources development in the areas of the environment, marine and oceans development, economic co-operation, science and technology, private sector development, security, governance, and gender equity.

Canada–Russia Relations

- Canada and the Soviet Union established diplomatic relations as military allies in 1942. The breakup of the U.S.S.R. and the emergence of Russia as an independent state in 1991 marked a new beginning for Canada–Russia relations.
- The two countries have developed strong political ties through their involvement in the Group of Eight leading industrialized and democratic economies. This and regular contact by government leaders have helped launch an expanding Canada–Russia economic agenda. Two-way trade was nearly \$1 billion in 1997 and continued to grow in the first half of 1998.
- While bilateral trade is expected to decline somewhat in the latter half of 1998, due to the current global economic situation, long-term prospects remain substantial.
- Canada and Russia established the Intergovernmental Economic Commission in 1995 to bring businesspeople and officials together to build co-operation and remove barriers to Canada–Russia trade and investment. The commission meets annually.
- Canada has encouraged Russia's integration into multilateral and regional institutions and welcomes Russia's inclusion in this APEC meeting. Canada looks forward to closer co-operation with Russia on Asia–Pacific issues.
- Russia has a strong link to Canada and the Euro-Atlantic community through the 1997 NATO–Russia Founding Act, which provides for a NATO–Russia Permanent Joint Council.
- Canada sees the permanent joint council as a forum for effective and transparent NATO consultation with Russia on European security. Canada and Russia also work together in the United Nations and the Organization for Security and Cooperation in Europe.
- As the world's two largest countries, sharing 85 per cent of the Arctic Ocean coastline, Canada and Russia are leaders in arctic and northern affairs, and in the Arctic Council. Co-operation on environmental and Aboriginal issues is growing.
- On the basis of a series of agreements, Canada–Russia nuclear co-operation has embraced the promotion of safety at nuclear power plants, the strengthening of the national regulating authority and a range of

commercial and non-commercial initiatives to ensure non-proliferation of fissile materials.

- High-level dialogue is key to a stronger political relationship. Canada's Prime Minister paid an official visit to Moscow and St. Petersburg in 1997 and met with Russia's President at the G-8 Birmingham Summit in 1998. The Prime Minister also met with Russian Prime Minister during his visit to Canada in 1997.
- Canada's Minister of Foreign Affairs meets regularly in international forums with his Russian counterpart. He visited Moscow in 1996 and the Russian Minister of Foreign Affairs attended the conference in Ottawa in December 1997 dealing with the banning of anti-personnel mines.

Trade and Investment

- In 1993, two-way trade between Canada and Russia was valued at \$430 million. In 1997, it was almost \$1 billion and increased a further 20 per cent in the first half of 1998. Canadian investment in Russia stands at about \$500 million.
- Canada has strong positions in the Russian oil and gas services, construction, agriculture and telecommunications sectors. The Canada-Russia Intergovernmental Economic Commission has working groups covering each of these areas.
- Canadian companies are well positioned to expand into the Russian mining, aerospace, oil and gas production, environmental services and other high technology sectors, if tax and legal frameworks continue to improve.
- Canadian economic activity has focused on the Russian far east and Siberia, as well as the Volga region, Moscow and the northwest. Canada has a consulate general in St. Petersburg.
- Canada signed an agreement on double taxation with Russia in 1995 and is working on other initiatives to improve the business environment for Canadian companies.

Technical Co-operation

- Canada's program of technical co-operation with Russia is managed by the Canadian International Development Agency. The program was established in 1991 as part of the overall Western commitment to the

Russian reform process, to support democratic and market-based reforms, and to increase trade and investment links.

- Since 1991, Canada has committed \$150 million to technical assistance activities that support the reform process. Currently, there are 49 active projects in Russia, totalling \$11.2 million. The aim is to assist Russia with its transition to a market economy, facilitate Canadian trade and investment links, and promote Russia's democratic development.
- Canada has transferred practical skills and expertise in private sector development, energy, agriculture, environment, northern development, and democratic development.
- The Renaissance Eastern Europe Program fosters Canadian investment in Russia through joint ventures aimed at establishing long-term business relationships. Since 1990, Canada has committed about \$7 million to 133 projects.

Canada–Singapore Relations

- Canada and Singapore's relationship is strengthened by shared membership in the Commonwealth and the World Trade Organization; by Canada's status as a dialogue partner in the Association of South East Asian Nations (ASEAN), of which Singapore was a founding member; and by shared participation in the ASEAN Regional Forum, which deals with security issues.
- Ties are strengthened by high-level visits between the two countries. Singapore's Prime Minister visited Canada in 1995 and Canada's Secretary of State (Asia–Pacific) led a trade mission to Singapore in 1997.
- A growing number and variety of links exist between Canada and Singapore in commerce, education, culture and the arts, entertainment, science and technology, and law and security. Canada's historic ties to Singapore were highlighted in December 1995 when over 200 Canadian veterans travelled to Singapore to commemorate the 50th anniversary of the end of the Second World War.
- Canada–Singapore relations are also enhanced by the growing number of students coming to Canada. Between 1,500 and 1,800 are now studying here. Students from Singapore are eligible for the Canadian Commonwealth Scholarship and Fellowship Plan. Of the over 10,000 Singaporean graduates of Canadian universities, many have attained prominence in government, business, and education and represent a corps of well-placed friends of Canada. A Canadian education centre opened in 1996 in Singapore to promote Canadian educational and training institutions.

Trade and Investment

- Since independence in 1965, Singapore has had three decades of almost uninterrupted economic growth. Singapore's success in international trade is based on its central location in Southeast Asia. It serves as a commercial and services centre for the region.
- Singapore is one of Canada's largest export markets in Southeast Asia. In 1997, Canadian exports were valued at \$506 million. Canadian imports were nearly \$1.2 billion.
- Canadian exports to Singapore are diverse. Key items include boilers, machinery and mechanical appliances, paper and paperboard, aircraft and parts, electrical machinery and equipment, and organic chemicals. Principal Canadian imports from Singapore consist of boilers; mechanical

machinery; electrical machinery and equipment; organic chemicals; rubber and rubber products; and textiles.

- Canadian direct investment in Singapore was valued at \$2 billion in 1995. Much of this investment is in the financial sector and in regional offices, rather than in manufacturing. More than 70 Canadian businesses have established operations in Singapore, including several Canadian banks and insurance companies. Canadian businesses are also served in Singapore by more than 200 agents and distributors.
- Singaporean direct investment in Canada has been valued at \$150 million in 1997. Portfolio investment in Canada is substantial, with the Government of Singapore Investment Corporation holding over \$1 billion in Canadian government bonds and other securities.
- Particular opportunities for Canadian businesses exist in information technology, transportation products, defence equipment, agri-food products, and environmental equipment and services.

Development Co-operation

- Singapore became ineligible for official development assistance in 1996.
- The Asia regional office for Canada's International Development Research Centre is based in Singapore. The Canadian high commission in Singapore is home to the regional office of the Canadian International Development Agency (CIDA).
- CIDA's Canada-ASEAN Centre opened in Singapore in 1989 to broaden business, academic, science and technology, and environmental interests. It seeks collaboration between private sector, research, and other organizations in Canada and ASEAN countries.
- Canada and Singapore are in the final stages of negotiating the General Agreement on Development Co-operation. Through it, the two countries will team up with a developing country, to share funding and activities.
- Through CIDA, Canada and Singapore are co-operating on a number of joint projects. One example is the Canada-Singapore English Language Training Program to help Vietnam, Laos, and Cambodia integrate with ASEAN and other regional forums. Other joint activities involve fisheries technology and training, search and rescue, environment, and science and technology.

Canada–Chinese Taipei Relations

- Canada has observed a one-China policy since 1970, when it established formal diplomatic relations with the Peoples Republic of China. Canada does not have diplomatic relations with Chinese Taipei.
- In 1986, the Canadian government supported a decision by the Canadian Chamber of Commerce to open an office in Taipei to expand trade, investment, and tourism ties. In 1991, a Canadian education centre opened at the Canadian Trade Office to promote Canadian educational and training institutions. All Canadian government trade development programs are available to Canadian companies pursuing trade and business opportunities in Chinese Taipei.
- Canada's people-to-people ties with Chinese Taipei continue to grow, with substantial increases in tourism, education, and immigration links. About 135,000 people from Chinese Taipei visit Canada every year, and there are more than 6,000 students from there studying in Canada. More than 25,000 people from Chinese Taipei have immigrated to Canada in the last three years, investing in businesses and establishing a significant presence in several Canadian cities.

Trade and Investment

- Canada's trade with Chinese Taipei has grown steadily to \$5 billion in 1997. It is Canada's ninth-largest export market, with exports valued at \$1.6 billion in 1997. Canadian imports were valued at \$3.4 billion in 1997, up from \$2.8 billion in 1996.
- Major Canadian exports include mineral fuels, wood pulp, paper, electrical equipment, paperboard, agricultural products, processed foods, pollution control and environmental engineering services, transportation equipment, telecommunications, avionics, high-tech products, and engineering services.
- Major Canadian imports include mechanical and electrical equipment, railway and streetcar rolling-stock parts, furniture, footwear, toys, sports equipment, plastics, clothing, tools, base metal articles, and optical precision equipment.
- Opportunities for Canadian companies exist in construction (primarily related to the development of infrastructure as part of a six-year plan), building materials, environmental protection, telecommunications,

engineering, management consulting services, specialty agricultural products, security products and services, and consumer products of all types.

- Canadian direct investment in Chinese Taipei is valued at a cumulative \$100 million, concentrated primarily in the finance sector (including a large joint venture in insurance), as well as with representative offices of Canadian companies.
- Canada is promoting strategic alliances with firms based in Chinese Taipei. When investing in Canada, these firms focus mainly on businesses associated with immigrants from their homeland, but there is one sizeable Chinese Taipei interest in a petrochemical complex in Alberta.

Canada–Thailand Relations

- Canada's relations with Thailand date from the Colombo Plan in the 1950s. Over the years, Canada's interest in the region has broadened and relations with Thailand now include a full range of activities — political, economic, commercial and development co-operation. Ongoing dialogue between the two countries addresses regional security and international environmental issues. Canada's acceptance of over 48,000 Indochinese refugees from camps in Thailand has also contributed to bringing the two countries closer together.
- Canada and Thailand are members of APEC, the principal vehicle for economic co-operation in the Asia–Pacific region. In addition, Canada is an active Dialogue Partner of the Association of South East Asian Nations (ASEAN). Canada and Thailand also participate in the ASEAN Regional Forum, which deals with security issues.
- Until recently, Thailand was one of the fastest growing economies in the world. However, in 1997, the country experienced an economic crisis resulting from an overheated property market and weakening economic fundamentals, including declining exports, a deep current account deficit and a fragile banking system. The resulting 40 per cent decline in the value of the Thai baht led to street demonstrations, all of which ended peacefully. Thailand's financial crisis resulted in an International Monetary Fund rescue package of \$17.2 billion US, accompanied by a wide array of spending cuts. Although Thailand faces serious challenges, its medium- to long-term prospects remain positive, particularly with additional reforms to the government and the economy.

Trade and Investment

- In 1988, Canada and Thailand signed an economic co-operation agreement creating a government-to-government economic commission.
- The Team Canada mission to Thailand in 1997 resulted in over \$1 billion worth of commercial deals. However, the recent financial crisis has led the Thai government to review its procurements, with the result that some contracts signed during the Team Canada mission may not be realized.
- Total two-way trade in 1997 was more than \$1.6 billion. Canadian exports were worth \$466 million; Canadian imports totalled nearly \$1.2 billion. In the first six months of 1998, Canadian exports to Thailand were down by 40 per cent over the same period in 1997, due to the financial crisis and the depreciation of the Thai baht.

Development Co-operation

- The Canadian International Development Agency (CIDA) supports programs in Thailand to address child labour, private sector development (through its industrial co-operation program), and sustainable development.
- CIDA's support for sustainable development also contributes to Canada's trade and investment objectives by highlighting Canadian expertise, technology and services through technical assistance and training programs. Projects in remote sensing, telecommunications, natural resources, and the environment, for example, have contributed to commercial deals for Canadian companies.
- Canada has also provided \$887,000 to Burmese refugees in Thailand. In 1997, it gave \$300,000 in food aid, \$50,000 to a small projects fund, and \$75,000 to a clinic.

Canada–United States Relations

- Canada and the United States are close friends, allies and trading partners. Political, economic, military, academic, and cultural ties benefit both countries, ensuring security and creating a dynamic environment for trade and economic growth.
- These ties are underpinned by hundreds of government-to-government agreements ranging from defence co-operation to Great Lakes water quality. There are also numerous agreements between the provinces and states.
- Environmental issues continue to figure prominently on the agendas of both governments as they seek to strike the right balance between the need to protect the environment and demands for using natural resources.
- Canada and the United States are partners on many international issues, including support for democracy and human rights, and the maintenance of a rules-based international trading system.
- A top priority for Canada and the United States is maintaining international peace and security through the effective functioning of international institutions, notably NATO and the United Nations.
- Defence co-operation has changed since the end of the Cold War, but remains an important dimension of the Canada–U.S. relationship. The renewal of the Norad Agreement in 1996 represents a significant contribution to bilateral defence.

Economic and Trade Relations

- Canada and the United States have the world's largest and most comprehensive trading partnership. They have strengthened this partnership by reducing trade barriers and establishing trade rules through the Canada–U.S. Free Trade Agreement, the North American Free Trade Agreement (NAFTA), and the World Trade Organization (WTO).
- Almost 78 per cent of Canadian exports go to the United States. Total trade in goods and services between the two countries in 1997 was \$456 billion (using the balance of payments method of calculation).
- Canada exported \$244 billion in goods and services to the United States in 1997. Imports from the United States were valued at \$212 billion in goods and services.

- Two-way trade in goods and services amounts to more than \$1.2 billion a day.
- Exports support more than two million jobs in each country and generate 28 per cent of Canada's gross domestic product.
- The economies of Canada and the United States have benefited from NAFTA. Since the agreement was signed in 1993, total Canadian merchandise trade with the United States has increased by 58.4 per cent.
- The United States is the main training ground for new Canadian exporters; 90 per cent make their first sale to U.S. customers. The United States is therefore a crucial market for Canada's overall trade development.
- The United States is the largest foreign investor in Canada; these investments increased by 7.6 per cent in 1997 to reach \$132 billion.
- The United States is also the most popular destination for Canadian investment, which increased by 6.9 per cent to \$99.3 billion in 1997.
- A major trade concern is the use of extraterritorial measures to impose U.S. policies on third countries, including Canada. The Helms-Burton legislation on Cuba is one example.
- Canada and the United States are pursuing liberalized trade globally and regionally. They recently reached agreement with other WTO members on basic telecommunications; and they are committed to developing the Free Trade Area of the Americas, which would liberalize trade throughout the Americas by 2005. As well, they are members of APEC, which plans to achieve free and open trade in the region among developed economies by 2010 and among less developed nations by 2020. Canada and the United States are both open to seeing Chile, Canada's newest free trade partner, admitted to NAFTA.
- **Canada-U.S. Shared Border Accord.** Over 200 million Americans and Canadians cross the border each year for the purpose of business, tourism, education, and to visit family or friends. To accommodate this growing traffic, border management is being improved through new technologies and procedures and infrastructure improvements.
- In Washington in 1997, the President and the Prime Minister announced a series of agreements to facilitate the growing flow of people and goods across the Canada-U.S. border. These measures, which include electronic clearance of commercial vehicles to reduce the number of customs stops, joint border facilities, a commercial vehicle processing centre, automated

remote sites and the creation of joint transportation networks, build on the landmark Shared Border Accord signed in 1995.

- **Canada–U.S. Open Skies Agreement.** The signing of the Open Skies Agreement in 1995 heralded a new era for aviation in North America.
- Under the agreement, airlines of both countries gained the unlimited right to serve any city-pair between Canada and the United States. New U.S. airline services to Canada were phased in over three years. The last restrictions at Toronto were removed in February 1998. By February 1997, traffic growth in Canada had exceeded 3.4 million passengers, a major increase for the two-year span.

Environment and Conservation

- Canada and the United States have a long history of co-operation on environmental protection and conservation. In 1909, the landmark Boundary Waters Treaty was signed, giving birth to the International Joint Commission.
- Some 30 environmental agreements exist between the two countries, covering issues ranging from water and air quality to wildlife management, atmospheric concerns and co-operative research.
- Canada and the United States continue to face many environmental challenges. Foremost among these is balancing increasing population and economic pressures with environmental protection and wise use of natural resources.
- In 1997, during the Prime Minister's visit to Washington, Canada and the United States announced a series of bilateral actions designed to give Canadians and Americans a cleaner, healthier environment. The two countries agreed to renew and make more effective use of the International Joint Commission; develop a joint plan of action on transboundary air pollution (smog); adopt a Great Lakes binational toxins strategy, which will eliminate the release into the lakes of the worst, persistent, bioaccumulative toxins; sign a framework agreement between Canadian and U.S. wildlife agencies on efforts to protect and conserve shared endangered species; improve Canada–U.S. co-operation in environmental research and development, through the signing of a memorandum of understanding; and develop closer co-operation on logistical support in Arctic research activities.

Fisheries

- The 1985 Pacific Salmon Treaty between Canada and the United States is based on two principles: conservation and equity. The conservation principle obliges each country to prevent overfishing; the equity principle provides that each country should receive benefits equal to the production of salmon originating in its waters.
- Canada and the United States have different interpretations of the equity principle. Therefore, it has never been fully implemented. In addition, the two countries do not agree on how to share the burden of conservation.
- Canada and Washington State reached an interim agreement in June 1998 to protect endangered coho and chinook stocks. Also in June, Canada and Alaska agreed not to fish for salmon in the disputed waters of the Dixon Entrance.
- Discussions with respect to the future fisheries are ongoing. Canada's principal objective is conservation.

Peace, Security and Democracy

- Canada and the United States work closely together on peace, security and democratic development in the Western Hemisphere and around the world.
- Canada and the United States consider peacekeeping an important contribution to international stability and security. Canada has 28 peacekeepers as part of the Multinational Force Observers monitoring the U.S. initiated Camp David Accord between Israel and Egypt.
- Canada and the United States are working together to promote stability and democracy in Haiti.
- Canada and the United States participate jointly in the NATO-led Stabilization Force in Bosnia-Herzegovina. Canada provides 1,240 troops to the force, along with six CF-18 fighter planes and nearly 200 personnel in related roles. Also, 30 civilian police officers are serving there in a variety of roles with the international Police Task Force. Canada also participates fully in international efforts to implement the Dayton Peace Agreement and to ensure stability in the region.
- Canada and the United States share the belief that the enlargement of NATO and the strong new relationship being established with Russia is strengthening European security. The countries invited to join NATO have demonstrated a high degree of progress in democratization, civilian control

over the military and, where necessary, peaceful settlement of disputes with neighbours. Further enlargement is expected after the 1999 NATO Summit in Washington.

- Canada and the United States believe that a healthy United Nations is essential to international stability and co-operation. Revitalizing the United Nations will ensure that it continues to be an active, relevant player in international affairs.
- Canada and the United States are among the many UN members that are encouraging the organization to focus its efforts on what it does well and to eliminate duplication. These renewal measures are designed to make the United Nations more effective, efficient and better prepared to meet the challenges of the 21st century.
- Canada is prepared to work with the United States and other UN members to achieve solid administrative, financial and management reforms and a cost-reduction approach to UN budgets. Members must also live up to their obligations and pay their dues on time, in full, and without conditions.

Canada–Vietnam Relations

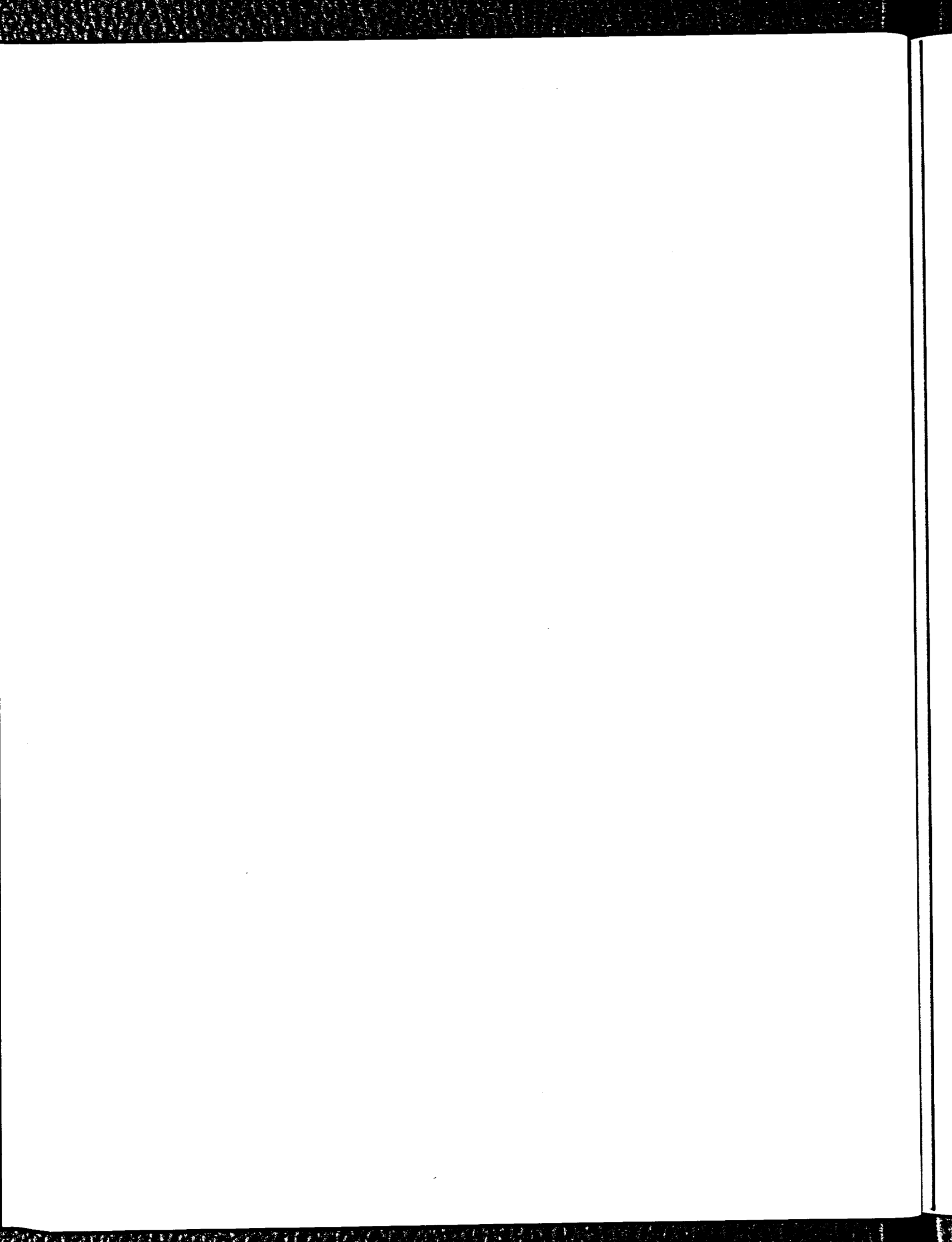
- As a member of the International Control Commissions in Vietnam for almost 20 years, Canada maintained delegation offices in Hanoi and Saigon from 1954 to 1973.
- In 1973, Canada established diplomatic relations with the Republic of Vietnam (South Vietnam) and with the Democratic Republic of Vietnam (North Vietnam). The two were unified and renamed the Socialist Republic of Vietnam in 1976, following a Communist victory. In 1994, Canada opened an embassy in Hanoi and a consulate general in Ho Chi Minh City.
- There have been several high-level visits during the last five years. Canada's Prime Minister travelled to Vietnam in 1994 and 1995 and attended the Hanoi Summit of la Francophonie in 1997. In 1994, Canada hosted Vietnam's current Prime Minister, then holding the office of deputy prime minister. Canada's Finance Minister went to Vietnam in 1996, and two Canadian secretaries of state have visited there twice. The most recent contact was a visit by the Vietnamese Foreign Minister in October 1998.

Trade and Investment

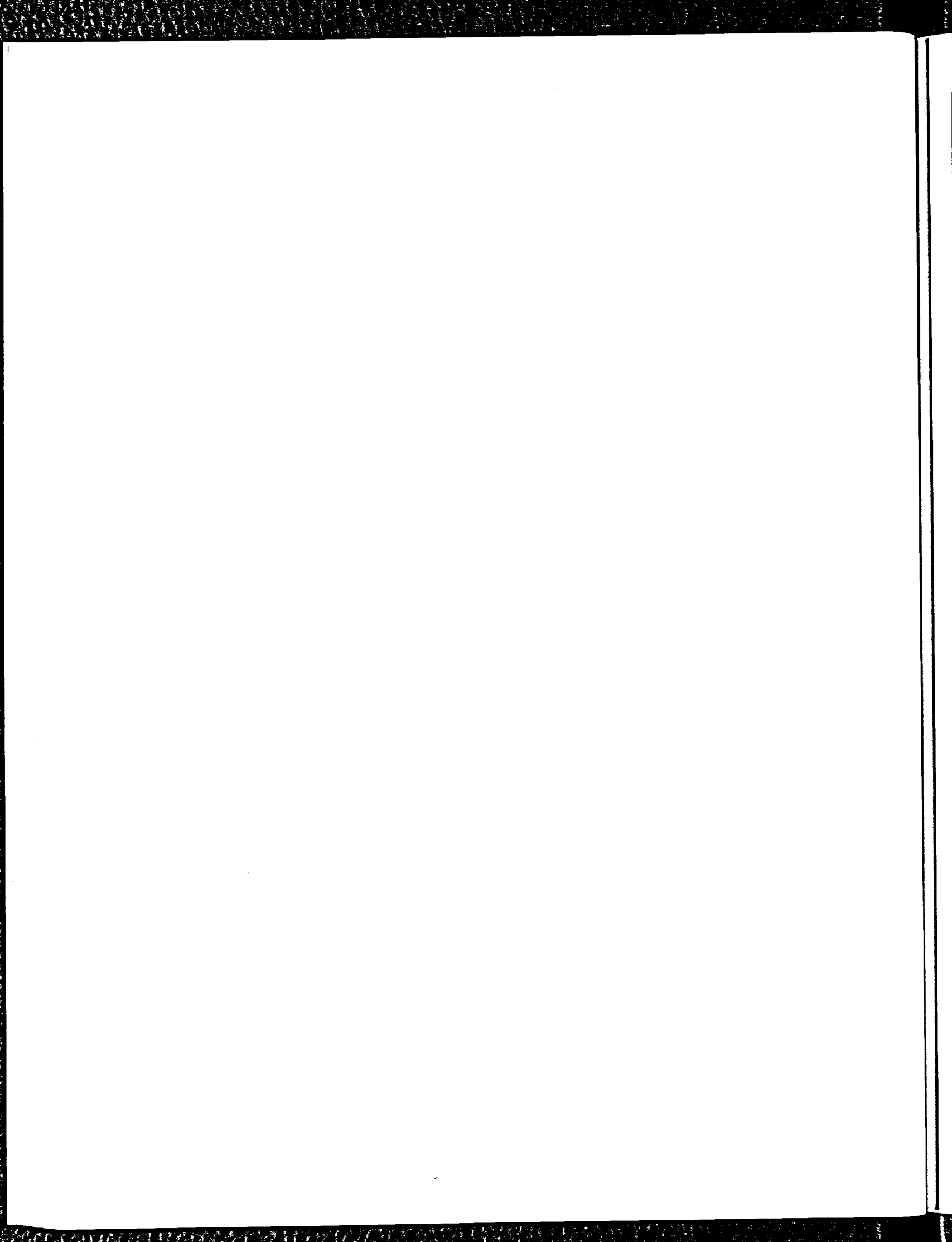
- Trade between Canada and Vietnam is modest, but expanding. In 1997, Canada's two-way trade with Vietnam totalled nearly \$201 million, a more than three-fold increase in 1994. Preliminary figures for 1998 suggest that trade has not been greatly affected by the regional financial crisis.
- In 1997, Canadian exports to Vietnam were worth \$52.1 million and included fertilizers, electrical and other machinery, boilers, pharmaceutical products, and synthetic staple fibres. Canadian imports from Vietnam that year totalled \$148.6 million and included footwear, clothing, coffee, tea, spices, fish, and crustaceans.
- Canada is regularizing its relationship with Vietnam through a series of agreements: economic co-operation and development co-operation agreements were signed in 1994, a trade agreement in 1995, and a double taxation agreement in 1997.

Development Co-operation

- Canada restored Vietnam's eligibility for official development assistance in March 1990, following Vietnam's withdrawal from Cambodia and the start of its extensive program of economic renewal. Over the next seven years, Canada provided about \$77 million in government-to-government aid. For fiscal year 1996-97, Canada contributed about \$21 million.
- The Canadian approach to development co-operation with Vietnam focuses on sustainable development and on providing the Vietnamese with the means to meet the challenges of moving to a market economy. The latter involves targeting economic, social and political reforms; transferring technology and Canadian know-how in areas such as the environment, information technologies, transportation, energy, and education; and emphasizing national and local programs to reduce poverty.



Fact Sheets



AUSTRALIA

Capital: Canberra

GEODATA

Area

7,682,300 km²

Population

18.3 million (1996)

Population growth rate

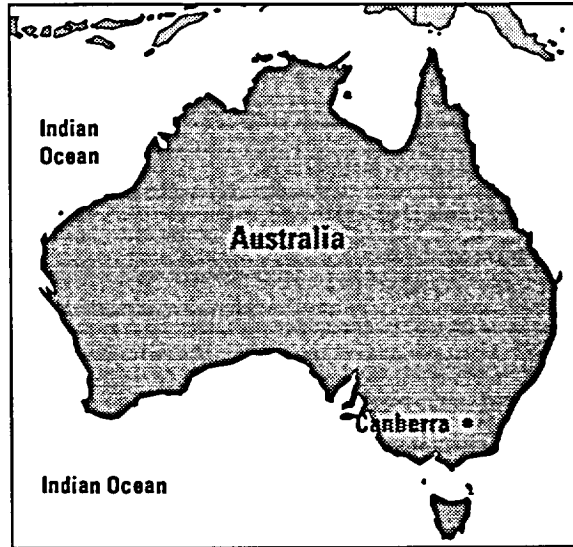
0.7% (1996)

Major language

English

Major religious groups

Anglican (26%), Protestant (25%),
Roman Catholic (25%), other (24%)



POLITICAL DATA

Type of government

Federal parliamentary state

Democratic institutions

Bicameral parliament

Leader

Prime Minister John Howard

Minister for Foreign Affairs

Alexander Downer

Deputy Prime Minister and Minister for Trade

Tim Fischer

UN Human Development Index (1998)

Australia ranks 15th among 174 countries

ECONOMIC DATA

GDP

\$343.5 billion US (1997)

GDP growth rate

3.7% (1997)

GDP per capita

\$19,100 US (1997)

Inflation rate

2.3% (1997)

Unemployment rate

8.1% (December 1997)

Main exports

Wheat, barley, beef, lamb, dairy products, wool,
coal, iron ore, machinery, transport equipment

Main imports

Fabricated materials, machinery and transport
equipment, computers and office equipment,
consumer goods, petroleum products

Main exports to Canada

\$1.2 billion (1997), including inorganic chemicals,
sugars, meat, machinery, ores, slag and ash, wines

Main imports from Canada

\$969 million (1997), including machinery, wood
and wood products, electrical machinery, vehicles,
fertilizer

CANADIAN REPRESENTATIVE

Brian Schumacher, High Commissioner

The Canadian High Commission

Commonwealth Avenue

Canberra, ACT 2600

Australia

Phone: (011-61-2) 6273-3844

Fax: (011-61-2) 6270-4069

BRUNEI

Capital: Bandar Seri Begawan

GEODATA

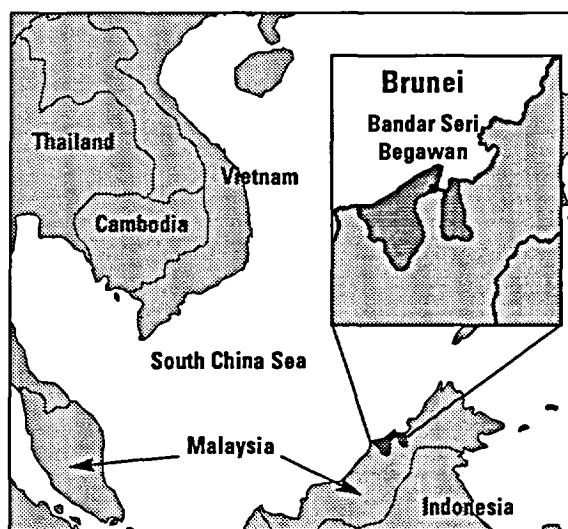
Area
5,765 km²

Population
305,000 (1996 est.)

Population growth rate
2.6% (1997 est.)

Major languages
Malay, English, Chinese

Major religious groups
Muslim (63%), Buddhist (14%), Christian (8%),
other (15%)



POLITICAL DATA

Type of government
Sultanate (monarchy)

Democratic institutions
No parties, no elections

Leader
Sultan and Prime Minister Sir Hassanal Bolkiah

Minister of Foreign Affairs
Mohamed Bolkiah

Minister of Industry and Primary Resources
Pehin Dato Awang

UN Human Development Index (1998)
Brunei ranks 35th among 174 countries

Unemployment rate
4.8% (1994)

Main exports
Crude oil, natural gas, petroleum products

Main imports
Machinery and transport equipment, manufactured
goods, foodstuffs

Main exports to Canada
\$0.1 million (1997), including clothing and
petroleum products

Main imports from Canada
\$3.5 million (1997), including machines, steel, iron,
aluminum

ECONOMIC DATA

GDP
\$4.6 billion US (1995 est.)

GDP growth rate
2% (1995 est.)

GDP per capita
\$17,012 US (1995 est.)

Inflation rate
2.5% (1996)

CANADIAN REPRESENTATIVE

Gardiner Wilson, High Commissioner
The Canadian High Commission
Britannia House, Suite 51-52
Jalan Cator
Bandar Seri Begawan BS8811
Brunei Darussalam
Phone: (011-673-2) 220043
Fax: (011-673-2) 220040

CHILE

Capital: Santiago

GEODATA

Area

756,626 km²

Population

14.6 million (1997)

Population growth rate

1.6% (1990-1995 average)

Official language

Spanish

Major religious groups

Roman Catholic (89%), Protestant (11%)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

Democratic institutions

Bicameral congress

Leader

President Eduardo Frei

Minister of External Relations

José Miguel Insulza

Minister of the Economy

Jorge Leiva

UN Human Development Index (1998)

Chile ranks 31st among 174 countries

ECONOMIC DATA

GDP

\$80.4 billion US (1997)

GDP growth rate

6.8% (1997 est.)

GDP per capita

\$5,050 US (1996)

Inflation rate

6.2% (1997 est.)

Unemployment rate

7.2% (1996 est.)

Main exports

Copper, wood products, fish and fish meal, fruits, nuts, raw materials, textiles, industrial products

Main imports

Capital goods, spare parts, raw materials, petroleum, foodstuffs

Main exports to Canada

\$324.9 million (1997), including fruit (grapes) and nuts, wine, flour, vegetables, fish meal, fish and crustaceans, minerals, iron and steel

Main imports from Canada

\$392.4 million (1997), including cereals, coal briquettes, telephone apparatus, machinery, ores, slag, mineral fuels, vehicle parts and accessories, salt, pulp and paper

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Lawrence D. Lederman

The Canadian Embassy

Nueva Tajamar 481

Torre Norte, Piso 12

Santiago, Chile

Phone: (011-56-2) 362-9660

Fax: (011-56-2) 362-9665

CHINA

Capital: Beijing

GEODATA

Area

9,557,172 km²

Population

1.2 billion (1997 est.)

Population growth rate

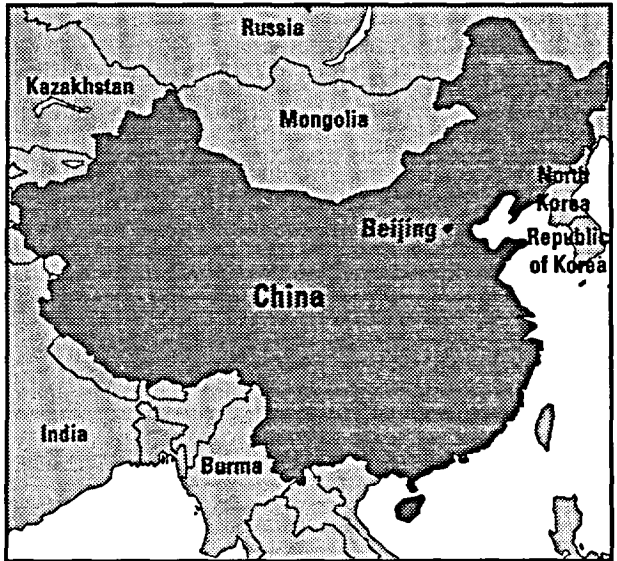
0.9% (1997 est.)

Official language

Mandarin Chinese

Major religious groups

Confucian, Buddhist, Taoist



POLITICAL DATA

Type of government

One party socialist state

Leaders

President Jiang Zemin

Premier Zhu Rongji

Minister of Foreign Affairs and Vice Premier

Tang Jiaxuan

Minister of Foreign Trade and Economic

Co-operation

Shi Guangsheng

UN Human Development Index (1998)

China ranks 106th among 174 countries

ECONOMIC DATA

GDP

\$890 billion US (1997 est.)

GDP growth rate

8.8% (1997)

GDP per capita

\$700 US (1997 est.)

Inflation rate

2.8% (1997)

Main exports

Electrical machinery, woven apparel, machinery, knit apparel, footwear, toys and sports equipment, mineral fuel oil

Main imports

Electrical and mechanical machinery, mineral fuel oil, plastic, iron and steel, synthetic filament, cotton fabric and yarn

Main exports to Canada

\$6.3 billion (1997), including electrical machinery, toys and sports equipment, footwear, woven apparel, leather articles

Main imports from Canada

\$2.2 billion (1997), including cereals, electrical machinery, wood pulp, fertilizers, machinery

Canadian official development assistance

\$39.5 million (1997-98) (bilateral disbursement)

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Howard Balloch

19 Dongzhimenwai Dajie

Chaoyang District

Beijing 100600, China

Phone: (011-86-10) 6532-3536

Fax: (011-86-10) 6532-4311

HONG KONG, CHINA

GEODATA

Area

1,072 km²

Population

6.6 million (1996)

Population growth rate

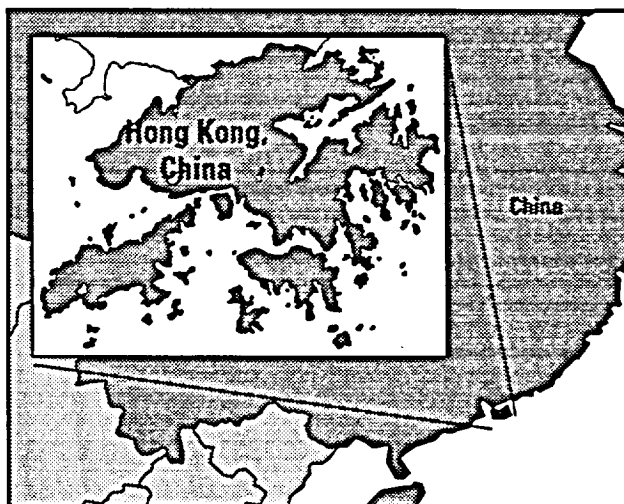
1.9% (1996 est.)

Official languages

English and Cantonese

Major religious groups

Christian, Buddhist, Confucian, Taoist



POLITICAL DATA

Type of government

The Hong Kong Special Administrative Region of the People's Republic of China

Leader

Chief Executive Tung Chee-Hwa

UN Human Development Index (1998)

Hong Kong ranks 25th among 174 countries

ECONOMIC DATA

GDP

\$187.8 billion US (1997)

GDP growth rate

4.7% (1996)

GDP per capita

\$28,821 US (1997)

Inflation rate

5.8% (1997)

Unemployment rate

5% (1st quarter 1998)

Main exports

Clothing, textile yarns, electronic products, watches and clocks, toys

Main imports

Raw materials, meats and other food products, textile yarns, fabric, machinery, transportation equipment

Main exports to Canada

\$1.3 billion (1997), including apparel and clothing, electrical equipment, mechanical equipment, clocks, watches, toys, games and sports equipment

Main imports from Canada

\$1.7 billion (1997), including precious metals, electrical equipment, paper and paperboard, wood, food products

CANADIAN REPRESENTATIVE

Colin Russel, Consul General

Consulate General of Canada

11-14th floors, Tower I

Exchange Square

Central, Hong Kong

Phone: (011-852) 2847-7414

Fax: (011-852) 2847-7441

INDONESIA

Capital: Jakarta

GEODATA

Area

1,948,732 km²

Population

202.8 million (1997 est.)

Population growth rate

1.6% (1996 est.)

Major languages

Bahasa Indonesia (Malay), English, Dutch, indigenous

Major religious groups

Muslim (80%), Christian, Hindu

POLITICAL DATA

Type of government

Presidential republic

Democratic institutions

Unicameral parliament

Leader

President B. J. Habibie

Foreign Minister

Ali Alatas

Minister of Trade and Industry

Rahardi Ramelan

UN Human Development Index (1998)

Indonesia ranks 96th among 174 countries

ECONOMIC DATA

GDP

\$214.6 billion US (1997)

GDP growth rate

4.6% (1997)

GDP per capita

\$1,072 US (1997)

Inflation rate

7.5% (1997)



Unemployment rate

17% (1998)

Main exports

Crude oil and products, textiles and garments, wood and wood products, natural gas, rubber and rubber products, and shrimp

Main imports

Machinery and transport equipment, manufactured ether, chemicals, raw materials, fuel and lubricants, foodstuffs, drinks, tobacco

Main exports to Canada

\$808.7 million (1997), including textiles, footwear, wood products, rubber and rubber articles, electrical machinery, animal and vegetable oils

Main imports from Canada

\$796.4 million (1997), including cereals, pulp and paper, plastics, mineral fuels and oil, salt, sulphur, mechanical machinery, boilers

Canadian official development assistance

\$26.9 million (1996-97)

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Ken Sunquist

The Canadian Embassy

Wisma Metropolitan 1, 5th floor

Jalan Jendral Sudirman Kav. 29

Jakarta 12920, Indonesia

Phone: (011-62-21) 525-0709

Fax: (011-62-21) 571-2251

JAPAN

Capital: Tokyo

GEODATA

Area

377,750 km²

Population

126 million (1997)

Population growth rate

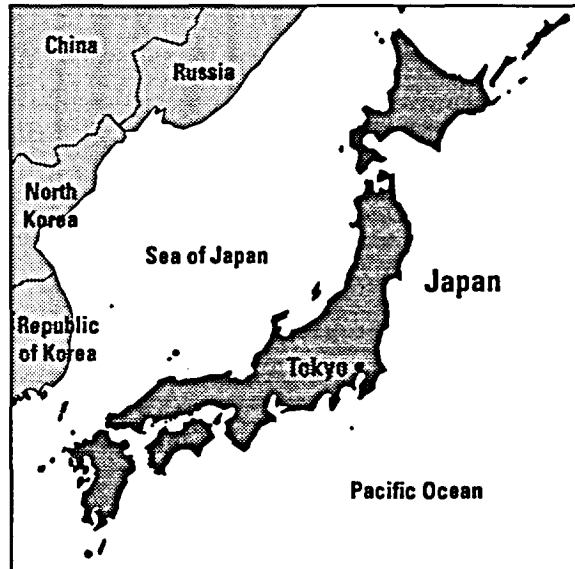
0.2% (1997 est.)

Major language

Japanese

Major religious groups

Buddhist, Shinto



POLITICAL DATA

Type of government

Constitutional monarchy

Democratic institutions

Bicameral parliament

Leaders

Emperor Akihito

Prime Minister Keizo Obuchi

Minister of Foreign Affairs

Masahiko Komura

Minister of Finance

Kiichi Miyazawa

UN Human Development Index (1998)

Japan ranks 8th among 174 countries

Unemployment rate

4.3% (August 1998)

Main exports

Machinery, motor vehicles, consumer electronics and computers

Main imports

Mineral fuels, foodstuffs, raw materials, machinery, metal ore

Main exports to Canada

\$12.5 billion (1997), including machinery, electronics and photographic equipment, motor vehicles and parts, computers, chemicals

Main imports from Canada

\$10.9 billion (1997), including lumber and plywood, pulp and paper, coal, fish, animal products, seafood, oilseeds

ECONOMIC DATA

Nominal GDP

\$4.2 trillion US (1997)

Real GDP growth rate

0.9% (1997)

GDP per capita

\$32,808 US (1997 est.)

Inflation rate

1.8% (1997)

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Leonard J. Edwards

The Canadian Embassy

7-3-38 Akasaka,

Minato-ku,

Tokyo 107, Japan

Phone: (011-81-3) 5412-6200

Fax: (011-81-3) 5412-6247

KOREA, REPUBLIC OF

Capital: Seoul

GEODATA

Area

99,016 km²

Population

45.5 million (1996)

Population growth rate

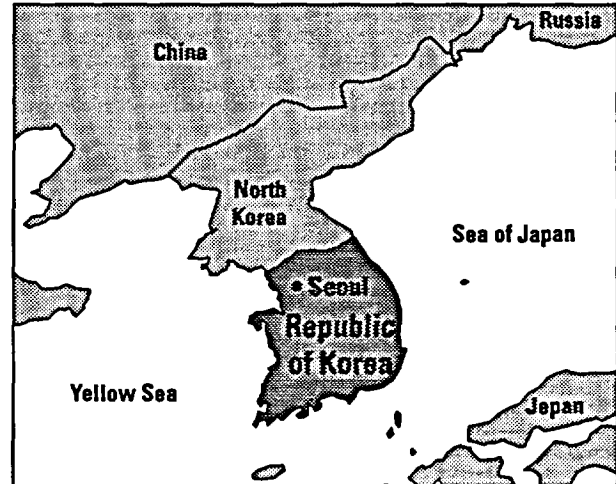
1% (1997)

Official language

Korean

Major religious groups

Christian (49%), Buddhist (47%), Confucian (3%)



POLITICAL DATA

Type of government

Presidential republic

Democratic institutions

Unicameral, national assembly

Leaders

President Kim Dae-Jung

Acting Prime Minister Kim Jong-pil

Minister of Foreign Affairs

Park Chung-soo

Minister of Industry and Resources

Park Tae-young

UN Human Development Index (1998)

The Republic of Korea ranks 30th among 174 countries

ECONOMIC DATA

GDP

\$467.9 billion US (1997)

GDP growth rate

5.9% (1997)

GDP per capita

\$9,635 US (1997)

Inflation rate

4.5% (1997)

Unemployment rate

2.6% (1997)

Main exports

Mineral fuels, organic chemicals, wheat and meslin, alternative energy products, machinery parts

Main imports

Integrated circuits, computers and parts, automobiles, electronic machinery, pneumatic tires

Main exports to Canada

\$2.8 billion (1997), including electronics and electrical equipment, footwear, machinery, automobiles, textiles and clothing, chemicals, steel, plastics

Main imports from Canada

\$2.9 billion (1997), including wood pulp, mineral fuels and oils, machinery, organic chemicals, ores, slag and ash

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Arthur Perron

Canadian Embassy

10th Floor, Kolon Building

45 Mugyo-dong, Jung-Ku

Seoul 100-170, Republic of Korea

Phone: (011-82-2) 3455-6000

Fax: (011-82-2) 755-0686

MALAYSIA

Capital: Kuala Lumpur

GEODATA

Area

329,758 km²

Population

21.8 million (1997)

Population growth rate

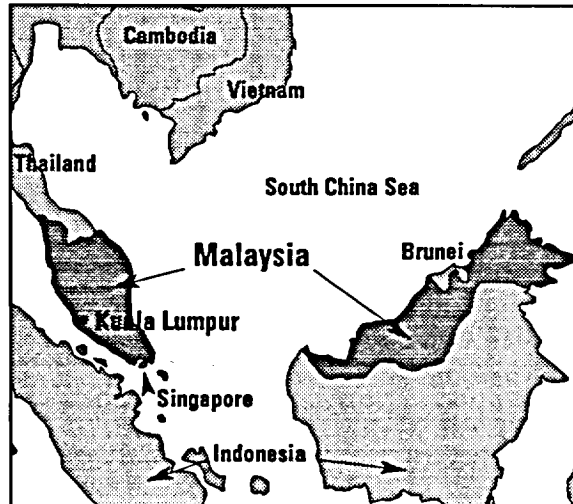
2.2% (1997 est.)

Major languages

Malay (Bahasa Malaysia), English, Hokkien, Cantonese, Tamil

Major religious groups

Muslim, Buddhist, Taoist, Christian, Hindu



POLITICAL DATA

Type of government

Constitutional monarchy

Democratic institutions

Bicameral parliament

King

The Yang di-Pertuan Agong

Prime Minister

Dr. Mahathir Mohamad

Minister of Foreign Affairs

Datuk Abdullah

Minister of International Trade and Industry

Dato' Paduka

UN Human Development Index (1998)

Malaysia ranks 60th among 174 countries

ECONOMIC DATA

GDP

\$142.9 billion US (1997)

GDP growth rate

7.8% (1997)

GDP per capita

\$6,740 US (1997)

Inflation rate

2.7% (1997)

Unemployment rate

2.7% (1997)

Main exports

Electronics and electrical machinery, petroleum, timber and logs, textiles, palm oil

Main imports

Manufactured goods, machinery and transport equipment, metal products, food, beverages, tobacco, consumer goods

Main exports to Canada

\$1.9 billion (1997), including electrical machinery and parts, machinery, boilers, mechanical appliances, rubber and rubber articles, clothing

Main imports from Canada

\$679 million (1997), including paper and paperboard, electrical machinery and parts, fertilizers, machinery, boilers, aircraft and parts

Canadian official development assistance

\$5.84 million (1996-97)

CANADIAN REPRESENTATIVE

André Simard, High Commissioner

The Canadian High Commission

Plaza OSK, 7th Floor

172 Jalan Ampang

50450 Kuala Lumpur, Malaysia

Phone: (011-60-3) 261-2000

Fax: (011-60-3) 261-3428

MEXICO

Capital: Mexico City

GEODATA

Area

1,967,183 km²

Population

97.1 million (1998)

Population growth rate

1.8% (1998)

Official language

Spanish

Major religious group

Roman Catholic



POLITICAL DATA

Type of government

Federal republic

Democratic institutions

Bicameral congress

Leader

President Ernesto Zedillo Ponce de León

Minister of Foreign Affairs

Rosario Green Macias

Minister of Trade and Industrial Planning

Herminio Blanco

UN Human Development Index (1998)

Mexico ranks 49th among 174 countries

ECONOMIC DATA

GDP

\$408 billion US (1997)

GDP growth rate

7% (1997)

GDP per capita

\$4,200 US (1997)

Inflation rate

15.7% (1997)

Unemployment rate

3.2% (May 1998)

Main exports

Petroleum, petroleum products, coffee, shrimp, engines, motor vehicles

Main imports

Grain, manufactured articles, agricultural machinery, electrical equipment

Main exports to Canada

\$6.9 billion (1997), including motor vehicles and parts, electronics, petroleum, engines, data processing machines, furniture, edible fruit and nuts, vegetables, glass and glassware, optical equipment

Main imports from Canada

\$1.3 billion (1997), including motor vehicle parts, wheat, canola, iron and steel products, machinery and mechanical appliances, telecommunications equipment, meat and livestock, paper and wood pulp, seeds, aircraft and parts, ores, dairy products

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Stanley E. Gooch

The Canadian Embassy

Calle Schiller No. 529

Colonia Rincón del Bosque

Polanco 11560, Mexico D.F.

Phone: (011-525) 724-7900

Fax: (011-525) 724-7980

NEW ZEALAND

Capital: Wellington

GEODATA

Area

270,534 km²

Population

3.7 million (1997)

Population growth rate

1.1% (1997)

Major languages

English (official), Maori

Major religious groups

Anglican (29%), Presbyterian (18%),
Roman Catholic (15%)



POLITICAL DATA

Type of government

Parliamentary monarchy

Democratic institutions

Unicameral house, multiparty

Leader

Prime Minister Jenny Shipley

Foreign Affairs and Trade Minister

Donald Charles McKinnon

International Trade Minister

Lockwood Smith

UN Human Development Index (1998)

New Zealand ranks 9th among 174 countries

ECONOMIC DATA

GDP

\$58.1 billion US (1997)

GDP growth rate

2% (1997)

GDP per capita

\$16,141 US (1997)

Inflation rate

1.2% (1997)

Unemployment rate

6.7% (December 1997)

Main exports

Beef, fruit, fish, livestock, wool, dairy products, chemicals, forestry products, and manufactured goods

Main imports

Petroleum, machinery, motor vehicles, manufactured goods, and animal and vegetable oils

Main exports to Canada

\$366 million (1997), including meat (beef and lamb), dairy products, fresh fruits, tools and implements, iron and steel

Main imports from Canada

\$298 million (1997), including machinery and electrical equipment, potassium chloride, wood and paper, polyethylene, meat (pork and fish)

CANADIAN REPRESENTATIVE

Valerie Raymond, High Commissioner
The Canadian High Commission
3rd Floor, 61 Molesworth Street, Thorndon
Wellington, New Zealand

Phone: (011-64-4) 473-9577

Fax: (011-64-4) 471-2082

PAPUA NEW GUINEA

Capital: Port Moresby

GEODATA

Area

462,840 km²

Population

4.5 million (1997)

Population growth rate

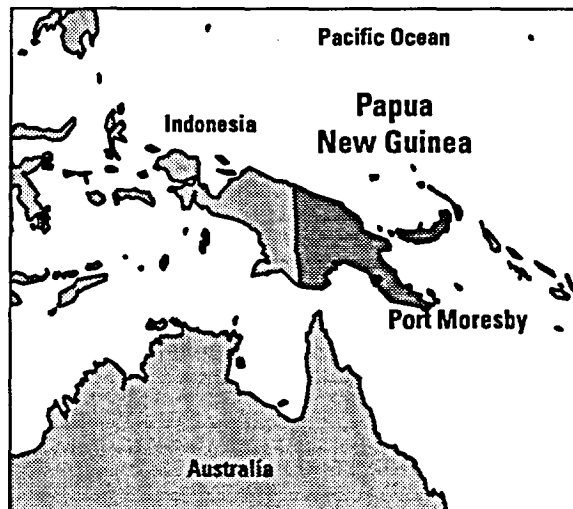
2.3% (1996 est.)

Major languages

Motu, Pidgin English

Major religious groups

Indigenous beliefs (34%), Roman Catholic (22%), Lutheran (16%), other (28%)



POLITICAL DATA

Type of government

Parliamentary democracy

Democratic institutions

Unicameral parliament, multiparty system

Leader

Prime Minister Bill Skate

Minister for Foreign Affairs and Trade

Kilroy Genia

UN Human Development Index (1998)

Papua New Guinea ranks 129th among 174 countries

ECONOMIC DATA

GDP

\$10.7 billion US (1996)

GDP growth rate

2.3% (1996)

GDP per capita

\$2,400 US (1996)

Inflation rate

12% (1996)

Unemployment rate

15% (1995)

Main exports

Gold, copper ore, coffee, cocoa, copra, palm oil, timber, fish

Main imports

Machinery and transport equipment, fuels, foodstuffs, chemicals, consumer goods

Main exports to Canada

\$2 million (1997), including spices and coffee, rubber, electrical machinery, aircraft, ores, slag and ash

Main imports from Canada

\$24 million (1997), including aircraft, machinery, vehicles (not railway), iron and steel products, musical instruments

CANADIAN REPRESENTATIVE

Brian Schumacher, High Commissioner

The Canadian High Commission

to Papua New Guinea

c/o The Canadian High Commission

Commonwealth Avenue

Canberra, ACT 2600

Australia

Phone: (011-61-2) 6273-3844

Fax: (011-61-2) 6270-4069

PERU

Capital: Lima

GEODATA

Area

1,285,216 km²

Population

23.9 million (1996)

Population growth rate

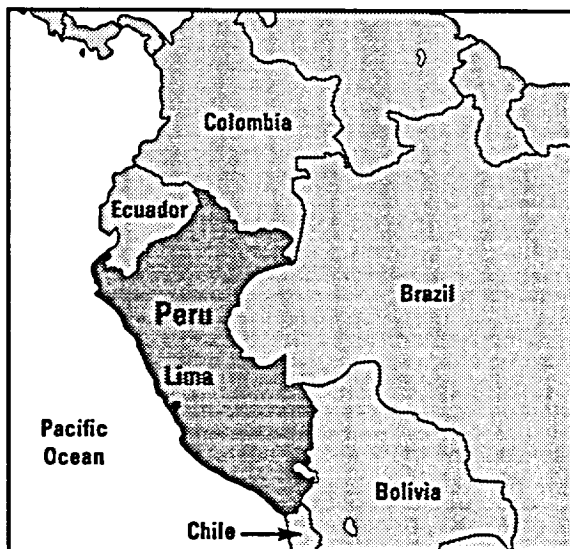
1.8% (1997 est.)

Major languages

Spanish (official), Quechua and Aymara

Major religious group

Roman Catholic



POLITICAL DATA

Type of government

Republic, presidential democracy

Democratic institutions

Unicameral congress

Leaders

President Alberto Fujimori

Prime Minister Alberto Pandolfi

Minister of Foreign Affairs

Fernando de Trazegnies

UN Human Development Index (1998)

Peru ranks 86th among 174 countries

ECONOMIC DATA

GDP

\$65.3 billion US (1997 est.)

GDP growth rate

7.4% (1997 est.)

GDP per capita

\$2,549 US (1996)

Inflation rate

9.6% (1997 est.)

Unemployment rate

7.7% (3rd quarter 1997 est.)

Main exports

Copper, zinc, fishmeal, crude petroleum and byproducts, lead, refined silver, coffee

Main imports

Machinery, transportation equipment, foodstuffs, petroleum, iron, steel, chemicals

Main exports to Canada

\$134.3 million (1997), including silver, lead, zinc, coffee, fishmeal

Main imports from Canada

\$270 million (1997), including cereals, edible seeds (e.g., chickpeas), telecommunications equipment, machinery

Canadian official development assistance

\$19.5 million (1997-98)

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Graeme C. Clark

The Canadian Embassy

Libertad 130, Miraflores

Lima, Peru

Phone: (011-51-1) 444-4015

Fax: (011-51-1) 444-4347

PHILIPPINES

Capital: Manila

GEODATA

Area

300,000 km²

Population

73.5 million (1997)

Population growth rate

2.2% (1998 est.)

Major languages

Tagalog, English, Spanish

Major religious groups

Roman Catholic (83%), Protestant (9%),
Muslim (5%)

POLITICAL DATA

Type of government

Presidential republic

Democratic institutions

Bicameral congress

Leader

President Joseph Estrada

Secretary of Foreign Affairs

Domingo L. Siazon

Secretary of Trade and Industry

José Pardo

UN Human Development Index (1998)

The Philippines ranks 98th among 174 countries

ECONOMIC DATA

GDP

\$83.5 billion US (1997)

GDP growth rate

5.1% (1997)

GDP per capita

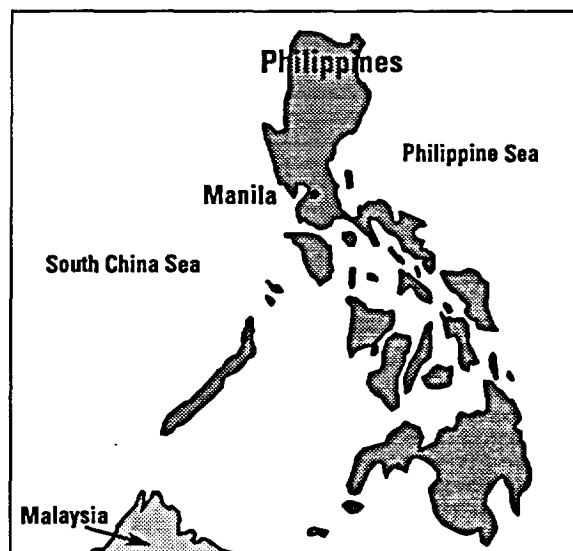
\$1,135 US (1997)

Inflation rate

9.2% (projected 1998)

Unemployment rate

7.9% (1997)



Main exports

Electrical and electronic equipment and parts,
machinery and transportation equipment, textiles

Main imports

Raw materials, capital goods

Main exports to Canada

\$723.4 million (1997), including electrical and
other machinery, boilers and parts, textiles, clocks,
watches and parts, fish products

Main imports from Canada

\$407 million (1997), including electrical and
mechanical machinery, cereals, ores, pulp and
paper, zinc

Canadian official development assistance

\$26.4 million (1996-97)

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador John Treleven

The Canadian Embassy

11th Floor, Allied Bank Centre

6754 Ayala Avenue

Makati City, Metro Manila, Philippines 1200

Phone: (011-63-2) 867-0001

Fax: (011-63-2) 810-8839

RUSSIA

Capital: Moscow

GEODATA

Area

17,075,400 km²

Population

148 million (1997)

Population growth rate

-0.1% (1995)

Major language

Russian

Major religious groups

Russian Orthodox, Muslim



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

Democratic institutions

Federal assembly

Leaders

President Boris Yeltsin

Prime Minister Yevgeny Primakov

Minister of Foreign Affairs

Igor Ivanov

Minister of Finance

Mikhail Zadornov

UN Human Development Index (1998)

Russia ranks 72nd among 174 countries

ECONOMIC DATA

Nominal GDP

\$463 billion US (1997)

Real GDP growth rate

0.4% (1997)

GDP per capita

\$2,485 US (1997)

Inflation rate

11.3% (1997)

Unemployment rate

9.3% (December 1997)

Main exports

Energy products, machinery and equipment, minerals and metals, food products, chemicals

Main imports

Machinery and equipment, food products, textiles, chemicals, mineral and metal products

Main exports to Canada

\$626 million (1997), including steel, metals, fish, mineral fuels, precious stones and metals, ore, inorganic chemicals

Main imports from Canada

\$351 million (1997), including telecommunications equipment, machinery, vehicles and accessories, meats, clothing, tobacco

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Anne Leahy

The Canadian Embassy

Starokonyushenny Pereulok 23

Moscow 12100, Russia

Phone: (011-7-095) 956-6666

Fax: (011-7-095) 232-9948

SINGAPORE

Capital: Singapore

GEODATA

Area

636 km²

Population

3.7 million (1997 est.)

Population growth rate

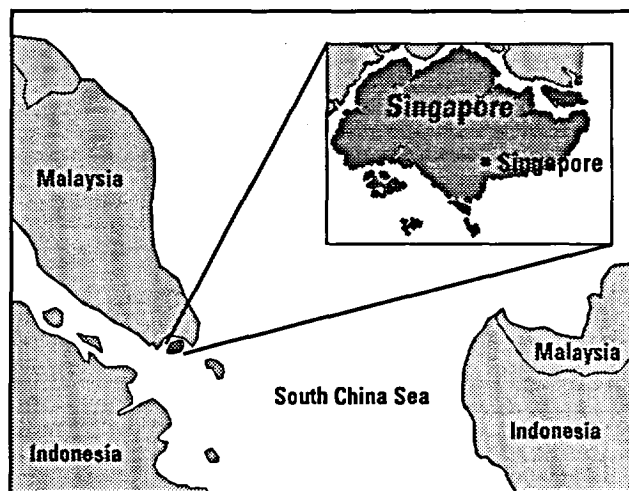
1.7% (1997 est.)

Major languages

English, Chinese, Malay, Tamil

Major religious groups

Buddhist (31%), Taoist (22%), Muslim (15%),
Christian (12%), Hindu (4%)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic, constitutional parliamentary democracy

Democratic institutions

Unicameral parliamentary democracy

Leaders

President Ong Teng Cheong

Prime Minister Goh Chok Tong

Minister for Foreign Affairs

Prof. S. Jayakumar

Minister for Trade and Industry

Lee Yock Suan

UN Human Development Index (1998)

Singapore ranks 28th among 174 countries

Unemployment rate

1.7% (1997)

Main exports

Machinery and equipment, petroleum products,
rubber, manufactured goods, processed foods,
coconut oil, palm oil, copra

Main imports

Machinery and equipment, mineral fuels, chemicals,
manufactured goods, food

Main exports to Canada

\$1.2 billion (1997), including capital equipment;
organic chemicals; rubber and rubber products;
base metal tools, implements and cutlery

Main imports from Canada

\$506 million (1997), including capital equipment,
manufactured goods, paper and paperboard, aircraft
and parts, organic chemicals

ECONOMIC DATA

GDP

\$96.6 billion US (1997)

GDP growth rate

7.3% (1996)

GDP per capita

\$31,161 US (1997)

Inflation rate

2% (1997)

CANADIAN REPRESENTATIVE

Barry Carin, High Commissioner

The Canadian High Commission

IBM Towers, 14th Floor

80 Anson Road

Singapore 079907, Singapore

Phone: (011-65) 325-3200

Fax: (011-65) 325-3297

CHINESE TAIPEI

Capital: Taipei

GEODATA

Area

36,002 km²

Population

21.6 million (1997)

Population growth rate

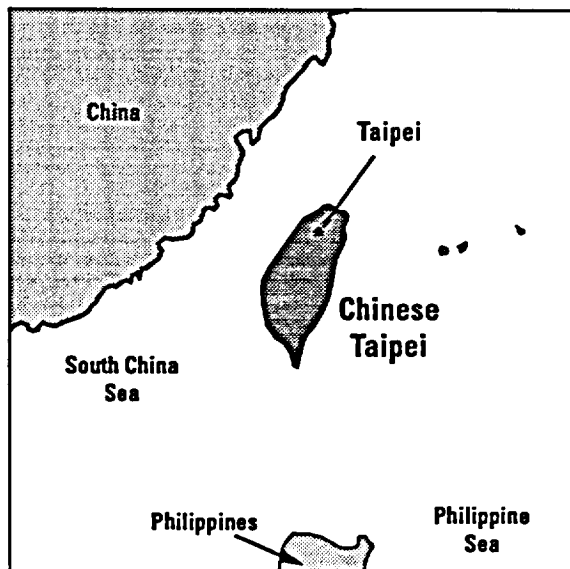
0.8% (1996)

Major languages

Mandarin and Fukienese

Major religious groups

Taoist (95%), Buddhist, Confucian



GENERAL INFORMATION

UN Human Development Index (1996)

Chinese Taipei ranked 25th among 174 countries
(Not listed in 1997 or 1998)

ECONOMIC DATA

GDP

\$276 billion US (1997)

GDP growth rate

5.4% (1998 est.)

Real GDP per capita (purchasing power parity)

\$14,640 US (1997)

Inflation rate

0.8% (1997)

Unemployment rate

3% (1998)

Main exports

Machinery, textiles, metals, foodstuffs, wood

Main imports

Machinery, metals, chemicals, petroleum, foodstuffs

Main exports to Canada

\$3.4 billion (1997), including mechanical and electrical equipment, railway and streetcar rolling-stock parts, furniture, footwear, toys and sports equipment, plastics, clothing, tools, base metal articles, optical precision equipment

Main imports from Canada

\$1.6 billion (1997) including mineral fuels, wood pulp, paper, electrical equipment, paperboard, agricultural products, processed foods, pollution control and environmental engineering services, transportation equipment, telecommunications, avionics, high-tech products, engineering services

CANADIAN TRADE OFFICE

David Mulroney, Director
Canadian Trade Office, Chinese Taipei
365 Fu Hsing North Road, 13th Floor
Taipei 10483, Chinese Taipei
Phone: (011-886-2) 2547-9500
Fax: (011-886-2) 2712-7244

THAILAND

Capital: Bangkok

GEODATA

Area

513,115 km²

Population

62.2 million (1997)

Population growth rate

1% (1997)

Major languages

Thai, Chinese

Major religious group

Buddhist

POLITICAL DATA

Type of government

Constitutional monarchy

Democratic institutions

Bicameral parliament

Leaders

King Bhumibol Adulyadej

Prime Minister Chuan Leekpai

Minister of Foreign Affairs

Dr. Surin Pitsuwan

Minister of Commerce

Dr. Supachai Panitchpakdi

UN Human Development Index (1998)

Thailand ranks 59th among 174 countries

ECONOMIC DATA

GDP

\$159.3 billion US (1997)

GDP growth rate

-0.4% (1997)

GDP per capita

\$2,561 US (1997)

Inflation rate

8% (1997)

Unemployment rate

3.5% (June 1997)



Main exports

Textiles and garments, computers and parts, electrical appliances, precious stones and jewelry, plastic products

Main imports

Non-electrical machinery, electrical machinery, fuel and lubricants, vehicles and parts

Main exports to Canada

\$1.2 billion (1997), including boilers and mechanical machinery, electrical machinery, prepared meat and seafood products, fish and crustaceans, rubber and rubber articles

Main imports from Canada

\$466 million (1997), including electrical machinery and parts, wood pulp, machinery, boilers and parts, salt, sulphur, cereals

Canadian official development assistance

\$15.1 million (1996-97)

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Bernard Giroux

Embassy of Canada

15th Floor, Abdulrahim Place

990 Rama IV Road

Bangkok 10500, Thailand

Phone: (011-66-2) 636-0540

Fax: (011-66-2) 636-0565

UNITED STATES

Capital: Washington

GEODATA

Area

9,809,431 km²

Population

269.4 million (1996)

Population growth rate

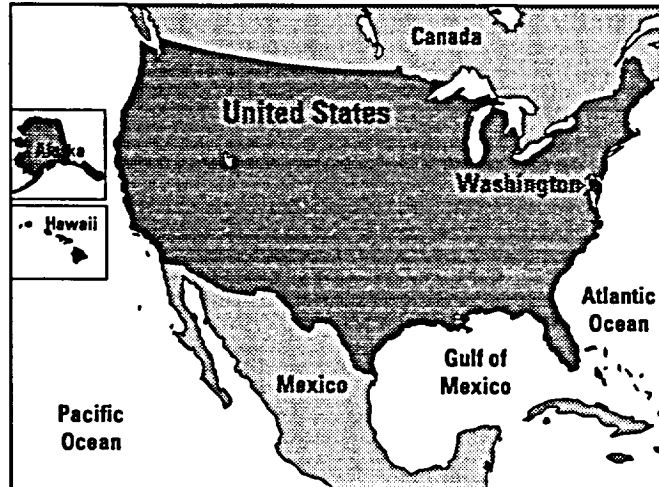
1% (1996)

Major languages

English, Spanish

Major religious groups

Protestant (61%), Roman Catholic (28%),
Jewish (2%)



POLITICAL DATA

Type of government

Federal republic

Democratic institutions

Bicameral congress

Leader

President Bill Clinton

Secretary of State

Madeleine K. Albright

Secretary of the Treasury

Robert Rubin

UN Human Development Index (1998)

United States ranks 4th among 174 countries

ECONOMIC DATA

Nominal GDP

\$7.2 trillion US (1997)

Real GDP growth rate

3.8% (1997)

Inflation rate

2.3% (1997)

Unemployment rate

4.6% (February 1998)

Main exports

Machinery and equipment, motor vehicles, aircraft, wheat, chemicals, plastics, agricultural goods and military supplies

Main imports

Petroleum and petroleum products, non-ferrous base metals, fertilizers, agricultural products, machinery and equipment, motor vehicles, various raw materials

Main exports to Canada

\$212 billion (balance of payments basis, 1997), including motor vehicles and parts, computers, telecommunications equipment, plastic materials

Main imports from Canada

\$244 billion (balance of payments basis, 1997), including motor vehicles and parts, softwood lumber, crude petroleum, natural gas, newsprint

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Raymond A.J. Chrétien

The Canadian Embassy

501 Pennsylvania Avenue, N.W.

Washington, D.C. 20001, U.S.A.

Phone: (202) 682-1740

Fax: (202) 682-7726

VIETNAM

Capital: Hanoi

GEODATA

Area
330,036 km²

Population
76.7 million (1997)

Population growth rate
1.9% (1997)

Major languages
Vietnamese (official), French, English, Khmer

Major religious groups
Buddhist (67%), Roman Catholic (8%)



POLITICAL DATA

Type of government
Socialist republic

Democratic institutions
National assembly (unicameral)

Leaders
President Tran Duc Luong
Prime Minister Phan Van Khai

Minister of Foreign Affairs
Nguyen Manh Cam

UN Human Development Index (1998)
Vietnam ranks 122nd among 174 countries

ECONOMIC DATA

GDP
\$24.8 billion US (1997)

GDP growth rate
8.8% (1997)

GDP per capita
\$323 US (1997)

Inflation rate
4% (1997)

Main exports

Crude oil, agricultural and forestry products, fish and fish byproducts, rice

Main imports

Crude oil, machinery, steel, fertilizer

Main exports to Canada

\$148.6 million (1997), including footwear, clothing, coffee, tea, spices, fish, crustaceans

Main imports from Canada

\$52.1 million (1997), including fertilizers, electrical and other machinery, boilers, pharmaceutical products, synthetic staple fibres

Canadian official development assistance

\$21 million (1996-97)

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Marius Grinius
The Canadian Embassy
31 Hung Vuong Street
Hanoi, Vietnam

Phone: (011-844) 823-5500
Fax: (011-844) 823-5351

Biographies

Jean Chrétien

Prime Minister of Canada

Born in Shawinigan, Quebec, on Jan. 11, 1934, Jean Chrétien studied law at Laval University and was called to the bar in 1958. He joined a Shawinigan law firm and was director of the Bar of Trois-Rivières in 1962-63.

Mr. Chrétien was first elected to the House of Commons in 1963. After being re-elected in 1965, he was appointed parliamentary secretary to Prime Minister Lester B. Pearson and, in 1966, parliamentary secretary to the Minister of Finance. In 1967, he became a minister of state attached to the Minister of Finance and, in 1968, he was appointed Minister of National Revenue.

Re-elected five times between 1968 and 1980, Mr. Chrétien held a number of cabinet portfolios, among them Indian Affairs and Northern Development; Industry, Trade and Commerce; Finance; Justice; and Energy, Mines and Resources. He was President of the Treasury Board from 1974 until 1976, and he was appointed Deputy Prime Minister and Secretary of State for External Affairs in June 1984.

Following the election of 1984, the Liberals formed the official Opposition and Mr. Chrétien served as critic for external affairs. In 1986 he left politics. From 1986 to 1990, he was a counsel with the law firm of Lang Michener Lawrence and Shaw. He was also a senior advisor with Gordon Capital Corp.

In 1990, Mr. Chrétien returned to politics. On June 23, he was elected Leader of the Liberal Party of Canada. Elected to the House of Commons in a byelection, he was sworn in as Leader of the Opposition in December.

Mr. Chrétien was re-elected to the House of Commons for the Quebec riding of Saint-Maurice in October 1993, when his party won a majority of seats in the House. He became the 20th Prime Minister of Canada on Nov. 4, 1993. He was returned as Prime Minister for a second term in the 1997 election.

Mr. Chrétien married Aline Chaîné of Shawinigan in 1957. They have three children.

Lloyd Axworthy

Minister of Foreign Affairs

Lloyd Axworthy was born on Dec. 21, 1939. He graduated from United College (now the University of Winnipeg) and from Princeton University, receiving a doctorate in 1972.

During the 1960s and 1970s, he was a professor of political science at the University of Winnipeg and also served as director of the university's Institute of Urban Studies.

In 1973, he was elected the Liberal member of the Manitoba legislative assembly representing the Fort Rouge constituency. He was re-elected in 1977.

First elected to Parliament in May 1979, Mr. Axworthy was re-elected in 1980 to represent the riding of Winnipeg-Fort Garry. Between 1980 and 1984, he served as Minister of Employment and Immigration, Minister responsible for the Status of Women, and Minister of Transport.

Between 1984 and 1992, he held a variety of positions including critic for regional and industrial expansion and the Canadian Wheat Board; deputy critic for external affairs; critic for trade; and chairman of both the Liberal Trade Task Force and the Economic Policy Committee of the Liberal caucus.

Mr. Axworthy was appointed Minister of Foreign Affairs in 1996. He previously served as Minister of Human Resources Development and Minister of Western Economic Diversification.

Mr. Axworthy is married to Denise Ommaney. They have three children.

Sergio Marchi

Minister for International Trade

Sergio Marchi was born in Buenos Aires on May 12, 1956, and moved to Toronto with his family at a young age. He was educated at St. Basil's College and graduated with an honours degree in urban planning and sociology from York University in 1979.

Following graduation, Mr. Marchi became the executive assistant to a member of Parliament. In 1981 he served as special assistant to the Minister of State (Multiculturalism).

Mr. Marchi's political career began in North York, Ontario, where he was elected an alderman in 1982. He was first elected to the House of Commons in 1984 and has been the member of Parliament for the Ontario riding of York West ever since.

During his years in Opposition, Mr. Marchi served as critic for immigration, multiculturalism, transport, and labour. He has been a member of the Treasury Board, Social Policy, Economic Development Policy, and Program Review cabinet committees.

Mr. Marchi was appointed Minister of Citizenship and Immigration in 1993, Minister of the Environment in 1996, and Minister for International Trade in 1997.

Mr. Marchi and his wife, Laureen, have two children.

Raymond Chan

Secretary of State (Asia–Pacific)

Born in 1951 in Hong Kong, Raymond Chan came to Canada in 1969 and became a Canadian citizen in 1974. He received a bachelor of applied science in engineering physics from the University of British Columbia.

As a professional engineer, Mr. Chan worked at the Triumf research centre at the University of British Columbia from 1977 to 1993. A restaurateur, he also owned and operated two small businesses from 1974 to 1989.

In 1989, Mr. Chan founded and chaired the Vancouver Society in Support of Democracy Movement. He is a member of the Mandarin Lions Club and the Dragon Masters Toastmasters Club in Richmond.

Mr. Chan was first elected to the House of Commons in 1993 to represent the British Columbia riding of Richmond and was re-elected in 1997. He was appointed Secretary of State (Asia–Pacific) in 1993 and reappointed in 1997.

Mr. Chan and his wife, Maureen, have two children.

Notes